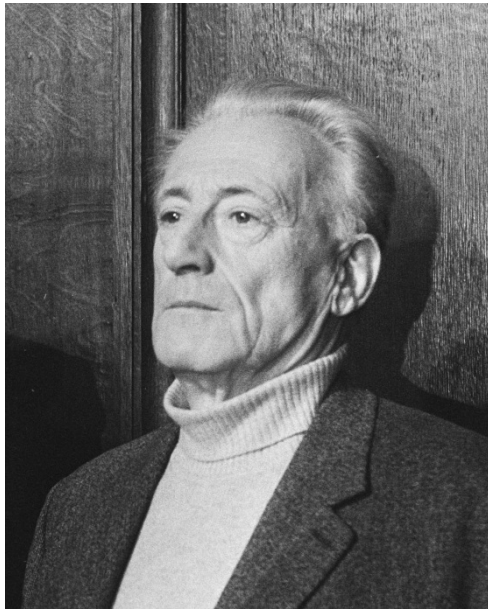


**HENRI LEFEBVRE**

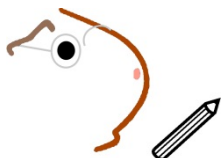
# **DU RURAL À L'URBAIN**



**1970**



## Le mot du cobaye



Il s'agit pour nous de diffuser des ouvrages intéressants et utiles ou rares sans aucun autre but que de faire de nous des cobayes *lettrés* et *critiques*, dans un sens différent de la pseudo-critique circulaire émanant des analyses d'une « littérature » qui rôde autour de nos cages, et qui ne fait rien de plus que nous enfermer en nous faisant croire que nous sommes dehors.

Cette édition consiste en un simple scan de l'édition de référence (voir ci-dessous). Le résultat final a été « optimisé » afin de produire un fichier plus léger, plus clair et plus ou moins « cherchable ».

### Edition de référence :

LEFEBVRE Henri, *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 2001, 299 p.

### Parution originale :

LEFEBVRE Henri, *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970, 285 p.









# Du Rural à l'Urbain

Henri LEFEBVRE

Présentation de Remi Hess

**3<sup>e</sup> édition**

***Anthropos***

*Diffusion : Economica, 49, rue Héricart - 75015 Paris*

© Ed. ECONOMICA, 2001

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution  
réservés pour tous les pays.

# PRÉSENTATION DE LA TROISIÈME ÉDITION

*« C'est un marxiste, Henri Lefebvre, qui a donné une méthode à mon avis simple et irréfutable pour intégrer la sociologie et l'histoire dans la perspective de la dialectique matérialiste. Cette méthode, nous la croyons valable dans tous les domaines de l'anthropologie. »*

Jean-Paul SARTRE, *Questions de méthode.*

Henri Lefebvre est né le 16 juin 1901 et il est mort en juin 1991, à 90 ans. L'année 2001 est donc à la fois le centenaire de sa naissance et le dixième anniversaire de sa mort. Rééditer un certain nombre d'ouvrages de ce maître à l'occasion de ces deux anniversaires semblait nécessaire. Certains de ses livres étaient devenus totalement introuvables. Or, Henri Lefebvre continue à inspirer des chercheurs de tous pays, et dans de nombreuses directions.

## **CÉLÉBRER LE CENTENAIRE D'HENRI LEFEBVRE**

La réédition de *Du rural à l'urbain* prend sa place dans un mouvement amorcé en 2000 aux éditions Anthropos et qui va se poursuivre toute cette année 2001. En 2000, nous avons



réédité *La production de l'espace* (4<sup>e</sup> édition) et *Espace et société* (2<sup>e</sup> édition).

*Du rural à l'urbain* s'inscrit dans la veine du *Droit à la ville*. Ces livres ont tous été édités, pour la première fois, par Anthropos entre 1968 et 1974. Il était normal de commencer par la revalorisation de ce fond de notre maison. Mais plusieurs ouvrages « anciens » seront aussi au programme de cette année du centenaire. Nous allons rééditer quelques textes « historiques » comme *L'existentialisme* ou le *Rabelais*. Notre objectif est de permettre au lecteur d'aujourd'hui de pouvoir se faire une idée du mouvement de l'œuvre de l'un des philosophes, sociologues les plus importants du XX<sup>e</sup> siècle.

Quelle meilleure entrée dans le nouveau millénaire que de se pencher à nouveau sur celui qui tenta le bilan critique de la pensée philosophique et des sciences humaines des siècles précédents. Peu de penseurs, au XX<sup>e</sup> siècle, ont pu s'approprier autant de domaines de la connaissance.

## UN CHERCHEUR HORS DU COMMUN

Henri Lefebvre a été servi par une santé de fer, à la fois sur le plan corporel et moral. Bien qu'il ait été atteint, lors de son entrée dans la vie adolescente, d'une pleurésie qui l'a amené à quitter la voie scientifique qu'il s'était tracé (il voulait devenir ingénieur pour construire des bateaux), il a retrouvé la forme physique à Aix-en-Provence où il fit des études de philosophie et vécut son premier amour (malheureux). À partir de là, il a assumé pleinement sa vie d'homme. Sur le plan psychologique, sans jamais sombrer dans le nihilisme, il a surmonté les épreuves de ce XX<sup>e</sup> siècle : la guerre de 1914, la guerre du Maroc, le stalinisme, chape de plomb transformant la pensée ouverte de Marx en système clos, le nazisme, la décolonisation, les mutations de l'industrie, le passage du rural à l'urbain, l'entrée dans l'informatique, l'effondrement du communisme !

« Métaphilosophes » tourné résolument vers l'avenir, Henri Lefebvre est donc un personnage riche et attachant qui a tenté de « penser » le monde moderne et d'envisager les virtualités de la post-modernité.

## LA REDÉCOUVERTE DE L'ŒUVRE D'HENRI LEFEBVRE...

Il se trouve que l'on assiste aujourd'hui, au niveau mondial, à un regain d'intérêt pour sa pensée et son œuvre. Certes, on ne l'a jamais oublié au Japon ou en Amérique latine où ses ouvrages continuent à être traduits et lus. Mais, actuellement, on constate qu'il figure dans toutes les bibliographies américaines du courant dit « post-moderne ». Aux États-Unis, H. Lefebvre est présenté aujourd'hui comme le premier post-moderne, ce qui l'aurait certainement fait sourire. Mais les Américains ont raison de le percevoir ainsi. On s'en persuade lorsqu'on relit un certain nombre de ses ouvrages (*Introduction à la modernité*, ou *Le manifeste différentialiste*, par exemple). Cette idée se trouve également dans les travaux d'auteurs allemands. Le nombre d'ouvrages sur Lefebvre, en allemand, est impressionnant. Dans ce pays, les recherches lefebvriennes sont actuelles. Si Kurt Meyer avait été le premier à publier un ouvrage montrant les différentes facettes du Lefebvre de 1973 (Henri Lefebvre « un romantique révolutionnaire »), depuis dix ans, des travaux importants paraissent confrontant H. Lefebvre aux théoriciens de l'École de Francfort ou, là encore, au post-modernisme. Le dernier date de 1999. Ouvrage philosophique, il explore la notion de système chez Lefebvre et compare son refus du dogmatisme à la critique philosophique allemande (Karl Korsch, Bloch, Lukacs, Heidegger, mais aussi Sartre et quelques autres). J'en termine la lecture<sup>1</sup>.

En France, H. Lefebvre a eu une influence considérable de 1935 à 1985. Durant cinquante ans, il a exploré de nombreux chemins qui ont, à chaque fois, trouvé un public : introduction de la pensée de Marx, lecture de Hegel, de Nietzsche, invention de la critique de la vie quotidienne, construction d'un rapport matérialiste à philosophie (Descartes) ou à la littérature (Rabelais, Pascal, Diderot, Musset, Stendhal), exploration du rural, de l'urbain, du langage dans son rapport à la société, de la différence, de la fin de l'histoire, théorisation de l'État, analyse

---

1. Ulrich Müller-Schöll, *Das System und der Rest. Kritische Theorie in der Perspektive Henri Lefebvres*, Sammlung kritisches Wissen, Mössingen-Talheim, 320 pages, 1999. Cet auteur avait déjà publié en 1983 : *Zur Metaphilosophie des Alltäglichen. Grundlagen des Kritik des Alltagslebens bei Henri Lefebvre*, Univ. Tübingen.

de la reproduction des rapports de production, élaboration d'une théorie de l'information, d'une définition de la société de consommation. À chaque fois, une nouvelle génération, un nouveau public découvrait la richesse de cette pensée qui s'est matérialisée dans plus de soixante ouvrages, des centaines d'articles, des traductions dans trente langues, etc.

### ...APRÈS LE REFLUX

Mais entre 1985 et 2000, on doit reconnaître qu'Henri Lefebvre a souffert, en France, d'une baisse d'influence. On ne peut pas dire qu'il ait été oublié, mais la chute du mur de Berlin, l'effondrement du communisme soviétique ont apporté une prise de distance du public français avec ce philosophe qui continuait à refuser d'assimiler Marx et la méthode marxiste à l'institué bureaucratique, et qu'il avait effectivement bien contribué à remettre en cause de l'intérieur, comme de l'extérieur. Beaucoup de militants Est-allemands qui s'étaient investis dans la lutte contre le système stalinien (et qui ont donc été les moteurs de ce qui allait devenir le mouvement pour la chute du mur) durent souffrir, de la part du public, de cette mise en quarantaine globale du marxisme.

Malgré ce contexte de reflux, nous fûmes quelques-uns à ne pas accepter cet amalgame et à continuer à travailler avec Henri Lefebvre, de son vivant, puis à continuer à travailler sur sa pensée après sa disparition.

### LES RECHERCHES LEFEBVRIENNES

Parmi d'autres recherches, René Lourau (1933-2000) a exploré dans *Implication, transduction* (Anthropos, 1997) cette démarche « transductive » qu'Henri Lefebvre voulait valoriser comme moyen de dépasser le savoir parcellaire des disciplines, et comme outil d'une méthode dialectique dynamique<sup>1</sup>. René Lourau a fait cette recherche en oubliant, au départ, qu'elle lui

---

1. Voir *Du rural à l'urbain*, p. 155, mais aussi *Introduction* de 1969 à la seconde édition de *Logique formelle et logique dialectique*, ainsi que *Critique de la vie quotidienne*, II, p. 120-122.

avait été inspirée par H. Lefebvre. Progressivement, en écrivant son journal de recherche, il est heureux de retrouver le fil, l'origine de cette exploration. Henri Lefebvre et René Lourau avaient travaillé ensemble durant près de trente ans. H. Lefebvre avait fait venir René Lourau comme assistant à Nanterre en 1966. Mais, dès 1962, ils se connaissaient (ils étaient tous les deux originaires du Béarn) et R. Lourau voulait alors faire une thèse sur le surréalisme avec H. Lefebvre, projet qui fut abandonné, sous l'influence de Georges Lapassade. R. Lourau s'investit alors entièrement dans l'analyse institutionnelle, mouvement dont il fit la théorie. Henri Lefebvre suivit cette thèse soutenue en 1969 à Nanterre, et commenta ces recherches, dans plusieurs textes, dont *La survie du capitalisme* (1973)<sup>1</sup>. En 1969, il écrit : « Aujourd'hui, l'analyse dialectique prend entre autres formes celle de l'analyse institutionnelle, qui saisit du dedans et du dehors l'implication des idéologies et des institutions. Ce qui ne va pas sans une critique en acte : l'analyse implique un analyseur, une diagnose et un diagnostic<sup>2</sup>. »

H. Lefebvre participa ensuite à plusieurs manifestations « institutionnalistes ». Jusqu'au décès d'Henri Lefebvre, René Lourau lui resta fidèle. Ils se voyaient régulièrement, pensaient ensemble (je développe l'exploration de cette relation et de cette amitié dans *La mort d'un maître, René Lourau et la fondation de l'analyse institutionnelle*, Loris Talmart, 2001).

## LE GROUPE DE NAVARRENNX

Parmi les fidèles, dans les années 1985-2000, il y a aussi un groupe de militants politiques, proches du Parti communiste (H. Lefebvre gardait de nombreuses attaches dans ce parti ou à sa périphérie) qui perpétuèrent le travail d'exploration et de réédition de son œuvre. Ce groupe s'était constitué, du vivant de H. Lefebvre autour d'un projet : repenser la citoyenneté. Depuis, le thème a fait son chemin. Il est presque devenu

---

1. H. Lefebvre, *La survie du capitalisme, la reproduction des rapports de production*, Paris, Anthropos, p. 77.

2. Préface à la seconde édition de *Logique formelle et logique dialectique*, p. XXXIX et XL, citée par R. Lourau dans *Implication, transduction*, p. 101.

trivial. Ce groupe, dit « de Navarrenx » (du nom du village de la mère de Lefebvre où ce dernier s'est éteint et est enterré), a publié avec Henri Lefebvre *Du contrat de citoyenneté* en 1990, aux éditions Syllepse, où ils éditèrent également *Éléments de rythmanalyse*, préfacé par René Lourau (1992). Ce groupe réédita ensuite chez Syllepse : *Mai 68, l'irruption de Nanterre au sommet*, préfacé par René Lourau, René Mouriaux et Pierre Cours-Salies (1998), *La conscience mystifiée* (écrit par H. Lefebvre et Norbert Guterman entre 1933 et 1935 et paru en 1936 chez Gallimard, réédité en 1979 par Le Sycomore), augmentée d'un texte de Lefebvre sur « La conscience privée » (1999), avec deux préfaces : l'une de Lucien Bonnafé, l'autre de René Lourau. En 2001, en même temps que le présent ouvrage, paraît chez Syllepse l'un des ouvrages les plus importants de Lefebvre : *Métaphilosophie*, paru en 1965 aux Éditions de Minuit, préfacé par Georges Labica. Syllepse publiera en 2002 le *Nietzsche* de Lefebvre (1939), totalement introuvable aujourd'hui.

## MON IMPLICATION DANS CE MOUVEMENT

Pour ma part, tout en étant fortement impliqué dans le courant de l'analyse institutionnelle, j'ai exploré l'œuvre de H. Lefebvre dès 1975. En 1977, je publie un article que H. Lefebvre remarque. Il me dédie le troisième tome de *De l'État*. Je prolonge ma théorisation de *l'effet Lefebvre* dans *Centre et périphérie* (1978)<sup>1</sup>.

Mais c'est en 1988 que j'ai publié ma biographie *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, écrite à la demande d'Anne-Marie Métaillé et Pascal Dibie, après la lecture de l'article « Henri Lefebvre » que j'avais publié en 1984<sup>2</sup>. L'écriture de

1. Remi Hess, *Centre et périphérie*, Paris, Anthropos, 2<sup>e</sup> édition, 2001.

2. Remi Hess « Henri Lefebvre », in *Dictionnaire des philosophes*, sous la direction de Denis Huisman, p. 1542-1546. Ces 5 pleines pages furent ramenées à une seule dans la réédition de 1993. Le nouveau conseil scientifique du *Dictionnaire* « liquida », dans cette seconde édition, tous les penseurs, théoriciens et philosophes qui avaient marqué Mai 68. Un chercheur vient de publier un ouvrage passionnant, comparant les deux éditions : Jean-François Raguét, *De la pourriture, comparaison des deux éditions, 1984 et 1993, du Dictionnaire des philosophes*, Paris, L'insomniaque, 2000. A la rubrique H. Lefebvre, il écrit : « Très amputée, sa notice passe de cinq pages

cet ouvrage s'était développée en 1987, au contact direct d'Henri Lefebvre, puisque nous nous sommes rencontrés à cette époque chaque semaine. Il s'agit d'une sorte d'histoire de vie intellectuelle, conçue à partir de la *théorie des moments*. Je ne raconte pas la vie du penseur de A à Z, mais je regroupe ses apports et ses expériences à partir de grandes thématiques, de grands problèmes qui se forment en *moments*. L'écriture de ce livre s'est donc développée à partir d'entretiens, de discussions avec H. Lefebvre. Je dois dire qu'avant moi, Nicole Baurain, René Lourau et Antoine Savoye avaient eu l'idée de s'entretenir avec H. Lefebvre et que j'ai pu utiliser leur travail, ce qui me fit gagner beaucoup de temps dans mon exploration biographique.

Michel Trebitsch, en analysant cet ouvrage dans *L'homme et la société*<sup>1</sup>, remarquait que c'était le seul ouvrage en français sur cet auteur, et il s'en étonnait. Il pensait, avec juste raison, qu'Henri Lefebvre aurait mérité mieux, dans son pays : « Le livre de Remi Hess a pour premier mérite de combler une grave lacune, si l'on prend conscience, en le lisant, de la place que tient la pensée lefebvrienne dans le paysage intellectuel du XX<sup>e</sup> siècle. En vérité, cet ouvrage balance entre l'essai et l'étude biographique classique, mais c'est parce qu'il prend au mot le refus de linéarité chronologique comme modèle explicatif, qui caractérise l'itinéraire comme les choix politiques et

---

à un peu plus d'une seule, n'alignant que des extraits de la 1<sup>re</sup> édition. De nombreux renseignements sont effacés, qui concernaient les démêlés d'H. Lefebvre avec le PCF et d'autres intellectuels de ce parti (Georges Politzer, Paul Nizan) qu'il perturba longtemps de l'intérieur. Rien de subsiste de sa confrontation avec les situationnistes, dont on comprenait mieux la démarche, grâce à la mention de l'influence qu'aurait exercé sur eux *l'Introduction à la critique de la vie quotidienne* (1947, remanié et réédité en 1958). H. Lefebvre, pour sa prolixité et pour son influence sur de nombreuses générations d'étudiants et d'intellectuels, méritait mieux que tous ces caviardages infects avec lesquels on souille ici sa mémoire. » Je profite de cette citation pour signaler que je ne suis pour rien dans les modifications qui ont été apportées à cet article, pas plus qu'à ceux de R. Lourau, G. Lapassade, etc. Au total, j'avais écrit 60 articles dans l'édition de 1984, concernant la pensée 68... D'une certaine manière, c'est moi aussi que visait le nettoyage idéologique dont l'initiative revient autant à des élèves d'Althusser qu'à des philosophes catholiques intégristes, deux traditions qui ne supportaient pas la pensée lefebvrienne, profondément hérétique tant vis-à-vis du catholicisme que du dogmatisme marxiste. Si Lefebvre a souvent commenté Althusser, ce dernier semble être mort sans avoir découvert que Lefebvre avait existé.

1. Michel Trebitsch, *L'homme et la société*, n° 90, 1988-4, p. 115-116.

idéologiques d'Henri Lefebvre. Du moins, prend-on, pour la première fois, une vue panoramique de l'homme et de l'œuvre, et le spectacle est édifiant : on découvre, ou redécouvre, qu'on a là affaire à l'un des philosophes les plus féconds du siècle, pillé par plusieurs générations, la plupart du temps sans reconnaissance de dette. L'étude attentive des traductions des ouvrages de Lefebvre permet d'ailleurs de faire justice de notre aveuglement : serait-il plus connu à l'étranger que chez nous ? » En relisant ce texte, je me propose d'ajouter à cette édition la liste complète des ouvrages d'H. Lefebvre avec leur traduction, ainsi que les principales études consacrées à H. Lefebvre. Cela permettra au lecteur de reformuler lui-même l'évaluation que M. Trebitsch formulait en 1988.

Georges Balandier en commentant, à travers l'analyse de mon livre, l'œuvre de Henri Lefebvre la rapprochait, sur certains aspects, et à juste raison, de celle d'Erving Goffman, alors à la mode en France<sup>1</sup>. L'anthropologue écrit : « Les deux itinéraires orientent l'attention vers les lieux de la vie quotidienne, vers le vécu, les micro-événements et les "richesses cachées" sous la pauvreté apparente des situations ordinaires. D'un côté, une critique de la vie quotidienne considérée en elle-même et dans son rapport avec la modernité ; de l'autre, une exploration de l'ordre social dans le champ des interactions... Tous deux parviennent à des constatations parentes, à la manifestation du caractère "dramaturgique" des situations sociales, à la reconnaissance du rôle du langage et des effets de communication, de la place accordée au corps, des significations engendrées dans la rencontre et le dialogue. Certains des commentateurs les rapprochent, ils les considèrent comme appartenant à une même famille de pensée. » Georges Balandier montrait là la bonne connaissance qu'il avait de l'œuvre de H. Lefebvre. Il ajoutait : « Ce qui les relie davantage, c'est l'inscription de la vie, leur vie, dans l'œuvre... Lefebvre a

---

1. Georges Balandier, « Henri Lefebvre et Erving Goffman même combat ? », *Le Monde* du 17 février 1989. Il venait de publier en français : *Les moments et leurs hommes*, textes recueillis et présentés par Yves Winkin (Seuil/Minuit, 1988). « Non pas les hommes et leurs moments, mais les moments et leurs hommes », c'est sur cette phrase que le sociologue Erving Goffman (1922-1982) termine *Les rites d'interactions*. Ce titre, inversé, aurait pu être celui d'un ouvrage d'H. Lefebvre !

consacré à sa propre explication un ouvrage autobiographique foisonnant et complexe, *La somme et le reste* (1959). Il met en tout de la passion, mais sans s'y perdre ; il s'intéresse à ce qui bouge ; il multiplie les expériences, marque son attachement à l'actuel et aux contradictions du présent. Il n'est saisissable que par le mouvement, il a voulu *créer lucidement sa vie comme une œuvre*, et réciproquement, faut-il dire. »

G. Balandier voit dans cette posture une attitude très moderne, qui a ouvert des voies. En 1960, G. Balandier avait noté qu'une autobiographie se développe souvent en contrepoint des écrits des ethnologues. Trente ans plus tard, plusieurs ont fait, de leur vie, un récit séparé. Mais « toute œuvre savante recèle une autobiographie involontaire ; on y est présent alors que l'on croyait s'en être exclu et tenu à distance ». *Du rural à l'urbain*, par son mouvement, n'échappe pas à ce constat de l'anthropologue.

En 1988, nous avons republié *Le nationalisme contre les nations* (1937)<sup>1</sup>, avec une présentation de Michel Trebitsch et une postface d'Henri Lefebvre.

En 1989, nous avons republié *La somme et le reste*<sup>2</sup>, l'ouvrage évoqué par G. Balandier. Cet ouvrage autobiographique est effectivement essentiel pour comprendre le mouvement de l'œuvre de H. Lefebvre, et la refondation intellectuelle qui s'opère chez lui lorsqu'il est exclu du Parti communiste, moment où « le papillon prend son envol », pour reprendre le mot d'Edgar Morin.

Lors de la sortie de mon ouvrage sur H. Lefebvre, Michel Prigent, des Presses Universitaires de France, me demande de lui proposer un titre d'Henri Lefebvre à rééditer dans le fond des PUF où H. Lefebvre avait, ainsi qu'aux éditions Gallimard, énormément publié (il reste le best-seller des Presses Universitaires de France avec le « Que sais-je ? » sur *Le marxisme*). Je

1. Édition chez Méridiens Klincksieck, dans la collection « Analyse institutionnelle », que je dirigeais en collaboration avec Antoine Savoye. Préface de Paul Nizan, 1937.

2. Édition chez Méridiens Klincksieck, collection « Analyse institutionnelle ». Alors que la seconde édition (1973) avait été abrégée, celle-ci est conforme à l'édition de 1959. La présentation de René Lourau est intitulée « Lefebvre, parrain de la Maffia analyse institutionnelle ». Cette présentation décrit la rencontre de R. Lourau avec H. Lefebvre durant l'été 1962.



lui proposais *La vallée de Campan, étude de sociologie rurale*. Ce livre, relié, sortit en novembre 1990, dans la très luxueuse collection Dito. J'avais fait ce choix, car la dimension de H. Lefebvre, comme « sociologue rural » me semblait gommée. Or, Henri Lefebvre a été un grand sociologue « rural » avant de devenir le spécialiste de la ville, de l'urbain. À l'époque, la seconde édition *Du rural à l'urbain* était épuisée depuis longtemps et il n'y avait aucun ouvrage disponible montrant le travail de H. Lefebvre sur la campagne.

## LA NOUVELLE DYNAMIQUE

On voit donc aujourd'hui renaître l'intérêt pour Henri Lefebvre. Ce regain d'intérêt doit beaucoup à Armand Ajzenberg, du Groupe de Navarrenx, qui a tenté depuis quelques années de rapprocher les Lefebvriens de tous bords. En 1998, il créa un groupe (auquel il m'associa, ainsi que René Lourau), qui se donnait pour mission d'organiser un grand colloque sur la pensée de H. Lefebvre. Cette initiative n'était pas la première du genre car en 1985 la ville d'Hagetmau avait pris, déjà, une initiative comparable, puis en 1994 la ville de Saint-Denis en relation avec un groupe d'universitaires. Ces deux colloques avaient permis que se rapprochent des Lefebvriens de différentes générations, et donc de sensibilités politiques différentes, H. Lefebvre ayant été membre du Parti communiste (1928-1958) ou très « autonome », alors davantage en phase avec les groupes politiques périphériques comme les Situationnistes (1958-1965) ou autres Strasbourgeois ou Nanterrois des années 1965-1975, avant de se rapprocher à nouveau de ses anciens amis communistes ou ex-communistes... Pendant un temps, chacun lisait le Lefebvre qui lui convenait, en ayant tendance à rejeter l'autre.

L'initiative d'Armand Ajzenberg (secondé par Georges Labica, Sylvain Sangla, Makan Rafatdjou et moi-même) fut importante, car patiente et progressive. Dans un premier temps, les ambitions étaient énormes. Il s'agissait de coordonner les efforts éditoriaux. L'idée de créer une collection de poche pour voir comment actualiser la pensée de Lefebvre, la prolonger, avait même fait son chemin. Des contacts avaient été pris avec

des auteurs et plusieurs éditeurs. Ces démarches, dans un premier temps, ne purent aboutir, et l'on se décida à imaginer un colloque d'un type nouveau. Une liste de discussion « Internet » fut créée dès 1999 où tous les participants éventuels au colloque pouvait diffuser des analyses. Plusieurs dizaines de textes importants furent rédigés, discutés au niveau international. Et, en novembre 2000, une rencontre de deux jours réunit une quarantaine de Lefebvriens. Cette rencontre fut éminemment interdisciplinaire : des philosophes, urbanistes, politiques, militants, sociologues côtoyaient des commentateurs ou traducteurs chinois, américains, anglais, allemands de Lefebvre. Une dynamique nouvelle naquit de ces échanges. On découvrit que quel que soit notre âge, quel que soit le moment de notre rencontre avec H. Lefebvre, celui-ci nous avait marqué, de manière comparable et qu'il fallait dépasser certaines contradictions. La vie allait dans le sens du dépassement, et ce dépassement passait par une refondation, une relecture du cheminement intellectuel de H. Lefebvre et d'une redécouverte de son œuvre ; en même temps qu'une analyse des implications qui avaient amené chacun d'entre nous à entrer dans la pensée lefebvrienne. Le désir d'aller plus loin déboucha sur une décision : la liste de discussion serait prolongée. On l'ouvrirait plus largement. De plus, on se donnait comme objectif de renouveler cette rencontre en 2001, année du centenaire de Lefebvre<sup>1</sup>.

D'un point de vue politique, les participants étaient très représentatifs de toutes les sensibilités politiques de gauche et d'extrême gauche. Daniel Bensaïd évoquait l'époque « où l'on pouvait encore lire Lénine ». Anne Querrien évoquait sa découverte de *La somme et le reste* à sa parution. Nicole Baurain faisait appel à la *Proclamation de la commune* comme fondement de la pensée politique de Lefebvre, Sylvia Ostrowetsky se réclamait du *Droit à la ville* ! Pascal Diard rappelait l'importance de *Qu'est-ce que penser ?*, Pierre Lantz revendiquait une réédition de *La fin de l'histoire*, Sylvain Sangla voit dans *Le manifeste différentialiste* le prolongement du *Nietzsche*... Jean-Pierre Garnier insistait sur la notion de citoyenneté, Jean-Pierre

---

1. Pour tout contact électronique : [Ajzenberg@aol.com](mailto:Ajzenberg@aol.com)

Lefebvre sur celle de post-modernité. Robert Joly rappelait le succès de notre maître à tous dans les milieux de l'urbanisme, Georges Labica évoque la disparition de René Lourau. Il dit aussi qu'Althusser mesure 25 centimètres dans sa bibliothèque, et H. Lefebvre 2 mètres ! « Pourtant, Lefebvre n'était pas un polygraphe... Il n'ignorait pas Althusser, mais Althusser ignorait Lefebvre ! » ... Ainsi chacun se réclamait d'un titre, d'un ouvrage qui lui semblait essentiel : *La vie quotidienne dans le monde moderne* a encore été brandie par un participant anonyme ! Clémentine Dujon et Benyounés Bellaghech intervenaient pour parler de *L'analyseur Lip*, de R. Lourau... Bref, la salle était en ébullition créatrice, en fusion.

Ce qui est curieux, c'est que le désir de réévaluer les choses est, semble-t-il, plus largement dans l'air du temps. Cette posture est aujourd'hui partagée par des groupes qui n'avaient pas encore eu connaissance du mouvement qui s'opérait autour d'Armand Ajzenberg. Ainsi, en novembre 2000, au moment même du colloque, sortait un livre important : *L'insurrection situationniste* qui se donnait pour tâche de réévaluer l'ensemble du mouvement situationniste<sup>1</sup>. Et quelle ne fut pas ma surprise de voir citer dans la bibliographie 67 références à Henri Lefebvre qui ne se trouvait plus promu au titre de « Versaillais de la culture » (attribution au moment de la rupture entre Lefebvre et Guy Debord en 1965), mais au titre d'auteur du mouvement ! Cette bibliographie citait des auteurs proches d'Henri Lefebvre (Jean Baudrillard, notamment, mais aussi Jacques Guigou). Deux de mes ouvrages avaient été utilisés par l'auteur, principalement l'ouvrage sur H. Lefebvre pour expliquer la rupture entre les Situs et l'auteur de la *Proclamation de la commune* (Gallimard, 1965), mais aussi *Les maoïstes français*<sup>2</sup>.

Dans un numéro récent de *Libération*<sup>3</sup>, Alain Lipietz, économiste et député vert européen, reprend les thèses du *Droit à la ville* : « Des métropoles, oui. *La grande ville*, objet de rêve,

1. Laurent Chollet (avec la collaboration d'Armelle Leroy), *L'insurrection situationniste*, Paris, Dagorno, 2000, 352 pages illustrées.

2. Publié en 1974, chez Anthropos, dans la collection « Contre-sociologie », dirigée par René Lourau.

3. *Libération* des 11 et 12 novembre 2000, p. 50.

on y reste si on aime, on y retourne pour le plaisir ou une affaire. Là triomphe les avantages de l'urbain. D'abord l'échange, l'émulation intellectuelle avant même l'échange marchand : l'agglomération est à l'espace ce que l'apprentissage est au temps... » Et plus loin, l'auteur de *La richesse des régions*<sup>1</sup>, critiquant la mutation de la ville en mégapole, poursuit : « Comme les étoiles dégénèrent en supernovae, les métropoles dégénèrent en mégapoles... La première *deséconomie* externe est la déconnexion d'une partie de la population. Pas l'exclusion qui naît de trajectoires individuelles dans un contexte social donné, non, l'exclusion de quartiers entiers des réseaux de relations urbains. L'agglomération n'agglomère plus ; elle relègue ; la banlieue devient bannissement ; le mécanisme du prix du sol sélectionne les classes sociales qui conservent le *droit à la ville*<sup>2</sup>... »

Nous nous trouvons donc à un tournant. Henri Lefebvre intéresse à nouveau. On redécouvre ses thèmes, ses idées, sa méthode. Voilà pour le contexte global de cette réédition. Il me reste à replacer *Du rural à l'urbain* dans le contexte propre de l'œuvre d'Henri Lefebvre.

## DU RURAL À L'URBAIN

Ce livre est conçu dans une relation entre l'auteur et un personnage qui le connaît bien : Mario J. Gaviria. Cet homme apparaît dans le premier contrat signé le 4 juin 1969, entre Henri Lefebvre et Serge Jonas, alors directeur des éditions Anthropos. Sur les 12 % de droits promis à Henri Lefebvre, celui-ci demande à ce que 5 % soient versés à Mario J. Gaviria, qualifié d'« agent littéraire ».

En fait, cet homme a suivi Henri Lefebvre dans les années 1960. Il a eu l'idée de regrouper des textes introuvables pour montrer le cheminement de la pensée de H. Lefebvre entre 1949 et 1969. Il s'agit de collecter des articles clé pour montrer l'évolution de la pensée. De plus, à partir de deux ou trois plans de conférences où il avait pris des notes, il permet à

---

1. Codirigé avec G. Bendo, PUF, Paris, 2000.

2. Souligné dans un encadré du journal.

H. Lefebvre de reconstituer des étapes de sa pensée. L'idée est-elle venue d'Henri Lefebvre ou de Mario J. Gaviria ? Ce qui est sûr, c'est que ce livre est le premier produit de cette manière. Et il ne sera pas le dernier, puisque *Espace et société* est également un regroupement de textes, de conférences, mais prononcées sur un laps de temps plus court (1970-1973). Il y a toujours un risque à ce que ce type d'ouvrage soit difficile à lire. On peut craindre qu'il s'agisse de fonds de tiroirs. Mais ici, c'est tout le contraire. Il s'agit, pour certains textes, de maillons importants qui font jalons de la pensée.

## LES ORIGINES DE LA PROBLÉMATIQUE CHEZ H. LEFEBVRE

L'œuvre de H. Lefebvre s'est développée dans de nombreuses directions. Quand on regarde la suite des ouvrages publiés, on constate que le moment de la sociologie rurale n'est guère développé. Il convient de combler ce manque et de montrer ici la place qu'elle a eu dans la vie de terrain de ce sociologue d'intervention. Pour lui, la sociologie rurale, ce n'est pas du naturalisme : « Quant à moi, écrit-il, la nature sans l'homme ne m'intéresse pas<sup>1</sup>. » D'où vient son intérêt pour la question paysanne ? *Du rural à l'urbain* collecte des textes de Lefebvre à partir de 1949. A cette époque là, il est chercheur au CNRS. C'est en 1948 qu'il y est entré, invité par Gurvitch qui l'avait entendu prononcer une conférence à la Sorbonne, l'année précédente. Sa mission : faire de la sociologie rurale. H. Lefebvre partage un bureau avec Brahm, Dumazedier et Morin.

H. Lefebvre avait pris goût à la sociologie de terrain lorsqu'il s'était essayé à la sociologie industrielle. Mais c'est en sociologie rurale qu'il va vraiment s'adonner au terrain. H. Lefebvre découvre la sociologie rurale en 1941, pendant la guerre, lorsqu'il se retrouve dans les Pyrénées (pour se cacher). Il poursuit cette recherche ensuite comme chercheur. Il soutiendra sa thèse d'État en sociologie rurale. Mais son intérêt dans ce domaine va chercher son fil conducteur beaucoup plus loin. Son « intérêt de connaissance » pour la question agraire

---

1. H. Lefebvre, *Pyrénées*, 1965, p. 15, réédité en 2000 aux Éditions Cairn, à Pau, avec une préface de René Lourau qui y commente *Du rural à l'urbain*.

remonte aux années 1930, lorsqu'il s'est penché sur la question du *mir* soviétique.

## LE *MIR* RUSSE

Le *mir*, c'était en Russie, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, une assemblée qui gérait les affaires villageoises. Le *mir* était composé d'un ensemble de feux. Cette assemblée avait pour fonction de redistribuer de temps en temps les terres aux familles en fonction de leurs besoins et de leurs capacités de travail. Le *mir* était responsable de l'ordre local. C'est lui qui était chargé de la collecte des redevances et des impôts. À la fin du XIX<sup>e</sup>, le *mir* était une collectivité territoriale de base. Les slavophiles ont vanté les traditions du *mir*, les populistes y ont vu une forme originale de socialisme agraire, tandis que les socio-démocrates l'ont dénoncé en tant que création fiscale et policière de l'État. Pourquoi le *mir* avait-il été dissout par Lénine au moment de la réforme agraire ? Tous les marxistes n'étaient pas d'accord. La discussion, très ancienne, avait été peu à peu abandonnée. Mais Lefebvre gardait de ce débat la conviction que la question paysanne, aujourd'hui devenue celle de l'agroalimentaire, c'est-à-dire une question moins tournée vers les paysans eux-mêmes que vers la production agricole, était centrale pour le socialisme.

Lefebvre avait étudié sérieusement les réformes agraires. En Italie, c'était une question fondamentale, au Mexique également, en Russie et, en Chine encore plus. Les réformes agraires correspondent à une rupture avec l'aristocratie foncière, une classe qui était encore importante entre les deux guerres à l'échelle mondiale. Bien qu'en France elle ait été à peu près liquidée (au moment de la Révolution), l'aristocratie foncière était encore très influente en Espagne, en Italie du Sud, et dans de très nombreux pays.

En tant que militant intellectuel, Lefebvre avait tenté d'intervenir auprès des dirigeants communistes pour leur montrer, peut-être un peu tard, que l'accumulation du capital, surtout l'accumulation primitive, ne pouvait pas se faire en prélevant toutes les ressources aux paysans, comme cela s'est fait sous Staline avec une dureté extraordinaire. Si H. Lefebvre

s'intéressait à l'histoire des paysans, il ne trouvait guère d'interlocuteurs ni dans le Parti, ni à l'extérieur. Par exemple, il avait écrit un ouvrage sur la rente foncière (thème repris ici dans un chapitre de *Du rural à l'urbain*) qui n'avait pas trouvé d'éditeur. Dans cet ouvrage, il avait étudié la rente du sol, mais aussi du sous-sol, ce qui le rendit ultérieurement attentif aux questions pétrolières... On voit la diversité des situations intellectuelles et militantes qui étaient déjà là lorsque H. Lefebvre entre au CNRS comme sociologue rural...

## PERSPECTIVES DE LA SOCIOLOGIE RURALE

Pour reprendre la terminologie d'H. Lefebvre, on pourrait parler de « moments » de la pensée qui sont déjà constitués. L'intérêt de la démarche de *Du rural à l'urbain*, c'est de donner à lire ces moments qui serviront de support aux élaborations intellectuelles ultérieures, sur l'espace et l'urbain. Et, de plus, ici, il s'agit parfois de textes essentiels, des textes clé, introuvables pourtant cités, commentés, développés. Ainsi, par exemple, pour le chapitre intitulé « Perspectives de la sociologie rurale ».

Ce chapitre est un texte méthodologique qui explique comment s'y prend H. Lefebvre pour concilier, sur le terrain, la démarche horizontale (géographique, sociologique ou anthropologique) et verticale (l'histoire). Longuement citée par Jean-Paul Sartre, dans *Questions de méthode*, cette démarche méthodologique sert à l'auteur de la *Critique de la raison dialectique* pour fonder sa démarche régressive progressive qu'il prolongera encore dans sa recherche sur Flaubert. « C'est un marxiste, Henri Lefebvre, qui a donné une méthode à mon avis simple et irréprochable pour intégrer la sociologie et l'histoire dans la perspective de la dialectique matérialiste... Cette méthode... nous la croyons valable dans tous les domaines de l'anthropologie... C'est elle, d'ailleurs que nous appliquerons, comme on le verra plus loin, aux significations, aux individus eux-mêmes et aux relations concrètes entre les individus. Elle seule peut être heuristique ; elle seule dégage l'originalité du fait tout en permettant des comparaisons », explique Sartre. Et il conclut : « Il reste à regretter que Lefebvre n'ait pas trouvé

d'imitateurs parmi les autres intellectuels marxistes. » Sartre développe ensuite cette méthode sur cinquante pages<sup>1</sup>. Il est en effet étonnant que cette méthode dont H. Lefebvre et J.-P. Sartre ont montré la fécondité n'ait pas été reprise depuis. Aujourd'hui, l'activité essentielle des universitaires est de parler de « méthodologie ». Or, je ne connais pas de « Manuel des sciences sociales » qui évoque aujourd'hui la méthode régressive-progressive. L'impasse de l'époque vient du fait que les « philosophes universitaires », comme les nommaient Arthur Schopenhauer, prennent les techniques pour la méthode. Relire H. Lefebvre est d'une urgence absolue...

H. Lefebvre se défendra souvent d'être l'inventeur de cette méthode. Il l'attribuera à Karl Marx. Il faut contredire ici H. Lefebvre et affirmer qu'il explicite bien mieux la méthode que l'auteur du *Capital*, notamment sur ce terrain de la sociologie rurale. H. Lefebvre utilisera cette démarche dans d'autres ouvrages, à propos d'autres objets<sup>2</sup>.

En fait, cette méthode pourrait être rapprochée également de la posture de Sigmund Freud, que H. Lefebvre n'utilise guère dans son œuvre. Mais il y a chez Freud cette logique de construction de l'objet qui consiste :

- 1) à partir d'abord d'une description minutieuse du présent (les symptômes de la crise), puis
- 2) à remonter dans le passé pour retrouver les moments décisifs, ceux qui sont à l'origine des traumatismes qui causent les tourments d'aujourd'hui ;
- 3) enfin, armé de cette connaissance des moments décisifs, à revenir au présent pour tenter d'envisager un futur permettant au malade de s'accepter dans cette complexité douloureuse, voire de dépasser certaines contradictions et donc de repartir de l'avant.

La démarche de H. Lefebvre au niveau des groupes et de la société est donc aussi à rapprocher de la démarche freudienne au niveau d'une thérapeutique individuelle.

1. J.-P. Sartre, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960, p. 41-42, puis 60 à 111.

2. Je prépare un ouvrage sur *La méthode régressive-progressive, de Lefebvre à Sartre* où je développerai plus avant cette constante présence de cette posture chez Lefebvre.



J'ai déjà dit que les philosophes allemands travaillaient depuis longtemps, et très sérieusement, sur l'œuvre de H. Lefebvre. On peut regretter que ce ne soit pas vraiment le cas pour les membres de l'école d'anthropologie historique, très forte outre-Rhin. La méthode régressive-progressive que H. Lefebvre utilise sous le terme de « sociologie historique<sup>1</sup> » dans *La vallée de Campan* (livre écrit à partir de recherches menées entre 1941 et 1952, mais éditée seulement en 1963), serait un outil essentiel pour ce courant qui tente d'articuler anthropologie et histoire. Dans le *Manuel de l'anthropologie historique* édité en 1997 par Christoph Wulf (1 200 pages, en cours de traduction en France), le nom d'H. Lefebvre n'est même pas évoqué. Il y a là une lacune qui, si elle était comblée, permettrait de donner à cette école des perspectives nouvelles, notamment concernant son rapport au terrain.

### OBSERVER UNE DÉMARCHE SUR UNE PÉRIODE ASSEZ LONGUE

On pourrait trouver d'autres chapitres, dans *Du rural à l'urbain* qui sont quelque part fondateurs d'une posture. Mais il me semble important de dégager ici l'idée de l'ouvrage qui est dans le fait de rapprocher des réflexions proches sur une période assez longue. Comme je l'ai dit plus haut, Henri Lefebvre a beaucoup travaillé sur le terrain de la sociologie rurale. Il s'y est intéressé dans les années trente, puis dans les années quarante et cinquante. Il a même rédigé un gros *Manuel de sociologie rurale* qu'il s'est fait voler dans une voiture alors que l'ouvrage était presque terminé. Comme H. Lefebvre me l'a raconté, ce manuel contenait une théorisation à partir des notions de rentes, de revenus fonciers, de partage des revenus fonciers, de rapport entre les rentes et le marché. Il y avait une partie importante sur la réforme agraire, à la fois théorique et pratique. Elle montrait comment la réforme agraire, dans les débuts révolutionnaires, avait été peu à peu récupérée dans

---

1. Sociologie historique ? « Ces mots indiquent un mouvement dialectique entre la recherche portant sur l'histoire et celle portant sur la réalité sociologique ». *La vallée de Campan*, p. 83.

différents pays, notamment en Italie du Sud, au Mexique, en Espagne. Il y avait aussi d'autres cas exposés où la réforme agraire n'était pas totalement récupérée, comme ce fut le cas plus tard, notamment en Iran. En plus, dans ce *Traité*, il y avait beaucoup d'études de terrain, en particulier sur les Pyrénées et la Toscane. Ce manuel n'a jamais été reconstitué. Ce travail datait du milieu des années 1950<sup>1</sup>. L'auteur est passé à autre chose...

Le travail de reconstitution de *Du rural à l'urbain* avait donc un triple intérêt :

- d'une part, explorer les mutations du monde rural vers l'espace urbain (le chapitre sur Lacq Mourenx est ici essentiel), sans se cantonner au milieu français (encore que l'ancrage dans les origines pyrénéennes soit bien marqué dans cet ouvrage) ;
- d'autre part, montrer l'évolution méthodologique du chercheur. Dans ce livre, au détour d'un chapitre, H. Lefebvre nous renseigne sur sa manière de travailler. Trop souvent, dans ses autres ouvrages, il gomme son rapport au terrain. Il semble, très souvent, s'élever rapidement dans des considérations théoriques, même si elles sont toujours en prise avec le quotidien. Dans ce livre, il nous dit qu'il pratique l'observation participante en 1960, qu'il se promène un carnet de route à la main. On se le représente bien prenant des notes au quotidien. Ce livre confirme qu'il y a, chez H. Lefebvre un côté Goffman que Georges Balandier a su pointer. Comment s'agence le social, comment se construit la réalité quotidienne ? Ce thème de la vie quotidienne est d'ailleurs présent dans ce livre (chapitre sur « l'introduction à la psychosociologie de la vie quotidienne ») ;
- enfin, rassembler des textes qui fonctionnent comme « moments de l'œuvre et de la recherche » de H. Lefebvre (tous les textes sur la sociologie rurale sont essentiels ; ceux sur la ville sont importants. Même s'ils sont moins « rares », ils indiquent des étapes de la cons-

---

1. R. Hess, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, Métailié, 1988, chapitre 15, sur « la sociologie rurale en milieu paysan ».

titution de la pensée). La seconde partie de l'ouvrage se déploie sur la ville. Une nouvelle réalité surgit : l'urbain. Ce n'est plus la ville ancienne. C'est autre chose. Comment la décrire ? Comment la penser ? Ce livre montre des étapes de la conceptualisation qui va se déployer au même moment dans *La révolution urbaine*, dans *Le droit à la ville*, dans *La production de l'espace* (1974)... *Du rural à l'urbain* nous montre les échafaudages de la pensée d'un nouveau « moment ».

## HENRI LEFEBVRE CHEZ ANTHROPOS

*Du rural à l'urbain* est paru en 1970 ; il fut réédité à l'identique en mai 1973. Il s'épuisa rapidement, mais ne fut pas réédité chez Anthropos. Entre 1968 et 1974, Henri Lefebvre publia 7 ouvrages chez Anthropos. Dès 1966, il s'était investi dans cette maison où il créa de nombreuses revues. *L'homme et la société* qui existe toujours (chez L'Harmattan), *Autogestion*, *Espace et société*<sup>1</sup>. Pour ma part, c'est dans cette maison que j'ai appris à connaître personnellement Henri Lefebvre. J'avais suivi ses cours de sociologie à Nanterre à partir de septembre 1967. J'ai vécu Mai 68 dans le département de sociologie de Nanterre, avec lui. Au moment où il publie *Du rural à l'urbain*, je prépare sous sa direction une maîtrise de sociologie urbaine, puis une thèse de troisième cycle de sociologie que je soutiens, encore sous sa direction en 1973. Cette période est très intense, très forte. Lorsqu'il prend sa retraite en 1974, après avoir publié la *Production de l'espace*, H. Lefebvre est au sommet de sa productivité.

*Du rural à l'urbain* paraît la même année que *La fin de l'histoire* et *La révolution urbaine*. En 1968, il y a eu *La vie quotidienne dans le monde moderne*, *L'irruption de Nanterre au sommet...* En 1971, il y a *Le manifeste différentialiste*, *Au delà du structuralisme*, *Vers le cybernanthrope* (en fait une réédition d'un livre de 1967). Et jusqu'en 1981, H. Lefebvre publie, bon an mal an, deux ouvrages en moyenne. Son rythme se ralentit ensuite.

---

1. Voir dans R. Hess, *La mort d'un maître*, *op. cit.*, le chapitre sur les « revues Anthropos ».

Mais cette productivité, au moment de la retraite, ne l'empêche pas d'avoir envie de continuer à enseigner, de construire des cours. Il ouvre en 1974, aux éditions Anthropos, un séminaire de recherche que je suis. Le thème : la stratégie. Il relit Clausevitz. Si je rapporte ces anecdotes, c'est pour dire que cette maison d'édition est alors un cadre intellectuel très vivant où se côtoient des intellectuels très différents. Il y a Daniel Guérin (cité dans *L'insurrection situationniste*), Michel Raptis, et bien d'autres. Il suffit de regarder les comités de rédaction des revues de cette époque pour se faire une idée de l'effervescence de cette maison. Car les comités de rédaction se réunissaient. On débattait, on discutait les articles des uns et des autres. On se disputait pour faire avancer tel ou tel thème, telle ou telle théorie. On créait des collections. H. Lefebvre dirigeait « Société et urbanisme », par exemple.

H. Lefebvre décroche de « chez Jonas » vers 1975. Il reproche à son éditeur de ne pas lui servir ses droits d'auteurs. C'est vrai que la maison entre alors dans des difficultés dont elle ne sortira vraiment que quinze années plus tard, après avoir changé de mains plusieurs fois. En tant que vieil auteur Anthropos (j'ai publié mon premier article dans *Autogestion* en 1970), je suis très heureux que cette maison, « mythique » dans les années 1960-1970, ait retrouvé aujourd'hui une gestion saine qui lui permet de rééditer les grands auteurs de son fond, et tout particulièrement Henri Lefebvre. Celui-ci a beaucoup contribué au prestige de cette marque. Je remercie aujourd'hui Jean Pavlevski, responsable de cette maison, de participer, à sa manière, au centenaire d'Henri Lefebvre !

#### • RELIRE LEFEBVRE QUAND ON EST DÉCIDÉ À PENSER

Pour ma part, depuis 1967, malgré mon investissement très éclaté dans de multiples directions intellectuelles (assez proche de la manière de vivre de H. Lefebvre), je n'ai cessé de lire H. Lefebvre. Il est une sorte de refuge lorsque, l'action et l'intervention posant problème, le besoin de penser se fait sentir.

H. Lefebvre a laissé une œuvre où la parole est très présente. Pour ceux qui l'ont connu, on sent l'exposé oral derrière

le texte. Il séduit l'auditeur, dialogue avec lui, même si l'auditeur est devenu lecteur. On se sent impliqué dans cette écriture. On parvient à partager la démarche, non conformiste, de ce penseur hors norme. Cet intérêt lié à ma connaissance de la personne est-il transmissible ? Mes jeunes étudiants d'aujourd'hui sont-ils susceptibles de découvrir H. Lefebvre ? J'en fais le pari. Ce qui est sûr, c'est que, sans grande publicité, le public a bien accueilli la quatrième édition de *La production de l'espace*. Peut-on l'intéresser aux autres moments de la pensée de H. Lefebvre ? Comment introduire à sa pensée ? Pour ma part, je me suis donné comme objectif cette année de sortir ma *Théorie des moments*, inspirée de son œuvre. Les cours que je fais sur ce thème à Paris 8 intéressent les étudiants. Comment stimuler d'autres auteurs à se pencher sur l'œuvre de H. Lefebvre pour la redéployer dans de nouvelles directions ? Je donne rendez-vous à tous les lecteurs de H. Lefebvre au colloque du centenaire. La date n'est pas fixée, mais j'imagine assez bien le mois de juin<sup>1</sup>.

**Remi HESS**

*Professeur à l'Université de Paris 8*  
Charleville, 24 décembre-  
Sainte-Gemme, 28 décembre 2000.

---

1. Pour tout contact : [remihess@noos.fr](mailto:remihess@noos.fr)

## INTRODUCTION

Ce recueil d'articles publiés entre 1949 et 1969 résume un parcours, un long trajet (vingt ans : l'entrée de la France dans la « modernité ») jalonné par quelques étapes.

Point de départ : l'étude de la philosophie et la critique de la philosophie, menées simultanément. L'auteur (ego) enseigne la philosophie, lit et relit Nietzsche d'abord et toujours (avec lui c'est le combat, depuis l'adolescence, la lutte avec l'ange et le démon), Marx, Hegel. Episodiquement, au fur et à mesure de leur apparition sur la scène : Husserl, Heidegger et bien entendu Freud. Ce qui n'allait pas, surtout après l'adhésion au mouvement communiste (au communisme, c'est-à-dire au parti, qui était alors mouvement, vers 1928) sans contradictions de plus en plus profondes : déchirantes, donc stimulantes jusqu'à un certain point, stérilisantes à partir de ce point.

Ce qui monte à l'horizon, à travers la philosophie elle-même, c'est la critique de la philosophie. « L'homme théorique », réfuté, refusé par Nietzsche, coïncide avec le philosophe. Pendant longtemps cette réfutation garde quelque chose d'inquiétant. Ne glisse-t-elle pas sur la pente de l'irrationnel ? Thèse que le fascisme rend encore plus dangereuse. Mais dans la même époque (à partir de 1930), les œuvres de jeunesse de Marx sont découvertes, répandues, traduites, lentement assimilées. Ce qui s'accompagne d'une reviviscence de l'hégélianisme, de la théorie des contradictions, de la dialectique, seule capable d'orienter la pensée dans le chaos des contradictions d'un temps qui glisse vers la guerre. Or que disent, que contiennent ces textes de Marx ? le procès de la philosophie. Dès lors, si le marxisme n'est pas seulement une théorie d'économie politique (un économisme), il ne peut passer pour

un système philosophique. Avec l'économisme, le philosophisme s'effrite. Qu'est donc le marxisme ? Comment définir le matérialisme historique, le matérialisme dialectique et leurs rapports ? Le marxisme considéré philosophiquement ne peut que se mettre sous le signe de la dialectique (hégélienne) et cependant ne peut s'envisager comme une version améliorée de l'hégélianisme. La systématisation dite matérialiste a les mêmes inconvénients que les anciennes systématisations, dites idéalistes. Pendant ces années où déjà se fortifie le dogmatisme, déjà stalinien, où l'esprit de système se confond avec l'esprit d'organisation, avec l'esprit si l'on ose dire de l'appareil, où le marxisme s'institutionnalise et devient idéologie officielle, où le mouvement menacé se fige au lieu de s'étendre, pendant ces années le doute s'insinue en ce qui concerne « l'essence » de la pensée marxiste. A peine émergée et reconnue, la notion d'aliénation est déjà combattue par ceux qui auraient dû l'adopter. Ils la voient comme un danger supplémentaire. Certains vont jusqu'à dire que ce concept apporte de l'eau au torrent menaçant de l' « ennemi de classe ». Pourquoi ? parce que le concept *d'aliénation*, déjà, a un aspect politique. Il permet aussi de caractériser l'aliénation politique, l'aliénation par l'État et l'appareil. Déjà le stalinisme, comme tel, à l'intérieur même du marxisme, se sent visé : à partir de ces concepts, on peut le définir. Le marxisme ? peut-être n'apporte-t-il pas une philosophie, un système, un modèle définitif de pensée et d'action, mais une voie, celle de la *réalisation de la philosophie à travers sa critique radicale*.

La philosophie, nécessaire, ne suffit pas et ne se suffit pas. Telle est la proposition qui émerge de l'expérience (politique, pratique et théorique à la fois) de ces années. Réflexion que n'interrompt pas la guerre, mais dont elle arrête l'expression publique. S'agirait-il seulement, de compléter la philosophie par une teinture scientifique ? Non. Ce complément et ce supplément à la philosophie classique ( spéculative, contemplative), cette correction en surface des illusions philosophiques, c'est l'attitude de la bourgeoisie libérale. C'est la préparation à l'agrégation de philo (un certificat de sciences). Compromis dérisoire, substitué au vrai problème : la confrontation entre le *monde philosophique* et le *monde non-philosophique*, notamment entre la pensée la plus audacieusement abstraite, la plus vaste donc, et la vie quotidienne. La profondeur de

l'analyse philosophique va jusqu'aux racines. La critique philosophique, qui se change en critique de la philosophie, se veut donc radicale. Mais les racines ont leur lieu de naissance dans un autre sol, le quotidien.

Où se trouve la philosophie ? dans les livres, superbes, célèbres. La non-philosophie ? dans des écrits, aussi, chez les poètes, chez les tragiques. La vie quotidienne, où se trouve-t-elle ? Partout. Ailleurs. Non écrite, mal décrite. Il faut aller voir sur place. Où ? par qui et quoi commencer ? Comment mettre fin à cette séparation de la présence philosophique et de l'absence, du profond et du superficiel ?

1948. Le C.N.R.S. qui prend de l'ampleur, où Georges Gurvitch a une influence, permet à l'auteur (ego) le passage de la philosophie « pure » à l'étude de la pratique sociale et de la quotidienneté. Or un problème précis domine alors (et semble dominer durablement) les autres, celui des paysans, de la paysannerie, de la production agricole et de l'industrialisation dans ce contexte.

a) Pourquoi la révolution mondiale, d'abord centrée autour des pays industrialisés, prévue comme telle par la pensée marxiste, « théorisée » comme telle, pourquoi s'éloigne-t-elle vers les pays agricoles, où les problèmes de l'accumulation primitive, de l'industrialisation commencent à se poser ? pourquoi le cours de la révolution mondiale se détourne-t-il ainsi ?

b) Dans quelles conditions les paysans cessent-ils d'être un élément neutre ou réactionnaire dans le jeu complexe des forces sociales et politiques ? quand sont-ils « force d'appoint » ? quand et comment libèrent-ils des virtualités révolutionnaires ? quelles en sont les limites ?

c) D'où viennent exactement les difficultés de la production agricole dans la construction du socialisme ?...

Cette problématique à l'échelle mondiale inspire pendant dix ans une recherche qui a besoin d'un centre, d'un point d'application, d'un lieu accessible et proche sur lequel s'appuyer. Et qui le trouve dans l'étude détaillée d'une partie de la terre française : la région ouest des Pyrénées. Ce qui introduit une curieuse disproportion entre les ambitions mondiales de la recherche et la taille du laboratoire.

Une série de travaux sur les communautés paysannes (et sur leurs traces dans les vallées pyrénéennes) se trouve donc



accompagner, appuyer et couvrir une investigation à l'échelle planétaire sur la *réforme agraire* (ses modalités variées, ses contextes politiques, ses virtualités révolutionnaires et leur épuisement éventuel) ; investigation dont la base théorique se situe dans la théorie marxiste de la *rente foncière*.

Dix ans d'efforts. Les publications (articles) ne représentent qu'une infime partie de l'information amassée en vue d'une théorie générale. Cet effort n'aboutit pas. C'est l'échec. Ce n'est pas seulement parce qu'il aurait fallu un groupe, une équipe, pour mener à bien ce projet. C'est surtout parce que « l'objet » se dérobe. L'importance de la réforme agraire, celle de la question paysanne, diminuent peu à peu. Les virtualités (révolutionnaires) de la paysannerie s'épuisent, après avoir culminé en Chine. Elles lancent avec Fidel Castro et la révolution cubaine un dernier éclat, un dernier cri, qui accroît les espoirs alors qu'il est déjà trop tard. Ce n'est pas tout. Malgré les démarches répétées et les promesses, l'auteur (ego) n'a jamais eu la possibilité d'étudier la question paysanne dans les grands pays socialistes. Il amasse une documentation énorme sur les questions paysannes et les réformes agraires en Amérique latine, en Italie, dans les pays islamiques, etc. Il n'a aucune indication intéressante sur l'U.R.S.S. Et cela bien que membre du P.C. La question elle-même ne l'aurait-elle pas rendu suspect ? Jamais il n'a mis le pied sur le sol sacré de la « patrie socialiste ». Et d'ailleurs personne, jamais personne n'aura recours à sa connaissance des questions paysannes, des problèmes agraires, des réformes passées, présentes ou possibles, de la transition entre l'archaïque et le socialisme !...

Les décisions se prennent, ici ou là, de façon à la fois empirique et politique. Le Chef se prononce. A quoi donc sert la pensée marxiste ? A rien. C'est déjà une institution, un enseignement, une pédagogie, une idéologie politique, un système en l'air. En dix ans, l'auteur (ego) a fait dans vingt pays, mille exposés sur la philosophie, sur le matérialisme dialectique. Pas un appel au savoir concret, cependant qu'un peu partout, tant bien que mal, et plutôt mal que bien, se règlent les questions paysannes, s'organisent les réformes agraires, ont lieu les dernières révolutions paysannes. L'auteur (ego) va-t-il envoyer promener le marxisme ? Va-t-il sombrer dans la mélancolie ? Non. Il n'aime pas tomber dans le dérisoire.

Et puis la question paysanne n'épuise pas le rapport « philosophie - monde non-philosophique ». La vie quotidienne est là, étouffante non sans agréments, qui change, qui se confirme lentement et sûrement comme *quotidienneté* sous les scintillements, parfois stupéfiants ou fascinants, de la *modernité* ; elle affirme sa trivialité, sa capacité d'enlissement, sa profondeur marécageuse.

Deux vérités nouvelles et solidaires émergent lentement. En premier lieu, Marx a élaboré surtout la théorie de la *production*, en affirmant la primauté et le caractère déterminant des rapports de production et de propriété, ainsi que le caractère subordonné de la *répartition* (des « biens » produits, c'est-à-dire des marchandises, mais aussi de la plus-value globale tirée de l'exploitation du prolétariat) dans la société qu'il analyse, le capitalisme concurrentiel. Il a laissé de côté un ensemble de phénomènes concernant les besoins, la demande et la commande sociale, la consommation et son organisation éventuelle. Or, second point, voici que ces phénomènes prennent une importance croissante ; d'une façon à la fois spontanée et concertée, on (une *stratégie de classe*) se sert d'eux pour substituer *autre chose*, servant cette stratégie de classe, à la pensée, à la conscience, à l'action dont Marx fit la théorie. Situation nouvelle, à élucider, pour comprendre ce qui s'est passé au vingtième siècle et ce qui reste de la pensée marxiste. Comment l'élucider ? En étudiant la *vie quotidienne*, lieu de ce changement : besoins programmés, pratique modelée par des manipulations, mais aussi « matière » et résidus échappant aux puissances et aux formes qui imposent leurs modèles. Le quotidien, voilà l'ambiguïté par excellence : satisfaction et malaise, trivialité et ennui sous l'étincelante armature de la modernité (Cf. « Critique de la vie quotidienne », 1<sup>er</sup> volume, 1946, et dans le présent recueil : « Introduction à la psychosociologie de la vie quotidienne », 1960).

Depuis lors, c'est-à-dire depuis une dizaine d'années, quelques doctrinaires de l'ultra-gauche se sont emparé des idées et perspectives contenues dans la « Critique de la vie quotidienne ». Ils en ont tiré des conclusions sans commune mesure avec les prémisses, c'est-à-dire qu'ils ont procédé comme procèdent les dogmatiques : par extrapolation, par excroissance idéologique. D'après eux, la vie quotidienne devient le terrain privilégié, le lieu des combats et des trans-

formations révolutionnaires. La métamorphose de la vie quotidienne donnerait bientôt — tout de suite — une vie sociale totalement nouvelle, transfigurée, délivrée.

Que la maîtrise de la nature se métamorphose en appropriation de la vie et du désir, au cours d'une transformation profonde, c'est bien une proposition de la critique radicale du quotidien. Encore ne faut-il pas oublier que la quotidienneté programmée, celle d'aujourd'hui, se relie à une stratégie de classe qui modifie sans les transformer les rapports de production, qui introduit des éléments nouveaux dans la pratique par le biais de la consommation, du marché ; la vie quotidienne sert le déploiement du monde de la marchandise et du monde de l'Etat. Mais pendant ce temps, la société dans son ensemble se transforme et d'industrielle devient urbaine. Dans le cadre urbain où elle s'établit sous la pression des rapports sociaux et de l'ordre existant, la vie quotidienne peut se métamorphoser et servir l'apparition d'une vie autre. Dans ce cadre et seulement dans ce cadre dont elle ne peut se séparer !...

Cependant d'autres doctrinaires très « droitiers », au nom d'une épistémologie et d'une vision figée de la pensée, affirment que la vie quotidienne n'est qu'un détail, une modalité superficielle de la société capitaliste. Ce « vécu » ne donnerait lieu à aucun concept ; il en serait indigne. D'après eux, il n'y a rien de nouveau dans la *praxis* depuis Marx, Lénine ou Trotsky. Contre ces autres dogmatiques, on peut affirmer que ni la vie quotidienne, ni la société urbaine, ne sont une pure et simple *superstructure*, expression des rapports de production capitaliste. Elles sont cela, mais elles ont quelque chose de plus et d'autre que les institutions et idéologies, encore qu'elles aient quelques traits des idéologies et des institutions. Le monde de la marchandise, avec sa logique et son langage, se généralise dans le quotidien à tel point que chaque chose le véhicule, avec ses significations. Ne serait-il qu'une idéologie ? une superstructure ? une institution ?

L'auteur (ego) va-t-il maintenant saisir l'occasion de se plaindre, parce qu'on a tenté de le déborder par sa gauche et de l'abattre par sa droite ? Certes non. Qu'il soit ainsi attaqué, c'est qu'il occupe une position centrale. Or chaque position centrale est menacée, tactiquement et stratégiquement. Tactiquement : on la tourne, on l'enveloppe, on mène l'assaut

par la droite et la gauche. Stratégiquement : il n'y a jamais un seul centre, et tout centre peut avoir affaire à un déplacement général ou partiel de la centralité. Quant à la virulence des attaques, c'est une garantie. Un tel centre se situe au milieu des assaillants ; ce n'est donc pas « le juste milieu », de médiocre et triste souvenance. A d'autres la *ligne* « juste », toujours juste !...

Mais revenons à l'accompli, c'est-à-dire au trajet. Nous sommes à la bifurcation. Elle ne vient pas de celui qui chemine, de sa réflexion, ou de sa fantaisie. Elle provient d'un objet nouveau, d'une modification dans la pratique, qui attire sur elle l'attention.

Voici que, sur le sol pyrénéen, non loin du village natal de l'auteur (ego), surgit la Ville nouvelle. Produit de l'industrialisation et de la modernisation, gloire de la France et de la République, Lacq-Mourenx s'élève, bourgade neuve, parée d'énigmes plus que de beautés classiques. Les bulldozers passent sur le sol du Texas béarnais (comme on disait). A quelques pas de l'entreprise la plus moderne de France, entre les derricks et les fumées, naît ce qui doit devenir une Ville. C'est le passage du rural à l'urbain qui s'esquisse, qui se prépare devant les yeux comme à la réflexion, qui impose une autre problématique. Les problèmes se superposent et s'exaspèrent : destin d'une terre marquée par l'histoire, des traditions paysannes, des paysans eux-mêmes. L'industrialisation s'empare de contrées jusqu'alors délaissées. L'urbanisation dont l'importance grandit sans cesse, transforme ce qui existait auparavant. Dans ces tours dressées au-dessus des forêts, face aux montagnes, il y a un défi et une interrogation. Défi au passé, interrogation sur le futur. Dès les premiers jours, ce n'est pas une rature du texte social antérieur ; quelque chose de plus et d'autre s'annonce, se déclare, se signifie : l'urbain. Une page tourne. C'est un autre texte social qui s'écrit. Ainsi dut signifier la première toiture du premier atelier, ou le premier abri d'un travailleur séparé des moyens de production. Déjà dépassée, encore environnante, la période paysanne s'éloigne dans le temps comme dans l'espace. Plus actuelle, encore déterminante, l'industrialisation n'est déjà plus que contexte et prétexte. L'urbanisation l'emporte dans la problématique avant de l'emporter dans la thématique et dans l'élaboration des catégories (concepts). Déjà s'imposent des

périodisations nouvelles du temps socio-historique ; par exemple les différences apparaissent entre l'ère paysanne, l'ère industrielle, l'ère urbaine, avec une coupure (discontinuité *relative*) entre la prédominance des campagnes et de la production agricole, avec ses rapports spécifiques de production et leurs problèmes — la prédominance de l'entreprise industrielle, de sa rationalité — la prédominance enfin de « l'urbain » et de sa problématique.

L'ère urbaine ne fait pas disparaître par enchantement ou désenchantement les contradictions et conflits de l'ère industrielle. De même cette dernière n'a pas aboli les conflits et contradictions de l'ère antérieure. Qui dit conflit dit problèmes et « problématique ». Les problèmes se résolvent ou bien détruisent le contexte dans lequel ils se posent. Les questions posées par l'agriculture dans le monde, par les paysans, seront résolues ou bien ce monde s'effondrera. De même pour l'ère de la prédominance industrielle, ses conflits, ses contradictions. La ville, son éclatement, la société urbaine et « l'urbain » qui émergent, superposent leurs contradictions à celles de l'ère industrielle et de l'ère agricole. D'où un nœud peu extricable et une « problématique » hautement complexe. Quelles contradictions peuvent se dire *motrices* de la croissance et du développement (motrices ? c'est-à-dire éventuellement destructrices !). Toutes. Celles de l'urbain, par exemple le conflit entre *intégration* et *ségrégation*, entre les formes de centralité (entre la centralité comme forme et ses contenus), entre l'urbain et l'Etat, ne viennent pas neutraliser celles qui proviennent des rapports de production capitalistes, entre propriété privée et socialisation du processus de production, entre prolétariat et bourgeoisie. Au contraire, elles les aggravent, non sans rendre plus difficile la solution.

## II

Chaque article ici re-publié porte une date.

Il est peu de questions aussi pénibles (et insolubles) que celles qui concernent la priorité et la préséance dans l'emploi des mots, dans l'accès aux idées. L'origine des idées (et des idéologies) est généralement enfouie dans l'obscurité des racines et des émergences. Chacun sait que la même idée souvent surgit en plusieurs lieux à la fois, et parfois sous des formes

apparemment incompatibles. Les meilleures idées échappent à leurs auteurs. Elles émigrent hors du système, s'il y en a un. Elles tombent dans le domaine public, dans la conscience sociale. Elles se banalisent. Certains disent qu'elles se prostituent. C'est ainsi qu'elles agissent ; ce sont de bonnes idées. Dans ce domaine, on a parfois des surprises, par exemple celle de voir des gens qui ont répudié publiquement la propriété privée des idées réclamer subitement tel ou tel mot sur un ton de propriétaire légitime et offensé. A ceux qui ne dédaigneraient pas de telles confrontations, les dates apporteront quelques renseignements.

Il serait plus intéressant de déceler dans ce recueil des décalages des flottements de la pensée, des incertitudes. Par exemple le rapport dialectique, c'est-à-dire conflictuel et mouvant, entre *désir* et *besoin* n'est pas toujours saisi clairement, encore que soit permanent, malgré les pressions idéologiques, le refus d'une « philosophie du besoin », formulée à partir de la pensée marxiste. De telles fluctuations datées et rétablies dans leur contexte, ne sont pas dépourvues de sens. A certains moments, une confiance, une charge d'espoir exagéré ont été investis dans la « sociologie », étant donné la défaillance de plus en plus évidente de la philosophie. Et cependant l'auteur (ego) a toujours clairement et fortement déclaré que la sociologie s'accompagne de sa critique, que jamais le savoir parcellaire ne peut se prétendre total, que la socio-critique a le pas sur la socio-technique, et qu'enfin la totalité fait problème (dès lors que ni la philosophie ni une science fragmentaire n'y ont accès).

L'essentiel ne serait-ce pas la tendance, la voie indiquée et balisée par ces textes ?

Bien qu'ils ne s'enchaînent pas logiquement et ne cherchent pas à constituer un système, une orientation les relie. Il est vrai que la clef de l'ensemble manque ici, car elle se trouve *ailleurs* : dans la logique dialectique rattachée elle-même à une conception de la logique formelle (comme *tautologie* que doit remplir un contenu, lequel advient ou survient le long d'un trajet). Or ici se reconnaît le trajet d'une pensée menacée, presque brisée parfois. Elle cherche un chemin. Non sans mal, elle le fraie, puisant sa force dans une sorte d'optimisme tragique (qu'elle s'efforce de légitimer en le confrontant avec la connaissance). Elle passe entre :

a) *la thèse de la fermeture*, de la société close, achevée ou bloquée. (Le système qui se proclame, qui ferme en se fermant. La structure qui veut régner. Le plein qui veut s'établir) ;

b) *la thèse de la béance* au cours d'une métamorphose substantielle. (Le vide. L'espoir en l'éclatement, en une catastrophe terminale, le système clos explosant et volant en pièces).

Une intention constante anime ces recherches : trouver et montrer l'ouverture, abattre les obstacles, atteindre le lieu de la percée ; faire cette percée. La pointe de la pensée se dirige constamment vers le système, qu'il se nomme « stalinisme » ou « philosophie politique » ou « socio-logique », ou « idéo-logique ». Attitude qui se légitime ailleurs, dans un autre lieu, celui de la Logique et du Logos, où il est montré que la *forme logique* étant vide (tautologique), elle n'implique rien en ce qui concerne le contenu. D'elle on ne peut rien déduire, rien conclure. Entre la forme et le contenu, il y a un hiatus, un abîme franchi par des passerelles (les médiatrices et transitions). Lorsqu'on veut utiliser la *forme* pour définir le contenu, le cerner, et l'enfermer dans des limites, il y a *vice de forme*. Ce qui explique la violence des controverses menées ici ou ailleurs (1).

Ces remarques rendent évidents les inconvénients d'un tel recueil. S'il jalonne un itinéraire, l'important (dans la mesure où il existe) se trouve ailleurs, dans des « livres » qui livrent ou sont censés livrer l'essentiel. Les constances et les instances, les thèmes et les référentiels ont besoin d'être dégagés.

Ces articles ne représentent donc pas un *système* en formation, mais un *contre-système* : une critique et une auto-critique presque permanentes, une attention toujours en éveil contre ce qui veut régner. La négation critique (active) du système qui se veut absolu, qui se proclame modèle philosophique et politique, cette négation ne va pas sans une constante vigilance, dirigée contre les « sous-systèmes », institutions et idéologies, systématisations des valeurs et des

---

1. Cf. *Logique formelle, logique dialectique*, 1<sup>re</sup> éd. 1946 ; rééd. 1969 et le recueil en préparation : « *Au-delà du structuralisme* ».

décisions. D'où une auto-critique également permanente. Comme le disait quelqu'un à propos de ces textes, c'est Pénélope qui retarde l'échéance en défaisant chaque soir l'œuvre de la journée. Pourquoi ? parce qu'une autre journée, un autre jour vont commencer. Avec un autre espoir, un autre désespoir. Quelle échéance ? celle du dernier mot ? celle de la dernière instance et de la dernière pensée ? celle du règne qui va s'installer ? Toutes les échéances ! Chaque article a donc son objectif (polémique) et son objet (scientifique), en même temps qu'il indique un moment, qu'il pose un jalon. Leur suite ne présente pas un enchaînement logique, mais un développement coupé de métamorphoses. Les modifications que subissent les objets et objectifs en même temps que le « sujet » ne sont pas subjectives. Elles ont leurs raisons soit dans les changements (de la société et du savoir), soit dans la critique de l'acquis et du changeant. Le lecteur bienveillant pourra y voir une progression, une suite d'émergences : théories, problèmes, concepts.

Si donc chaque texte porte ostensiblement sa date, ce n'est pas seulement en fonction de son contexte qu'il faudra l'apprécier, mais en fonction du mouvement général. Le contexte, le plus souvent, est évoqué ou suggéré. Le mouvement global, par malheur ou bonheur, se déchiffre difficilement, en raison de sa complexité. La montée de la problématique urbaine, la mode du structuralisme et son déclin, telles sont les dates « objectives » qui périodisent ce mouvement.

La dispersion de ces textes n'est en un sens qu'apparente. Ils ont un centre théorique : le rapport « campagne-ville », à savoir une relation dialectique, une opposition conflictuelle qui tend à se dépasser lorsque simultanément l'antique campagne et l'ancienne ville se résorbent dans le « tissu urbain » généralisé. Ce qui définit la « société urbaine » s'accompagne d'une lente dégradation et disparition de la campagne, des paysans, du village, ainsi que d'un éclatement, d'une dispersion, d'une prolifération démesurée de ce qui fut jadis la Ville.

Aujourd'hui, il ne serait plus question de rêver en proposant un « nouvel urbanisme ». Ce rêve eut un sens, peut-être, il y a une dizaine d'années. La question principale, en ce moment, ce serait plutôt d'aller jusqu'au bout de la critique radicale des projets dits urbanistiques, marqués d'un double



stigmaté : l'action de l'Etat, le déploiement du « monde de la marchandise ». Aujourd'hui, l'urbanisme comme la psychanalyse et le marxisme, devient institutionnel. Ce qui le désigne aux coups d'une critique redoublée !

Que les flèches ne fassent donc pas oublier au lecteur (bienveillant) ce qu'elles désignent de chaque côté de la route et puis au bout de la route...

### III

Encore quelques mots.

Cette suite d'articles fera-t-elle admettre au lecteur éventuel que l'auteur (ego) ne peut se classer ni comme philosophe, ni comme spécialiste de telle ou telle « discipline » (sociologie, histoire, etc.) ? Ce qui le rend proprement inclassable. De la philosophie, il pense retenir le questionnement et la critique radicale, sans conserver la visée systématique et la tendance abstraite ; il pense aussi prolonger l'effort du philosophe pour que la vérité se déclare d'elle-même sans l'obliger à se dévoiler ou à se voiler, et pour que le sens se dise (pour que les intéressés et concernés parlent en disant le sens des objets, des actes, des situations) avec spontanéité. Quant aux sciences parcellaires, y compris la sociologie, elles ne tendent que trop à se changer en idéologie et même à devenir idéologie « scientifique ». Si elles ne s'accompagnent pas de la critique et de l'autocritique permanentes, il peut s'ensuivre de graves conséquences ; dans ces cas, il faut harceler le sociologue, l'historien, le psychologue, etc., sans leur laisser nul repos.

De ce caractère « inclassable » s'ensuivent quelques malentendus qu'on va tenter d'élucider.

a) Jean-Paul Sartre a bien voulu dans *Critique de la raison dialectique* prendre un des articles reproduits ici (consacré concrètement mais modestement aux questions paysannes et à la sociologie rurale) pour premier modèle (méthodologique) d'une démarche « progressive-régressive » intégrant la sociologie et l'histoire dans une perspective dialectique. Qu'il en soit ici remercié, mais que le lecteur éventuel (bienveillant ou malveillant) n'y voie aucune preuve, aucun signe d'une identité ou même d'une analogie entre le parcours ici jalonné et celui du philosophe de l'existentialisme. (Cf. *Critique de la raison dialectique*, « Questions de méthode », éd. Gallimard,

pp. 41-42.) Le trajet qui va de la philosophie à la métaphilosophie ne saurait se rapprocher de celui d'un philosophe, si éminent soit-il, qui maintient et perfectionne, chemin faisant, des catégories philosophiques.

Le texte cité par J.-P. Sartre est malheureusement beaucoup trop bref. Il date d'une époque où de toutes parts (du côté « capitaliste » comme du côté « socialiste » et « communiste ») s'exerçait un terrorisme sans recours. Pour éluder la pression, que faire sinon prolonger la pensée de Marx sans citer la source ? « Démarche analytico-régressive » ? c'est le précepte formulé par Marx, dans le fameux fragment où il déclare que l'homme éclaire le singe, et l'adulte l'enfant ; que l'actuel permet de comprendre le passé et la société capitaliste les sociétés antérieures parce qu'elle en *développe* les catégories essentielles. Ainsi la rente foncière capitaliste permet de comprendre la rente féodale, les rentes du sol dans l'antiquité, etc.

Le passage cité, pour prendre son sens, doit se rapprocher de ces textes de Marx, qu'il cherche à développer, mais dont il ne peut se séparer. Il est intégralement « marxiste ».

b) Toujours dans ce texte, le moment récurrent, *analytico-régressif*, précède un moment *historico-génétique*, au cours duquel la démarche de la pensée revient vers l'actuel, à partir du passé décelé, saisi en lui-même. Ce précepte méthodologique, qui ne semble pas dénué d'intérêt, n'implique aucune solidarité avec la systématisation obstinément poursuivie par Lucien Goldmann sous le nom de « structuralisme génétique ». Ou bien il s'agit, sous ce vocable, d'une élucidation et d'un affinement des démarches de la pensée marxiste. Ce qui ne soulève aucune objection, mais n'entraîne aucune dénomination nouvelle. Ou bien les termes désignent une systématisation autre (et d'abord une systématisation, alors que Marx n'a pas laissé un système, mais le principe d'une critique des systèmes). Cette systématisation, non sans rapports avec la vogue du structuralisme, sera dès lors entraînée dans le déclin de cette idéologie.

c) Le lecteur pourra observer, dès les premières pages de ce recueil, un usage fréquent et régulier d'une notion essentielle : la *structure*. Il trouvera des remarques sur l'emploi légitime de ce concept, ainsi que des autres concepts méthodologiquement et théoriquement essentiels : forme, fonc-

tion, niveau. La controverse avec le structuralisme, qui fera l'objet d'un second recueil d'articles, n'interdit en rien l'usage de la notion. Au contraire. Le structuralisme abuse de la notion de *structure* et l'obscurcit jusqu'à la détruire. En l'utilisant pour des réductions abusives, il se permet de greffer sur elle une excroissance idéologique. Critiquer le structuralisme implique l'emploi méthodologique et non superfétatoire ou réductif de l'analyse structurale.

d) Les premiers textes du recueil (1949) témoignent d'une belle confiance en l'histoire. Au cours de ces vingt années, cette confiance s'atténue jusqu'à disparaître. Sur ce point non dépourvu d'importance ou d'intérêt, le lecteur malveillant pourra s'amuser aux dépens de l'auteur (ego) en notant les symptômes de la désillusion, les indices de l'échec. Le lecteur bienveillant soulignera la contradiction, qui n'est pas propre à l'auteur (ego) entre les constatations décevantes et l'effort pour maintenir un optimisme et pour montrer une voie...

H. LEFEBVRE.

10-11-1969.

*Quels termes assez chaleureux trouver pour remercier Mario Gaviria qui a retrouvé et choisi ces textes, les a classés et revus ? En particulier, il a bien voulu reprendre quelques comptes rendus d'exposés, dont le plan seul fut écrit, et mettre en évidence les idées contenues dans ces exposés. A ce titre l'auteur (ego) lui doit une reconnaissance sans limites.*

H.L.

*La Communauté paysanne  
et ses problèmes historico-sociologiques*

I

Parmi ceux qui, — citadins, intellectuels, voire historiens ou sociologues — traversent un de nos villages, découvrent son visage original ou incertain, s'étonnent de sa torpeur ou admirent son « pittoresque », combien savent que ce village ne se réduit pas à un pêle-mêle accidentel d'hommes, de bêtes, et de choses, que son examen révèle une organisation complexe, une « structure » ?

L'étude d'une agglomération rurale, dans tous les pays, montre des équilibres plus subtils qu'on ne l'aurait tout d'abord pensé : des proportions entre l'étendue des terres arables, des forêts, des pâturages — entre les groupes d'êtres vivants à qui le terroir fournit leur subsistance. Cette étude, revenant des faits objectifs aux faits humains qui leur sont liés, découvre aussi que les équilibres matériels, sans être expressément et rationnellement voulus par les hommes, ne sont pas aveuglément et mécaniquement obtenus ; ils relèvent d'une conscience, difficile à saisir et plus encore à définir, curieux mélange de prudence, d'initiative, de méfiance, de crédulité, de routine : la sagesse paysanne. L'analyse découvre enfin des fissures dans cet ordre, des incertitudes dans cette « sagesse », des déséquilibres plus ou moins durables, dûs à des causes plus ou moins profondes : c'est-à-dire enfin des problèmes, des besoins, des tendances, des conflits, des adaptations réussies ou manquées...

---

\* Cahiers Internationaux de Sociologie, n° VI - 1949.

Cet organisme, que vous ne savez pas toujours voir, vous est cependant donné devant vos yeux, avec sa structure et son horizon. Quant à la conscience de cette communauté organisée, elle se dissimule dans la vie des individus qui y participent, aussi secrète qu'est immédiate la réalité sensible. Organisation et conscience contiennent et continuent une histoire. Ils ont un passé. Têl village paisible, simplement proposé sur un coteau, sans énigme apparente, existait et vivait en ce lieu bien avant les villes familières qui seules maintenant supportent nos espoirs ou nos rêves (1). Telle autre bourgade, retombée depuis longtemps dans une paix morne et réticente, soutint des luttes ardentes contre seigneurs, princes ou rois. De ce passé, peu de traces ; rien n'en subsiste. Rien et cependant tout : la forme même du village !

Leur passé jalonne pour ainsi dire sensiblement nos villes. Dans une rue de Paris, un hôtel du moyen âge s'arrache de lui-même à la « modernité » de l'entourage, et prend de lui-même sa distance dans le temps. Les édifices juxtaposés, des ruines romaines aux banques, reproduisent dans l'espace les âges de l'histoire, la succession de ses époques. Le passé s'inscrit jusque dans les blessures de la pierre. Par contre, au village, le château entouré de ses terres, de ses fermiers et métayers, avec son prestige et sa puissance, reste un élément très actuel et très agissant de la vie rurale. Le vieux manoir féodal se distingue parfois assez peu de la maison paysanne patriarcale ; et la maison déjà « bourgeoise » semble une habitation paysanne un peu plus « cossue ». Le passé, pour qui n'analyse pas, vient souvent se perdre, s'étaler, dans un présent tout à fait présent et donné en apparence, ou d'un seul bloc anachronique et désuet. D'où le caractère à la fois difficile et récent de la *sociologie rurale*, science de l'actuel qui ne peut se passer de l'histoire, car ici comme ailleurs et plus qu'ailleurs, l'historique persiste et agit dans l'actuel.

---

1. Certains historiens présocratiques de la campagne française, comme M. Roupnel, ont vraisemblablement exagéré l'antiquité, la pérennité de nos villages. Ils ont retrouvé un peu partout du néolithique, des traces de communauté primitive, cédant ainsi à ce mythe du « primitivisme » qui pèse sur notre pensée historique et sociologique. Ces curieux historiens, au nom de l'histoire et d'un mythe sur les origines, en viennent à nier l'histoire réelle !

## II

Remarquons tout de suite la rareté des documents, des textes littéraires, nous renseignant sur la vie paysanne, et cela précisément dans les époques où l'agriculture prédominait encore largement. Ce fait, plein de sens, montre quels énormes fragments de réalité disparaissent dans les expressions idéologiques !

Sans remonter plus haut, que nous reste-t-il du xvii<sup>e</sup> ? (2) Quelques œuvres techniques (le « théâtre d'Agriculture » d'Olivier de Serre). Quelques tableaux (Le Nain). Quelques textes célèbres : scènes de Molière (Don Juan), fables de La Fontaine ; une page noire de La Bruyère. Quelques textes moins connus (dans le « Francion » de Sorel, par exemple). Et c'est tout.

Au xviii<sup>e</sup>, lorsque déjà s'éloigne la réalité paysanne traditionnelle, elle apparaît dans la littérature avec Rousseau. Une nouvelle agriculture, de type capitaliste, apparaît et trouve ses théoriciens, ses idéologues : les physiocrates. Il faut cependant attendre la fin de ce que certains historiens appellent, peut-être un peu exagérément, la « révolution agricole » du xviii<sup>e</sup>, il faut attendre la « révolution » industrielle de l'économie, donc la prédominance croissante de l'industrie sur l'agriculture, et de la ville sur la campagne, pour que les idéologues découvrent en elle-même et pour elle-même la réalité paysanne. Ils l'atteignent au moment où elle s'effrite, entre dans une crise profonde, et même disparaît quant à ses formes traditionnelles. Comment expliquer cet intérêt subit porté par les écrivains, par les historiens, à la réalité paysanne ? Regret mélancolique devant la disparition de la vie patriarcale, qui eut sa beauté et sa grandeur malgré ses limitations, ou expression de l'importance politique prise par la bourgeoisie rurale et les propriétaires fonciers, les « notables » ? Les deux sans doute. Rappelons, sans pousser plus loin l'analyse, que deux grands écrivains — Balzac et George Sand — ont laissé de précieux documents sur la vie des campagnes au xix<sup>e</sup>.

---

2. L'abondance des documents d'archives, ingrats et sordidement économiques (tous relatifs aux droits féodaux et à la fiscalité) accuse le contraste entre la réalité et les formes de conscience, dans une société de classe fondée sur l'oppression et l'exploitation des paysans.

L'honneur d'avoir commencé l'étude scientifique de l'histoire paysanne française revient notamment à une suite de grands érudits régionaux, trop oubliés, dont les recherches poursuivies pendant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle gardent encore aujourd'hui une grande valeur : Léopold Delisle (Normandie) — Charles de Ribbe (Provence) — Brutails (Roussillon-Catalogne) — Bladé (Gascogne) — Curie-Seimbres, Cennac-Moncaut (bastides du Midi, Pyrénées), etc. (3).

A peine nées, l'histoire et la sociologie rurale furent l'objet d'un audacieux rapt idéologique. Si la doctrine des physiocrates reflète les idées et les intérêts de la grande bourgeoisie progressiste au XVIII<sup>e</sup>, les théories de Le Play expriment clairement les préoccupations et les buts de la bourgeoisie parvenue au pouvoir. Pourquoi Le Play s'intéresse-t-il aux paysans, aux communautés familiales et rurales ? parce qu'il y découvre des « vertus », des « valeurs » morales : la stabilité, l'obéissance, la résignation. Il le dit expressément, sans même contester que ces valeurs « morales » soient un même temps et surtout des valeurs « politiques ». Le Play rêve donc de restaurer les communautés traditionnelles, de famille et de village, alors déjà en pleine dissolution. Etudiant ces faits sociaux dans les Pyrénées, il osa proposer comme norme et modèle une famille de quinze personnes (les Melouga, de Cauterets) vivant dans une habitation de trois pièces, consommant à elles toutes trois kilogs de sucre par an et cinquante litres de vin ! L'inconséquence de l'idéologie réactionnaire apparaît lumineusement dans de telles œuvres ; la bourgeoisie qui s'enrichissait avec l'extension du marché exaltait en même temps, pour de très claires raisons politiques, des formes de vie antérieures et extérieures à l'économie marchande et industrielle ! (4).

---

3. Rappelons aussi le livre vieilli, mais qui fit date, de BONNE-MÈRE, *Histoire des paysans depuis la fin du moyen âge jusqu'à nos jours*, Paris, 1856 ; le bel ouvrage de GUÉRARD sur le polyptique d'Irminon, etc.

4. Il serait curieux de comparer, tant du point de vue de la méthode (d'un côté empiriste et normative, de l'autre historique, matérialiste, dialectique) que du point de vue du contenu (d'un côté réactionnaire ; de l'autre révolutionnaire) le principal livre de Le Play avec les œuvres d'Engels, consacrés au problème paysan. Les titres, à eux seuls, sont significatifs : « L'organisation de la famille, d'après le modèle éternel prouvé par l'observation des races. » (Le Play) — « Origines de la famille, de la propriété, de l'Etat. » (Engels).

Malgré ces défauts, les monographies de Le Play restent par certains côtés des modèles. Le budget de la famille Melouga — ce document qui se retourne contre son auteur — n'a jamais été dépassé, quant à la précision et à la minutie des observations sociologiques. Il n'en reste pas moins que la sociologie descriptive, empiriste, positiviste, de Le Play, recouvrant en fait des affirmations normatives et métaphysiques plus que contestables, a inauguré toute une lignée d'ouvrages sociologiques et littéraires, consacrés à la vie paysanne, dont le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'ils n'ont pas fait avancer la connaissance scientifique.

Est-il tendancieux de constater la situation des études et du problème, en France, et même ailleurs, c'est-à-dire sa « politisation » ? Non. C'est un fait, et même un fait sociologique fort important !

A la tendance « de droite » dans l'étude des questions paysannes (passé, présent, avenir de la paysannerie), est opposée et s'oppose encore une tendance « de gauche ». Aux travaux qui tentent de justifier par des descriptions empiristes certaines thèses morales, métaphysiques et politiques, s'opposent des travaux historiques, prenant la réalité dans son mouvement et ses tendances, donc objectifs, travaux influencés par le marxisme ou expressément marxistes. Est-il même besoin de rappeler les noms les plus célèbres de cette magnifique suite d'historiens-sociologues, à la fois chercheurs de documents et observateurs de la réalité vivante, qui ont tellement enrichi la connaissance de la campagne française ? (5).

---

5. Toutes les conclusions de l'école historique française contemporaine ne semblent pas également solides ; comme dans toute science qui avance, il se peut que le moment de les réviser soit venu. Un simple fait : dans le Midi de la France, et même en Provence, lorsqu'une exploitation rurale s'agrandit et dépasse une certaine superficie, elle passe fréquemment de l'assolement biennal à l'assolement triennal ; tout simplement parce que le tiers de la surface globale, cultivé en blé, pommes de terre, etc., a satisfait alors les besoins de l'exploitation. L'assolement biennal est-il un caractère de l'agriculture méridionale française, déterminé soit par le climat, soit par une tradition immémoriale ? N'y aurait-il pas aussi, et surtout, une question de « structure » de la propriété ? La question se pose. Elle n'est pas là seule qui puisse entraîner une reconsidération de thèses qui semblaient, il y a peu d'années encore, acquises et prouvées.



Signalons aussi l'apport considérable de l'école de *géographie humaine*, bien que certains ouvrages se dégagent mal d'un « géographisme » un peu étroit ; et que d'autres présentent de vastes encyclopédies régionales, où l'on trouve un peu de tout : de la géologie, de la géographie physique, des études descriptives sur l'habitat et le genre de vie, de l'économie politique, et même de l'histoire et de la sociologie proprement dites. Ce qui montre, soit dit en passant, à quel point la notion même de « géographie humaine » a besoin aujourd'hui d'être reprise et précisée.

Depuis une vingtaine d'années, à l'étranger comme en France, et dans les colonies françaises, administrateurs, sociologues, ethnographes, géographes, se sont délivrés des prestiges philosophiques venus de la logique formelle, et des préjugés juridiques venus du droit romain. Or ces préjugés faussaient les perspectives en rejetant dans l'absurdité et la barbarie toutes sortes de réalités : la vie communautaire, le droit coutumier, la pensée immédiate... En Afrique, à Madagascar, en Indochine, ailleurs encore, les investigateurs ont découvert sous des noms variés cette réalité si proche de nous : le village, les paysans, la communauté paysanne. (Cf. les ouvrages de Labouret, Weulersse, Sicard, etc.) (6). Les travaux plus anciens de Sumner Maine, Baden-Powell, se trouvent donc complétés, enrichis, par un apport récent.

Aux U.S.A., la *sociologie rurale* est devenue récemment une science distincte, une branche de la sociologie générale, et s'enseigne dans les Universités. Cette place de choix s'explique peut-être par les graves problèmes que pose l'agriculture américaine. Cependant, l'apport des énormes traités de « Rural Sociology » n'apparaît pas toujours proportionné à leur ampleur. En ce qui concerne la communauté rurale, — le village — les auteurs de ces traités étudient minutieusement, avec cartes et diagrammes, les échanges de services, les péri-

---

6. Mentionnons particulièrement les travaux des sociologues roumains, notamment la belle monographie en trois volumes, publiée en 1938 sur un village archaïque (Nerej) d'une région montagnarde, la Vrancea. Signalons aussi que les recherches des historiens de l'antiquité, portant sur les origines de la cité grecque ou romaine, ont progressé dans le même sens. (Cf. de nombreuses indications dans les ouvrages de M. GERNET ; Cf. *Annales d'Hist. Econ. et Sociale*, IX, p. 324 et sq).

mètres (services areas) desservis, dans telle agglomération, par le facteur, le médecin, l'école, le « trade center », le temple, etc. Ou bien encore ils étudient sociométriquement les visites que se rendent le dimanche les familles paysannes voisines (7). Le caractère à la fois descriptif et normatif de cette sociologie se manifeste fréquemment. Les auteurs étudient, comme de simples faits parmi les autres faits, les efforts de certaines associations ou organisations plus ou moins institutionnelles (comités, clubs, etc.) pour « faire oublier » aux membres des « communautés rurales » les différences de prestige, c'est-à-dire de fortune. Ainsi Kolb et Brunner attribuent, d'après Moreno, un « pouvoir thérapeutique » à tout ce qui fortifie la « community identification and consciousness ». On reconnaît aisément, avec une terminologie différente, et dans d'autres conditions, l'attitude de Le Play (8). Dans l'ensemble, ces sociologues se ressentent du fait qu'ils s'occupent d'une réalité *sans passé*, et pour ainsi dire sans épaisseur historique. D'où le caractère empiriste, descriptif, non historique, de leurs recherches.

En U.R.S.S., l'étude de la réalité paysanne se rapproche nécessairement de l'effort pour transformer cette réalité, c'est-à-dire de la théorie économique et politique. La sociologie rurale a cependant son objet : l'analyse des traditions locales ou nationales encore vivantes. Elle étudie les conditions concrètes de la vie paysanne, les systèmes de culture élaborés par l'évolution historique et que l'agrobiologie reprend partiellement (assolements, etc.). Enfin, de nombreux travaux

---

7. Cf. p. ex., KOLB et BRUNNER, *Study of Rural Society*, p. 313 et sq. Mettons à part quelques remarquables travaux, comme le livre de M. Paul LANDIS, *Rural Life in Process*, 1948. Presque seul M. Landis étudie la vie rurale dans son devenir. Il mentionne les villages de type européen du Nord-Est (habitat concentré, assolements réglés, communaux, etc.) et les villages français du Mississippi. Il étudie le problème des noirs et des « poor whites » dans le Eorn Belt. Il montre l'endettement hypothécaire des paysans pauvres et moyens (p. 418), l'insuffisance de l'électrification (p. 432), l'état sanitaire déficient (p. 489), le caractère féodal des plantations du Sud, etc.

8. Les auteurs cités arrivent d'ailleurs à une conclusion désabusée : « Unfortunately, such high ideals are yet to be realized in many a local rural community. On the debit side, some researchers report that even churches and schools perpetuate class lines and accentuate differences. » (*Op. cit.*, p. 23).

historiques ont poursuivi l'étude, depuis longtemps commencée, des communautés de village (*mir*) et de famille (*dvor*), leur formation, leur déclin, leur dissolution (9).

### III

Il convient d'abord de distinguer trois aspects de la question, ou plutôt trois réalités historico-sociologiques liées bien qu'impossible à confondre : a) la communauté la plus vaste : clan, association ou fédération de villages (10) ; b) la communauté de village proprement dite, ou communauté rurale ; c) la communauté familiale (communauté taissable de nos historiens, famille patriarcale, *zadruga*, *dvor*, etc.).

Le deuxième de ces trois termes, à savoir la communauté de village (la moins étudiée sans doute des formes de communauté) nous intéresse principalement ici. Qu'est-ce que la communauté de village ? Il importe d'en préciser la notion et d'en donner une définition qui réunisse les différents aspects révélés par l'analyse. (Cette définition, qui pourra paraître abstraite et « a priori » résume en fait concrètement une analyse déjà effectuée et permettra de l'approfondir.)

1°) La communauté rurale ou communauté de village n'est pas une force productive, ni un mode de production. Elle n'est pas une force productive, bien qu'évidemment liée au développement des forces productives : à l'organisation du travail de la terre dans des conditions techniques (outillage) et sociales (division du travail, modalités de coopération) déterminées.

Tous les historiens de la communauté rurale ont insisté sur le fait qu'à une certaine époque (au XVIII<sup>e</sup> siècle en France ; au XIX<sup>e</sup> et jusqu'aux vingt premières années de notre siècle en Russie) elle a entravé le développement des forces productives, en empêchant la liberté des cultures, en paralysant les initiatives et l'individualisme agraire alors progressif, en soumettant l'individu à des contraintes traditionnelles, en

---

9. Cf. dans « Bulletin de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. », 1947, n° 2, un long compte rendu de l'important ouvrage de B. D. GRÉBOV sur l'histoire de la paysannerie russe.

10. Comme la Vrancea étudiée par les sociologues roumains ; comme les associations et syndicats des vallées pyrénéennes françaises.

gênant l'introduction de nouvelles cultures et de nouveaux instruments, etc. Georges Lefebvre, Henri Sée, Marc Bloch ont apporté sur ce point une documentation décisive.

Entrée historiquement en conflit avec les forces productives, la communauté rurale ne peut s'identifier avec elles. Mais elle n'est pas davantage un mode de production. En effet, le village apparaît dès qu'il y a fixation au sol d'un groupe d'hommes auparavant nomades ou semi-nomades. Il disparaît, au sens précis du mot, dans certaines conditions, notamment devant la grande exploitation (de type antique : villae romaines, latifundia ; — de type féodal : domaine seigneurial ; — de type industriel : grande ferme capitaliste, sovkhoz socialiste).

La communauté rurale se maintient, se défend, disparaît ou se reconstitue sous des modes de production très différents : esclavagiste, féodal, capitaliste, socialiste. Elle persiste, plus ou moins vivante, en ascension ou en dissolution, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours ; non pas certes extérieure aux vicissitudes de l'histoire et aux transformations économique-politiques, mais avec sa vie et son histoire propres.

Elle est donc bien une *forme de communauté*, comme la famille, comme la nation, qui apparaissent, se transforment, se développent ou dépérissent dans des conditions déterminées par le niveau des forces productives et le mode de production, sans pour cela s'identifier avec ces déterminations du processus économique-social.

2°) La communauté rurale est une forme de communauté *organique*, et ne se réduit pas à une solidarité mécanique d'éléments individuels. Là où triomphent l'échange de marchandises, l'argent, l'économie monétaire, l'individualisme, la communauté se dissout, remplacée par l'extériorité réciproque des individus et le « libre » contrat de travail. Elle réunit, organiquement, non des individus, mais des communautés partielles et subordonnées, des familles (elles-mêmes de types différents, mais inséparables de l'organisation de la communauté).

On s'étonnera peut-être de voir reprendre ici la vieille distinction de la solidarité « organique » et de la solidarité « mécanique » des éléments sociologiques.

Cette solidarité organique, dans la communauté, précède historiquement la solidarité « mécanique », qui représente la

dispersion, la dissolution, l'atomisation par l'individualisme « pur » de la communauté organique. Celle-ci ne succède à la solidarité mécanique que si elle se reconstitue, sur des bases plus ou moins nouvelles, après une période de dissolution.

3°) Dans la notion de la communauté rurale, on ne peut évidemment faire abstraction du régime de la propriété. Où triomphe la propriété au sens du droit romain (propriété quiritaire) la communauté tend à disparaître ou disparaît tout à fait. Ce triomphe de la propriété privée, du « jus utendi et abutendi » ne représente d'ailleurs qu'un cas limite abstrait ; partout où la propriété privée (individuelle) a été proclamée, les droits de la famille, ou de la nation, ou de l'Etat, l'ont en fait limitée.

D'autre part, la propriété « collective » absolue n'est, elle aussi, qu'un cas limite. Depuis l'antiquité la plus reculée, les biens de consommation et une partie des instruments ont été objets d'appropriation privée. Il en sera de même dans l'avenir, aussi loin que permettent de prévoir nos connaissances économiques, politiques et sociologiques ! L'absence de cette distinction si simple et si évidente, entre les moyens de production et les biens de consommation, a cependant embrouillé et embrouille encore beaucoup de questions relatives au régime de propriété. En fait, toutes les sociétés se sont situées et se situent entre ces limites abstraites : propriété collective et propriété privée, plus ou moins près de l'une ou de l'autre limite. Du rapport variable entre ces termes on peut tirer le principe d'une classification des formes de communauté :

*Propriété collective et propriété indivise.* Distinguons-les avec soin. A la limite, les mots « propriété collective » désigneraient une organisation sociale dans laquelle il n'y aurait pas encore ou plus du tout d'appropriation privée. Le régime social du clan voué à la cueillette, à la chasse, à la pêche, se rapprocherait dans le passé de cette limite. Mais les mots « propriété collective » désignent aussi le droit éminent que se réservent certains types de communauté, laissant à leurs groupes élémentaires (familles ou même villages) la jouissance, l'usage, l'usufruit, la possession utile du sol. Par exemple, lorsqu'il y a — jusque dans certaines formes tardives, comme le *mir* au XVIII<sup>e</sup> siècle et postérieurement — redistribution périodique des terres, lorsque le lot de chaque

groupe élémentaire n'est considéré que comme attribution provisoire, on parlera encore dans certains cas de propriété collective.

Les mots « propriété indivise » désignent au contraire la part du sol qui n'est pas ou pas encore attribuée aux groupes élémentaires, lorsque déjà la propriété privée s'est stabilisée. L'indivision coexiste donc avec la propriété privée, encore qu'il y ait entre ces deux termes un conflit profond. Ainsi les propriétaires déjà établis, dans tous les pays du monde, eurent tendance historiquement à grignoter ou à se répartir les propriétés indivises des communautés rurales (question des « enclosures » dans l'histoire anglaise ; des communaux français à la fin du XVIII<sup>e</sup>, etc.). Les pâturages, les montagnes, les forêts, les eaux, restèrent ainsi et restent encore partiellement propriétés indivises dans la communauté rurale française. A l'échelle de la famille, le patrimoine et la Maison restait souvent propriété indivise de la communauté familiale (encore qu'ici le régime de propriété évolue en général assez rapidement vers la propriété individuelle du chef de famille, « paterfamilias » du droit romain). Toute communauté a son fondement pratique dans une propriété collective ou indivise, cela va de soi.

*Attribution par parts égales.* Les communautés de village dans le cadre d'une association plus large — les communautés familiales dans le cadre de la communauté de village — les membres individuels dans le cadre de la communauté familiale — peuvent avoir des droits égaux sur les biens collectifs ou indivis. Dans ce cas, ils en reçoivent des lots égaux en cas d'attribution provisoire, périodique ou définitive. Ils s'en approprient des parts égales en cas de dissolution de la communauté.

*Attribution par quote-parts inégales.* Les mêmes groupes ou éléments de groupes peuvent avoir, ou se voir attribuer (parfois par la ruse, et la violence ; ou par un processus naturel de différenciation) des droits inégaux. Par exemple, dans le cadre de l'unité plus large, les communautés villageoises recevaient un droit proportionnel à leur population, ou à leur richesse, ou à leur force. Dans le cadre de la communauté de village, les familles recevaient des lots (temporaires ou définitifs) proportionnels au nombre de bouches à nourrir, ou aux instruments de culture détenus, ou au bétail

possédé, ou encore à la participation aux charges, ou enfin à la richesse acquise (richesse en argent lorsque l'économie monétaire s'établit). De même enfin, dans le cadre restreint de la famille, certains membres — les femmes, les filles, les cadets, les enfants en général — peuvent perdre des droits au profit d'un membre privilégié : le père, l'aîné des garçons, parfois l'aînée des filles ou le cadet des garçons.

4<sup>o</sup>) Cette analyse des rapports de propriété n'épuise pas, de loin, la notion de la communauté rurale. Elle comporte aussi des *disciplines collectives* extrêmement variées quant à leurs modalités et à leur vigueur. L'étude de ces disciplines introduit le sociologue dans la vie concrète des groupes paysans : bergers de village et parfois bergeries « collectives » des communautés pastorales — transhumances organisées — champs disposés en secteurs ou « soles », avec cultures réglées (assolements) — vaine pâture, c'est-à-dire champs ouverts à tous les animaux de la communauté, dès la fauche de l'herbe de la maison — ce ne sont là que quelques cas, les plus familiers, les plus proches de nous, encore observables dans beaucoup de campagnes françaises, des disciplines collectives. Dans nos modernes coopératives agricoles, qui en un sens reconstituent (sur une base technique, économique et politique nouvelle) la communauté organisée, l'individualisme du XIX<sup>e</sup> siècle laisse à nouveau place aux disciplines collectives.

Il faut se garder d'imaginer ces disciplines selon le schéma durkheimien : obligation-sanction. Ces disciplines eurent et ont encore un fondement pratique. Ceux qui le voulaient ont, sauf à quelques époques de « durcissement » de la communauté, toujours pu s'y soustraire. Mais trouvaient-ils avantage à cette indépendance ? Prenons un exemple précis. Dans toutes les communautés rurales, même en pleine dissolution, même individualisées au possible, les *relations de voisinage* ont une extrême importance. Leur forme et leur contenu diffèrent : tantôt strictement pratiques (entr'aide pour les gros travaux, « souhaitage » dans le Gâtinais, « arban » dans le Limousin et la Marche) — tantôt pratiqués avec une ritualisation très poussée (pays basque et Béarn, où les voisins ont un rôle officiel dans les cérémonies familiales, mariages, enterrements) — tantôt presque exclusivement somptuaires (comme dans le cas de ces visites réciproques étudiées par les sociologues américains). Presque toujours, les relations de voisinage ont

eu ou gardent un fondement pratique. De toute évidence, dans l'ancienne communauté rurale française, le travail sur les parcelles juxtaposées et l'entraide pour ce travail exigeaient la simultanéité des cultures ; et cela pas du tout au nom d'une mentalité ou entité collectives, mais pour des raisons très simples ! A l'obligation pratique correspondait une sanction également pratique : l'indépendant, abandonné à lui-même, aurait vu sa parcelle envahie par le bétail de la communauté, s'il avait pris la malheureuse initiative de soustraire sa terre à l'assolement. Mais n'est-ce pas aussi à des raisons pratiques, plus qu'à des traditions un peu mystérieuses, qu'il faut attribuer la forme régulière des parcelles, forme qui a tant intrigué les historiens et les sociologues ? Dans l'ancienne communauté, la forme régulière évitait autant que possible, en l'absence de bornes — haies, clôtures — les querelles de bornage, les contestations et procès.

Si cela est vrai, on peut parler de disciplines, non d'obligations collectives ; on peut parler d'assolements réglés, non d'assolements forcés, ce qui suggère l'idée d'une contrainte collective étrangère — sauf cas particuliers — à la sagesse paysanne traditionnelle...

5°) Enfin, ces modes d'organisation tendirent toujours à susciter des fonctions de direction. Fonctions d'abord presque exclusivement techniques : l'assemblée générale de la communauté, ou l'assemblée restreinte des chefs de famille, déléguait ses pouvoirs à quelques-uns de ses membres, qualifiés par leur savoir, Anciens, plus tard Notables. Ce conseil technique se prononçait sur les dates importantes (moissons, vendanges, départ des troupeaux transhumants) — réglait les actions d'intérêt collectif, discutait les événements — surveillait l'ordonnance des fêtes, l'exécution des rites coutumiers. De ce conseil dépendait donc l'organisation de la communauté *dans le temps* (calendrier des travaux et des fêtes) *et dans l'espace* (répartition des lots et parts ; répartition des travaux d'intérêt général, etc.).

Mais ces fonctions, confiées d'abord (démocratiquement) à des individus représentant la communauté, ne purent tôt ou tard se séparer de fonctions d'une autre nature : les fonctions *politiques*. Celles-ci eurent elles-mêmes plusieurs aspects : défense de la communauté contre les pressions et dangers extérieurs, — arbitrage au sein de la communauté déjà diffé-



renciée, entre les groupes d'intérêts et les classes sociales naissantes ou déjà constituées — pouvoir enfin exercé sur la communauté, par un de ses membres, ou par un élément extérieur, au nom d'un Etat supérieur à elle...

Nous parvenons ainsi à une définition : *la communauté rurale (paysanne) est une forme de groupement social, organisant selon des modalités historiquement déterminées, un ensemble de familles fixées au sol. Ces groupes élémentaires possèdent d'une part des biens collectifs ou indivis, d'autre part des biens « privés », selon des rapports variables, mais toujours historiquement déterminés. Ils sont liés par des disciplines collectives et désignent — tant que la communauté garde une vie propre — des responsables mandatés pour diriger l'accomplissement de ces tâches d'intérêt général (11).*

#### IV

Et maintenant, venons-en aux *problèmes* posés par la réalité historique-sociologique ainsi définie, — problèmes dont les uns sont suscités par la définition elle-même, et dont les autres sont partiellement éclairés ou résolus par elle.

1°) *Problèmes d'origine.* Peut-on, historiquement et sociologiquement, rattacher les formes de communauté paysanne à un groupement originaire, primitif, élémentaire, indifférencié ? L'absence d'une distinction qui s'impose, on l'a vu plus haut, entre les instruments (moyens de production, la terre étant elle-même un de ces moyens de production) et les biens de consommation (immédiate ou non) a embrouillé les discussions autour du *communisme primitif*. Cette hypothèse, malgré les objections qui lui ont été adressées, et qui tiennent précisément à l'absence de la distinction ci-dessus rappelée, reste aujourd'hui la plus satisfaisante.

Encore faut-il établir les conditions précises de la fixation au sol des groupes nomades ou semi-nomades. Sur l'invention de l'agriculture (sans doute par les femmes), sur ses premiers progrès, sur les cultures itinérantes pratiquées par des groupes

---

11. Comparer avec la définition de KOLB et BRUNNER : « A rural community consists of the social interaction of the people and theirs institutions in the local area » (définition empruntée par ces auteurs à GALFIN, dans *Rural Social Problems*, Univ. of Wisconsin, 1914.

semi-nomades, sur les déplacements de ces groupes, sur la combinaison du travail agricole avec l'élevage (et aussi avec la guerre, le pillage, le rapt et l'emploi d'esclaves, etc.), une vaste documentation historique et ethnographique s'accumule, qui attend son élaboration théorique. Plus précisément, en ce qui concerne la communauté de village, le problème d'origine se pose ainsi : résulte-t-elle de la dissolution, ou de l'éclatement du groupe primitif (clan) ou d'une association de groupes élémentaires (communautés familiales) ?

Il semble que, posé sous forme de dilemme abstrait, le problème soit un faux et insoluble problème. Dans certains cas, dans certaines conditions historiques, il y eut vraisemblablement dispersion, différenciation, éclatement du groupe primitif ; le village alors s'est formé à partir d'une communauté préexistante. Dans d'autres cas — défrichements, essaimage, conquête, densité croissante de population sur un territoire — le village a pu se former par association de groupements familiaux plus restreints. L'histoire de la communauté paysanne russe, de l'obstchina (communauté primitive), du mir (communauté administrativement constituée), du défrichement et de la colonisation des vastes territoires du sud de la Russie, semble montrer les deux types de formation, toujours dans des conditions historiques et sociologiques déterminées.

2<sup>o</sup>) *Problèmes de filiation, de succession, de causalité sociologique.* Contre l'évolutionnisme simplificateur de la fin du XIX<sup>e</sup>, représenté notamment par E. de Laveleye (12), il faut admettre que l'« évolution » de la communauté paysanne a été plus complexe et plus accidentée qu'on ne le pensait alors. Ces premiers théoriciens, Laveleye notamment, ont eu le grand mérite de pressentir l'unité du problème, la succession des formes de communauté. Mais les analogies établies par eux nous paraissent aujourd'hui un peu hâtives. Ainsi, Laveleye rapprochait l'ancienne « communauté taisible » française de la zadruga balkanique et du mir russe, en les rattachant à la communauté primitive. Or, on sait maintenant que le mir

---

12. *De la Propriété et de ses Formes primitives*, Paris, 1877 ; *La Péninsule Balkanique*, Paris, 1888, etc. Cf. aussi KOWALEVSKY, *Coup d'œil sur l'évolution du régime économique et sa division en périodes*, Paris, 1896 ; *Passage historique de la propriété collective à la propriété individuelle*, Paris, 1896.

fut une création administrative du pouvoir tsariste au XVIII<sup>e</sup> siècle — à partir, il est vrai, d'une ancienne tradition paysanne, ce pouvoir d'Etat se proposant, comme l'école de Frédéric Le Play, de fixer à son profit la réalité mouvante. Quant à la communauté taisible et à la zadruga — communautés de famille et non communautés de village comme le mir, — elles diffèrent profondément par le rôle et l'autorité du chef de famille.

L'historien et le sociologue ne peuvent plus admettre l'hypothèse d'une évolution continue (que, dès le XIX<sup>e</sup>, Engels avait déjà dépassée). La communauté paysanne avait déjà subi sur notre territoire des transformations, une différenciation, et un début de dissolution lorsqu'arrivèrent les Romains. César en témoigne, qui montre parmi les « Gaulois » des chefferies locales ou régionales, des clientèles. Le droit romain, la notion romaine de propriété, la constitution de vastes domaines, accentuèrent cette désagrégation et amenèrent vraisemblablement une disparition partielle de la communauté paysanne. Mais elle se reconstitua (la « villa » donnant le « village ») ou se raffermiit là où elle s'était conservée, au cours de la lente dissolution de la société antique, et surtout à la suite de la fixation au sol des envahisseurs barbares. Ceux-ci apportèrent un renouvellement de la communauté, *non parce que germaniques, mais parce que « barbares », c'est-à-dire plus proches de la société primitive.* Ce fait historique et sociologique de première importance peut se démontrer par l'analyse d'une série de textes (Lex Romana Wisigothorum : Sentences de Paul, Bréviaire d'Alaric — Liber ou Forum-judicum ; Lois de Reaswind, de Vamba, etc.). L'analyse à la fois historique et sociologique de ces textes, et de l'influence dans le Midi de la France (et en Espagne) de ce compromis entre le droit romain et le droit barbare (coutumier, communautaire) semble montrer d'une façon satisfaisante une reconstitution ou un raffermissement de la communauté paysanne (agro-pastorale) dans la zone considérée. L'erreur des historiens fut souvent, semble-t-il, de considérer le droit wisigoth comme un droit *germanique*, au lieu de le considérer comme un droit coutumier *barbare*...

Les faits sociologiques contemporains montrent bien la complexité, l'enchevêtrement des phénomènes humains. Nous constatons aujourd'hui des survivances profondes, et même

une certaine consolidation de la famille de type patriarcal. Dans ce type de famille, la transmission intacte du patrimoine confié au père de famille (*paterfamilias*) est le but fondamental de l'organisation. Le droit d'aînesse y subsiste, et pour le conserver, on tourne le Code Civil, on élude les lois relatives à l'héritage (corrigées d'ailleurs officiellement par une législation récente). Dans le pays basque, le Béarn, la Bigorre, cette conservation de la famille patriarcale s'unit d'ailleurs à de fortes survivances de la communauté de village. Ailleurs se constate une extrême individualisation qui entraîne, tant dans la famille que dans le village, la disparition de la mentalité comme de la propriété communautaire. Mais enfin le vaste mouvement coopératif — complexe lui-même, à aspects divers, avec des tendances opposées — montre une reconstitution de la communauté villageoise, sur une base technique, économique et politique toute nouvelle.

Malgré la variété et l'enchevêtrement des formes, malgré les discontinuités qui coupent le processus historico-sociologique, l'hypothèse d'une succession causale des formes de la propriété et de la communauté s'impose à l'examen. Seule elle permet d'élaborer une théorie scientifique, explicative des faits. Seule elle permet de dominer le processus sociologique, de lui trouver une structure intelligible, et d'aborder ainsi l'analyse des faits concrets, historiques et actuels. Selon cette hypothèse, le devenir du groupe étudié va de la communauté primitive indifférenciée à sa dissolution par l'individu différencié — de la propriété collective à la propriété privée — de l'égalité à l'inégalité — du groupe communautaire organique à sa dispersion. Mais *en même temps*, à diverses époques, et notamment à la nôtre, des tendances inverses sont apparues, allant vers une égalité juridique et sociale des individus, vers une reconstitution de la communauté sur des bases plus ou moins nouvelles.

Ainsi la théorie sociologique peut et doit coopérer avec l'histoire, avec l'économie politique, pour dégager *la loi générale du processus*, sans omettre les formes contingentes ou aberrantes, sans négliger donc l'extrême complexité des faits.

3°) *Problèmes historiques : l'interaction des formes*. S'il en est ainsi, la communauté paysanne n'a rien d'immuable, d'éternel. Dans certaines conditions, elle a disparu ou disparaît. Elle disparaîtra peut-être complètement : dans les formes

industrialisées de l'agriculture (la grande ferme capitaliste ; ou, avec une toute autre structure économique et sociale, le sovkhoz) on ne peut plus parler de village ou de communauté rurale, au sens précis de ces termes. Comme toute réalité historique, la communauté paysanne s'est développée, raffermie, dissoute. Dans quelles conditions ? Tel est le problème historique, pris dans toute son ampleur.

Nous commençons à peine à reconstituer cette histoire, à entrevoir par exemple les luttes acharnées, les combats menés par les communautés paysannes contre les forces extérieures, contre la féodalité au moyen âge, contre l'Etat centralisé par la suite (conflit qui se poursuit aujourd'hui sous des formes nouvelles, avec des tendances et des accidents variés, dans une grande partie du monde : Afrique, Asie, etc.).

L'attention des historiens de notre moyen âge et de notre ancien régime s'est portée presque exclusivement sur les communes urbaines et les villes. Or le mouvement paysan, à toutes les époques, ne le cède pas en importance à celui des cités. Il l'a précédé, ou accompagné, ou soutenu. On peut attribuer à l'effort fondamental des masses paysannes, groupées ou regroupées en communautés rurales, le déclin et la fin du monde antique, la fin de l'anarchie féodale (13). A l'aube lointaine des temps modernes, en France et peut-être ailleurs, se trouve une sorte de « révolution des serfs », révolution incomplète, sporadique, mais profonde, à la fois économique, sociale, juridique, politique, tantôt violente, tantôt lente et profonde, qui aboutit à l'émancipation partielle de la classe paysanne et à la prise de possession partielle du sol par les paysans.

Fait sociologique important : ce n'est pas ou pas seulement la différenciation sociale, l'inégalité des conditions, qui brise la communauté. Il faut pour cela l'action dissolvante de l'économie marchande ; et aussi la pression habile ou brutale de l'Etat. Le progrès historique, ici comme ailleurs, s'accomplit à travers la destruction de formes qui eurent un temps grandeur et force. Nous soulevons donc en passant le problème du rapport entre la communauté paysanne et les formes supérieures de l'économie (économie marchande, puis

---

13. Le lecteur est prié d'accepter ici cette proposition à titre d'hypothèse qui sera appuyée par des faits — et peut-être rectifiée — par des travaux ultérieurs.

industrielle, capitaliste et enfin socialiste), ainsi que celui de son rapport avec l'Etat. Vaste question, peu explorée par les historiens, que celle de la politique rurale de l'ancien régime, pour ne mentionner que ce problème !

La *loi d'inégal développement* de formes analogues, et *d'interaction* de ces formes (qui coexistent à des étapes différentes de leur vie) semble une des grandes lois de l'histoire. Pendant que, dans certaines régions de la France (Nord, Est, partie du Centre, Midi pyrénéen), la communauté paysanne reprenait une vie nouvelle sous l'influence des « barbares », en d'autres régions cette reconstitution n'était qu'incomplète ou inexistante. L'influence du droit romain ne s'interrompt guère dans le Midi méditerranéen ; et dans l'Ouest, la dissolution de la communauté, l'individualisme très ancien durent s'accentuer en raison des défrichements tardifs de cette partie du sol français. Cependant, il y eut des interactions, des influences réciproques ; ainsi dès les <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles, l'influence méditerranéenne commença à arracher au droit coutumier pyrénéen la région Catalogne-Roussillon. Si l'hypothèse admise ici se vérifie, il n'y aurait pas en France plusieurs civilisations agraires, déterminées soit par le climat, soit par les techniques, soit par des causes ethniques. Il y aurait seulement des degrés et des modalités différentes de dissolution ou de reconstitution de la communauté paysanne.

Le problème est posé. On propose en somme ici *de considérer l'étude historico-sociologique de la communauté paysanne comme un des fils conducteurs à suivre dans l'enchevêtrement des faits humains.*

4°) *Autres problèmes.* Mentionnons-les seulement : problème des conditions personnelles (femmes, cadets) dans la communauté paysanne, autrefois et aujourd'hui — problèmes relatifs à la conscience et à l'idéologie : sagesse paysanne, sentiment du sacré, organisation et ritualisation du temps et de l'espace dans la communauté...

Ici, l'analyse historique et sociologique retrouve l'étude du folklore, celle de l'élaboration des mythes, etc.

## V

*Conclusion.* — Ainsi se précisent, sur un secteur précis, les perspectives d'une sociologie scientifique et concrète à la fois.

La vie paysanne n'a plus rien aujourd'hui d'autonome. Elle ne peut plus évoluer selon des lois distinctes ; elle se relie de multiples façons à l'économie générale, à la vie nationale, à la vie urbaine, à la technologie moderne... Cependant l'étude de cette riche et complexe réalité se trouve, dans le passé et dans le présent, sans cesse devant l'existence ou les prolongements d'une formation originale : la communauté rurale. Que sont aujourd'hui presque tous nos villages, mises à part les tendances récentes ? Des communautés en pleine dissolution !...

Cette brève étude a établi, ou du moins suggéré la possibilité d'une théorie explicative de cette formation originale, reconstituant et enchaînant ses moments successifs, sans les séparer de l'histoire générale et de la vie sociale.

S'il est vrai d'ailleurs que la communauté paysanne peut aujourd'hui renaître, en fonction d'exigences et sur des bases modernes, rien de plus intéressant que cette renaissance, — d'où sortira peut-être un sens nouveau de la Terre !

(1949)

# LES CLASSES SOCIALES DANS LES CAMPAGNES \*

## *La Toscane et la « mezzadria classica »*

Pour étudier la structure agraire, la détermination économique des classes à la campagne et les autres indices qui l'accompagnent, la Toscane fournit un excellent exemple :

a) Parce qu'il s'agit d'un pays agricole très ancien, où le paysage rural comme la structure sociale ont été élaborés, remaniés à plusieurs reprises et ont enfin pris une forme originale (1).

b) Parce que depuis la fin du Moyen Age la Toscane a gardé cette structure agraire originale, essentiellement fondée sur le *métayage* (*mezzadria classica*), qui s'est figée et comme cristallisée d'une manière qui la rend facilement observable.

c) Parce que la documentation établie par les services officiels (Institut national italien d'Economie agraire) et par les organisations syndicales est extrêmement précise et détaillée.

La structure agraire de la Toscane montre l'emprise sur les campagnes de la ville, comme centre économique et politique. Florence, Sienne, Pise, Lucques, Pistoia, ont entièrement remanié la campagne environnante. A partir du XIII<sup>e</sup> siècle, l'ancienne aristocratie foncière d'origine féodale et la nouvelle aristocratie urbaine d'origine marchande et bancaire réorganisèrent leurs domaines ruraux. Les villes offraient

---

\* Cahiers Internationaux de Sociologie, n° X, 1951.

1. Ecartons ici l'analyse *esthétique* de ce paysage. Dans un autre travail, on se propose de montrer le rapport entre l'élaboration esthétique et le contenu social, à propos du paysage toscan.



aux produits agricoles des débouchés considérables ; il fallait accroître la productivité du travail et la production. Déjà la seigneurie urbaine s'était étendue aux environs, avait brisé la résistance des petits féodaux et conquis ou acheté leurs fiefs, libérant ainsi les serfs. Ceux qui, parmi les anciens maîtres du sol, parviennent à se maintenir, et les nouveaux propriétaires fonciers, substituent à l'exploitation de type servile une exploitation de type commercial. Ils éliminent à la fois la tenure vilaine et le domaine seigneurial, en instituant le *métayage*. Le tenancier recevant la moitié de la récolte, l'autre moitié devenait immédiatement disponible pour le marché. On comprend fort bien l'avantage de cette solution, à ce moment-là, pour les parties prenantes. Sur le domaine seigneurial, la productivité du travail ne pouvait s'accroître, le travailleur n'y ayant aucun intérêt ; quant aux serfs, ils payaient en nature ou en argent des redevances fixes, en fait dépendant des fluctuations du marché ou de la monnaie ; les propriétaires fonciers désiraient éviter cette fixité des redevances, qui aurait pu entraîner la libération générale de la paysannerie et la constitution d'une classe prédominante de petits propriétaires. Dans le métayage, le paysan devenait libre, concessionnaire perpétuel et héréditaire de l'exploitation ; il avait donc intérêt à intensifier son travail et à en accroître la productivité ; mais, d'autre part, le propriétaire prélevait une redevance proportionnelle à la production, et très élevée : la moitié des produits fondamentaux. Il bénéficiait donc de tout accroissement de productivité. Le système fut imposé malgré la résistance des paysans. En un sens, il eut alors le caractère d'un progrès ; cependant, il faut souligner que ce caractère ne vint pas tant du système *mezzadrile* en lui-même, que de la richesse des villes, et des besoins élargis du marché urbain.

Par la suite, le métayage aurait pu évoluer vers l'exploitation de type capitaliste, vers le *fermage*. Cette évolution s'est poursuivie, comme on le sait, dans l'Italie du Nord et dans la partie nord de la France, où la métairie a pratiquement disparu. En Toscane, au contraire, l'arrêt du développement des villes, leur stagnation (à partir du déplacement vers l'Atlantique du commerce mondial) entraîna la cristallisation de la *mezzadria classica*.

Certains théoriciens de la question agraire soutiennent encore que le métayage fut et reste « paradis du paysan ».

En fait, la situation de l'agriculture s'est radicalement modifiée depuis le temps lointain où le métayage pouvait, en un sens, se considérer comme une solution. L'accroissement de la productivité du travail et du sol, ou même leur simple maintien, supposent d'autres conditions. La seule intensification du travail, l'allongement de la journée de labeur, le nombre de bras occupés ne suffisent plus. Le paysan ou le charron du village ne peuvent plus fabriquer les instruments modernes. Il faut pouvoir acheter des engrais, de l'outillage ; il faut bonifier les terres ; en un mot, il faut du capital. Or, le système *mezzadrile* interdit au paysan l'accumulation du capital et par conséquent les investissements productifs sur le sol qu'il cultive. Les théoriciens « progressistes » de la question agraire considèrent donc le métayage comme un système semi-féodal, transition entre les formes pré-capitalistes de l'agriculture et les formes plus évoluées. L'examen que nous ferons plus loin du bilan d'une exploitation en métayage montre que le métayer ne peut espérer que le maintien de sa situation fort médiocre. Seul, le fermier payant au propriétaire une rente foncière fixe en argent peut accumuler des capitaux, les investir productivement et bénéficier en partie de ces investissements (si le bail s'y prête ainsi que l'importance de l'exploitation, sa situation, la nature du sol...) (2).

Aucune poussée économique venant de la ville ou de la campagne n'est donc venue modifier en Toscane, depuis plusieurs siècles, la structure agraire. Elle est restée celle de l'époque des communes, des seigneuries urbaines. Lors de leur décadence, un reflux de la population des villes a entraîné un accroissement du nombre des ruraux et une plus grande division des terres données en métayage, sans modifier la structure agraire fondamentale. Cette structure se consolida plus tard avec une véritable recrudescence de féodalisme ; majorats et fidéicommiss permirent aux grandes familles de conserver intactes leurs propriétés et même de les agrandir.

---

2. Il s'agit bien entendu de l'agriculture capitaliste. Nous laissons de côté la théorie générale de la rente foncière et l'analyse critique de son rôle économique.

Née sous l'influence du capitalisme naissant, mais dans les cadres persistants de la féodalité agraire, la *mezzadria classica* s'est ainsi figée sous l'influence de rapports économiques, sociaux et politiques, littéralement anachroniques.

La *mezzadria* n'a donc pas marqué une transformation des rapports féodaux, mais bien plutôt un échec, un arrêt dans cette transformation, et une régression.

Il semble difficilement concevable qu'on puisse la considérer aujourd'hui comme un système satisfaisant. Seul un état d'esprit violemment anti-scientifique (au point de vue technique comme au point de vue sociologique) peut expliquer une pareille attitude...

La population de la Toscane est d'environ trois millions d'habitants, sur lesquels un million et demi vivent de la seule agriculture (pourcentages par provinces : Arezzo, 66,5 % de la population ; Siene, 66,3 % ; Grosseto, 61,9 % ; Pise, 51,8 % ; Pistoia, 46,7 % ; Lucques, 39,7 % ; Florence, 35,7 % ; Livourne, 27,6 %). L'ensemble du territoire se divise en : 59 % de collines, 30,7 % de montagnes et seulement 10,3 % de plaines (bassin inférieur de l'Arno, plaine de Grosseto, vallées des Apennins).

La superficie globale de la Toscane étant de 2.216.000 hectares, les collectivités (Etat, communes, communautés religieuses), détiennent 14,7 % de la superficie cadastrée, soit 325.460 ha (consistant principalement en bois et pâturages).

Si nous comptons comme petites exploitations celles qui couvrent moins de 10 ha, nous trouvons qu'elles représentent 93,7 % du nombre des exploitations mais ne détiennent que 19,2 % du sol. Cependant que 0,1 % (un pour mille) des propriétaires détiennent 21,6 % du sol ; et que 0,2 % (deux pour mille) en possèdent 32,3 %. En particulier, 164 agrariens possèdent 310.896 ha ; 1.700 gros propriétaires ont 46 % de la terre ; mais 348.312 petites exploitations n'occupent que 283.739 ha. La domination de la grande propriété foncière est donc un fait incontestable. Quant à la moyenne propriété (10 à 50 ha) d'origine en général bourgeoise et capitaliste (non médiévale) elle n'occupe que 17,6 % de la surface ; encore s'agit-il fréquemment de grandes propriétés appartenant à plusieurs individus (membres d'une même famille) et classées dans les moyennes propriétés d'après la part de chacun dans le bien familial.

Voici d'ailleurs d'une manière détaillée, par exploitations et catégories de propriété, le tableau résumant la structure agraire de la Toscane (chiffres de l'Institut national d'Économie agraire, après enquête ordonnée par décision ministérielle du 26 avril 1946).

Ce tableau montre que la concentration agraire de type féodal ou semi-féodal est poussée au maximum dans la province de Grosseto, voisine du Latium. Les agrariens y détiennent 45,4 % de la terre et les petits paysans (de 0 à 10 ha) seulement 10,2 %, bien qu'ils composent plus de 90 % du total des propriétaires. Dans la campagne lucquoise, par contre, ces mêmes petits paysans ont encore plus de 54 % du sol.

Fait remarquable qui résume toute une histoire économique, sociale et politique : la domination des agrariens est plus grande aux alentours des grandes villes (dans la campagne florentine la concentration est aussi grande qu'en Sicile) et elle s'accroît rapidement quand on descend du Nord au Sud. La Toscane représente la transition entre le Nord de l'Italie (« modernisé » par l'économie marchande et industrielle, par le capitalisme et la bourgeoisie) et le Sud resté semi-médiéval. Au sud de Sienne, la prédominance de la grande propriété devient rapidement sensible. Et le paysage change, non seulement à cause de modifications dans le sol ou le climat, mais surtout en raison d'une autre structure sociale. Aux collines vertes et couronnées de cyprès, aux grands villages admirablement situés, au paysage élaboré et vivant succède une région dépeuplée, déboisée, avec quelques misérables villages. On approche d'une région à la fois ingrate et ravagée par les influences romaines...

La région de Grosseto offre aux investigations des sociologues une forme d'exploitation du plus grand intérêt, conservée comme « fossile sociologique » avec beaucoup d'autres survivances médiévales. Des communautés familiales de métayers, comptant jusqu'à 60 et 80 personnes habitant une « grande maison », exploitent encore des métairies de 100 ha et plus. Ce sont des communautés paisibles, des *freresches*, analogues à celles qui subsistèrent jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle dans la région de Thiers, en Limousin, en Franche-Comté, en Lauragais, etc.

*Catégories (pourcentages du nombre et de la superficie)*

		<i>Nombre global</i>	<i>— de 2 ha</i>	<i>2 à 5 ha</i>	<i>5 à 10 ha</i>	<i>10 à 50 ha</i>	<i>50 à 100 ha</i>	<i>200 à 500 ha</i>	<i>500 à 1.000 ha</i>	<i>+ de 1.000 ha</i>
AREZZO . . . . .	Nombre	36.475	60,6	16,4	9,1	11,1	2,3	0,3	0,1	0,1
	Superficie	313.811	4,1	6,1	7,5	27,4	24,5	12,5	9,8	8,1
FIRENZE . . . . .	N.	34.845	63,9	13,4	8,1	10,8	2,8	0,7	0,2	0,1
	S	368.022	2,8	4,1	5,4	22,2	25,0	21,0	12,0	7,5
GROSSETO . . . . .	N.	34.277	69,7	14,9	6,3	6,6	1,7	0,4	0,1	0,1
	S	438.330	3,1	3,7	3,4	11,3	12,4	10,7	10,0	45,4
LIVORNO . . . . .	N.	16.172	72,5	14,7	6,3	5,0	1,0	0,3	0,1	0,1
	S	117.593	5,3	6,4	6,0	13,8	13,6	14,1	9,3	31,5
LUCCA . . . . .	N.	106.232	85,0	9,4	3,1	1,7	0,2	(% très faible)		
	S	170.351	22,8	18,4	13,3	19,3	8,6	3,6	4,0	10,4

MASSA CARRARA	N.	70.874	85,0	9,3	3,5	2,1	6,1	(% très faible)		
	S	110.135	22,8	18,4	15,8	23,7	5,4	5,2	4,3	4,4
PISA	N.	30.369	76,8	10,9	5,3	5,1	1,3	0,4	0,1	0,1
	S	233.150	4,4	4,5	4,9	13,9	16,4	15,7	11,6	28,6
PISTOLA	N.	44.617	81,1	11,9	4,3	2,5	0,2	(% très faible)		
	S	92.692	16,8	17,9	14,0	22,2	10,7	5,2	6,2	7,0
SIENA	N.	19.268	61,1	14,6	8,0	10,5	3,9	1,2	0,4	0,3
	S	372.628	1,7	2,4	3,0	12,1	19,8	19,1	16,8	25,1
TOSCANA	N.	393.192	76,9	11,7	5,1	4,8	1,0	0,3	0,1	0,1
	S	2.216.712	6,2	6,6	6,4	17,6	17,2	13,7	10,7	21,6

*Petite propriété*

*Moyenne, grande et très grande propriété*

Les grands domaines et une partie des moyens sont divisés en *poderi*, qui constituent l'unité d'exploitation, la cellule agricole de base : la *métairie* ; mais les *poderi* eux-mêmes sont fréquemment groupés en *fattorie* (47.830 *poderi* sur 100.695 que compte la Toscane font ainsi partie de *fattorie*). Dans une certaine mesure, cette organisation explique la persistance du métayage en Toscane ; les *fattorie*, quand l'agrarien n'est pas trop arriéré, fournissent aux métayers une direction technique et des produits que ne peuvent acheter les paysans isolés ; ainsi, les paysans, quand ils arrivent à devenir petits propriétaires, perdent parfois une partie des éléments techniques de la productivité du travail ; convaincus par l'expérience, beaucoup d'entre eux ont déjà renoncé à ce vieil « idéal » paysan : acquérir la terre. Ces faits jouent un grand rôle dans les plaidoyers des traditionalistes pour le métayage. En réalité, le nombre des propriétaires fonciers qui fournissent à leurs métayers une direction technique et des instruments de production est faible ; dans l'ensemble, *en tant que classe*, les propriétaires fonciers se refusent obstinément à investir du capital dans les *fattorie* considérées comme entreprises. Pour eux, leur part de la récolte est destinée à leurs dépenses personnelles. Il est clair que, en tant que classe, ils n'ont plus de fonction dans la production, depuis des siècles ; ce qui, d'ailleurs, leur laisse la plus grande marge de « liberté » possible ; l'agrarien peut, à son gré, s'absenter, vivre à la ville ou à l'étranger, rester sur ses terres, s'occuper ou non de son domaine et de ses métayers.

La domination de l'agrarien, qui enserre la Toscane dans des rapports semi-féodaux, se traduit par des faits très concrets. Ainsi, presque partout les chemins partant des *poderi* aboutissent au *palazzo* occupé par le propriétaire ou par le chef de *fattoria*. Ces derniers contrôlent ainsi tout déplacement des métayers, tout charroi, toute activité. Les connaisseurs de la région affirment que plus d'un agrarien exige encore de ses métayers qu'ils lui demandent conseil et autorisation avant de marier leurs fils et leurs filles. Quant aux corvées et aux cadeaux obligatoires (nommés comme au moyen âge *oblighi*) qui alourdissent considérablement le contrat de métayage, ils sont loin d'avoir disparu.

Les propriétaires fonciers sont « absentéistes » ; ou ils résident sur leurs terres, ou bien ils confient entièrement l'administration de leurs biens à des régisseurs (chefs de *fattorie*). Parfois ils s'en occupent eux-mêmes. Il résulte de nombreux témoignages que cette direction effective se traduit surtout par un paternalisme accablant ; l'activité des régisseurs et plus encore des propriétaires se traduit par leur intervention continuelle dans la vie de la *famiglia colonica* ; ils poussent à l'intensification du travail plus qu'au perfectionnement technique (qui demande des investissements) ; le nombre des ingénieurs agronomes est faible ; et l'on se contente — plus particulièrement dans les *fattorie* où le propriétaire réside et dirige personnellement — de techniques désuètes.

Les *fermiers* ont, en Toscane, peu d'importance. Ils ne cultivent que 2,7 % de la surface, ce chiffre englobant les petits *affittuari* et les fermiers de type capitaliste. Les exploitations de ces derniers se trouvent surtout au voisinage des villes (cultures maraichères). Leurs conditions d'existence changent beaucoup, selon l'étendue de l'exploitation et selon la mise de fonds dont ils disposent.

Les métayers, par contre, représentent 60 % de la population adonnée à l'agriculture. La nature ambiguë de leur vie économique se traduit dans leur vie sociale et psychologique. Ils sont à la fois entrepreneurs et travailleurs. En tant qu'entrepreneurs, ils disposent d'un certain capital (leur part du cheptel vif ou mort) et ils livrent au marché une part de leur production. Ils dépendent donc du marché, de ses fluctuations, et tendent vers un certain mercantilisme qui les distingue de l'ouvrier agricole. Mais, en même temps, ils sont des travailleurs ayant affaire à un patron : le propriétaire ou son représentant. Entre les chefs de *fattorie* et les métayers, les conflits surgissent à chaque instant, aussi bien à propos de la direction de l'entreprise que pour l'évaluation et le partage des produits. La *mezzadria* n'est pas une exploitation autonome, une entreprise indépendante ; ce qui distingue profondément le métayer du petit artisan propriétaire.

D'un côté donc, la *famiglia colonica* est une famille patriarcale, fortement hiérarchisée. Le chef de famille et



d'exploitation porte le titre, traditionnel et toujours respecté, de *capoccia*. De nombreuses familles cultivent depuis des siècles la même métairie (il est interdit de fractionner les unités *mezzadriles*, soit 5 à 8 ha en plaine, davantage en montagne). Et cependant le métayer n'est pas libre ; toutes les opérations auxquelles il se livre sont consignées sur le livret de métayage, paraphé par les deux parties. Le métayage a depuis longtemps cessé d'être en principe une tenure héréditaire et perpétuelle ; les syndicats de métayers réclament une définition précise des « justes raisons » de rupture de contrat et de renvoi. Donc, en tant qu'entrepreneurs, les métayers tendent vers l'individualisme. En tant que travailleurs, ils ressentent le besoin de se grouper : de se syndiquer pour la défense de leurs intérêts communs contre ceux des agrariens.

Les *braccianti* (prolétaires agricoles ; ceux qui n'ont que leurs bras ; vieux français « brassiers ») forment la catégorie la plus misérable de la population rurale. Il résulte d'un certain nombre de témoignages locaux que la classe des *braccianti* s'est quelque peu modifiée et transformée en Toscane, depuis quelques dizaines d'années. Plus exactement, les *braccianti* sont devenus — en Toscane — une classe. Bien que la mécanisation de l'agriculture y soit très insuffisante, elle a fait quelques progrès ; et l'on y voit des batteuses, des moissonneuses, etc. Le nombre des *braccianti* a augmenté ; ils ont perdu en partie le caractère de serviteurs patriarcaux, mêlés à la vie de famille, vivant et mourant chez le même maître (propriétaire ou métayer) ; ils habitent les agglomérations et vont à leur travail, dans les environs du village, à bicyclette. Enfin, ils ont acquis par le maniement de l'outillage une certaine qualification. Leur nombre donc et l'importance de leurs fonctions augmentent dans la mesure même où les *fattorie* s'équipent. Et l'on saisit ici un phénomène remarquable : la constitution d'une classe, à partir d'éléments d'abord sporadiques et n'ayant qu'une fonction secondaire. Plus nombreux, indispensables, ayant acquis une certaine technicité, groupés dans les agglomérations, les *braccianti* prennent conscience d'eux-mêmes comme groupe distinct, comme *classe*. Ils constituent donc leurs associations distinctes, leurs syndicats ; ils deviennent un élément important de la vie sociale et politique.

Nous arrivons à déterminer comme suit (3) la structure sociale de la Toscane agricole :

a) Divers (bouviers, bergers, *sensali*, c'est-à-dire spécialistes dans l'achat et la vente du bétail : 2.782 (soit 0,4 % de la population rurale active) ;

b) *Braccianti* (salariés saisonniers ou non) : 89.556 (soit 15 % de la population active) ;

c) *Métayers* (chefs d'entreprises et membres de la famille travaillant effectivement) : 364.096 (soit 60,9 %) ;

d) *Propriétaires exploitants* (petits propriétaires avec faire-valoir direct) : 118.130 (soit 19,8 %) ;

e) *Fermiers exploitants* (petits fermiers) : 9.465 (soit 1,6 %) ;

f) *Fermiers capitalistes* (investissant des capitaux dans une entreprise agricole sur terre ne leur appartenant pas) : 1.031 (soit 0,2 %) ;

g) *Employés et techniciens* : 3.690 (soit 0,6 %) ;

h) *Propriétaires fonciers* (moyens ou grands) : 8.888 (soit 1,5 %) ;

La population rurale n'a donc aucune homogénéité ; et l'expression « classe paysanne » n'a aucun sens précis. La paysannerie, ou population rurale vivant de l'agriculture, comporte *des classes* et des groupes ou catégories ne constituant pas une classe. On peut parler de la classe des propriétaires fonciers ; bien que peu nombreux, bien que n'ayant pas une fonction dans la production, leur rôle économique, sociale et politique est tel qu'ils constituent une classe. Il est impossible d'étudier la région sans de perpétuelles allusions à cette classe, sans l'étudier pour elle-même. Les *braccianti*, les métayers, constituent aussi, en Toscane, des classes. Mais les fermiers capitalistes (qui ailleurs, en Italie du Nord, en France du Centre et du Nord, en Angleterre, etc., constituent une classe) sont en Toscane trop peu nombreux, trop peu importants, pour qu'on puisse donner à cette catégorie

---

3. Chiffres de 1935 (donc en régime fasciste). La différence entre la statistique et la population active et celle des exploitations a plusieurs causes, notamment celle-ci : un certain nombre de *braccianti*, d'ouvriers industriels, d'artisans ont un lopin de terre considéré comme une « exploitation ».

le nom de « classe ». De même, les techniciens, les administrateurs, etc.

En d'autres termes, pour qu'il y ait *classe*, il faut qu'un certain nombre d'indices, de caractères, se réunissent : nombre ou quantité, homogénéité fonctionnelle, unité d'intérêts et d'action, conscience, idéologie (indices qualitatifs). Notons que tel ou tel indice peut manquer ; s'il est suppléé par un autre, le groupe constitue une classe ; ainsi, les propriétaires fonciers, pourcentage infime de la population, constituent une classe parce que la force, l'homogénéité, l'unité de leur action et de leurs intérêts débordent de beaucoup leur importance numérique.

D'autre part, ces indices expriment des tendances, et ne doivent pas être considérés d'un seul bloc, globalement présents ou absents. Ainsi la classe des *braccianti* se constitue, acquiert sa conscience, son idéologie. Elle est à un certain stade ou niveau de maturité.

On trouve donc en Toscane : une classe d'ouvriers agricoles, une classe de petits propriétaires, une classe de métayers, une classe de propriétaires fonciers (divisée elle-même en propriétaires moyens et puissants agrariens). Parmi ces classes, les ouvriers agricoles paraissent croître, se maintenir, se défendre, c'est-à-dire offrent les signes de la vie. Les petits propriétaires végètent ; les propriétaires fonciers ne sont plus, depuis longtemps, qu'une classe parasitaire, extérieure à la production (sauf quelques cas isolés), mais non extérieure à la vie sociale et politique, sur laquelle ils pèsent de tout leur poids.

L'étude directe des villages confirme ces résultats de l'analyse et dégage plus clairement leur signification.

Prenons San Gimignano comme premier exemple. San Gimignano est un bourg toscan caractéristique : centre fortement groupé sur une colline, entre les vieilles murailles médiévales, population dispersée dans les *fattorie* et *poderi*. La population groupée comprend 3.778 personnes, et la population dispersée 7.509 (soit un total de 11.287, dont 5.798 du sexe masculin et 5.489 du sexe féminin). La population du centre comprend les commerçants, les artisans, un certain nombre de propriétaires moyens, de médecins, pharmaciens, instituteurs, etc., et enfin une grande partie des *braccianti*. Voici la composition sociale de la population globale :

	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
Ouvriers .....	169	—
Braccianti .....	629	—
Métayers .....	2.631	1.368
« Petits propriétaires » .....	156	—
Artisans .....	204	3
Employés .....	268	71
Commerçants .....	113	16
Etudiants .....	61	31
Professions libérales .....	11	4
Propriétaires (non-exploitants) .....	97	70
Religieux .....	30	44
Retraités .....	175	99
Enfants, écoliers .....	1.223	1.098
Ménagères .....		2.650

Les petits propriétaires détiennent donc 156 exploitations agricoles. 19 seulement parmi ces exploitations approchent de 10 ha ; 80 ont environ 5 ha. Quant aux métayers, ils exploitent avec leurs familles 743 *poderi* comptant entre 6 et 8 ha (c'est-à-dire plus grands que la majorité des exploitations des cultivateurs directs). Certains de ces *poderi* appartiennent à des propriétaires moyens (dont l'un possède 3 *poderi* avec 18 ha, un autre 4 *poderi* avec 68 ha dont une partie en bois, un autre 2 *poderi* avec seulement 5,88 ha, etc.) ; ils ne sont pas groupés en *fattorie*. Mais la plupart d'entre eux, groupés en *fattorie*, appartiennent à de grands propriétaires. On retrouve les noms les plus célèbres de l'histoire : les comtes Guicciardini (famille du célèbre Guichardin) qui possèdent en Toscane 5.900 hectares ont à San Gimignano 59 *poderi* avec 510 ha. Les comtes Strozzi ont 26 *poderi* avec 778 ha (dont une partie boisée). Une société à participation suisse, la Corti-Dante, a 17 *poderi* avec 401 ha ; une autre société, la Pietrafitta, détient 33 *poderi* avec 411 ha.

Parmi les employés des *fattorie*, on trouve des régisseurs, des administrateurs, des comptables, quelques « techniciens » (chauffeurs, mécaniciens) dans le personnel des sociétés, mais pas d'ingénieurs agronomes brevetés. Selon les déclarations des autorités locales, ces cadres administratifs

---

4. Chefs d'exploitation ou travaillant effectivement aux champs comme membres de la *famiglia colonica*.

des *fattorie* fournirent aussi les cadres du *fascio*, au temps de Mussolini.

Depuis la Libération, fonctionnent à San Gimignano 25 comités de *fattorie* (comités d'entreprises rurales), formés de délégués élus par les métayers. Une cinquantaine de petits propriétaires ont adhéré à la *Federterra*, section des cultivateurs directs. Une quinzaine, enfin, parmi les comités de *fattorie*, ont obtenu des résultats appréciables : participation à la gestion de la *fattoria* considérée comme entreprise rurale, contrôle du partage des produits, etc.

Avant de revenir sur cette question importante (et caractéristique d'un changement dans les rapports sociaux), résumons la structure sociale d'un autre bourg important, Poggibonsi.

*Population* : 14.000 environ (chiffre imprécis parce qu'il y a des saisonniers, des chômeurs qui partent chercher du travail ailleurs, etc.) dont 7.150 groupés.

167 très petits propriétaires exploitants (dont 46 avec moins de 1 ha ; 76 avec 1 à 2 ha ; 45 de 2 à 4 ha) ; 45 petits propriétaires ont de 5 à 10 ha ; 29 de 10 à 20 ha ; 14 de 20 à 30 ha ; 7 de 30 à 40 ha ; 11 de 40 à 50 ha ; 11 de 50 à 100 ha ; 7 de 100 à 200 ha ; 5 de 200 à 300 ha ; 5 de 300 à 600 ha ; soit en tout 299 propriétaires ; plus 270 *braccianti*, et 480 familles *mezzadriles* comptant 3.440 personnes. Plus enfin 1.500 ouvriers industriels environ (verreries) dont 500 chômeurs.

Fait remarquable : les données concernant la production montrent qu'à Poggibonsi, la grande propriété cultivée en métayage n'obtient que 10 à 12 quintaux de blé à l'hectare tandis que les petits propriétaires atteignent 24-25 quintaux. Proportions analogues pour la production en vin, en huile.

Pour comprendre la situation actuelle de la *mezzadria classica* et l'activité nouvelle des comités d'entreprise rurale (qui constituent les métayers en classe agissante, à partir de leurs intérêts communs), il faut résumer la législation en vigueur.

Après la Libération, les métayers obtinrent que leur part du produit fût portée de 50 à 60 % (en France, les métayers, au nombre de 180.000 à 200.000 dans la moitié sud, obtinrent les deux tiers des produits de base au lieu de la moitié). Leurs organisations tentèrent de consolider et même d'élargir ces avantages. Elles réclamaient notamment :

a) Un règlement satisfaisant des questions relatives aux dommages de guerre (bestiaux saisis ou réquisitionnés à bas prix ; bâtiments détruits ou endommagés, etc.).

b) Une définition des raisons « justes » de renvoi.

c) La participation à la gestion de l'entreprise, donc la législation des comités de *fattorie*, et leur passage d'organismes syndicaux aux fonctions d'organismes de gestion.

d) L'obligation, pour le propriétaire, d'investir du capital, de bonifier les terres, de moderniser l'exploitation, d'améliorer l'outillage et les bâtiments.

e) La révision des contrats sur la base des apports de chaque participant (« théorie des apports », cf. plus loin).

Cependant, en 1946, une loi réduisit la part du métayer à 57 % des produits pour l'année en cours, puis à 55 % pour l'année suivante. Elle abolit en principe les cadeaux obligatoires et corvées (transports de bois, etc.). Enfin, pour le renouvellement du cheptel, elle réduisit la part du métayer à 30 % de la dépense ; et chacun d'eux reçut une prime de 2.000 livres par tête de bétail sauvée des réquisitions et saisies. Les renvois de métayers furent suspendus. Mais une nouvelle loi du 4 août 1948 abaissait à 53 % la part du métayer, avec menace de voir revenir prochainement la vieille division par moitié. La question des cadeaux obligatoires (*regalie obliqhi*) restait mal résolue (seules les corvées étaient effectivement supprimées). L'interdiction de renvoi se trouvait prorogée pour un an seulement. Enfin, les propriétaires se voyaient astreints à investir une part définie (4 %) du produit de l'exploitation en améliorations, bonifications, outillage.

Les comités de *fattorie* ont continué leur action en vue d'une stricte application de ces lois, et notamment de la dernière disposition, constamment éludée par les propriétaires.

Ils ont pris en mains la vente des produits, notamment des bestiaux, en prélevant directement le pourcentage légal. Dans beaucoup de cas, les propriétaires ont refusé l'argent qui leur revenait ; alors les comités l'ont déposé en banque et ils gèrent effectivement ces sommes. Ils ont empêché les agrariens de séquestrer dans leurs étables le bétail en copropriété ; ils ont organisé la résistance aux corvées seigneuriales, le refus des cadeaux obligatoires, qui furent en 1948 solennellement portés aux hôpitaux de Florence, etc.

Il est vraiment très curieux de voir fonctionner un organisme de type moderne (syndicat, comité d'entreprise) dans des conditions médiévales !...

A San Gimignano, les 4 % légaux du fonds d'amélioration se monteraient à 25 millions de lires (9 millions sur la récolte céréalière, 2.400.000 sur l'huile, 6 millions sur le vin, 7 millions sur les bestiaux, 1 million sur le maïs ; estimations fournies par la mairie, d'après les données des comités de *fattorie*). En fait, 10 millions de lires seulement ont été investis en 1949, ce qui laisse à San Gimignano environ 100 chômeurs parmi les *braccianti* ; alors que l'investissement légal permettrait d'offrir à ces chômeurs 29.000 journées de travail environ, soit 290 journées annuelles pour chaque chômeur. Le « plein emploi » serait donc réalisable, dans les cadres de la structure sociale actuelle, et dans la stricte légalité, si la classe des propriétaires ne résistait pas en tant que classe à l'application des lois ! D'ailleurs, beaucoup de maisons de métayers tombent en décrépitude ou sont manifestement trop petites pour la *famiglia colonica* ; étables, greniers, routes, sont en mauvais état, etc.

D'où une situation fort intéressante. Les métayers et leurs organisations mènent une action à la fois révolutionnaire et rigoureusement légale, dirigée contre la classe désuète (médiévale) des agrariens. D'où certaines formes particulièrement curieuses de l'action ; par exemple, la *grève à l'envers* (*sciopero al reversi*). Appelés par le Comité de la Fattoria, les *braccianti* chômeurs arrivent en force sur les terrains que les propriétaires se refusent à bonifier ; malgré les propriétaires, leurs régisseurs ou leurs agents, les ouvriers accomplissent le travail ; puis ils exigent leur salaire (payable sur le fonds *légal* d'investissements). Dans la grève à l'envers, les ouvriers travaillent malgré le patron ; et leur travail augmente la productivité du sol. Double paradoxe par rapport à la notion habituelle de la grève ! Ainsi, à Empoli, entre Florence et Sienne, 70.000 m<sup>3</sup> de terrassement, fossés, etc... ont été exécutés par les « grévistes » sous la direction des comités de *fattorie* ; ces derniers ont payé directement les ouvriers en prélevant 4 % sur les sommes déposées par eux en banque et représentant la vente des produits. Dans toutes les localités toscanes où les comités sont actifs, ils ont ainsi organisé la plantation de vignes, le drainage

ou l'irrigation, la réfection des bâtiments, etc. Ils ont même, par endroit, constitué des embryons de coopératives de production pour le défrichement et la mise en valeur de terres incultes ou mal cultivées ; ce qui suppose une occupation de ces terres malgré le propriétaire. Ici, la limite de la légalité actuelle est atteinte.

Cette activité des comités de *fattorie* montre également une profonde transformation dans les rapports sociaux et dans les idées. Les métayers, liés souvent à la même terre et à la même illustre famille depuis des siècles, tendaient à se considérer comme une aristocratie paysanne. Leur vie plus dure encore que celle des petits propriétaires fortifiait cette idéologie, que symbolise le titre patriarcal du chef de famille *mezzadriile*. Les comités ont, au contraire, établi une alliance économique, syndicale, donc d'une façon ou d'une autre politique, avec la catégorie la plus misérable et la plus dédaignée : les *braccianti*.

Quelle est exactement l'organisation et la situation économique d'une *mezzadria*, considérée comme exploitation rurale ?

Il est difficile d'établir un bilan comptable précis. On sait que le paysan ne tient pas de comptabilité et que la comptabilité rurale pose des problèmes délicats.

Voici les données recueillies par interview du métayer et après visite minutieuse des lieux sur une exploitation de 8,24 ha à Poggibonsi (étendue un peu supérieure à la moyenne des métairies et nettement supérieure à la majorité des petites propriétés). Environ 4 ha de céréales donnent 70 qx de grain (dont 53 % pour le métayer en 1949 ; l'exploitation sur coteaux de calcaire léger a un rendement assez bas faute d'engrais et d'outillage). 75 hl de vin sont consommés sur place ou livrés au propriétaire ; le métayer a encore sa part sur 135 qx d'huile et 8 qx de maïs. 9 qx de pommes de terre et 25 qx de fourrage sont entièrement consommés sur place. La vente du bétail a produit 110.000 livres (porcs, veaux) dont 53 % pour le métayer, qui a d'autre part la totalité des produits de la basse-cour (50.000 livres). L'exploitant a vécu avec sa famille (10 personnes) et dépensé 125.000 livres en salaires de *braccianti* au moment des gros travaux, en achats divers, notamment en engrais (très inférieurs aux besoins le propriétaire se refusant obstinément à payer une part des engrais



et de l'outillage). L'année 1949 s'est soldée pour le métayer par un bénéfice net en argent de 15.000 à 20.000 liras ; il se déclare satisfait pour cette année ; il a pu rembourser une partie de ses dettes, se montant à 45.000 liras. (Le *sindaco* ou maire du bourg et le secrétaire local de la *Federterra* ont certifié la véracité des déclarations de ce métayer, lui-même secrétaire d'un comité de *fattoria*.)

Voici encore la description de la métairie dite Castellucio, *frazione* Pagnana, à Empoli. La *fattoria* appartient à un industriel qui se montre dans les questions techniques plus compréhensif que la plupart des vieux agrariens ; la rotation des cultures (en 8 années) a été déterminée par un agronome ; le fumier se trouve loin de la maison, dans des fosses équipées de façon relativement moderne.

La maison se présente comme un cube qui, de loin, dans la vallée de l'Arno (près de la grande ligne Florence-Pise) semble énorme. De près, on s'aperçoit que ses dimensions sont assez modestes : un étage, les bâtiments d'exploitation se trouvant au rez-de-chaussée, surélevé. La maison reste marquée aux armes des anciens propriétaires féodaux. Quatre familles l'habitent, non apparentées bien que l'une d'elles y vive depuis 150 ans, et deux autres depuis 75 et 50 années. Chaque famille ne dispose que de trois pièces de dimensions modestes. La maison groupe donc quatre *poderi* de 8 à 10 ha (35 ha en tout) sans doute constitués par fractionnement il y a deux ou trois siècles d'une propriété ou d'une métairie cultivée par une grande famille colonique. La *fattoria* comprend 61 *poderi* avec 500 ha. Chaque famille a son logement, son étable, sa remise. Le propriétaire refuse de verser les 4 % légaux au fonds d'investissement. Un comité de *fattoria* s'est constitué ; 5 membres élus représentent 58 *poderi* sur 61 (trois familles ont refusé leur adhésion ou se sont retirées après des contestations d'ordre secondaire : elles ont consommé des porcs que le Comité voulait vendre). Ce Comité se réunit chaque semaine au siège de la *Federterra* à Empoli ; il a pris en mains une grande part de l'administration de la *fattoria*, établi un plan de production, de travail, de bonification. Son secrétaire tient un registre pour toutes les décisions et opérations. Le propriétaire bénéficiait avant la Libération de la quasi-totalité du croît du bétail ; il refuse donc de recevoir sa part légale de la vente du bétail, comme de

payer sa part des frais généraux. Le Comité de la *fattoria* gère des sommes importantes et emploie aux améliorations l'intérêt de la part du propriétaire, plus les 4 % légaux. Pratiquant la grève à l'envers, des chômeurs d'Empoli sont venus planter des vignes en bordure de parcelles labourées (les parcelles sont régulières, numérotées et astreintes à l'assolement de 8 ans d'après un tableau affiché chez chaque métayer ; l'exploitation n° 1, par exemple, dispose actuellement de 74 ares de vignes en bordures récemment plantées).

Le conflit avec le propriétaire atteint (mai 1950) une grande acuité. Le préfet ne peut agir contre le comité strictement légal. Il a proposé d'arbitrer le conflit en nommant une commission paritaire chargée d'examiner et d'estimer les travaux accomplis. Le Comité, bien que jugeant cette proposition comme un recul sur la légalité actuelle, a accepté. Mais le propriétaire et la fédération des agrariens ont refusé l'arbitrage par commission paritaire et porté plainte pour violation de propriété. Le tribunal n'a pas voulu prendre en considération cette plainte et par conséquent a, de ce fait, reconnu la légalité des actes du Comité, de la grève à l'envers, etc.

La « théorie des apports » tente de comptabiliser d'une façon précise le fonctionnement de la *mezzadria*, en chiffrant les apports respectifs du propriétaire et du métayer. On évalue le sol et les bâtiments d'une manière empirique, au cours actuel sur le marché des biens-fonds (5). On évalue également aux prix du marché les apports en cheptel vif et mort — le travail du métayer et de la *famiglia colonica*, — la récolte, etc.

Voici d'après la « théorie des apports » le bilan d'une exploitation en *mezzadria classica*. En dehors même de la théorie, cette étude (chiffres fournis par le syndicat des métayers, province de Florence) nous renseigne avec beaucoup d'exactitude sur la vie et l'organisation de la métairie.

---

5. Une évaluation scientifique capitaliserait (par exemple sur 20 ans) la rente foncière. Mais la redevance payée par le métayer n'est pas une rente foncière « pure » comme l'est la somme payée par le fermier capitaliste. L'intérêt pour l'apport du propriétaire en cheptel se mêle à la somme payée pour l'autorisation d'exploiter. Il faut discerner les éléments de la redevance, ce qui suppose précisément la « théorie des apports » qui doit donc commencer par un calcul empirique.

*Caractéristiques générales.* — Situation : 4 kilomètres de Florence, sur la route de Bologne. Coteaux calcaires. Excellente viabilité. Polyculture (céréales, vignes, prairies, arbres fruitiers en plein vent, oliviers). Assolement quadriennal, avec alternances de cultures améliorantes et appauvrissantes, réglé au nom du propriétaire par un agronome.

La maison du métayer, située à 200 mètres de la Via Bolognese, aurait besoin de réparations, de même que le bâtiment d'exploitation (toits en mauvais état).

*Superficie du sol* : 8 ha 6.020 m<sup>2</sup>, dont 4 ha en céréales, 2 ha en prairies (trèfle), 2 ha en maïs, 60 a en fèves, 20 a en pommes de terre et 20 a en divers (jardin). 4.020 plants de vigne, 738 oliviers, 151 poiriers, 4 pêchers, 11 figuiers, etc.

*Cheptel vif* : 2 vaches laitières, 2 vaches de travail, 1 âne (pas de cheval). *Cheptel mort* : charrette, citerne pour transport de l'eau, 2 pompes d'arrosage, 2 charrues légères, etc.

*Composition de la famiglia colonica* : le grand-père (77 ans) chef d'exploitation ; trois enfants mâles mariés (Bruno, 46 ans ; Gino, 42 ans ; Carlo, 38 ans). Leurs femmes (Rita, 45 ans ; Anna, 38 ans ; Rosina, 36 ans). Quatre enfants : 20 ans, 14 ans, 14 ans, 7 ans.

*Production brute commercialisable* (mois d'avril 1950).

52 qx céréales soit .....	364.000	lires
30 hl vin .....	195.000	—
7 qx huile .....	385.000	—
48 hl lait .....	273.000	—
2,94 qx viande (veaux, porcs) .....	133.300	—
19 qx fruits .....	108.300	—
plus divers (fèves, etc.) .....		
<b>Total</b> .....	<b>1.458.600</b>	<b>lires</b>

*Frais généraux annuels* :

Aliments pour le bétail (tourteaux et foin) ..	47.500	lires
Taureau .....	18.000	—
Vétérinaire, maréchal-ferrant .....	14.000	—
Salaires ouvriers (cueillette olives, etc.) .....	30.000	—
Electricité .....	5.000	—
Engrais .....	36.600	—
Insecticides .....	36.000	—
Divers .....	20.000	—
<b>Total</b> .....	<b>207.100</b>	<b>lires</b>
<b>Produit net</b> .....	<b>1.251.500</b>	<b>—</b>

*Facteurs de la production* : valeur de la propriété, compte tenu de sa situation à proximité de Florence : 4.400.000 liras. Intérêt actuel des placements à long terme : 3,5 % ; donc, rente pour le capital foncier, ou part fixe du capital constant : 145.000 liras. *Capital constant fourni par le propriétaire* (moitié du bétail et des instruments, paille, foin, etc.) : 593.200 liras. Admettons que ce capital (partie non fixe, « circulante », du capital constant) soit placé dans l'industrie. Il y rapporterait 7 % (taux de profit moyen actuel empiriquement déterminé).

Le capital avancé par le propriétaire doit donc rapporter un profit ou intérêt de 41.524 liras, auxquelles il convient d'ajouter 196.000 liras pour impôts, à charge du propriétaire, assurance, amortissements, etc.

*Capital constant apporté par le métayer* (part du bétail, instruments, etc.), 435.000 liras, soit à 7 % un rapport de 30.450 liras ; auxquelles il convient d'ajouter certains frais (combustible pour battage, etc.) se montant à 3.500 liras.

*Capital variable.* — Travail du métayer et de sa famille, à raison de 600 heures de travail annuel par hectare de blé, 1.500 heures par hectare de maïs, 150 heures pour chaque coupe de foin, 30 minutes par pied de vigne, etc. (évaluation régionale des techniciens), soit en tout 11.030 heures de travail ou 1.378 journées de 8 heures. Le prix de la journée étant fixé selon le salaire moyen des *braccianti* dans la province, soit 630 liras, le salaire des journées de travail se monte à 868.140 liras. Ajoutons à ce bilan 50.000 liras pour paiement au propriétaire de la direction technique qu'il assume (selon les conseils d'un ingénieur agronome).

Reportons-nous aux chiffres précédents. Bénéfice net (produit net moins frais généraux et frais de production) : 39.386 liras, à partager en deux moitiés, le propriétaire et le métayer étant considérés comme associés dans l'entreprise.

Le produit net doit donc se partager ainsi :

a) *Au propriétaire* : 461.317 liras (soit l'intérêt du capital fixe, plus celui de sa part du capital constant, plus la prime pour direction technique, plus la moitié du bénéfice net).

b) *Au métayer* : 921.383 livres, soit paiement de son temps de travail, plus l'intérêt de son capital, plus sa part de bénéfice net.

Quant aux frais généraux de l'exploitation (différence entre le produit brut et le produit net, que nous avons pour plus de clarté nettement séparés des frais de production proprement dits), ils doivent se partager également entre les deux associés.

Au métayer doit donc aller une masse de produits représentant 1.020.332 livres ; et au propriétaire une masse de 560.267 livres. La part du colon doit donc se monter à 64 % du produit global et celle du propriétaire à 36 %.

Des bilans analogues, tenant compte des circonstances locales (variantes dans la composition du capital), ont donné les résultats suivants : à Florence, plaine, 51 % à 64 % du produit doivent aller au métayer ; en colline 64 % ; en montagne 73 à 83 % (la part du travail augmentant par rapport à la valeur du fonds et à celle de l'outillage). A Lucques, collines basses, 70 % ; à Pise, plaine, 64 %, etc.

Il est d'ailleurs clair que la théorie des apports et la comptabilisation ainsi opérée ne sont pas à l'abri de toute critique. Les métayers considèrent qu'ils peuvent fort bien assurer la direction technique de l'entreprise, et que la prime de direction mentionnée ci-dessus est une concession inadmissible. Quant aux propriétaires, ils trouvent monstrueux le calcul du temps de travail et le paiement des colons d'après la journée légale de huit heures, etc.

Quoi qu'il en soit, les bilans ainsi dressés reflètent très exactement la structure de la *mezzadria* et sont la meilleure source de renseignements précis sur son organisation, sur la vie de la *famiglia colonica*.

Le contrat-type de métayage établi par le syndicat des métayers implique la théorie des apports (art. 41 du projet en 69 articles). Jusqu'à présent, cette théorie n'a pas été acceptée par les organismes officiels. Il serait intéressant mais trop long de comparer le contrat-type établi par la *Federterra* avec la législation en vigueur et avec le contrat-type imposé en 1928 par la confédération fasciste de l'agriculture.

(1950)

Un précédent article des *Cahiers Internationaux de Sociologie* (1) a posé quelques-uns des problèmes de la sociologie rurale. Le moment est venu de dégager les perspectives d'ensemble de cette branche de la sociologie, en présentant — et en soumettant à la discussion — un projet de Manuel ou de Traité.

On peut parler d'un « monde » paysan, non pas en ce sens que la réalité paysanne constituerait un « monde » isolé, mais à cause de sa variété extraordinaire et de ses caractères propres.

Insistons à nouveau sur un paradoxe (apparent) : cette réalité a été longtemps ignorée, et particulièrement lorsqu'elle dominait quantitativement et qualitativement la vie sociale. Tant que la réalité « urbaine » avec ses institutions et ses idéologies — tant que les modes de production successifs, avec leurs superstructures — ont baigné dans un milieu rural, et reposé sur une vaste base agricole, les hommes des milieux et classes dominants ne faisaient guère attention aux paysans. On ne pensait pas plus à eux qu'à son estomac ou à son foie tant que l'on se porte bien ! La vie paysanne apparaissait comme une de ces réalités familières, qui semblent naturelles, et qui deviennent très tard des objets de science. L'aphorisme de Hegel devrait venir en tête de toute méthodologie des sciences sociales : « *Ce qui est familier n'est pas pour cela connu.* » Vérité valable pour les gestes de la vie quotidienne — par exemple celui d'acheter ou de vendre un objet quelconque

---

\* *Cahiers Internationaux de Sociologie* 1953.

1. « *Problèmes de Sociologie rurale, La Communauté paysanne et ses problèmes historico-sociologiques.* » Vol. VI, 1949.

— pour les gestes du travail, pour la vie sociale dans son ensemble, ou encore pour la vie paysanne.

Les réalités paysannes sont devenues objet de science à partir du moment où elles ont posé des problèmes *pratiques*.

En France, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le morcellement des héritages et des terres, le partage des biens, l'exode rural commencent à inquiéter les autorités. La constitution du marché national entraîne un remaniement de la structure agraire : concentration de la propriété, commercialisation et spécialisation de la production. Ensuite les questions posées par le marché mondial, puis par les techniques modernes, se superposent aux premières : protection des prix, rentabilité, introduction du machinisme. Peu à peu, les réalités familières et inconnues sont jugées dignes d'intérêt et d'études scientifiques.

Si la sociologie rurale s'est développée aux U.S.A., il est clair que le problème paysan en est la cause, qui préoccupe fortement les gouvernements successifs (2).

Actuellement, dans le monde entier, le « problème paysan » s'est posé ou se pose sous de multiples formes. Un peu partout ont eu lieu ou vont avoir lieu des *réformes agraires* : démocraties populaires, Chine, Mexique, Egypte, Italie, Japon, Inde, etc., etc. Sans compter les grandes transformations de l'agriculture en U.R.S.S. Bien entendu, ces transformations et réformes ont des caractères profondément différents selon les conditions et les régimes politiques. Elles n'en signifient pas moins l'immensité et l'actualité mondiale des problèmes agraires.

Or, les sociologues sont passés de l'étude des primitifs à l'étude des milieux urbains et industriels en sautant pour ainsi dire par-dessus cette réalité si vaste dans le temps et dans l'espace. En France, l'étude de la réalité paysanne a été commencée par les historiens, par les géographes (3). Mais leurs travaux doivent aujourd'hui être repris, à la fois concrétisés et intégrés à une conception d'ensemble, que seule peut apporter la sociologie considérée comme étude de la totalité du processus social et de ses lois.

---

2. Cf. notamment les récents ouvrages de Daniel Guérin et les romans de Steinbeck, Caldwell, etc.

3. Par les représentants de l'Ecole de géographie humaine.

On ne saurait trop insister sur le fait que les grands *ensembles* (marché national et mondial, structures sociales et politiques) ont contribué puissamment à transformer les structures agraires. Du marché national et mondial sont venues les *spécialisations* (à l'échelle nationale, nous pouvons prendre comme exemple le vignoble du Midi et à l'échelle mondiale les plantations de café du Brésil). L'organisation sociale et politique, l'action de l'Etat, les plans — ou les absences de plans, ou leurs échecs — ont agi et réagi sur le moindre coin de terre. Pas un paysan aujourd'hui, même en Afrique ou en Asie, qui ne dépende des événements mondiaux.

Mais il ne faut pas moins souligner l'autre aspect de la réalité, contradictoire avec le précédent : l'agriculture traîne des reliquats, des résidus du passé le plus lointain. Et cela spécialement dans les pays non planifiés, arriérés ou sous-développés, c'est-à-dire coloniaux, mais aussi dans les pays européens « occidentaux ». Dans une même région, les Pyrénées, on peut observer à peu de distance les uns des autres : la culture la plus archaïque à la houe (la « laya », du côté espagnol), l'araire latin, le tracteur, les survivances de communauté agraire (possession et exploitation collectives des pâturages), la coopérative moderne, la grande exploitation machinisée...

La réalité paysanne se présente donc avec une double complexité :

a) *Complexité horizontale*. Dans les formations et structures agraires de même date historique — en particulier dans celles déterminées par les grands ensembles sociaux et politiques actuels — se manifestent des différences essentielles, allant jusqu'à l'antagonisme.

Ainsi aux U.S.A. se rencontre le cas limite du capitalisme agraire, accompagné d'une machinisation très poussée du travail de la terre. Le « propriétaire » ou fermier capitaliste, détenteur de l'outillage perfectionné, peut passer au moins la moitié de l'année à la ville. Il part pour son domaine au moment des labours, qu'il exécute avec une technique perfectionnée et une main-d'œuvre saisonnière. Après moissons et vente du produit, il regagne son habitation urbaine.

A l'autre pôle, avec une machinisation et une technique aussi poussée, mais une tout autre structure sociale, nous trouvons les kolkhoz, les sovkhos soviétiques, et aussi les



futures « agrovilles » (groupement en une agglomération des villages kolkhoziens).

Entre les deux extrêmes, nous trouvons des intermédiaires. M. J. Chombart de Lauwe a consacré récemment une intéressante étude aux C.U.M.A. (Coopératives pour l'Utilisation en commun de Matériel Agricole en France). Les coopératives de production comme celles de l'Emilie (région de Bologne en Italie) ou celles des démocraties populaires, sont aussi des formes intermédiaires et transitionnelles entre les « pôles » ci-dessus mentionnés.

Dans chaque cas, à chaque niveau, une étude sociologique est possible, qui tienne compte *comparativement* des techniques, de leur rapport avec le groupe humain et la structure sociale, de la productivité du travail agricole, des déplacements de population, en un mot de l'ensemble des *conditions*.

b) *Complexité « verticale »*. Le monde rural actuel offre à l'observation et à l'analyse la coexistence de formations *d'âge et de date différents*. Comme on l'a observé plus haut, cette juxtaposition paradoxale — le plus archaïque à côté de l'ultra moderne — s'observe parfois sur un territoire restreint. Autre exemple : l'Afrique du Nord où le nomadisme et semi-nomadisme pastoral, les huttes déplaçables à dos d'homme (*noualas*) voisinent avec la technique la plus perfectionnée. Dans le monde rural plus nettement encore que dans l'artisanat, rien n'a entièrement disparu. Et le seul fait de cette conservation des archaïsmes et des « fossiles sociologiques » — conservation relative, qui n'exclut pas les influences, les dégénérescences, les intégrations plus ou moins réussies de l'archaïque à des ensembles récents — ce seul fait pose de nombreux problèmes.

Les deux complexités — celle que nous nommons *horizontale* ; celle que nous nommons *verticale* et que l'on pourrait appeler *historique* — s'entrecroisent, se recoupent, agissent l'une sur l'autre. D'où un enchevêtrement de faits que seule une bonne *méthodologie* peut débrouiller. Il faut simultanément déterminer les objets et objectifs relevant de la sociologie rurale — et définir son rapport avec les sciences et disciplines qui deviennent ses auxiliaires : géographie humaine, économie politique, œcologie, statistique, etc.

La sociologie rurale s'est largement développée aux Etats-Unis. Nous savons pourquoi. Chaque université a une

chaire de sociologie rurale ; les études, manuels et traités y sont déjà nombreux.

Or, un fait frappe à la lecture de ces ouvrages : l'absence de référence à une *histoire*.

Prenons le grand ouvrage collectif *Rural Life in the U.S.A.* (Knopf, 1942). Historiquement, il ne contient qu'une étude démographique du peuplement, de la colonisation, des déplacements de population rurale au cours du développement industriel (p. 13-36). Cette partie statistique est remarquable (cf. pp. 27-29, les origines nationales des travailleurs agricoles immigrés), mais elle n'a rien d'une histoire rurale.

On ne trouve même pas dans ces traités une allusion à la caractéristique essentielle de la brève histoire rurale américaine : la colonisation (au sens large : établissement de colons) et le peuplement sur terre *libre*. Les marxistes distinguent la colonisation du type *prussien* (colonisation sur terre appropriée) et la colonisation du type *américain*. Dans ce dernier cas, il n'y a pas de propriété foncière d'origine féodale. Jusqu'à la concentration de la propriété capitaliste, jusqu'à l'intervention des banques et des trusts, le fermage est rare ; la moyenne propriété du sol domine ; le paysan producteur n'a pas de *rente foncière* à payer au propriétaire du sol qu'il travaille. Donc aucune classe parasitaire ne touche une part importante du revenu national. Les entraves *féodales* à la croissance des forces productives n'existent pas ; le capitalisme peut se développer d'une façon accélérée, jusqu'à ce que ses contradictions *internes* paralysent son développement. C'est précisément ce qui explique l'extraordinaire essor économique des U.S.A. pendant le XIX<sup>e</sup> siècle. Les économistes et sociologues américains ne sont donc même pas capables d'étudier sérieusement les conditions de cet essor, dont ils constatent empiriquement les résultats. Ils ne suivent pas la constitution du marché intérieur, ni les caractères propres d'une agriculture qui a donné une production massive tout en restant largement extensive et à productivité relativement faible (par hectare ou acre cultivé).

Le fait que l'occupation du sol s'est effectuée à partir des *villes* n'est pas étudié avec ses conséquences. En Europe, l'agriculture a précédé l'industrie, et la ville s'est développée en milieu paysan. Le paysan italien ou français est primitivement un « païen » (paganus). La vie paysanne a ses mœurs,

coutumes et traditions. On peut, dans une certaine mesure, parler de « culture » paysanne. Mais les campagnes américaines reçoivent de la ville leurs modèles culturels (« patterns »). S'il y a une culture paysanne, elle n'a pas d'éléments traditionnels originaires ; elle ne représente qu'une dégradation ou une assimilation lente de la culture urbaine (« acculturation »). Il n'y a pas de conflit entre la tradition paysanne, mœurs et coutumes d'une part, et de l'autre la religion. En l'absence de « culture » paysanne originale et de plus étant donnée la lente assimilation par les paysans isolés de la culture scientifique, la religion est la seule idéologie régnant dans les campagnes. On ne s'étonne donc pas de voir les sociologues ruraux aux U.S.A. étudier minutieusement l'église comme institution sociale (cf. Lowry Nelson, *Rural Sociology*, American Book Cy, 1948, pp. 323 à 374), déterminer la répartition religieuse du peuplement (cf. Lynn Smith, *The Sociol. of the rural Life*, Harper Brothers, 1947, pp. 87 et suiv.) ou encore tracer les périmètres d'influence du temple, dans telle « communauté rurale », à côté du périmètre visité par le facteur ou le médecin.

Il est clair que dans les « pays historiques », les problèmes de sociologie rurale se posent autrement qu'aux U.S.A.

La méthode purement descriptive et empirique ne pouvait naître que dans un pays sans histoire, ou plus exactement sans grande « épaisseur » historique. La réalité humaine y est posée sur le sol, pour ainsi dire, à plat. Alors les sociologues simplifient le problème méthodologique. Ils parviennent à un empirisme intégral, à un formalisme statistique. Nous avons vu que cette méthode ne convient pas, même pour un pays « non historique », ayant peu de fondements et sédiments historiques dans la réalité immédiatement donnée (4).

Par conséquent, en ce qui concerne la France et la plus grande partie du monde rural, nous nous trouvons devant un

---

4. Aux U.S.A. même, une *histoire* rurale serait indispensable, surtout dans le Sud, où l'on retrouve comme en Europe les traces de féodalité, le métayage (mode de tenure semi-féodal), en même temps que les prolongements et conséquences de l'esclavagisme.

Signalons à nouveau le livre de Paul LANDIS, *Rural Life in Process*. Cet auteur est l'un des rares à avoir pris la réalité paysanne américaine dans son *devenir*, et à avoir donné un exposé *critique* (jusqu'à un certain point) de la situation réelle des paysans américains.

problème méthodologique : *rappports entre la sociologie et l'histoire*, étant donné que nous nous trouvons devant une réalité qui a une histoire — et qui la conserve en son propre sein, qui juxtapose les formations archaïques et les formations « modernes ».

Le problème est délicat, puisqu'il s'agit de ne pas laisser l'histoire absorber la sociologie, et de ne pas laisser d'autre part la sociologie rurale se passer du concours de l'histoire comme science *auxiliaire*. La sociologie doit partir des faits actuels, de leur *description*. Mais quand ces faits ont une « épaisseur » historique, comment l'ignorer ? Le problème est rendu encore plus délicat par la situation déjà signalée plus haut.

Ce sont les *historiens* qui ont élaboré et lancé dans la circulation certains concepts qui, s'ils se vérifiaient, domineraient la sociologie rurale.

Ainsi Marc Bloch a parlé de *régime agraire* ou de *civilisation agraire*. D'après lui, en France, se heurtent « deux grandes formes de civilisation agraire que l'on peut, faute de mieux, appeler civilisation du Nord et civilisation du Midi » (5). Et il caractérise ces civilisations ou structures agraires fondamentales par des contrastes :

<i>Nord</i>	<i>Midi</i>
Disciplines communautaires	Individualisme
Charrue	Araire
Champs allongés	Champs irréguliers
Champs ouverts	Enclos
Assolement triennal	Assolement biennal

Le concept de régime agraire correspond au concept, utilisé par les géographes, de « genre de vie ». Que les savants de l'école de géographie humaine l'aient transmis aux historiens ou qu'ils l'aient reçu d'eux (en ce qui concerne la France) peu importe ici. L'essentiel, c'est que les deux concepts se correspondent étroitement et désignent tous deux une réalité très ancienne, stable ou plus exactement *statique*, et se dissociant seulement sous la pression du machinisme.

---

5. Marc BLOCH, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, A. Colin, 1952.

Donc archaïque ou presque, et « naturelle » (à moins qu'on ne l'attribue à des représentations collectives propres à telle race, tel pays, tel peuple) (6).

Une analyse plus fine dissout les oppositions fixes, les différences statiques entre structures. Elle substitue aux contrastes des « régimes » agraires un schéma profondément différent. Par exemple on rencontre l'assolement triennal dans le Midi de la France, et l'assolement biennal dans le Nord et l'Est (notamment en Alsace). On rencontre dans le Midi l'assolement biennal avec jachère et l'assolement biennal avec culture continue (sans jachère) ; et de même dans le Nord, le triennal continu ou avec jachère. Or la culture continue correspond à un progrès technique, à une meilleure exploitation du sol, à un accroissement de sa productivité. Dans chaque région, selon les modalités géographiques, et aussi selon les rapports sociaux et les événements politiques, il y a eu croissance plus ou moins rapide — freinée ou accélérée par les diverses conditions — des forces productives, avec parfois des stagnations, des arriérations, des régressions.

Si les structures agraires étaient fixes et séparées comme l'ont cru les historiens et géographes, le sociologue ne pourrait que décrire dans le détail ce dont les spécialistes de ces sciences sauraient définir l'ensemble.

S'il n'y a pas « régimes » ou « civilisations » agraires ou « genres de vie » mais une croissance — inégale, et soumise à des conditions complexes — des forces productives, la sociologie recouvre à la fois un domaine, une méthode objective, et le droit à une vue d'ensemble sur les faits. Les techniciens, les économistes renseigneront le sociologue sur ces forces productives dans l'agriculture. L'historien lui dira quelles actions, quels événements, quels régimes politiques ont accéléré, freiné, ou arrêté ce développement. Le sociologue devra et pourra à la fin *décrire* le résultat actuel, en chercher *l'explication* et déterminer *l'ensemble* du processus ayant abouti à ce résultat actuel. Ainsi le Midi de la France

---

6. Pour expliquer les faits, Marc Bloch hésitait entre une thèse techniciste (rôle de la charrue) et l'appel à la mentalité collective (esprit communautaire ou individualiste). Depuis lors, certains sociologues se sont attachés à définir une opposition du milieu « naturel » et du milieu technique ou « machiniste » qui nous semble aussi factice que les autres.

semble beaucoup moins caractérisé par l'individualisme ou l'araire ou les champs irréguliers que par un certain *retard* sur le développement agricole du nord de la France. Le Nord ignore presque complètement le *métayage* (7) que remplace le *fermage* au cours de la croissance des forces productives et du développement capitaliste. La fréquence du *métayage* dans la moitié sud de la France mérite une étude et exige une explication. Nous nous apercevons que le *métayage* a complètement disparu en Angleterre, à peu près complètement dans le nord de la France, et dans le nord de l'Italie, persiste dans le sud de la France et dans une partie de l'Italie. Pourquoi ? L'historien nous renseigne. Il est clair que le déclin de la Méditerranée à partir du XVII<sup>e</sup> siècle n'a pas été étranger à ce fait ; qu'il est lié au caractère périphérique et lointain par rapport à Paris — centre économique et politique — des provinces méridionales en France ; lié à des survivances curieuses, comme les dialectes et patois, donc à des formes de vie particulières et originales, mais non point à des « genres de vie » immobiles.

Nous disons : « développement graduel, accéléré, interrompu, retardé, des forces de production ». Mais ce schéma ne doit pas suggérer une sorte de *continuité* mal différenciée dans les réalités paysannes.

Nous soupçonnons, sous les phénomènes actuels, des transformations radicales et des bouleversements anciens. Par exemple la partie est des Pyrénées (Catalogne, Roussillon) fut repeuplée d'une façon nouvelle après les invasions des Sarrazins. L'instauration du *métayage* en Toscane bouleversa la structure préexistante, etc. Nous entrevoyons des conflits gigantesques et durables, sous des formes différentes, comme celui entre la petite propriété et la grande (*latifundia* gallo-romains ; domaines seigneuriaux ; grandes exploitations capitalistes).

Nous savons que trois fois au moins en France des « réformes agraires » grandioses changèrent la structure : les invasions des barbares — l'affranchissement des serfs — la vente des biens du clergé et des émigrés.

---

7. *Métayage* de « colonat partiaire », mode de tenure dans lequel une vente de produits (pourcentage déterminé de telle ou telle production) est livrée au propriétaire, qui possède la terre et une partie des instruments de production.

La « révolution agricole » qui commence au XVIII<sup>e</sup> siècle ébauche dès ce moment la physionomie de la France paysanne contemporaine. Et notamment le développement économique de la moitié nord, avec ses conséquences.

Absorption de la sociologie par l'histoire ? Certes non. Le sociologue doit d'abord constater, et analyser, pour expliquer. Il se sert de l'histoire comme science subordonnée et auxiliaire pour l'étude du processus social *dans son ensemble*.

Nous sommes donc conduits à éliminer, pour la sociologie rurale, diverses méthodes, techniques d'exploration, procédés de recherche :

a) La méthode *ethnographique* ou *ethnologique* risque toujours de prendre comme naturels des faits sociaux profondément remaniés par l'histoire et par les structures d'ensemble actuellement existantes. Ces faits semblent donnés dans une simplicité apparente, dans une « primitivité ». L'ethnographie affectionne les formations marginales ou archaïques, qui suscitent plus que les autres cette apparence.

b) La théorie récente de « l'archéocivilisation » relève de la même critique. D'après cette théorie, une civilisation *paysanne* traditionnelle aurait duré jusqu'à une époque récente (XIX<sup>e</sup> siècle en France, c'est-à-dire introduction du machinisme) et depuis lors aurait disparu. On ne saurait donc l'observer par la méthode ethnographique. Il faudrait la reconstituer ou la reconstruire comme un tout ayant gardé, malgré des modifications superficielles, une certaine constance depuis la fixation au sol jusqu'à sa disparition.

Cette thèse se fonde sur l'opposition (fausse) du *milieu naturel* et du *milieu technique*. Dans son contexte social, au moment de son apparition, la houe ou bien la charrue est aussi « technique » que le tour revolver. De plus nous connaissons par l'histoire les bouleversements apportés dans la structure agraire et les sociétés rurales par la propriété privée individuelle, par l'économie marchande et monétaire, par les conséquences dans les campagnes de la constitution d'une bourgeoisie (urbaine et paysanne), bien avant l'introduction du machinisme.

c) La théorie *historico-culturelle* a stimulé quelques recherches, mais elle a un inconvénient majeur : elle autorise la construction arbitraire de « complexes » et substitue à l'étude des faits un procédé hypothético-déductif à partir de

ces complexes, composés d'une technique et d'une idéologie. (Ce défaut apparaît dans le livre pourtant remarquable de Mme Lavisa Zambotti sur les *Grands courants de civilisation*.)

d) La méthode *monographique* doit s'utiliser avec beaucoup de précautions. Une expérience souvent décevante montre à quel point les bonnes monographies (de village, de pays) sont rares, et combien peu de renseignements utilisables sociologiquement s'y rencontrent. Les enquêteurs se perdent dans les détails locaux, dans la description de l'habitat ou des cultures, etc. L'essentiel, qui saute aux yeux du sociologue exercé, leur échappe, faute d'une bonne formation qui ne peut s'acquérir que lentement. Les conditions actuelles de la recherche scientifique ne favorisent malheureusement pas la formation de sociologues expérimentés. De toutes façons, l'enquête monographique et l'interprétation des documents supposent une vue d'ensemble des problèmes. Et la bonne méthode scientifique se propose toujours d'aller à l'essentiel en le discernant du fait accidentel, superficiel ou aberrant. La méthode monographique ne peut répondre aux exigences de la classification et de la typologie des groupes ruraux. Elle sert, comme technique auxiliaire de recherches. Mais bien entendu, il reste vrai que tout travail d'ensemble doit se baser sur un nombre aussi grand que possible de monographies locales et régionales.

e) La méthode *technologique* a les limites générales de la technologie. L'invention, l'adoption, l'extension des techniques ne se conçoivent pas en dehors des rapports sociaux réels. La technique est à la fois déterminante et déterminée (comme le prouve l'étude la plus superficielle de la mécanisation moderne du travail agricole). Les études technologiques sont donc subordonnées à la conception générale de l'ensemble : du vaste mouvement qui accrut lentement depuis les origines la productivité du travail agricole et aboutit aux structures actuelles.

Nous proposons donc une méthode très simple, utilisant les techniques auxiliaires, et comportant plusieurs moments :

a) *Descriptif*. Observation, mais avec un regard informé par l'expérience et par une théorie générale. Au premier plan : l'observation participante sur le terrain. Usage prudent des techniques d'enquête (interviews, questionnaires, statistiques).



b) *Analytico-régressif*. Analyse de la réalité décrite. Effort pour la *dater* exactement (pour ne pas se contenter d'un constat portant sur des « archaïsmes » non datés, non comparés les uns aux autres).

c) *Historico-génétique*. Etudes des modifications apportées à telle ou telle structure précédemment *datée*, par le développement ultérieur (interne ou externe) et par sa subordination à des structures d'ensemble. Effort vers une classification génétique des formations et structures, dans le cadre du processus d'ensemble. Effort donc pour revenir à l'actuel précédemment décrit, pour retrouver le présent, mais élucidé, compris : *expliqué*.

Prenons comme exemple le *métayage*. Il convient d'abord de le *décrire* exactement (rente foncière en nature, colonat partiaire, servitudes accompagnant la rente, etc.) ; puis de le *dater* (il accompagne la constitution du marché urbain, de la bourgeoisie, mais là où le capitalisme se développe, il laisse place au *fermage* ; il a donc une origine semi-féodale), puis *d'expliquer* ses transformations et sa conservation (arriération du développement économique dans les régions à métayage, manque de capitaux, etc.).

On pourrait aussi prendre comme exemple la communauté de village avec ses survivances, ou la famille paysanne, avec ses caractères propres, etc.

Ces études appellent un cadre général, une conception du processus d'ensemble (soulignons à nouveau qu'il faut toujours tenir compte de l'interaction des structures, de l'influence des structures récentes sur les structures anciennes qui leur sont subordonnées ou intégrées).

A) Nous trouvons d'abord la *communauté rurale* ou *communauté de village*. Ce terme ne désigne rien de mystique, rien de « prélogique » mais un fait historique et social que l'on retrouve un peu partout (8). Faibles devant la nature, ne disposant que d'instruments et de techniques sommaires, les hommes eurent longtemps besoin de constituer un groupe

8. Cf. les cinquante premières pages du livre récemment traduit de LORD ERNLE sur *L'histoire rurale de l'Angleterre*, Gallimard, 1952.

Cf. le livre de DENISE PAULME sur *L'Organisation sociale des Dogons* et d'innombrables études (non encore systématisées), en diverses langues et divers pays.

social très adhérent pour s'acquitter des tâches de l'agriculture : défrichement, endiguements, irrigations, mise en culture (et souvent garde des troupeaux, etc.). Le groupe paysan restait donc fortement organisé, cimenté par des *disciplines collectives* ; il possédait des *propriétés collectives*, suivant des modalités très variées.

Puis la communauté paysanne s'est lentement différenciée, dissociée. Le progrès de l'agriculture a amené sa dissolution, dont les modalités ont été également très variées, mais avec des traits généraux (affirmation de la propriété privée, différenciations de classes, chefferies locales, apparition des échanges et de la monnaie, subordination aux modes de production successifs).

Dans la communauté paysanne, on constate d'abord la prédominance des liens de *consanguinité*. Lorsqu'ils se dissolvent, ils laissent la place aux liens de *territorialité*, fondés sur la résidence, la richesse, la propriété, le prestige, l'autorité. On passe ainsi des parentèles étendues à la famille restreinte (avec prédominance masculine) et aux relations de *voisinage*.

Mais l'histoire de la communauté paysanne est encore plus complexe que ne le laisse supposer ce schéma. Elle est soumise à la pression des modes de production successifs, et des instances administratives, fiscales, juridiques, politiques. Tantôt elle cède ; tantôt elle résiste ; jusqu'à sa dissolution par l'individualisme (fondé sur la concurrence, l'économie marchande, etc.), elle manifeste une étonnante vitalité.

A notre avis le moyen âge européen et la disparition du mode de production médiéval (féodal) sont incompréhensibles si l'on ne tient pas compte d'une résurgence de la communauté paysanne, et de sa profonde résistance à l'emprise des féodaux. Ainsi seulement s'expliquent la notion de *coutume* et de *droit coutumier*, si importantes dans l'étude des faits agraires. Toute coutume implique un support social — la communauté — et une résistance aux « exactions », c'est-à-dire à ce qui agit en dehors (ex-agere) de la coutume.

B) *Modes de production esclavagiste, féodal*. Impossible d'étudier les réalités paysannes en Afrique, aux Antilles, dans le sud des U.S.A., sans référence à l'esclavagisme, à ses survivances ou séquelles.

Il faut connaître les diverses modalités du mode de production féodal (*asiatique* : fondé sur la propriété des eaux et du système d'irrigation — *musulman*, fondé sur la domination des centres urbains, artisanaux et commerciaux, domination s'étendant sur les campagnes environnantes — *euro-péen*, fondé sur la propriété foncière du sol) pour pouvoir expliquer les réalités paysannes actuelles dans un grand nombre de pays (y compris le sud de l'Italie, le sud de la France, etc.).

Ces réalités ne dévoilent leur complexité qu'abordées de multiples manières. Par exemple le Midi de la France a conservé le droit *romain*, ou a été très tôt pénétré par lui lors de sa réapparition ; et cependant c'est le pays de France où les *coutumes* se sont le mieux conservées (y compris les dialectes locaux et patois, etc.).

C) *Le capitalisme* comporte une révolution agricole, très poussée en Angleterre, moins complète en France et en Italie. Il a comporté en France une réforme agraire (amenant la reconstitution, l'extension, la constitution suivant les cas de la petite et moyenne propriété). Puis il a entraîné une concentration de la propriété des bonnes terres, situées à proximité des marchés (donnant le maximum de rente foncière). Il a amené la prédominance du fermage sur le métayage, l'individualisme, le machinisme, l'industrialisation de l'agriculture, etc. Comment étudier les réalités agraires sans perpétuelles références à ce mode de production ?

Les modes de production esclavagistes et féodaux se sont partiellement superposés aux structures agraires antérieures (encore qu'ils aient tendu à la formation de « latifundia » et de domaines). C'est pourquoi les survivances ou reconstitutions (partielles) de ces structures « communautaires » ont été possibles. Mais le mode de production capitaliste, dès ses débuts (économie monétaire et marchande), a profondément bouleversé les structures agraires, à la fois du dedans et du dehors. La propriété privée de type capitaliste s'est subordonné de cent façons les formes antérieures de propriété : tribale ou clanale, communautaire ou féodale. Ce fait apparaît avec évidence dans l'étude de la structure agraire des pays « sous-développés » : pays coloniaux ou semi-coloniaux, secteurs arriérés des pays capitalistes.

D) L'industrialisation de l'agriculture, l'introduction du machinisme, la grande production agricole et l'accroissement de productivité évoluent aujourd'hui dans deux sens opposés : capitalisme et socialisme.

Les transformations socialistes de l'agriculture s'accomplissent en trois stades : réforme agraire — coopération — création, à peine envisagée, des agrovilles.

Chacune de ces étapes se déroule suivant des modalités variées selon les pays. En particulier la coopération agricole (coopératives de production ; kolkhoz, qui diffèrent profondément des coopératives de production) s'établit sur la base du village, c'est-à-dire comporte une certaine reviviscence — à un niveau profondément transformé, avec des moyens techniques nouveaux et une structure également nouvelle — de la communauté agraire, des relations de voisinage, des disciplines collectives, etc.

Nous parvenons ainsi à une vision d'ensemble des réalités paysannes. On pourrait les comparer à un éventail, étalant et juxtaposant des formes d'âges différents, si cette image ne masquait l'interaction perpétuelle des formations, et leur subordination aux ensembles (structures nouvelles ; marché mondial capitaliste et socialiste, etc.).

Cette vision d'ensemble montre un *retard* du développement agricole sur le développement industriel, — retard que seul comble la structure socialiste, — et qui nécessite une étude particulière.

Ce tableau d'ensemble enveloppe des *contradictions* (notamment la lutte acharnée, au cours de l'histoire, entre la grande et la petite exploitation) et des *survivances* dans le domaine idéologique (survivances des mythes agraires, folklore, etc.), structurel (village, famille paysanne, etc.).

De ce tableau d'ensemble résulte le plan d'un traité ou manuel de *Sociologie Rurale*.

Il doit commencer par une étude des ensembles actuels, des structures récentes (capitaliste et collectiviste), du marché mondial (capitaliste et collectiviste), etc.

Il comporte une étude de la communauté agraire, de sa dissolution, de ses survivances et résurgences, en insistant sur le passage des liens de consanguinité aux liens de territorialité (avec conflit et victoire de ces derniers) ; sur les différenciations, les hiérarchies, les relations de voisinage, etc.

De cette étude d'ensemble, on peut tirer une typologie des *villages* (communautés encore vivantes — communauté en dissolution — villages individualistes — villages déterminés ou remaniés par la proximité d'un centre commercial ou industriel, par la grande propriété, par la coopération). D'importants chapitres seront consacrés à la *famille paysanne*, à la condition des femmes, des enfants (aînés ou cadets), des vieillards et anciens, dans les différents types de villages et de familles.

Le problème des classes (ou stratifications) à la campagne exige une étude détaillée des modes de tenures et d'exploitation du sol (métayage, fermage, petite ou moyenne propriété, etc.).

Enfin, il faut toujours situer le groupe paysan étudié (en général le village), par rapport aux structures plus large et aux institutions : bourg et ville, province et nation.

La « culture » (au sens *culturel*) paysanne devra enfin être définie concrètement. Dans la mesure où la paysannerie produit une « culture » ou un apport à la culture, il ne s'agit pas d'*idéologie* à proprement parler (bien que cet apport paysan ait un contenu idéologique que seuls dégagent les philosophes ou théoriciens provenant d'une autre structure sociale plus développée). Il s'agit d'une culture sans concepts transmise oralement, comportant surtout des anecdotes, récits, interprétations de rites et de magies, et des exemples servant à orienter la pratique, à conserver ou à adapter les coutumes, à diriger les émotions et les actions en agissant directement sur elles.

On s'aperçoit alors que l'apport paysan à l'histoire des idéologies — confus, diffus, formulé par les gens des cités — a été considérable. En particulier les grands mythes agraires (la Terre-Mère) ont traversé la poésie, l'art, la philosophie des origines jusqu'à nos jours. Ou bien encore les hérésies chrétiennes ont eu une base en grande partie agraire (prolongements et souvenirs de la communauté paysanne). De ce côté, la sociologie rurale peut apporter une contribution non négligeable à l'étude des idées, c'est-à-dire à la philosophie

## ET SOCIOLOGIE RURALE \*

I. — Dans le domaine de la sociologie, le moindre contact avec les faits détruit une opinion pourtant communément reçue.

Dans le temps, l'agriculture a précédé l'industrie ; dans l'espace, encore aujourd'hui, un océan de production agricole entoure quelques continents et quelques îles de vie urbaine et de production industrielle. On se figure donc généralement la vie rurale et la structure agraire comme plus simples que la vie « moderne » des villes et des usines.

En fait, la sociologie rurale a affaire à des réalités d'une extrême complexité. D'autant plus complexe que des mouvements contradictoires l'agitent. Non seulement le sociologue rural se trouve devant des structures datant de divers âges de l'histoire (par exemple devant des structures se rattachant historiquement au moyen âge) mais il se trouve devant des formes et structures en décomposition, mêlées à des formes et structures nouvelles.

Il n'y a pas grand-chose de commun entre le village du nord-est de la France (de forte structure communautaire, mais profondément remaniée par la grande agriculture moderne) et le village individualiste mais stagnant ou dépérisant du Midi. Il n'y a pas grand-chose de commun entre le village français en général, et le village du sud de l'Italie ou de l'Espagne, véritable ville agraire, d'où partent (chaque matin, ou chaque début de semaine) des milliers d'ouvriers agricoles qui vont travailler sur des « latifundia », souvent très loin de leur domicile.

---

\* Communication au Congrès International de Sociologie (Amsterdam, août 1956).

Entre les branches de la sociologie, la sociologie rurale se trouve aujourd'hui peut-être plus que les autres mêlée à la vie, à l'action pratique, à l'efficacité. *Les réformes agraires* à l'ordre du jour dans une grande partie du monde, ne peuvent s'accomplir sans les sociologues, parce qu'elles posent des problèmes sociologiques. Par exemple, au cours des tentatives (bien incomplètes, bien insuffisantes jusqu'ici) de transformer la structure agraire du sud de l'Italie, il a fallu faire appel aux sociologues pour étudier comment l'ouvrier agricole des gros villages peut devenir un petit agriculteur détenant une exploitation individuelle. Autre exemple : en Hongrie, dans la plaine, les paysans traditionnellement passaient l'hiver dans une ville agraire (Szeged, etc...) puis au printemps réoccupaient leurs exploitations extrêmement dispersées (« taïgas »). Comment mettre fin à cette tradition, à ce demi-nomadisme, et les fixer au sol, et regrouper en villages modernisés les « taïgas » ?

Nous ne faisons ici allusion qu'à des structures proches de nous. Si nous parlions de l'Asie (Inde, Chine, etc...) ce serait bien plus compliqué.

La sociologie rurale décrit donc des phénomènes complexes. Elle tente de les pénétrer en profondeur. Mais bientôt, elle découvre des sédiments, pour ainsi dire, qui ne relèvent pas de la description, qui appartiennent à un autre domaine. Notamment à l'*histoire*. Le sociologue, s'il veut comprendre et connaître, doit se doubler d'un historien. Comment comprendre la structure agraire de l'Italie du sud sans l'histoire ?

Mais les faits historiques eux-mêmes ont besoin d'une analyse et d'une explication. Où la trouver ? ou du moins dans quelle direction ?

La thèse ici soutenue, est la suivante : la sociologie rurale, en pénétrant en profondeur dans les faits sociologiques et historiques, se trouve devant des faits et des lois économiques, et finalement devant une théorie d'économie politique, la théorie de la *rente foncière* seule explicative des faits historiques et sociaux, de la structure constatée et décrite précédemment.

II. — La théorie de la *rente foncière* naquit en Angleterre. Marx et Engels la considéraient comme un très grand apport des économistes anglais « classiques » à la science et cela, parce que, « dans la seule Angleterre existait un mode de

production où la rente foncière s'était effectivement séparée du profit et de l'intérêt » (1).

Marx a repris et développé la théorie de la rente foncière élaborée par James Anderson, par Adam Smith, et surtout par Ricardo. Il l'a profondément modifiée, et d'abord en critiquant la fameuse loi de productivité décroissante du sol (les progrès techniques de l'agriculture moderne ont confirmé cette réfutation). Marx a montré que la notion de rente *différentielle* introduite par Ricardo devait elle-même se différencier, en ce sens qu'il existe plusieurs rentes différentielles (la rente A venant des différences naturelles entre les sols : fertilité inégale, situations diverses par rapport aux marchés et voies de communication - la rente B provenant des différences de productivité des capitaux successivement investis sur le même sol).

D'après Marx enfin, aux rentes *différentielles* s'ajoute la rente *absolue*, prélevée par le propriétaire du sol, même si le sol reste en friche (improductif) ; cette rente absolue n'a donc aucun rapport avec le prix des produits agricoles, ni avec le profit du fermier capitaliste investissant son capital sur le sol.

Marx a confirmé une vue importante de Ricardo : le propriétaire foncier (historiquement d'origine féodale, bien que la bourgeoisie ait en beaucoup d'endroits du globe relayé et remplacé les féodaux « latifundiaires ») tend à prélever la totalité de la rente, en ne laissant à l'exploitant qu'un minimum, le profit moyen de son capital, le salaire du travail accompli. C'est ainsi que Marx a répondu d'une manière nouvelle et scientifiquement approfondie au grand problème posé par Ricardo : comment se distribuent les « revenus » selon les classes de la population.

Fait curieux. Les économistes contemporains laissent souvent de côté la théorie de la rente. Elle a pourtant joué un grand rôle dans la formation du « marginalisme ». Mais les marginalistes se contentent d'indiquer le rôle joué par les entreprises « marginales » (petites agricultures) dans la for-

---

1. Engels : Anti-Dühring, II, 10.



mation des prix agricoles. Ils laissent de côté l'essentiel : la source des « revenus » et leur répartition (2).

La notion même de rente foncière s'est obscurcie. En Italie, où les Instituts de recherches agraires sont particulièrement actifs et bien équipés, il n'est plus guère question officiellement que de « revenu foncier » ; et l'on étudie ce revenu globalement par hectare de terre, de sorte que l'on ne connaît ni son origine ni sa répartition (ce qui va aux propriétaires et ce qui va aux diverses catégories d'exploitants).

Ces derniers temps, en France, l'étude de la rente foncière a repris vitalité et actualité. Pourquoi ? parce que les problèmes paysans se posent avec une acuité croissante. La Société française d'économie rurale a publié deux études : *Rente foncière et revenu agricole* et *Le problème de la rente du sol*. Etudes assez confuses se rattachant à Ricardo sans tenir compte de la critique marxiste. Les auteurs de ces travaux pressentent l'importance de la question, mais se heurtent à un fait simple : la rente foncière proprement dite, celle des propriétaires fonciers, ne représente en France que 2 % du revenu national. Comment donc peut-elle avoir une influence sur la structure agraire ? Comment se relie-t-elle aux questions qui agitent les paysans français ?

Pendant ce temps, la théorie de la rente foncière est étudiée et approfondie mais dans des pays plus éloignés, en Chine notamment (où l'économiste et sociologue Tchen-Po-Ta vient de publier un remarquable travail sur la question).

III. — En effet, telle qu'elle se trouve chez Ricardo, et ensuite chez Marx, la théorie de la rente foncière est aujourd'hui incomplète et inutilisable. Et c'est dans l'œuvre de Lénine qu'il faut chercher le complément indispensable et la forme scientifique moderne — applicable à d'immenses régions — de la théorie.

Marx a décrit et analysé l'introduction dans l'agriculture du capitalisme de la libre concurrence. Or le capitalisme a changé de structure : il s'est transformé en capitalisme

---

2. Signalons cependant quelques travaux intéressants aux U.S.A. Notamment *The Concept of Economic Surplus* (Americ. Econ. Rev. Dec. 1945, 851-869) par Boulding et *Technical Progress costs and rents* par G.F. Bloom (Economica, IX, 1942, 40-52) - H.W. Singer, *An Index of urban land rents and house rents in England and Wales, 1845-1913* (Economica, IX, 1941, 221-230, etc...).

de monopoles. Marx, d'autre part, a considéré (comme Ricardo) la classe des agrariens d'origine féodale, comme classe dominante, mais spécialement parasitaire, à côté de celle des capitalistes ; or, depuis cette époque, sans disparaître dans de nombreux pays (Italie, Espagne, pays musulmans, Inde, etc...) cette classe de propriétaires fonciers a partiellement fusionné avec celle des capitalistes. Enfin, l'industrialisation de l'agriculture s'est accentuée par places, sans d'ailleurs pour cela supprimer les vestiges du passé tels que la propriété du type « latifundiaire », ou la petite propriété. Cependant, plus qu'autrefois, il faut distinguer les problèmes de la *propriété* et ceux de l'*exploitation*. On a vu surgir ici ou là, mais notamment en France (dans la région parisienne, dans le Nord) un type social nouveau : le grand fermier capitaliste, parfois possesseur de terres et parfois non, qui dirige une entreprise industrialisée et prend en location des terres appartenant à un grand nombre de petits et moyens propriétaires ayant abandonné l'agriculture (3).

Dans ses travaux sur la question agraire, Lénine (4) tenant compte de beaucoup de faits nouveaux, parvient aux conclusions suivantes :

1) Dans la structure agraire des pays capitalistes ou soumis au capitalisme, coexistent des formations appartenant à tous les âges de l'histoire, à tous les moments successifs du développement social (communauté, rurale ou archaïque, plus ou moins décomposée — structure féodale dans les pays occidentaux, musulmans, asiatiques — petite propriété, d'origine parfois antérieure au capitalisme, et parfois liée au capitalisme, comme en France où la Révolution de 1789 a donné une partie de la terre aux paysans — grande exploitation et grande propriété capitaliste).

A cette liste, nous devons ajouter aujourd'hui la coopération de divers types (capitaliste, semi-capitaliste, semi-socialiste, socialiste).

---

3. J'ai étudié ce « type » social dans plusieurs villages de Seine-et-Marne, de l'Aisne, de l'Oise (région nord et nord-est de Paris).

4. Lénine : Œuvres, 4<sup>e</sup> Edition russe, t. IV, pp. 89-141 ; t. V, pp. 87-202 ; t. XXII, pp. 1-89, etc...

Dans les pays capitalistes, et quelles que soient les inégalités de développement, la propriété et l'exploitation de type capitaliste tendent à se subordonner les autres formes d'exploitation et de propriété. A cette proposition, Lénine donne la valeur et la portée d'une *loi objective*.

2) L'introduction du capitalisme dans l'agriculture se traduit par un *double monopole* (ce mot désignant la prédominance d'un groupe, d'une classe, et non d'un seul homme). Au monopole d'origine féodale s'ajoute le monopole capitaliste ; ces deux monopoles, suivant les pays et régions, se combattent, ou se combinent ensemble, ou s'allient. Mais malgré la variété des combinaisons ils existent à peu près partout et exercent une puissante pression sur les autres formes d'exploitation et de propriété.

3) Le double monopole (avec ses combinaisons variées) remanie donc à la fois la structure agraire et la distribution du « revenu », c'est-à-dire de la rente foncière.

Le grand agriculteur capitaliste, propriétaire ou exploitant, arrive non seulement à prélever le profit moyen du capital investi, mais une part considérable et parfois la totalité de la rente. Plus : les surprofits permanents, obtenus par les bas salaires des ouvriers agricoles, par le faible coût de production des entreprises puissamment mécanisées, par la manipulation des prix sur le marché, les contingentements et tarifs douaniers, les conditions de crédit, etc...

4) Cette théorie explique de façon satisfaisante un grand nombre de faits que constatent économistes et sociologues.

Elle explique pourquoi la rente foncière au sens étroit (rente du propriétaire non capitaliste) est tombée en France à 2 % du revenu national, alors que le revenu de ceux qui bénéficient de la rente au sens défini ci-dessus (y compris donc les exploitants capitalistes) est beaucoup plus élevé. On manque d'ailleurs de chiffres précis, car les statistiques ne permettent d'atteindre que le revenu global des exploitants de toutes catégories. Mais on voit les efforts des économistes qui, devant les faits créent de nouvelles notions, très confuses, destinées dans leur esprit à remplacer la notion classique de rente foncière (par exemple la notion de « rente technique » pour l'exploitation capitaliste industrialisée, ce qui dissimule la véritable nature du revenu, sa source et sa distribution, ainsi que la véritable structure agraire du pays).

A notre avis, la théorie marxiste développée s'applique et se vérifie de façon générale.

Contentons-nous ici de mentionner quelques faits empruntés à la structure agraire de la France :

1) Dans certaines régions comme la Bretagne, le monopole d'origine féodale reste puissant et parfois prédominant (encore que battu en brèche depuis quelques années par la croissance d'une grande agriculture capitaliste). Dans une telle région, les « nobles » agrariens et les propriétaires bourgeois acheteurs de domaines féodaux occupent encore de fortes positions. Ce qui n'empêche pas, bien entendu, l'existence d'une poussière de petites propriétés et de petites exploitations en fermage autour des grands domaines. La pression démographique aidant, la rente foncière au sens strict — allant au propriétaire foncier — est forte. Les villages sont très peuplés, dominés par le « château ». Un certain caractère archaïque s'y maintient, avec forte influence du clergé catholique. L'excédent démographique émigre de façon définitive ou non (marine, travaux saisonniers). Cependant, des tendances nouvelles dues à l'agriculture mécanisée et à une certaine industrialisation combattent le traditionalisme.

2) Dans la région parisienne, le Nord et une partie de l'Est, le monopole capitaliste domine. C'est là que l'on peut étudier ce type social nouveau, déjà mentionné : le puissant exploitant capitaliste, possesseur d'une « usine à blé » et à betteraves, souvent associé au capitalisme industriel et financier (fabrication du sucre, de l'alcool, etc...). Parfois il est propriétaire, parfois non ; mais presque toujours il est locataire de champs appartenant à de nombreux propriétaires petits ou moyens. Fait curieux : les propriétaires ne sont que des petites gens devant leur locataire. Dans cette région, la concentration de l'exploitation devient énorme et dépasse de beaucoup la concentration de la propriété. De nombreuses exploitations englobent le territoire d'un village entier, et même s'étendent au-delà. Les villages se dépeuplent. Des ouvriers agricoles (logés ou non dans l'exploitation) ont remplacé l'ancienne population de paysans exploitants, d'artisans. Ces ouvriers sont souvent d'origine étrangère, mal payés, vivant dans des conditions déplorables. Cependant, une « élite » nouvelle se forme : mécaniciens et conducteurs de

tracteurs, spécialistes, techniciens de l'élevage scientifique, etc...

3) La moitié sud de la France représente dans l'ensemble, et de plus en plus nettement, une zone sous-développée, dont la structure agraire se décompose. L'examen détaillé montre, dans le retard général, une grande diversité. Dans certains secteurs, le monopole féodal reste puissant ; le métayage (mode de tenure arriéré et semi-féodal) persiste, par exemple, dans le Sud-Ouest. Dans d'autres secteurs, et même dans une partie du secteur agricole, la petite et moyenne propriété résistent mais végètent lamentablement. Enfin, dans les secteurs de cultures spécialisées (vigne, fruits, légumes et primeurs, fleurs) s'instaure la grande exploitation capitaliste, mais parfois sur une surface réduite. Il est clair que dix hectares de primeurs ou de cultures florales constituent une grosse exploitation exigeant des capitaux considérables. (Or, dans les statistiques, ces exploitations sont groupées avec les petites exploitations de polyculture familiale, ce qui gêne considérablement l'interprétation des données numériques !)

De toutes façons, les secteurs où prédominent la petite exploitation, la petite propriété, la polyculture familiale, sont en pleine décadence. Les statistiques font apparaître une baisse du revenu global des départements considérés, allant jusqu'à 7 % en vingt ans pour le Sud-Ouest.

Les villages se dépeuplent, pour des raisons multiples (faible natalité, départs, émigration définitive).

Dans cette région qui d'une façon générale s'appauvrit, la richesse se concentre dans quelques villes où vivent les propriétaires du sol donné en métayage, ou des exploitations modernisées les plus importantes. Ces villes sont en même temps des marchés (Toulouse, Perpignan, Montpellier, etc...) et des centres administratifs.

Il se passe donc un processus complexe et contradictoire, que seule la théorie de la rente foncière permet d'expliquer.

#### IV — CONCLUSION

Les considérations théoriques et les faits concrets ci-dessus mentionnés semblent donc confirmer scientifiquement la position indiquée au début de cette étude.

Le sociologue rural se trouve devant des phénomènes extrêmement divers, dans lesquels il doit s'efforcer de mettre de l'ordre. Il commence par décrire, mais bientôt se trouve devant des problèmes qui dépassent la simple description, qui exigent un autre instrument d'investigation que l'empirisme. En pénétrant en profondeur dans les phénomènes pour atteindre leurs lois, il se trouve devant un processus à la fois historique, économique et social. Pour connaître ce processus, objectif, il lui faut une théorie.

Dans le domaine de la sociologie rurale, cette théorie existe : c'est celle de la rente foncière, développée à partir des économistes classiques par les marxistes.

(1956)

## DE LA VIE QUOTIDIENNE \*

La vie quotidienne, comment la définir ? Elle nous entoure et nous assiège ; dans le même temps et le même espace, elle est en nous et nous en elle et nous sommes hors d'elle, sans cesse essayant de la proscrire pour nous lancer dans la fiction et l'imaginaire ; jamais nous ne sommes assurés d'en sortir, même dans le délire du rêve. Chacun la connaît (et ne connaît qu'elle) et chacun de nous l'ignore. L'histoire des idées ne montre-t-elle pas qu'hommes et peuples, époques et civilisations n'atteignent qu'en dernière instance ce qu'ils sont et ce qu'ils étaient dès leurs débuts ? Pour qu'ils expriment clairement ce qu'ils sont, ils ont besoin de le voir hors d'eux, en le comparant à d'autres façons de vivre. Certains vont jusqu'à prétendre qu'une culture ne se définit et ne devient consciente qu'en s'épuisant, de sorte que la conscience, cette clarté, porterait aussi le signe noir du destin. Sans aller jusque-là, n'est-ce pas un peu vrai pour notre vie quotidienne ? Si nous prenons conscience aiguë de la quotidienneté, n'est-ce pas que déjà l'aventure humaine la déborde ? Si nous concevons aujourd'hui le monde humain, la terre des hommes et la pratique quotidienne, ne serait-ce pas parce que l'homme et les techniques et les possibilités dépassent déjà ce que nous sommes sans que nous sachions où elles vont ?

Qu'est-ce donc que la quotidienneté ? Nous n'avancerons guère et ne nous compromettrons pas beaucoup en disant que c'est la meilleure et la pire des choses, comme la langue et le langage selon Esope. La meilleure : dans la vie quotidienne, chacun entre en contact avec le monde humain déjà réalisé.

---

\* Encyclopédie de la psychologie, éd. Fernand Nathan.

avec les objets innombrables produits dans des lieux lointains ou cachés (les ateliers, les usines) et qui deviennent des biens ; l'ensemble de ces biens s'offre aux convoitises et stimule les désirs ; tels ou tels d'entre eux se refusent et restent inaccessibles. La science de la réalité sociale ne peut confondre ce champ d'expériences avec la production et la distribution, aspects de l'économie politique. Un spécialiste en publicité connaît mieux les rapports des « biens » avec les désirs que l'économiste ou le statisticien. Ni la sociologie, qui s'occupe des groupes, ni le psychologue, qui s'intéresse aux individus, ni même le psychologue social, qui se préoccupe des opinions et des attitudes, n'envisagent dans son étendue ce domaine immense, que suffit pourtant à définir un seul mot : l'appropriation (par les êtres humains, de la vie en général, de leur propre vie en particulier).

Dans la vie quotidienne, secteur privilégié de la pratique, les besoins deviennent des désirs. Ils y prennent forme, et de biologiques (c'est-à-dire animaux et vitaux) se changent en humains. Cette métamorphose s'opère à travers de dures épreuves, celles du contrôle de soi et du retard parfois illimité des satisfactions les plus légitimes, celles du choix et des options inévitables entre les objets possibles du désir. Le besoin passe à travers les filtres du langage, des interdictions et des permissions extérieures, des inhibitions et des excitations, du labeur et du gain. Besoins, ils figurent dans le lot général des humains : besoin sexuel, besoin alimentaire, besoin d'habitation et de vêtement, besoin de jeu et d'activité, etc. Désirs, ils s'individualisent pour chacun en fonction de son groupe. Socialisation et humanisation du besoin vont avec l'individualisation du désir, mais non sans conflits, non sans dégâts, parfois irréparables. Chaque homme et chaque femme ressemblent à un arbre, branches tordues, mortes, brisées, et d'autres branches obstinément pleines de sève.

Richesse de la quotidienneté : c'est en elle que s'ébauchent les créations les plus authentiques, les styles et les façons de vivre qui rejoignent les gestes et mots courants avec la culture. En elle s'opère le renouvellement incessant des hommes : la naissance et la formation des enfants, la poussée des générations. Un art, une image, un mythe qui n'entreraient pas dans la quotidienneté (« dans le vécu ») restent abstraits ou meurent. Inversement, les désirs les plus profonds et les aspi-



rations les plus légitimes y prennent racine et y demeurent.

Misère et pauvreté : la vie quotidienne, c'est aussi la répétition des mêmes gestes, se lever le matin, préparer le café, sortir, suivre les rues, les mêmes chaque matin, et traverser les places, les mêmes, prendre le métro, se perdre dans la foule, lire le journal, entrer par la même porte dans le même atelier ou le même bureau. Inutile de poursuivre (1). Les femmes portent plus que les hommes le poids de la quotidienneté : elles cherchent plus ardemment à émerger de cette grisaille ; elles suivent aisément les ambiguïtés de demi-rêveries : moitié pratique, moitié fiction, ce que leur apporte la presse dite féminine ou presse du cœur.

Misère. Dans la vie quotidienne, le jeune homme qui s'accomplit, qui réussit ou échoue, perd sa jeunesse, mûrit et vieillit ; il ne réalise qu'une part des possibilités de l'homme jeune ; dès son enfance, il a devant lui l'image de l'homme qui n'est qu'un des possibles, ayant perdu les autres : son père.

Dans la quotidienneté, nous affrontons au cœur de notre vie ce que les moyens énormes de la technique moderne ne parviennent pas à maîtriser, et peut-être ne maîtrisent qu'en le détruisant : spontanéité, rythmes physiologiques, questions de santé et de vitalité, voire passions et résurgences d'espairs illimités. Le quotidien se découvre ainsi comme domaine de la chance et de la malchance, du hasard et du destin et de leurs combinaisons surprenantes. Le romanesque et l'extraordinaire s'y mêlent avec la trivialité. C'est l'extraordinaire de l'ordinaire. Encore faut-il noter que depuis peu les techniques modernes (les « arts ménagers ») s'appliquent au quotidien et y reculent les limites du secteur dominé par l'homme. Mille instruments, outils traditionnels améliorés ou « gadgets », ont modifié la quotidienneté. Elles ne lui ont pas ôté le caractère

---

1. Un romancier a eu l'idée originale de donner pour fond à ses récits d'aventures la morne douceur de la quotidienneté. Il a eu l'idée peut-être géniale de supposer que le « monde » mouvementé et dramatique du crime vaut moins que cette tiédeur monotone des jours. Il a donc, en admirable connaisseur de la quotidienneté, renversé les perspectives romanesques admises. Son succès, parfaitement mérité, n'en implique pas moins l'embourgeoisement et la mise au pas du roman policier. Chaque lecteur a reconnu Simenon.

répétitif. L'aspirateur accélère le travail du ménage ; la femme qui « fait son ménage » n'en répète pas moins chaque jour les gestes familiers ; il lui reste davantage de temps. Pour quoi faire ? Parfois pour lire des niaiseries, ou pour s'ennuyer. Les techniques envahissent la quotidienneté et la changent sans la métamorphoser.

Pas de connaissance de la vie quotidienne sans analyse critique. En elle se mélangent privations, frustrations, avec les jouissances des biens, les besoins devenus désirs et capacités constantes de plaisir ou de joie. En la quotidienneté se mêlent les accomplissements et ce que certains philosophes appellent les « aliénations » de l'être humain. Elle confronte les possibles et les impossibles, la joie y affronte la douleur et l'ennui. En ce sens, elle contient le critère de l'humain. Ni les activités exceptionnelles, art, science, politique, ni les destins des individus exceptionnels, ni les instants sublimes, ne permettent cette mesure de l'accomplissement de l'homme.

Où se surprend la quotidienneté ? A cette question, nous répondrons encore de façon apparemment ambiguë : « Elle se surprend partout et nulle part ». Elle ne consiste ni en la vie de travail, dans l'entreprise ou le bureau — ni dans la vie familiale avec son environnement et ses relations — ni dans les distractions, les loisirs et leurs activités multiples. Et cependant elle est tout cela, la vie de l'être humain qui va de l'un à l'autre, qui se réalise et se perd aussi bien dans le travail que dans la famille et le loisir. N'est-ce pas le même homme ou la même femme qui travaille, se marie, élève ses enfants, va au cinéma, part en vacances ? Et cependant ce n'est pas exactement le même ; la « personne », comme on dit, se diversifie, en gardant une certaine unité.

Si l'on exige une définition précise du quotidien, définissons-le d'abord négativement. Otons les activités distinctes et spécialisées : techniques, travail parcellaire, culture, éthique et valeurs admises. Que reste-t-il ? Rien, diront les uns, les positivistes, les scientifiques. Tout, à savoir l'être profond, l'essence, l'existence, diront certains philosophes et métaphysiciens. Nous dirons, nous : « Quelque chose : la substance de l'homme, la matière humaine, ce qui lui permet de vivre, résidu et totalité à la fois, ses désirs, ses capacités, ses possibilités, ses rapports essentiels avec les biens et les autres humains, ses rythmes à travers lesquels il peut passer d'une activité

distincte à une autre, son temps et son espace ou ses espaces, ses conflits... ».

Il va de soi que la science sociale ne peut se contenter d'une définition négative. Notons cependant qu'un mouvement conflictuel, tel que celui qui transforme en désir le besoin, contient une sorte d'évidence qui lui est propre. Il éclaire en même temps qu'il appelle une élucidation, à condition qu'on le saisisse par analyse et qu'ensuite on l'expose dans sa totalité en le pénétrant (2).

Pour aller un peu plus loin, nous indiquerons rapidement les déterminations scientifiques de la quotidienneté.

Des signes et des signaux peuplent l'espace et le temps. Les signaux sont simples, précis, réduits au minimum (le vert et le rouge, le trait long et le trait bref, etc.), donc souvent à des systèmes binaires. Ils commandent, ils conditionnent des comportements. Les signes sont plus vagues et plus complexes ; ils forment des systèmes ouverts. Un mot est un signe, mais aussi une porte, une fenêtre, une cravate, une robe, un chapeau, un geste tel que serrer la main de quelqu'un en lui disant « bonjour ». La porte signifie une entrée, un couloir interdit à certains et ouvert à d'autres, les habitants de la maison et leurs relations.

Mon appartement se peuple d'objets qui ont un usage et en même temps sont des signes, rangés dans un certain ordre qu'étudie la « logistique » de la quotidienneté. Les plats et casseroles, dans la cuisine, signifient mes goûts alimentaires. La rue aussi est bondée de signes ; la robe de cette dame signifie qu'elle va se promener et cette autre robe signifie que cette dame va au travail. Dans la vie quotidienne nous savons (plus ou moins bien) traduire en langage courant ces systèmes enchevêtrés de signes. Si nous ne savons pas les traduire, nous ignorons quelque chose ; on nous trouvera bizarre, ou étranger, ou béotien.

---

2. Considérons par exemple le « besoin » de fumer. Il n'a aucun rapport avec un besoin physiologique, si ce n'est le besoin très général de stimulants et d'excitants qui maintiennent l'organisme en état de « vigilance ». Très probablement l'usage du tabac provoque des désordres organiques. On peut donc le dire « factice » ou « anti-naturel ». Pourtant il devient un désir intense et constant qui reprend les caractères du besoin vital, malgré les avertissements, les dangers, la dépense.

Mais ce n'est pas tout. Considérons maintenant les monuments (Notre-Dame, l'Arc de Triomphe, le Louvre...), ou simplement un visage, connu ou inconnu. Nous ne pouvons les comparer ni aux systèmes de signaux tels que ceux qui règlent la circulation, ni même aux systèmes de signes, énigmatiques mais rigoureux, tels que ceux dont se servent les mathématiciens. Ils ne disent pas tout ce qu'ils ont à nous dire ; ils le disent lentement, et n'ont jamais fini. Pour cette raison, nous les comparons à des symboles, riches d'un sens inépuisable. Nous les jugerons expressifs autant que significatifs. Ainsi Notre-Dame symbolise aussi bien la continuité de Paris que la grandeur d'une époque passée et la foi de ses constructeurs ; elle résume une conception du monde en même temps que des siècles d'histoire. Visages, monuments, symboles introduisent une profondeur dans la quotidienneté : présence du passé, actes et drames individuels ou collectifs, possibilités mal déterminées et d'autant plus saisissantes, beauté et grandeur. Dans le spectacle du quotidien et dans la participation des individus à la vie, ce sont des noyaux, des centres, des points de pénétration en quelque chose de plus profond que la banalité répétitive, et qui pourtant ne s'en sépare point. Paris, ce sont des rues, des gens, des signes et signaux innombrables, et aussi des symboles sans lesquels la présence de la ville, de son peuple et de son histoire, ferait défaut. La banalité des signaux, la trivalité des signes connus et répétés, régneraient sans les symboles sur l'espace et le temps privés d'inconnu et de sens. On peut en dire autant de Marseille ou de Lille, d'un village, d'un paysage.

Et maintenant nous pouvons donner quelques définitions scientifiques :

1. Dans la quotidienneté s'enchevêtrent des systèmes de signes et de signaux, auxquels s'ajoutent des symboles qui ne forment pas de systèmes. Ils se traduisent tous dans un système à la fois partiel et privilégié : le langage. La connaissance critique de la vie quotidienne se définit comme une partie importante d'une science que nous appellerons : sémantique générale.

2. Nous appellerons champ sémantique total l'ensemble le plus large de significations que le langage (qui n'en est qu'une partie) s'efforce d'explorer et qu'il cherche à égaler. La connaissance de la quotidienneté se situe donc dans ce

champ. Sur lui s'ouvrent les secteurs partiels qui s'en distinguent (par exemple, M. X... juge son métier ennuyeux, ou décevant, ou passionnant ; par cette appréciation, motivée ou non, cohérente ou non, il entre dans le champ global. Le ménage de M. et Mme Y... est bon ou mauvais, c'est une réussite ou un échec, ce qui lui confère un sens, etc.).

3. Contrairement à ce que pensent certains « sémanticiens », la signification n'épuise pas le champ sémantique ; elle ne suffit pas et ne se suffit pas. Nous n'avons pas le droit d'oublier l'expressif au profit du significatif. Pas d'expression, certes, sans signes et significations qui s'efforcent de la dire, donc de l'épuiser ; mais pas de signification sans expressif qu'elle traduit en le fixant, en le banalisant. Entre les deux termes, il y a une unité et un conflit (une dialectique). Le sens résulte de ce rapport mouvant entre l'expression et la signification. Contrairement aux signaux, les symboles sont obscurs et inépuisables ; les signes se meuvent entre la clarté des signaux et l'obscurité fascinante des symboles, tantôt plus proches de la vide clarté, tantôt plus proches de la profondeur incertaine.

Le champ sémantique total unit (en proportions variables selon les lieux et les moments) la profondeur symbolique et la clarté des signaux. Les signes (et d'abord le langage) permettent de dire le sens.

4. En termes encore plus précis, les signaux qui commandent impérativement et n'apprennent rien, qui se répètent identiques à eux-mêmes, constituent socialement une redondance. Les symboles apportent toujours des surprises, des nouveautés, de l'imprévu jusque dans leur réapparition ; ils surprennent ; ils ont un caractère esthétique. Trop nombreux, trop riches, ils accablent et deviennent inintelligibles. Les signes, entre les deux, ont un rôle informatif.

5. Ainsi se définit pour nous le texte social. Il résulte de la combinaison, en proportions infiniment variées, des aspects et des éléments ci-dessus mentionnés. Surchargé de symboles, il cesse d'être lisible parce que trop riche. Réduit à des signaux, il tombe dans la banalité ; trop clair, il devient ennuyeux (redondant) ; il se répète. Un bon texte social est lisible et informatif ; il surprend, mais pas trop ; il apprend sans accabler. Il se comprend aisément, sans excès de trivialité.

La richesse du texte social se mesure ainsi à sa variation

accessible : à la richesse des possibilités qu'il offre aux individus (qui le déchiffrent et qui en font partie). Ces possibilités exigent des options, aussi nombreuses que les ouvertures du possible ; car le possible et l'impossible vont ensemble ; il faut choisir, et le possible non-choisi devient impossible. Ainsi la grande ville offre des choix plus nombreux que la petite ville ou le village ; c'est ce qu'on appelle ses « séductions », ses « tentations », ses « appels », qu'il s'agisse de biens à convoiter, de métiers à apprendre, d'amis à fréquenter, d'amours à conquérir. Le choix et l'embarras du choix accompagnent la multiplicité des possibles qui se lisent dans le texte social. D'où une inquiétude inhérente à la quotidienneté la plus riche, inquiétude elle-même proportionnée aux sollicitations multipliées, et aux exigences de la décision qui engage, réalise un possible, interdit de revenir en arrière.

Et maintenant, comment employer, pour la description, l'analyse et l'exposé de la vie concrète, ces notions théoriques ?

Nous admettrons ici, sans autre examen, une proposition que nous pourrions longuement commenter et justifier, ce qui déborderait (comme il arrive souvent) les limites que nous nous fixons. La voici : « Dans la société que nous observons et dont nous faisons partie, les intermédiaires ont des privilèges, parfois exorbitants, au détriment de ce qui a plus de réalité. » Cet énoncé, disions-nous, pourrait longuement se commenter. Pourtant sa vérité ne relève-t-elle pas de l'expérience pratique la plus simple, et presque du bon sens quotidien ? Elle veut dire ici qu'autour de nous, les lieux de passage et de rencontre, la rue, le café, les gares, les stades, ont plus d'importance et d'intérêt dans la quotidienneté que ce qu'ils relient. Situation paradoxale, que la familiarité nous fait admettre. Il n'en fut pas toujours ainsi. Jadis la maison ou l'atelier avait autant de réalité que la rue. Les moyens de communication étaient subordonnés aux hommes, et les intermédiaires.

Commençons par le langage.

Sa misère et sa richesse, son lien avec la quotidienneté, nous les comprendrons par analogie avec le texte social. Nous procédons ainsi en sens inverse de la plupart des « sémanticiens », qui comprennent à travers le langage ce qui le déborde et dont il n'est que partie. Ces théoriciens ne paraissent pas toujours se rendre compte qu'ils « traduisent » à leur

manière une crise, voire une maladie grave du langage. Ils le fétichisent ; ils élaborent une philosophie du discours et du langage ; mais n'est-ce pas parce que le langage — courant ou spécialisé — a déjà révélé ses insuffisances ? Ne serait-ce pas parce que déjà l'homme moderne doute du langage ? Le fétichisme du moyen de communication ne dévoile-t-il pas l'absence de communications, l'incertitude devant la communication, dont on ne sait plus bien comment elle s'opère, ni par quoi, ni à quel niveau ?

Pauvreté, misère. Le langage sert aux trivialités, il sert la banalité. On parle de la pluie et du beau temps, des voisins et des amis, des enfants et de la vie chère, des coucherries et des intrigues d'arrivistes, de la hiérarchie et des traitements. Les mêmes mots se répètent, dans l'échange inutile. Toutefois, cet échange est significatif. Il témoigne à la fois des préoccupations les plus générales, et d'un certain besoin — timide, maladroit, trop pudique ou trop grossier — de communiquer. Nous sommes ici en pleine « redondance » du texte social. Le discours banal y sévit, à son aise.

Dans la trivialité, parfois une impulsion imprévue oriente l'entretien. On se raconte sa vie. On se confie (pas trop, sauf les niais, qui donnent des verges pour qu'on les batte ; un peu cependant, pour créer un lien, pour attirer d'autres confidences ; quelquefois trop, en bluffant, comme au poker...). L'entretien s'anime et devient jeu sérieux ; il y a un partenaire et un autre, un défi, un mélange de défiance et de confiance, un enjeu vague ou précis. Alors les mots, cessant de se réduire à des signaux, deviennent des signes et prennent vraiment un sens. Ils laissent entrevoir le roman de chaque vie. Des locutions pointent, connues, mais qui se chargent de sens : métaphores, images. Des mots-clefs, à caractère symbolique, apparaissent : amour et haine, le père et la mère, l'enfance et la vieillesse, le « chez soi » et le dehors, la famille et les relations. Puis se montrent les grands mots, les grands thèmes, les figures et valeurs, d'habitude sous-entendus, qui jouent dans le discours le rôle des monuments dans la ville : proverbes riches de références, noms propres qui apportent des informations surprenantes, dramatisations, figures de rhétorique, principes, folklore familial et social venant parfois du fond des âges. Alors, l'entretien, surchargé, pénible, s'arrête. Il devient un dialogue de sourds, comme dans

l'extrême trivialité, mais en sens contraire, parce que trop riche et quittant les zones moyennes de la communication.

L'étude du langage dans la vie quotidienne ne se borne pas à ce rapport « expression-signification » d'où surgit le sens. Il y a aussi ce que le langage ne dit pas, ce qu'il évite de dire, ce qu'il ne peut pas et ne doit pas dire. D'un côté, le discours est plein de lacunes et de trous ; de l'autre, il a une dure réalité, une « structure » solide. Les mots et leurs chaînes, « reflets » des actes et des objets, sont aussi à leur manière des choses. Le langage agit comme un filtre, ou comme un filet, ou comme une cage. Il capte les désirs et leur impose la forme convenue, alors que les symboles stimulent obscurément les désirs (non sans produire une « cristallisation » souvent inquiétante par sa fixation). Quand les besoins et désirs ne trouvent pas de mots pour rendre conscience de soi et tenter leur réalisation en se communiquant, ils dépérissent. Ou ils se révoltent.

Conséquence : de la vie quotidienne naissent des mots nouveaux, des tournures (souvent marginales par rapport au langage officiel : argot, locutions familières). Les désirs repoussés fraient ainsi leur voie à travers une expression indirecte. Ils cherchent à exister socialement. A partir de la vie quotidienne changent les langues et le langage.

Occupons-nous de la rue. Nous parlerons de la rue d'une grande ville, donc d'une rue passagère, active, complètement urbanisée, sans rapports avec la campagne et la nature, si ce n'est le surprenant rappel qu'en apportent des arbres, ou quelques fleurs, ou le ciel et les nuages courant sur la cité. Intermédiaire très privilégié entre les secteurs du quotidien — les lieux de travail, la demeure, les endroits de distractions — la rue représente la vie quotidienne, dans notre société. Elle en est la figuration presque complète, le « digest », et cela bien qu'extérieure aux existences individuelles et sociales, ou parce qu'extérieure. Elle n'est rien que le lieu de passage, d'interférences, de circulation et de communication. Donc elle est tout, ou presque : le microcosme de la modernité. Apparence mouvante, elle offre publiquement ce qui est ailleurs caché. Elle le réalise sur la scène d'un théâtre presque spontané.

La rue se répète, et elle change, comme la quotidienneté : elle se réitère dans le changement incessant des gens, des



aspects, des objets et des heures. La rue offre un spectacle et n'est que spectacle ; celui qui se dépêche, pressé d'aller au travail ou à son rendez-vous, ne voit pas ce spectacle ; il y figure. Or la « modernité » n'est-elle pas essentiellement spectacle et spectaculaire, aussi bien dans la rue qu'à la télévision, au cinéma, à la radio, dans les cérémonies et manifestations variées ? Le spectacle de la rue, changeant et identique, n'offre que des surprises limitées, sauf accident (c'est-à-dire sauf le cas d'accident, qui provoque aussitôt un émoi considérable et multiplie l'intérêt). Le sensationnel, rarement, rompt de la rue la monotonie diverse. Elle met sous nos yeux un bon « texte social ». Toutes sortes de gens s'y mélangent. Les différences sensibles ou ostentatoires entre les classes et les couches sociales ont disparu, différences qui accroîtraient le pittoresque mais rendraient vite insupportablement bariolée la foule circulant sur les Champs-Élysées ou les grands boulevards. Couches et classes sociales continuent à se révéler par de multiples signes imperceptibles aux regards mal avertis. Le spectacle de la rue forme le regard et stimule l'esprit d'observation. Combien de femmes savent classer une femme, d'un coup d'œil, en appréciant ses chaussures, ses bas, sa coiffure, ses mains et sa démarche, sa robe ou son manteau ? Beaucoup, et certainement plus que d'hommes et mieux que les hommes. Elles savent aussi classer les hommes en catégories convenables : beau ou laid, sympathique ou antipathique, riche ou pas, intelligent ou pas, fin ou vulgaire... En bref, dans la rue, de nombreux instants d'intérêt percent l'indifférence du spectacle permanent, dans lequel chacun devient spectateur.

Dans la rue, je participe. Je suis aussi spectacle, pour les autres. Bon gré mal gré, je figure dans le texte social, petit signe familier mais peut-être irritant légèrement parce qu'énigmatique : parce qu'expressif. J'y figure avec bonne ou mauvaise conscience, passivement ou agressivement, selon mon humeur, mon but, ma situation, satisfait si je flâne, si j'ai un peu de temps devant moi, si je suis bien habillé (et si des passants ou passantes ont l'air de le remarquer), s'il fait beau. Je vais, content ou mécontent, ennuyé ou amusé, préoccupé ou distrait, et ma situation se révèle plus clairement, pour moi-même, dès que je sors du bureau, de l'usine ou de chez moi. Je redeviens disponible, ou bien je vais au

travail, ou je me hâte parce qu'on m'attend. Mille petits psychodrames et sociodrames se déroulent dans la rue, et d'abord les miens.

Désert surpeuplé, la rue fascine et pourtant ne prend jamais assez pour décevoir. Elle résume les possibilités : spectacle du possible, possibilités réduites à un spectacle, femmes belles ou charmantes que le flâneur ne connaîtra jamais, femmes laides ou visiblement stupides, hommes disgracieux ou séduisants, groupes étranges parce qu'étrangers, occupations ou préoccupations dont ils portent les traces. L'humain le plus lointain s'approche ici jusqu'à frôler chacun de nous, dans une diversité presque inépuisable et qui n'engage à rien (sauf le cas limite : défilé, bagarre, manifestation politique). Trop peuplée, la rue devient le lieu de la foule, et chacun s'y perd ou l'évite. Abandonnée, vide, la rue devient saisissante par ce vide.

Elle offre aussi le spectacle de tous les biens de la terre, offerts aux regards et aux convoitises, objets des désirs, les excitant jusqu'à la frénésie, excitants parce qu'inaccessibles, inaccessibles pour attiser les désirs. Derrière les vitrines, les objets vivent de leur vie souveraine. Ils y atteignent la plénitude de leur existence, en tant que marchandises et valeurs d'échange ; dans leur trajet entre la production et la consommation, ils règnent sur la rue, intermédiaire entre les hommes. Ils s'y fétichisent complètement, et ce fétichisme se métamorphose en une sorte de splendeur, qui rapproche certaines rues (la rue Saint-Honoré, par exemple) des musées et les grands magasins des cathédrales. Là s'accomplit le circuit qui change la marchandise en objet désirable et désiré : en bien. Par les objets et leur beauté et leur offrande et leur refus, la rue devient le lieu du rêve le plus proche de l'imaginaire, et aussi le lieu de la plus dure réalité, celle de l'argent et de la frustration. Les hommes, et surtout les femmes, y courtisent les choses : les choses-reines, les choses-fées qui changent en choses-fantômes, derrière les vitrines, leurs adorateurs. A travers les objets et les jouissances possibles et impossibles, l'argent se proclame empereur, au-dessus de ces royautés.

Revanche des êtres humains : en rêve ou en pensée, ils pourchassent les objets, ils les jugent. Ils choisissent, imaginativement ou en acte. Le nombre des choix possibles mesure

l'intérêt du spectacle (n'oublions pas de rappeler, sans insister, que cette mesure — ô ironie — peut prendre une forme mathématique et qu'elle a des lois, celles de l'information en général).

Espace et temps marqués du sceau de la richesse, de la convoitise, donc de la pauvreté et de la privation, la rue, le shopping, le lèche-vitrines, dramatisent les vies individuelles sans trop les bouleverser. La rue recèle l'inconnu, dans les boutiques comme au fond des couloirs, ou bien aux carrefours. Cet inconnu n'apporte qu'un minimum de risques. Il se réduit presque (pas complètement) au connu. Il défamiliarise sans trop déconcerter. L'aventure vous attend au coin de la rue, inoffensive sauf exception qui, en confirmant la règle, change son sens : elle ouvre le possible le plus inquiétant. Il n'en fut pas toujours ainsi. La rue médiévale contenait des dangers et des tentations brutales ; elle arrachait bourgeois, artisans, compagnons, à la tranquillité des maisons et de la vie patriarcale. Dieu et le diable se la disputaient et s'y disputaient. Puante, en proie aux ribaudes et aux truands, elle étalait sa truculence dans la sordidité. Restif de la Bretonne nous a laissé le tableau des rues de Paris, à l'apogée et à la fin de ce pittoresque aujourd'hui lointain, dont nous retrouvons l'écho à Naples ou dans les villes de l'Orient demeuré asiatique.

La rue du village, elle, reste immergée dans la nature. Passage pour les gens et les bêtes qui vont de la maison et de l'étable vers les champs, elle se soumet aux rythmes du monde, qui dominent la vie sociale et se soumettent encore les hommes : heures et jours, semaines et mois, saisons y font la loi. Et aussi les saisons de la vie, jeunesse, épousailles, vieillesse, enterrements, dominées par le maître du temps plus encore que de l'espace : le temple ou l'église, sa cloche, son clocher.

Le café. Laissons ici de côté l'histoire du café et des cafés, en nous contentant d'indiquer son intérêt tant pour expliquer certaines formes de sociabilité dans la vie quotidienne que pour comprendre la formation de certains groupes sociaux. Dans l'apparition de « l'intelligentsia » comme groupe, ou de « la jeunesse », aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les cafés eurent un rôle considérable. Il suffit de lire Diderot ou Balzac pour le comprendre. Cette importance du café serait-

elle particulière à la France ? Il semble qu'en d'autres pays (Vienne et l'Autriche, entre autres) on en rencontre l'analogue ; mais en France, la spontanéité sociale, chassée de la vie publique par la bureaucratie d'Etat et de la vie privée par le moralisme traditionnel, n'aurait-elle pas trouvé ce refuge ?

Le café, lieu des rencontres poussées jusqu'à la promiscuité, lieu de la fantaisie greffée sur la répétition quotidienne, est aussi l'endroit du jeu et du discours pour le discours. Il porte la marque de sa destination : décors dérisoirement somptueux, jeux de miroirs multipliant des présences quelque peu illusoire, coins et recoins ménageant des entretiens pour des intrigues fugaces, labyrinthes imitant pâlement celui de la vie et de la conscience. L'insolite (suivant le terme à la mode en 1960) y devient banal, et le banal insolite. Les anciens cafés n'ont-ils pas plus d'attraits que les récents ? La modernité, le néon, la crudité des lumières, les techniques et les appareils perfectionnés n'ont pas accru le charme de ces lieux ; brutalement éclairés, fonctionnels, ayant perdu les coins d'ombre et les banquettes de velours usagé, sièges des jeunes amours et des amours coupables, le café moderne ne symbolise plus ; il signifie, quoi ? l'errance, le trouble, l'incertitude, le malaise de la modernité sous les yeux assurés des machines et des hommes-robots.

Les cafés spécialisés pour intellectuels, pour artistes, pour les joueurs de billard, d'échecs ou de cartes, n'égarèrent pas leur attirance, accessible à tous. Ils allaient du « petit café », réservé aux habitués d'un quartier, au « grand café », réunissant des foules. Ils vont encore de l'un à l'autre de ces pôles d'attraction. Les éléments stables, décor, garçons, caissières, clients, mettent en valeur les passagers ; ils reçoivent d'eux une tonalité qui les transpose, de sorte que le stable échappe (jusqu'à un certain point) à l'ennui, et l'insolite au malaise.

« Les femmes ». On peut discuter sans fin le sens exact de cette dénomination et sa validité. Certains lui dénieront tout sens ; d'après eux, « les femmes » ne constituent pas un groupe social ; elles appartiennent à des groupes, à des classes ; elles s'intègrent à la société ; les différences sexuelles relèvent de la biologie plus que de la connaissance du réel humain ; ces deux mots, « les femmes », recèleraient une intention péjo-

rative et fausse dès le principe, en les mettant hors de la société, en traduisant un préjugé des « hommes ». D'autres estiment au contraire que les différences physiologiques ne peuvent pas ne pas retentir sur la vie sociale ; les caractères du sexe féminin et ses fonctions spécifiques (à commencer par la maternité, fonction sociale et physiologique à la fois) se répercutent dans la totalité de l'humain. Les femmes, selon cette tendance, auraient des préoccupations communes, qui les constituent en groupe informel et cependant réel. A travers les différences sociales, naturelles ou conventionnelles, elles se retrouvent ; elles se reconnaissent ; connivences, sous-entendus, voire complicités, les lient entre elles, et surtout contre « les hommes ». Le conflit entre les sexes, antérieur historiquement et sociologiquement aux grandes luttes entre les peuples et les classes, relégué au second rang par ces luttes, n'aurait pas pour cela disparu.

Seule la connaissance critique de la quotidienneté donne un contenu relativement précis à ces termes (insistons sur la relativité : le contenu change avec la société ; il n'est pas le même dans la société capitaliste et dans la société socialiste, inutile de le souligner plus longuement). C'est sur chaque femme isolément et sur l'ensemble des femmes que pèse la quotidienneté, de tout son poids. Elles éprouvent le plus lourd, le plus pesant, le plus morne et le plus répétitif de la vie quotidienne, tant dans le travail ménager et dans les gestes exigés par les enfants que dans les travaux sociaux généralement inférieurs qui leur sont réservés. Dans presque toutes les catégories et classes sociales, la femme supporte cette charge (sauf dans la grande bourgeoisie et l'aristocratie ; encore faudrait-il nuancer cette appréciation). Il en résulte que le travail féminin ne résout pas entièrement les vieux conflits, comme on le croyait dans une période d'évolutionnisme un peu trop optimiste. Ni la culture. Il arrive même que le travail féminin, ou la culture, en un mot l'individualisation de la personnalité féminine, aggravent les situations conflictuelles.

Ne dramatisons pas, ne noircissons pas ce tableau. Accablées par la quotidienneté, les femmes ont toujours connu le renouvellement par la maternité, l'enfant et l'enfance. Aujourd'hui, l'équipement ménager les délivre d'une part de leur fardeau, bien que posant pour elles un des grands problèmes

de la « modernité », celui de l'ennui. Le travail industriel et le travail en général devenant aussi répétitifs que le labeur quotidien du ménage, la différence s'atténue. Bien plus. La diversité de leurs préoccupations épargne aux femmes une partie des conséquences de la division extrême du travail, alors que les hommes les subissent. Entrées dans la production, les femmes régissent la consommation ; elles choisissent, et c'est presque devenu une fonction sociale.

L'analyse de la quotidienneté permet ainsi de comprendre un des grands phénomènes de notre époque : l'ambiguïté de la situation des femmes (de la « condition féminine », comme on dit quelquefois). Nous pouvons facilement remarquer la grande poussée féminine vers un statut amélioré, qui les sortirait de ce mélange ambigu de sujétions et de supériorités dans lequel elles se débattent. Mais quel serait ce statut ? On ne le voit pas bien ; et beaucoup d'hommes jugent que cette poussée inquiétante recèle la possibilité d'un nouveau matriarcat, dont les symptômes s'observeraient dans les sociétés industrielles les plus développées. D'autre part cet effort massif pour sortir de l'ambiguïté prend des formes ambiguës, ce dont témoignent une presse et une littérature qui s'efforcent étrangement d'unir le rêve éveillé au pratique quotidien. A travers cette ambiguïté courent de singuliers mouvements dialectiques (c'est-à-dire des contradictions étonnantes). Les femmes, éléments les plus naturels de la vie quotidienne, ne portent-elles pas en même temps la plus grande facticité : la mode, les manières, l'esthétisme le plus artificiel ? Ne se satisfont-elles pas souvent de ces contradictions ?

De la jeunesse et « des jeunes », nous pourrions en dire autant. Chacun figure dans un groupe, lui-même inséré dans une classe et dans l'ensemble social (avec les tensions et conflits qui opposent le groupe et la classe aux autres groupes et classes au sein de cette société). Et cependant « les jeunes » ont leurs besoins et leurs désirs, leurs problèmes spécifiques, leurs revendications, leurs aspirations. Ils constituent un groupe large, ouvert, sans forme ni structure bien définies, et pourtant réel. Ils figurent à ce titre dans tous les secteurs de la quotidienneté (le travail, la vie familiale, les distractions et loisirs) de même que dans la classe ouvrière, chez les « intellectuels » considérés comme groupe, etc.

Pour terminer ce « digest » de la vie quotidienne, nous donnerons quelques indications sur les réseaux et filières. Ils constituent la trame sur laquelle se tisse la quotidienneté, qu'elle recouvre de broderies et d'ornements éclatants ou ternes, neufs ou démodés. Réseaux et filières relient à distance les petits groupes, en apparence fermés ou attachés à un territoire : familles, villages, quartiers des villes, groupements corporatifs, associations locales.

Réseaux et filières ne coïncident pas avec les grands groupements dont l'étude déborde celle de la quotidienneté : classes, nations, syndicats, partis. Ils en sont pourtant un élément et un aspect ; ils situent les grands groupes dans la quotidienneté, et réciproquement. Le long des réseaux, les nouvelles et les appréciations se transmettent, de bouche à oreille, parfois avec une vitesse étonnante, mais non sans déformations et filtrages. La presse et l'information parlées doublent la presse écrite et les informations officialisées ; mais les réseaux n'excluent pas la voie écrite : on se passe des journaux, des prospectus, des programmes, des tracts, en même temps que des rumeurs, des récits et des racontars, des interprétations. Sociologiquement, les grands partis politiques — par le canal des « appareils », des dirigeants locaux, des militants, des membres et des sympathisants — et aussi les églises (par les prêtres et les fidèles) et les grands groupes structurés (franc-maçonnerie, syndicats, etc.), disposent de réseaux. Certains groupes professionnels également : les voyageurs de commerce, les libraires. Plus certains groupes « informels », comme les amateurs d'art ou de livres d'art. Il y a encore d'autres « réseaux », plus étranges, par exemple les homosexuels. Mais « les jeunes », « les enfants », et même « les femmes » ont normalement des réseaux, parfois aisés, parfois difficiles à dépister, dont les maillons ou nœuds se situent chez tel commerçant, ou chez tel « leader », ou dans tel ou tel lieu moins accessible aux profanes. A l'occasion, de groupe de communication et d'information, un réseau se change en groupe de pression, sans perdre pour cela son lien avec la quotidienneté et sa fonction de liaison entre le quotidien et le non-quotidien.

Les filières diffèrent des réseaux en ce qu'elles véhiculent des gens et pas seulement des « bruits », informations et rumeurs. Par les filières, les jeunes gens trouvent des places,

entrent dans un métier, viennent de la campagne à la ville. Avec leur aide, on découvre l'artisan qui viendra réparer cet objet, le libraire qui détient tel ouvrage, le médecin ou l'avocat qui conviendront. Le long des filières se poursuivent des ascensions sociales ; elles ouvrent la voie du succès ou de l'échec. Au niveau de la quotidienneté, elles supportent les relations formelles et représentent les instances : la bureaucratie, l'organisation économique, l'application des règlements et des lois, les liaisons entre la ville et la campagne, entre Paris et la province, entre le pays et l'étranger. Elles jouent un rôle important dans la « mobilité sociale ». Au niveau du « vécu » quotidien, elles introduisent des perspectives plus larges. Il est rare qu'un individu, si isolé qu'il paraisse, ne soit pas membre d'un réseau ou d'une filière, souvent sans le savoir. La plupart des gens participent à plusieurs de ces groupes « informels ».

Arrêtons ici ce bref inventaire de la quotidienneté. Pour la comprendre, nous avons fait appel à une notion célèbre et obscure, celle d'aliénation.

Est aliénée toute activité vivante et consciente qui se perd, s'égaré, se laisse arracher à soi, et par conséquent se détourne de sa plénitude.

L'étude de la vie quotidienne oblige les philosophes à assouplir et à rendre concrète cette notion. Aliénation et désaliénation s'enchevêtrent, loin de s'exclure. Ce qui délivre et « désaliène » par rapport à une activité déjà aliénée peut se révéler « aliénant », et par conséquent exiger d'autres « désaliénations ». Et ainsi de suite dans un mouvement dialectique, c'est-à-dire fait de contradictions toujours résolues et toujours renaissantes.

Ainsi les loisirs délivrent et « désaliènent » par rapport au travail parcellaire et accablant, mais ils comportent leurs aliénations propres, par exemple la passivité et la non-participation au spectacle (télévision, cinéma) ou la facticité des « sociétés de loisirs », clubs et villages de vacances qui prétendent retrouver la nature. Ainsi les systèmes de signaux qui s'accumulent autour de nous facilitent la pratique quotidienne et l'élargissement ; en même temps ils conditionnent les comportements, ils les soumettent à une discipline exorbitante et changent en robots les humains ; ils « cybernétisent » la quotidienneté, déjà chargée de significations redondantes et



répétées ; s'ils permettent des activités plus variées qu'autrefois, ils privilégient les activités intermédiaires, la circulation, la communication de masses ; ils aliènent la vie et le désir d'échapper à la tyrannie des signaux abstraits n'est sans doute pas pour peu dans l'esthétisme (également abstrait) qui sévit dans le monde moderne. Quant aux symboles plus profonds, ils délivrent de l'abstraction, ils attirent, ils fascinent, ils aliènent.

Dans la quotidienneté familiale, le père représente la vie la plus large, la plus réalisée, la plus insérée dans la pratique sociale. L'enfant l'imité ; il dépasse ainsi l'enfance et s'en délivre. De tous les possibles, le père n'en a réalisé qu'un. En même temps que l'image de la vie, il apporte celle de la mutilation ; avec la désaliénation, il a apporté l'aliénation, et inversement.

(1960)

*Un cas concret : Lacq-Mourenx  
et les problèmes urbains de la nouvelle classe ouvrière*

Les changements économiques, les transformations des techniques de production s'accompagnent d'importants mouvements de population : départs vers les villes ou au contraire hors des villes, concentration et décentralisation, regroupements, nouvelles agglomérations. Ce qui pose le problème pratique et théorique de la *formule optimale*.

Un tel problème suppose que la recherche (sociologique) devienne ou puisse devenir efficiente, pratique, « opérationnelle ». Il tend à actualiser les hypothèses de travail, à les confronter avec les exigences et les possibilités. En même temps, il implique une notion de *valeur*, et tend vers une option, vers un jugement préférentiel qui emporte une décision objective. Ne sortons-nous pas de la connaissance scientifique ?

Vieille discussion, qui a déjà donné lieu à beaucoup de considérants, les uns byzantins, les autres profonds. Au nom d'une philosophie de la science, qui souvent se présente comme non-philosophique (strictement positive), certains esprits protesteront toujours contre les jugements qui décèlent des valeurs dans les faits. Ces scientifiques ont d'ailleurs raison d'affirmer les exigences de la rigueur. Cependant, prise à la lettre, cette rigueur élimine jusqu'aux problèmes et à la problématique. Elle n'accepte que des faits accomplis, ne prend

---

\* Revue Française de Sociologie. 1960, I, pp. 186-201.

conscience des problèmes que résolus et des options que dépassées.

*L'ennui*, pour prendre ici cet exemple, n'est-il pas un phénomène humain constatable, qui comprend en tant que fait « positif » la protestation contre son existence, le refus de ses conditions, donc un élément de négation ? L'insatisfaction est un fait, comme la satisfaction. Pour le moment, n'approfondissons pas ces concepts et leurs liens dialectiques. Acceptons-les dans leur relativité et, si l'on veut s'exprimer ainsi, dans leurs ambiguïtés. Il est facile de constater que la « satisfaction » correspond, dans les phénomènes humains et les sciences de l'homme, à la notion très générale d'équilibre (relatif), notion admise dans toutes les sciences et par les plus prudents ou les plus rigoureux des positivistes ; quand la « satisfaction » prédomine dans un groupe et l'emporte sur « l'insatisfaction », ce groupe tend vers une certaine stabilité. Quant à « l'insatisfaction », collective ou individuelle, elle ne va pas sans conflits dans les rapports sociaux ; elle comporte des déséquilibres multiples. Sauf réduction des phénomènes humains à des éléments numériques, quantitatifs, statiques et statistiques, comment se passer de ces concepts ?

Il s'ensuit une conséquence. La recherche précitée, qui se veut opérationnelle, travaille pourtant sur un *objet virtuel*, s'occupe d'une *possibilité* : l'ensemble satisfaisant (optimal), si toutefois il peut se concevoir, se prévoir, se réaliser. La connaissance évitera autant que possible le verbe « être » et l'indicatif. Elle se mettra de préférence au conditionnel.

Les grandes villes modernes ont mauvaise presse. On ne les mentionne guère sans leur accoler une épithète péjorative ou infamante : villes monstrueuses, tentaculaires, cités-molochs, etc. Sur ce point, beaucoup de sociologues et d'urbanistes s'accordent avec les techniciens de la circulation, avec ceux qui étudient les fumées ou la composition de l'air dans ces villes. Nous les désignerons, plus prudemment, tantôt sous le nom de « villes historiques », tantôt sous celui de « villes spontanées », en réservant le sens de ces appellations et les rapports impliqués. Il conviendrait de ne pas oublier que ces grandes villes ont une puissante individualité collective, une originalité historique (Paris !). Elles recèlent pour les individus et les groupes partiels le maximum d'informations, de possibilités (pratiques ou « spirituelles » et culturelles), d'im-

prévu et de surprises. Le fonctionnalisme des cités nouvelles n'éluquera pas la confrontation avec l'ampleur et la vie puissantes des villes spontanées.

Sur les cités composées de maisons individuelles et les banlieues de pavillons sur lotissements, des équipes d'enquêteurs ont dressé de véritables actes d'accusation. L'idéologie paternaliste n'atomise pas les sociétés en individus, à la manière de l'individualisme ; elle la représente comme une somme d'entités : une collection de familles. Cette idéologie se révèle d'autant plus nocive et destructrice de la vie sociale que les gens ainsi amassés ont moins de traditions collectives, urbaines ou non. Dans les corons du Nord, une vie sociale intense a sa source dans les conditions du travail minier ; elle se maintient hors de la mine, dans la vie quotidienne et jusque dans les loisirs. Cette activité sociale s'estompe ou disparaît lorsque des ouvriers, travaillant dans des industries plus récentes, sans traditions, sont rassemblés en cités-dortoirs ou cités-ghettos (ou « clapiers », suivant l'énergique expression des sociologues qui ont étudié le Péage-de-Roussillon (1), les cités de la Moselle, etc.). De telles cités manquent d'équipements collectifs et même d'équipements individuels (chauffage, etc.). Ces équipements reviennent trop cher. Le seul souci d'une extension des marchés pour les biens de consommation durable suffirait à les condamner.

#### *Quelques solutions proposées*

Pour les nouveaux ensembles, en construction ou à construire, quelles solutions se proposent ?

**PREMIÈRE SOLUTION :** *l'unité de voisinage*, adjointe à une unité spontanée (village, bourg, ville) déjà existante.

**Objections.** — Cette proposition soulève aussitôt un certain nombre d'objections « *a priori* », liées à la problématique générale, avant même l'examen des faits. A juste titre, on se soucie d'incarner dans le temps et l'espace (historiques) la collectivité nouvelle, de transférer sur elle et en elle la sociabilité spontanée déjà en acte. Est-on donc sûr que la sociabilité spontanée se conserve, se retrouve, s'investisse dans

---

1. CAILLOT Robert : *L'usine, la terre et la cité*. Paris, Editions Ouvrières. 1958.

l'agglomération nouvelle ? Il n'est pas certain que des relations de voisinage (de bonnes et satisfaisantes relations) s'établissent entre voisins rapprochés, par le hasard, membres accidentels d'une unité d'habitation, sans arrière-plan historique intervenant dans les « vécus ». L'unité créée devient l'appendice artificiel et mécanique d'une collectivité organique (termes empruntés à Durkheim), qu'elle risque de perturber et de dissocier autant que d'en recevoir une influence favorable, à moins que les deux collectivités ne restent purement et simplement étrangères l'une à l'autre. D'ici peu, on saura clairement par le cas de Bagnols près Marcoule (2) ce qui se passe dans une telle situation. L'unité nouvelle peut littéralement capter et condenser ce qu'il y a de plus déficient dans l'unité ancienne. Elle redevient alors une sorte de ghetto. De plus, l'équipement qui conviendrait à un ensemble plus vaste ne peut se réaliser pour une unité restreinte. Ou bien les frais sont énormes, ou bien l'équipement collectif est impensable. Enfin, dans ce cadre, on retombe sur le problème du logement et de l'immeuble, déjà envisagé, élaboré, partiellement résolu (notamment par Le Corbusier, dont les projets restent ce qu'il y a de plus vivant et stimulant dans ce domaine).

**DEUXIÈME SOLUTION : la cité communautaire.** Un certain nombre de chercheurs, sociologues ou urbanistes, s'orientent vers la collectivité « à l'échelle humaine ». Ils partent, semble-t-il, d'une critique très poussée des grandes villes, d'une étude des quartiers et des relations de voisinage. Dans un groupement d'individus et de familles qui ne serait ni trop étroit ni trop ample, les membres pourraient se connaître et s'apprécier ; le caractère immédiat, simple, direct, des rapports garantirait le caractère éthique (la valeur morale) de ces rapports. La spontanéité se restituerait à un niveau plus élevé. De mécanique, le groupe redeviendrait organique. Ainsi naîtrait une véritable communauté humaine. Le chiffre optimal des membres du groupement se situerait aux environs de cinq mille.

**Objections.** — Si honorables que soient les préoccupations des chercheurs considérés, si estimables et sérieux que soient leurs travaux, cette solution appelle beaucoup de réserves. Plus qu'aucune autre elle recèle des postulats inexpri-

2. Une étude a été menée sur ce sujet par I. Chiva.

més. Sans avoir d'autre but que d'éclaircir le problème par une discussion d'un caractère « hautement scientifique », qu'il soit permis de formuler ces objections et d'expliquer les postulats. Une agglomération où chacun et tous se connaissent ne présenterait-elle pas autant d'inconvénients que d'avantages humains ? Une telle agglomération, c'est un village, un bourg, au mieux un chef-lieu de canton. Va-t-on « cantonnaliser » les constructions nouvelles, alors que la mondialité s'inscrit à l'ordre du siècle, avec ses incertitudes et ses ouvertures ? Dans les bourgades et petites villes se respire un air souvent vicié, qui risquerait aussi de se retrouver dans la cité communautaire. Une communauté close ne retombera-t-elle pas inévitablement au rang de cercle fermé — de cercle vicieux — dont précisément on aspire à sortir ? S'agit-il d'autre chose que d'une utopie abstraite ? Cette communauté aurait-elle une véritable vie sociale ? Comment atteindrait-elle le niveau de la vie culturelle qui suppose au moins un théâtre, un orchestre, des écoles supérieures, une université, une grande bibliothèque ? S'orienterait-on en toute bonne volonté vers un fétichisme de la vie communautaire, accompagné d'une sorte d'ascétisme culturel ? Ne craint-on pas la formation d'un ordre moral particulièrement accablant, et d'autant plus qu'il serait librement consenti au nom des normes de la vie collective ?

Il semble que certains esprits pourtant bien informés se meuvent sur deux plans qu'ils ne distinguent que pour mieux les confondre : celui de la constatation précise des faits matériels et donnés, celui de la construction idéale. Certains paraissent même transposer en modèle sociologique général une forme existante, la communauté religieuse (la paroisse). Ils répondraient peut-être que cette communauté n'a rien de fermé, qu'elle s'ouvre au contraire vers le « transcendant ». A cet acte de foi le sociologue répondrait que l'on quitte ainsi le terrain de la connaissance.

**TROISIÈME SOLUTION : la ville fonctionnelle.** Cette solution pourrait se nommer : technique ou même technocratique. Elle se prétendrait facilement seule scientifique. Incontestablement, elle a le mérite de ne pas reculer devant la considération des Grands Ensembles.

Dans cette voie, les spécialistes étudieraient soigneusement (et d'abord dans les villes existantes) toutes les *fonc-*

tions assumées et assurées par la collectivité urbaine. Procédant analytiquement, ils distingueraient ces fonctions en déterminant leurs liens, leurs structures. Ensuite, procédant théoriquement à une synthèse achevée, et pratiquement à une « projection » sur le terrain, leur projet inclurait l'ensemble fonctionnel total.

Ces projets attribueraient enfin la place qu'ils réclament — dans les besoins et dans la vie moderne en général — aux services publics et collectifs, de l'équipement commercial à l'équipement culturel. Les techniciens de l'urbanisme se veulent les hommes d'une organisation qui serait intégrale (ou « totale »).

*Objections.* — Selon quel critère jugera-t-on que l'expert ès réalités sociales et urbaines a épuisé les « fonctions » de la ville, découvert leur hiérarchie d'urgence et leurs connexions dans le temps et l'espace ? Le spontané se laissera-t-il définir, réduire à l'analyse, enserrer dans la synthèse opérationnelle ? Il n'est pas prouvé que les aspirations et besoins (individuels et sociaux inséparablement) coïncident avec les « fonctions » prises en charge formellement par le groupe urbain ; celui-ci ne recouvre pas la totalité sociale, ni même celle de la culture. Ce sont les postulats implicites de ce fonctionnalisme puéril ; il considère que l'expert peut tout prévoir et aménager. Or, personne ne peut tout prévoir. Et faut-il tout prévoir ? Pour autant que le sociologue puisse étudier l'œuvre accomplie dans les ensembles existants (dont aucun, en France, n'atteint encore la taille du « grand ensemble »), c'est ici une sorte de conception positiviste ou plutôt « zoo-technique » de l'homme qui se réfracte sur le terrain. Le fonctionnalisme intégral a pour conséquence et pour corollaire l'ennui, l'ennui profond de l'être qui accomplit ponctuellement ses fonctions. Plus il est poussé, plus il est bienveillant, mieux il prévoit, mieux ce projet aménage le morfondement d'une satisfaction insatisfaite et sans ouverture vers le possible. Avec des moyens nouveaux, plus puissants, plus intelligents, le zoo-technocrate reconstitue l'attitude paternaliste. Bien que cet effort ait d'incontestables mérites (au premier rang desquels son sérieux scientifique), il ne transgresse pas des limites étroites. Dans cette conception, l'habitation, la vie quotidienne (publique et privée) restent les auxiliaires et les annexes de l'organisation technique du travail.

QUATRIÈME VOIE : *l'humanisme dialectique*. Il s'agit d'une solution virtuelle qui n'a guère eu l'occasion de s'appliquer, et qui, par conséquent, prend un aspect doublement hypothétique, presque spéculatif. Ce n'est donc qu'une direction de recherches. Le sociologue étudierait très sérieusement les fonctions, tout en critiquant l'analyse qui sépare les éléments (les « variables ») et brise leur unité. Il tiendrait compte du non-fonctionnel, du supra ou transfonctionnel (ne disons pas « transcendance ») dans les rapports sociaux. Ceux-ci ne se laissent pas épuiser par la notion de réalité fonctionnelle. Si par exemple quelqu'un affirme que le *jeu* a une fonction sociale, c'est une proposition un peu vide. Le jeu n'aurait-il pas pour fonction de dépasser toute fonction ? Il apporte la gratuité. Le « ludique » restaure dans la réalité sociale structurée l'abondance de la pure spontanéité, l'imprévu et l'imprévisible, l'émotion et la surprise. La vie « spontanée » a des fonctions, les accomplit, les déborde, jouit ainsi d'elle-même et tend vers la plénitude (la satisfaction). Les fonctions seraient-elles autre chose que des moyens ? Le but de la vie sociale serait-il déterminable à l'avance, économique ou éthique ? A leur manière spécifique, l'art, la culture, le jeu, inséparables, ne seraient-ils pas aussi des faits sociaux et des phénomènes humains considérables ?

Lorsque le sociologue constate l'élimination par les experts des lieux habituels de la sociabilité spontanée (cafés, petits commerçants), lorsqu'il assiste à la fonctionnalisation des réunions et à la destruction de l'élément ludique si vivant dans les villes « monstrueuses », il s'inquiète ; il ne s'étonne pas de constater les manifestations de l'ennui profond et grandissant, avec ses conséquences : la sociabilité fausse et faussée, le besoin d'évasion à n'importe quel prix.

#### *Quelques faits.*

L'enquête ici schématisée a pour point de départ et pour constante référence Mourenx, cité entièrement nouvelle en construction autour d'un vaste complexe industriel lui-même en voie de réalisation (Lacq et ses environs).

Cette recherche considère la cité nouvelle comme un laboratoire social (pas au sens de Kurt Lewin, et cependant d'une façon suffisamment précise : comme un creuset dans lequel se



manifestent des forces sociales bien définies et où apparaissent les résultats tangibles de macro-décisions). Elle considère également la vie de la cité nouvelle comme un sociodrame (pas exactement au sens de Moreno, mais d'une façon suffisamment précise : à peine existante, la ville nouvelle a une histoire, non dépourvue d'un caractère dramatique, histoire que l'enquête suit depuis le début).

Mourenx ville nouvelle deviendra peut-être un *grand ensemble*, étant données la croissance rapide du complexe et la multiplication des industries qui s'y joignent. Lacq-Mourenx constitue un « pôle de croissance », petit relativement mais réel, en empruntant ici la terminologie de François Perroux. Il s'implante dans un milieu rural traditionnel. L'enquête, partie de l'étude du milieu rural, a suivi les conséquences du choc produit par cette implantation.

Prenant cette agglomération comme cadre de référence théorique, l'enquête s'efforce de devenir comparative. Les éléments jusqu'ici réunis ne seraient que jalons préparant une investigation qui devrait s'étendre aux villes nouvelles de France, des pays sous-développés, des pays socialistes ou nouvellement entrés dans la vie moderne (Israël, etc.).

A cause de ses traits bien déterminés (ville complètement nouvelle — créée d'après un plan-masse décidé au niveau des organismes d'Etat existants dans un grand pays industriel — établie en pleine campagne dans une région presque sous-développée, etc.), Mourenx représente une sorte de *cas-limite*, particulièrement intéressant, peut-être typique.

Afin de préciser les idées et de formuler ce caractère typique, procédons comparativement. Confrontons rapidement Mourenx, ville entièrement nouvelle, avec les quartiers nouveaux d'une ville fort ancienne, particulièrement riche de spontanéité : Aix-en-Provence. Les raisons de cette comparaison entre deux cas-limites, deux pôles, vont bientôt apparaître et donner lieu à des formulations explicites.

Aix-en-Provence, ville autrefois universitaire, juridique, administrative, est passée en peu d'années de 27 000 à 70 000 habitants. Elle a vu affluer une population active très mêlée, en partie venue des départements voisins (Basses-Alpes, etc.) et gardant des liens avec les lieux d'origine. La ville ancienne a dû s'adjoindre des quartiers nouveaux, dont les

uns ont une existence locale et les autres ne sont guère que des dortoirs pour Berre, Marignane, etc.

Ces quartiers nouveaux montrent la diversité des solutions administratives et juridiques offertes aux réalisateurs d'ensembles urbains. On y trouve aussi bien de grandes sociétés de construction, qui vendent ou bien louent des logements à standing assez élevé — des copropriétés à modalités diverses — que des variétés de régies municipales ou départementales, associées ou non à des sociétés privées ou à des filiales de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cet aspect administratif et juridique ne nous intéresse pas ici. L'important, sociologiquement, c'est que l'habitat nouveau ainsi réalisé indique une stratification très poussée et très différenciée, répartie en « quartiers » pas très éloignés les uns des autres mais ne constituant pas un ensemble.

Il y a d'abord, en commençant par le « bas » (et justement, sur le terrain, cette cité se nomme « Pinède d'en bas »), l'agglomération du *lumpen-prolétariat*. La cité dite « d'urgence » construite « en dur » mais très sommairement, abrite des gens très divers : chiffonniers, veilleurs de nuit, saisonniers du bâtiment, Nord-Africains, etc. D'authentiques prolétaires, qui n'ont « pas eu de chance », s'y mélangent à des inadaptés. Les caractères spécifiques du *lumpen-prolétariat* ainsi isolé s'y précisent dangereusement et l'emportent sur les autres traits sociaux. Chaque famille devient un « cas » et ne prend que trop conscience de son « cas ». Les rapports avec l'extérieur y prennent de plus en plus la forme de l'assistance. Quant aux assistantes sociales professionnelles, leur rôle se réduit à celui d'écrivains publics. Il en va de même pour les militants politiques qui ont voulu s'occuper de la « cité d'urgence » et de ses « cas ». Suivant les expressions de l'un d'eux :

*Dans cette population où l'emporte le caractère de lumpen-prolétariat, on sait lire, on ne sait pas utiliser la lecture. Les gens ne comptent plus sur eux, même pour lire ou écrire la moindre pièce, officielle ou non. Ils ne comptent plus que sur le dehors, ils en attendent tout. Leur isolement social déteint sur les actes les plus simples. Rien ne vient plus les stimuler. A la Pinède d'en bas, il n'y a plus ni espoir ni désespoir. Et cependant, ce ne sont pas les postes de télé qui manquent...*

Au niveau un peu supérieur, il y a la cité dite « Pinède d'en haut », où ont été relogés un certain nombre de familles expulsées ou expropriées (qui ont donc en général quitté des taudis pour des logements relativement modernes). Des éléments prolétariens semblent prédominer, mais très mélangés avec des petits fonctionnaires, de modestes représentants de commerce, des employés.

Au-dessus de ces H.L.M. à faible loyer, un ensemble H.L.M. plus confortable, à loyers légèrement supérieurs (500 appartements) a reçu surtout les jeunes ménages auparavant mal logés ou logés chez leurs parents. Le brassage entre les couches de populations et les classes est ici complet.

A noter que ces groupes d'habitations, bien qu'importants, ne disposent que d'un équipement collectif extrêmement réduit, lorsqu'il existe.

Enfin viennent des ensembles en co-propriété, à divers degrés de confort, depuis le degré moyen (occupants : commerçants, fonctionnaires moyens, techniciens) jusqu'au degré supérieur (occupants : professeurs de Facultés, médecins, cadres de l'industrie, gros commerçants, etc.).

La *dilution du prolétariat* (comme classe) dans l'habitat nouveau est frappante. Elle est plus grande, selon cette analyse spectrale de la réalité urbaine, que dans la ville « spontanée », où cependant la classe ouvrière se mêlait à l'artisanat. Elle est même supérieure à ce que suggère cette rapide description. En effet, des ouvriers en nombre difficile à déterminer, mais assez important, ont loué ou acheté des logements supérieurs à ce que leurs revenus permettaient de prévoir. Ils disposent de biens, terres ou locaux d'habitation, dans leurs lieux d'origine. On cite des ouvriers du bâtiment qui ont construit pendant leurs loisirs des maisons et les ont vendues pour acquérir un appartement confortable.

L'analyse des « vécus » dans ces quartiers nouveaux d'une ville ancienne révèle de curieux conflits entre deux formes de réalité pratique et de conscience : la vie et la conscience de classe, d'origine historique — la vie et la conscience selon les strates.

A Mourenx-ville-nouvelle, il en va tout différemment. Dans la population fixée, le *lumpen-prolétariat* n'existe pas, non plus que les artisans, petits commerçants, etc. Le prolétariat, ou plutôt la « nouvelle classe ouvrière », celle de l'auto-

matiation, avec ses traits spécifiques, occupe les blocs qui lui ont été attribués. Le personnel de maîtrise habite (en principe) les tours qui dominent la ville, immeubles en hauteur que le plan-masse a voulu pour rompre la monotonie des lignes horizontales. Quant aux cadres et super-cadres, ils ont leurs villas sur les collines.

Nous parvenons ainsi à quelques formules, qui ne prétendent pas énoncer des lois, tout au plus des tendances.

*Dans le premier cas-limite (Aix), nous constatons la projection sur le terrain, en éléments désormais distincts, de la structure sociale d'une ville existante (spontanée).* Cette projection résulte d'une suite de micro-décisions sans lien, cherchant à résoudre des problèmes locaux. La ségrégation sociale donne des résultats inquiétants. Elle est contrariée par d'autres phénomènes, notamment la dilution de la classe ouvrière comme telle dans les strates en différenciation ; ce qui donne lieu à des tensions et conflits originaux.

*Dans le second cas-limite (Mourenx), le sociologue constate la projection sur le terrain de la structure technique (hiérarchique, professionnelle) des entreprises intéressées.* Cette projection résulte de macro-décisions, prises à l'échelle nationale. La ségrégation sociale aboutit à la cohabitation dans les mêmes blocs et dans les mêmes conditions des mêmes catégories socio-professionnelles. Ce qui doit inévitablement aboutir à la reconstitution sur de nouvelles bases de la réalité et de la conscience de classe. Cette reconstitution est favorisée par la suppression des intermédiaires (artisans, petits commerçants) et contrariée par l'isolement général, par la monotonie et l'ennui.

Voici maintenant quelques notations, prises en fin 1959, Mourenx-cité nouvelle ayant alors deux ans d'existence et environ quatre mille cinq cents habitants sédentarisés (la population flottante, considérable, étant difficile à déterminer). Chaque mois, arrivent environ cent ménages.

L'aspect sociodramatique, précédemment indiqué, transparaît dans des « vécus » qui ont une importance autre que littéraire et plus qu'anecdotique.

Extrait d'un carnet de route : 8 novembre 1959. Arrivée à 11 heures à la mairie de Mourenx. Pas pu interviewer les personnalités prévues, en raison d'une grande agitation chez les notables et dirigeants locaux d'organisations (syndicats,

etc.). Ils avaient décidé le principe d'une éclatante cérémonie le 11 novembre (plus un bal le soir). Evidemment, les autorités locales voulaient utiliser cette occasion pour souder la communauté de fraîche date, pour marquer publiquement son existence, pour souligner l'action de la municipalité récemment élue. Monsieur le Maire, un homme fin et actif, un peu débordé par l'étendue des tâches et des responsabilités, ne s'en cache pas. Or, on vient de s'apercevoir qu'il manque un ingrédient indispensable : les morts. Pas de morts dans la cité radieuse, pas de monuments dans la ville nouvelle ; personnifiée en ses représentants, elle hésite et s'interroge ; elle a besoin de morts, elle a besoin d'un passé. Palabres. Affairement. Le commissaire de police, très important, arrive, et puis qui encore ? J'ignore le nom des personnalités... La décision est prise : la cérémonie aura lieu dans le vieux village. Il paraît d'ailleurs que les quelques défunts de la ville nouvelle, y compris des accidentés, ont été inhumés dans le vieux village...

*Commentaire* (les commentaires peuvent excéder le contenu immédiat). — La précédente notation passerait pour littéraire auprès des « quantitativistes » sectaires (Sorokin écrirait : les quantophrènes).

Elle appelle un double commentaire. Premièrement, une information aussi curieuse (aussi symbolique) n'aurait pas débordé le cadre étroit de la ville nouvelle et de ses personnalités, si un sociologue n'était pas passé par là par hasard. Le phénomène humain serait, en tant qu'information, mort-né. D'autre part, la seule présence de ce sociologue a délié les langues ; la ville nouvelle, qui cherche sa voie, qui se voudrait collectivité ou communauté, veut aussi se faire connaître. Elle émet ses informations comme des appels ; elle accueille (dans ces circonstances) celui qui les entend.

En second lieu, ce fait signifie la pression de la société globale sur la ville nouvelle, qui obéit ou refuse. En cette circonstance, elle obéit ; ce qui l'oblige à se chercher un passé et des morts là où ils se trouvent : dans ce vieux village que le nouveau dissocie et nie de par son existence même. Les deux polarités se rencontrent. La culture de la société globale qui cherche à s'intégrer la ville nouvelle, non sans difficultés et sans conflits, est elle-même complexe. Non seulement elle se fonde sur une historicité et sur une histoire, mais elle se lie

à une attitude religieuse. C'est une culture chrétienne dans laquelle les morts tiennent une grande place, c'est une culture à fondement tragique...

Voici maintenant, en ce qui concerne l'aspect « laboratoire social » de la ville nouvelle, quelques observations sur les « vécus » suivis d'un commentaire, lequel à nouveau excédera (volontairement) la stricte analyse de contenu.

**OBSERVATION 1.** (Phrases extraites d'interviews « en profondeur ».) — « Pourquoi irions-nous chez les voisins ? Nous savons ce qui s'y passe. Pas besoin de changer de pièces, pas besoin de bouger... »

*Commentaire.* — Dans l'ensemble de l'interview, l'intéressé (34 ans, opérateur-tableau) récrimine amèrement contre la sonorité des logements, horizontale et verticale (cloisons, planchers, plafonds). Il n'arrive pas à dormir, pendant les semaines où il assure le travail de nuit. Les enfants le gênent, et aussi les conversations, les cris, les radios. Il faudrait pouvoir le suivre dans le détail pour savoir s'il y a un lien entre son attitude dans le travail (surveillance d'un tableau) et son attitude dans la vie quotidienne. Ainsi apparaît dans les entretiens un thème constant, le couplage « promiscuité-isolement ». La promiscuité, loin de favoriser les liens de voisinage et la sociabilité, les détruit ; ce qui ne peut se concevoir sans un ensemble d'habitudes et d'attitudes, puisque dans d'autres pays, avec d'autres « mœurs », la promiscuité et même l'entassement — avec accompagnement de criailleries et de scènes bruyantes — n'empêche pas la spontanéité des rapports. Les enfants qui peuvent faciliter les relations et accrocher la sociabilité, tendent ici, dans ces conditions, à l'inhiber.

**OBSERVATION 2.** — « On entendrait tomber une épingle. Je vous assure que j'entends le chat courir chez les gens du dessus... »

*Commentaire.* — L'interviewée (enseignante, 38 ans) accentue vigoureusement l'impression résumée ci-dessus. De ses déclarations, il résulte qu'au moins pour un certain nombre d'individus sensibilisés par leur travail, l'attention se brague littéralement sur les rumeurs et les bruits environnants. Ces individus ne peuvent se détacher du voisinage ; ils en suivent les faits et gestes ; ils le surveillent dans une attitude d'agacement ou d'exacerbation croissante, qui peut les mener

aux alentours de la névrose. Bien entendu, pour arriver à des conclusions précises, il faudrait partager la vie quotidienne des intéressés, ce qui ne vas pas sans difficultés extrêmes. Sauf cas assez rares, semble-t-il, la socio-psychiatrie des villes nouvelles ne sort pas du cadre des petites névroses : maux de tête, troubles de caractère, qui suffisent largement à gâcher la vie. Ce bilan pourrait se modifier avec le temps.

OBSERVATION 3. — « Le samedi, vive la quille. »

*Commentaire.* — L'interviewé, sorti récemment de la marine (région Loire-Atlantique), assimile le départ du samedi, en voiture, vers la mer ou la montagne, à la fin du service militaire. Il se plaint de l'ennui qui règne dans la « cité radieuse » et critique avec verve un hebdomadaire parisien qui a publié un reportage sur Mourenx sous ce titre. Il affirme que les photos accompagnant le texte ont été prises ailleurs. Sans prononcer de mots savants, il attaque le mythe. Ses paroles montrent l'impossibilité de fonctionnaliser intégralement les loisirs : n'y aurait-il pas des loisirs fonctionnels, intégrés ou intégrables à la quotidienneté — se reposer, lire la presse, etc. — et des loisirs non fonctionnels : jouer, chercher l'imprévu, rompre avec la quotidienneté ?

OBSERVATION 4. — « On aimerait mieux habiter une ville où il y ait des taudis... »

*Commentaire.* — Phrase étrange. L'interviewée a vécu sans doute (mais elle ne l'avoue pas) dans de mauvaises conditions d'habitation. Elle n'envisage point de revenir dans un taudis, elle et sa famille. C'est d'un taudis pour les autres qu'il s'agit. Asez maladroitement, elle exprime l'idée qu'une « ville spontanée » — avec ses défauts — offre plus de variétés et d'intérêt qu'une ville neuve.

OBSERVATION 5. — « Ce n'est pas une ville, c'est une cité... »

*Commentaire.* — Cette formulation a étonné et frappé l'observateur, qui l'a soigneusement notée. Le terme « cité », dans certains milieux, passe pour noble et beau (est-ce à cause de la cité antique ? ou de Saint-Augustin et de la « cité de Dieu » ?). Ici, il a une résonance nettement péjorative (probablement à cause de « cité ouvrière »). L'interviewé prononce d'ailleurs le mot avec une certaine emphase, ce qui indique à la fois que le terme ne fait pas partie de son voca-

bulaire courant, et qu'il le souligne en lui attachant une importance.

**OBSERVATION 6.** — « Ce n'est pas une ville. il n'y a rien, pas d'église, pas de cimetière. Même pas une promenade. Nous qui avions cru venir dans le Midi... »

*Commentaire.* — Cette notation confirme les impressions précédentes. Le cimetière a pour fonction rationnelle de recevoir les défunts. Il a pour les membres du groupe (et dans une culture traditionnelle, fortement enracinée) une valeur symbolique. Il exprime une continuité, un lien avec l'histoire, le temps et l'espace. Son absence passerait inaperçue dans une grande ville moderne ; du moins, il manquerait moins. Ici, à la taille d'un bourg, son absence est fortement perçue. Autant que le manque d'un lieu de rencontres inutiles, imprévues : la promenade (analogue au Cours, au Mail, au Boulevard de tant de villes méridionales ou non). L'intéressé (40 ans, dessinateur, en provenance du Nord de la France) exprime correctement une lacune : l'absence de l'élément « supra-fonctionnel » qui rend digne d'être vécue la vie dans une ville. Il tourne, sans parvenir à s'exprimer, autour des problèmes esthétiques ou éthiques.

A ce propos, notons que l'expérience des villes nouvelles, et notamment de Lacq-Mourenx, permet d'apercevoir les *besoins* à l'état spontané, natif, presque brut. Ils ne se recouvrent pas encore de motivations, de facticités, d'idéologies et de justifications. Ils s'expriment. Leur ordre paradoxal d'émergence ne manque pas d'étonner. Malgré l'absence de motivations compliquées et d'idéologies, des aspirations et besoins d'ordre « culturel » (en un sens large) émergent dans les entretiens, en même temps que des revendications plus immédiates concernant le chauffage, la viabilité, le commerce, etc.

Ici se pose une question de méthode. Comment appréhender cette naissance (l'émergence) des besoins ? Comment les mesurer ? Leur ordre ne va pas sans un désordre, ou inversement. Ils s'expriment tumultueusement. Ils changent ou semblent changer. Quelle méthode d'analyse quantitative trouverait ici à s'appliquer ? Peut-on accepter le concept de « structure latente » et les techniques de Lazarsfeld ? Mais comment déceler ici un « continuum » et des variables discriminantes ? Les techniques d'analyse hiérarchique (Guttman) pourraient-elles saisir cette intense mobilité ? La distinction des varia-



bles ne risque-t-elle pas de briser l'unité du phénomène humain total et son effervescence ? Il semble bien que les méthodes quantitatives (la mathématique de la quantité, à clairement distinguer des mathématiques de la qualité) n'appréhendent que les réalités étalées, fixées ou considérées comme fixes. Qui dit statistique dit aussi statique et non point globalité ou totalité mouvantes, se manifestant jusque dans le détail et l'élémentaire.

### *Questions démographiques.*

La surpopulation infantine des villes nouvelles a été déjà signalée et numériquement établie par les spécialistes. Passons donc rapidement sur ce point. A Lacq-Mourenx, la pyramide des âges diffère notablement de la configuration moyenne générale en France. Une majorité de couples en pleine force (de 28 à 45 ans) s'accompagne d'un nombre considérable d'enfants entre 0 et 10 ans. En juin 1959, sur 4 500 habitants et 920 familles environ (chiffre approximatifs en raison des arrivées incessantes et de quelques départs) il y avait 1 120 enfants. Ce qui débordait déjà de beaucoup les prévisions concernant les écoles.

Cette prolifération dans la nouvelle ville ne paraît pas destinée à se tarir. A la date précitée, plus de trois cents femmes étaient enceintes. Chiffre supérieur aux normes et corrélatif vraisemblable de la « lutte contre l'ennui » dont il va être question.

Un autre aspect de la situation démographique a été moins étudié, dans ses conséquences sinon dans son expression numérique : l'absence d'adolescents et de jeunesse (et aussi l'absence de gens âgés). *La ville jeune manque de jeunesse.* La répartition des couches et classes d'âge présente des lacunes. Un élément fait défaut : celui qui introduit le plus intensément dans une collectivité la turbulence, l'imprévu, le jeu. Ce n'est certes pas à cette lacune uniquement, mais c'est à elle entre autres raisons que l'observateur attribuera l'impression d'ordre impeccable et implacable, d'énorme ennui, de complète prévisibilité, que donne la ville nouvelle.

Avec ce qu'elles ont d'incertain et d'inquiétant, de menaçant pour l'ordre qui s'établit, la jeunesse et l'adolescence apportent un élément irremplaçable. L'absence de gens âgés

ne comble pas la lacune ; elle l'aggrave ; les femmes qui ne disposent pas de parents pour la garde des enfants ou pour le ménage sont retenues « à la maison », alors que l'équipement ménager abrège leurs tâches. Il y a d'ailleurs peu de travail pour les femmes, aux entreprises.

Lorsqu'il le faut, l'ordre (moral et social) se raffermi contre la jeunesse, prenant de soi une conscience à la fois plus lucide et assurée. Les observateurs, obsédés d'une part par les « bandes » et les « blousons noirs », de l'autre par l'ordre (moral et social), risquent de ne pas voir cet ensemble de phénomènes. Comment s'accomplit la « fonction ludique » (toutes réserves faites sur cette expression) ? Elle s'accomplit moins d'une façon spontanée, encore que son besoin reste profondément spontané. Elle s'organise. Ce sont des associations d'adultes (groupes, clubs) qui relèvent le défi.

L'absence d'adolescents et de jeunes aurait-elle un effet sur les enfants (aux environs de 7 ans) ? Elle contribue vraisemblablement au repli de ces enfants sur les groupes ; ils manquent de « modèles » d'activités intermédiaires entre les adultes et eux. Les groupes et bandes, peu visibles, se réfugient dans des coins obscurs (paliers supérieurs ou inférieurs des immeubles, entrée des caves, peut-être les caves elles-mêmes). Leur nombre excessif rend difficile pour eux-mêmes la vie sociale. Ils sont littéralement traqués, pris entre les parents et les gardiens. Sous prétexte d'ordre et de lutte contre les déprédations (il y en a eu, qui ne paraissent pas dues aux seuls enfants), les gardiens de blocs — agents de la Société Immobilière du Crédit, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations — peuvent dresser des contraventions. Un ordre assez sinistre cherche à s'imposer dans la ville radieuse.

*La « nouvelle classe ouvrière » (3) et la démocratie urbaine.*

Les sociologues ont récemment indiqué les problèmes qui surgissent des conditions nouvelles de la vie ouvrière, tant dans l'entreprise (modifications techniques, automatisation croissante) qu'en dehors (vie quotidienne et familiale, loisirs).

---

3. Entre guillemets, pour indiquer les dangers d'une manipulation imprudente de ce concept.

Il y a là une « problématique » inhérente à l'interrogation la plus générale concernant le destin de la société industrielle (ou des sociétés industrielles).

L'observation de la ville nouvelle apporte quelques éléments de réponse et permet d'avancer quelques hypothèses.

A Lacq-Mourenx, lors des dernières élections municipales, une liste se présentant comme « apolitique » l'a emporté sur une liste beaucoup plus marquée et nettement axée à droite. La liste se disant « apolitique » était en fait une liste de gauche, constituée d'une façon très intéressante par une alliance locale entre les syndicalistes (les trois centrales syndicales ayant des « représentants », d'ailleurs non mandatés, non désignés comme tels), les paysans désireux de défendre leurs intérêts contre les organismes étatiques, et enfin les intellectuels, instituteurs et professeurs au nouveau lycée. La « nouvelle classe ouvrière », loin de s'isoler, a rompu l'isolement (à l'échelle locale) et mis fin sur ce plan à sa division.

La dénomination « apolitique » ne recouvrait aucune manœuvre ; elle se justifiait par un programme : rétablissement de la liberté du commerce — contre un véritable monopole détenu par un « super-marché » — rétablissement des libertés locales, la nouvelle municipalité réclamant une autonomie et ses attributs : budget et biens propres, locaux, places publiques, marchés, voies. Et cela contre le possesseur (pour ne pas dire « propriétaire » puisqu'il ne s'agit pas de propriété privée) omnipotent et bureaucratique de l'ensemble des immeubles et terrains, la S.C.I.C.

L'étiquette « apolitique » recouvrait donc une remarquable et profonde aspiration à la démocratie dans la vie urbaine, à l'autogestion active de la collectivité, à une socialisation — dirigée contre l'étatisation et la bureaucratie centralisée — incluant des libertés concrètes.

Elue par une large majorité (amplifiée au second tour), la nouvelle municipalité a engagé une action difficile et multiple. Elle lutte sur tous les plans, et même sur le plan culturel. Une spontanéité, parfois un peu maladroite, toujours émouvante, la soutient. Les organisations se multiplient ainsi que les manifestations les plus diverses : artistiques, sportives — tournois de jeux — expositions, etc.

Ces phénomènes suggèrent quelques hypothèses à vérifier et à modifier s'il y a lieu au cours d'un élargissement de l'enquête (et que divers sondages confirment).

a) La « nouvelle classe ouvrière », celle des entreprises techniquement en pointe (entièrement automatisées, comme la S.N.P.A., Lacq) tend à prendre en mains la vie de la « cité ». Elle ne s'en désintéresse pas et s'efforce de ne plus s'en remettre à des instances supérieures, étatiques, bureaucratiques, purement politiques.

b) La « nouvelle classe ouvrière » n'a donc plus les traits caractéristiques de l'ancienne « aristocratie ouvrière » : passivité, indifférence, corruption. Sur de nouvelles bases (maîtrise du processus de production, dont l'unité se reconstitue dans le « flux continu » de l'automatisation intégrale), et malgré les facteurs contraires (caractère passif d'une grande partie des « travaux », consistant en contrôle et surveillance des appareils — stricte hiérarchie technique et professionnelle, dans l'entreprise, se répercutant au dehors), une pratique et une conscience se constituent qui ont un caractère de classe. La « projection sur le terrain », dans la ville nouvelle, de la hiérarchie technique, n'aboutit pas à une dilution de la classe ouvrière dans les strates empilées sans contours d'ensemble et sans clivages.

c) Jusqu'à une date assez récente, le « milieu de travail » (ou mieux : le processus de production) donnait lieu à des rapports humains (sociaux) complexes, riches de contenu, en raison du contact de l'homme et de l'équipe avec les outils et la « matière ».

La situation se modifie aujourd'hui et même tendrait à s'inverser. Le processus de production, à la pointe de la technicité, brise le contact avec la « matière » et même avec l'outil. Il devient monotone, le travail se changeant en « non-travail » (contrôle, surveillance. Cas typique et limite : l'opérateur-tableau). Cependant l'unité du processus (flux continu) n'en apparaît que mieux. La « nouvelle classe ouvrière », dotée par son rôle dans la production d'une forte cohésion sociale, cherche à créer « hors-travail », dans la cité, des rapports sociaux complexes, s'étendant jusqu'à la création culturelle. Elle réinvestit dans le travail une partie de ce contenu, acquis hors du travail, pour l'enrichir. Sous cet angle, la ville nouvelle offre beaucoup plus de possibilités que la réfraction

spectrale sur le terrain, dans les quartiers neufs, de la population des villes « spontanées » (cas d'Aix-en-Provence).

d) A sa manière, avec ses moyens (modestes), la « nouvelle classe ouvrière » engage une lutte d'une importance immense contre la plaie du monde moderne : l'ennui, la monotonie du processus de travail, l'ordre de la ville fonctionnalisée, bureaucratisée.

Comment se restitue, par diverses voies (spectacles, sports, jeux organisés, etc.) l'élément ludique actif, ce seul phénomène méritera une étude spéciale.

La lutte contre l'ennui commence. Nous ne savons pas si cet ennemi public sera vaincu. De cette lutte et de cet enjeu dépendent pourtant — jusqu'à un certain point — le sens et le destin de la « modernité ».

(1960)

## POUR UN NOUVEL URBANISME \*

« Même s'il est possible, à l'individu de compenser par l'énergie et la chance la médiocrité de départ, il est indispensable qu'un peuple soit lancé dans sa masse et sa force sur cette aventure entre histoire et légende, entre soleil et glace, entre métaux et onde, entre travail et jeu, entre nécessité et fantaisie, qui peut devenir sa vie au seuil de cette ère nouvelle. » Ces lignes véritablement poétiques, c'est-à-dire évocant et provoquant la création, terminent la préface qu'écrivit Giraudoux pour la Charte d'Athènes (1). Elles présagent une pensée programmatique à la taille du monde moderne. Elles pourraient servir d'exergue au recueil *Die neue Stadt* que vient de publier à Zürich une équipe d'architectes et de sociologues, les professeurs Egli et Winkler, MM. Aebli, Brühlmann, Christ (2).

Ce volume magnifiquement illustré résume les travaux préparatoires à la construction d'un nouvel ensemble urbain : une ville d'environ 30.000 habitants, dans le Fürthal, non loin de Zürich. Les auteurs présentent un projet précis, répondant à des exigences déterminées. Presque tous les domaines de la connaissance et de la pratique scientifiques ont été utilisés par les études préalables. Des spécialistes ont minutieusement

---

\* Revue Française de Sociologie, 1961, II, 3, pp. 191-198.

1. Œuvre de Le Corbusier et de son équipe, réunie au Congrès international d'Architecture moderne, à Athènes, en 1933. Préparée par la Déclaration de La Sarraz (Vaud, Suisse, 1928). Publiée en 1941 à Paris, sous l'occupation, sans nom d'auteur. Rééditée en 1958 par les Editions de Minuit.

2. *Die neue Stadt. Eine Studie für das Fürttal*. Zurich, Bauen und Wohnen, s. d. 70 p.

étudié les sols et les eaux de la vallée (Fürthal), ses microclimats, les productions locales, la structure sociale et l'histoire des villages existants. D'autres techniciens, architectes principalement, ont cherché à saisir en totalité les problèmes de la ville nouvelle ; dans ce but, ils firent appel à la sociologie. Cet énorme effort théorique aboutit à des plans chiffrés, contenus dans ce volume.

Son originalité vient de ce que les auteurs ont débordé le cadre d'un devis. Ils ne se sont pas soumis aux normes étroites d'une recherche purement technique, ce que font généralement les architectes et urbanistes quand ils élaborent un « plan-masse ». L'équipe de Zürich a posé des problèmes beaucoup plus larges. Elle cherche dans ce recueil à donner une méthodologie, une sociologie et presque une philosophie de la Ville nouvelle. Bien qu'elle n'y soit peut-être pas parvenue, bien que certains postulats et certaines conclusions de ce vaste travail soient contestables, le mérite est considérable.

Consciemment ou spontanément, les auteurs du projet ont employé les procédés d'investigation de la pensée programmatique, qui opère sur des objets virtuels (possibles) et les confronte à l'expérience parce qu'elle veut faire entrer l'objet imaginé dans la pratique, en un mot le réaliser. Cette pensée veut inventer des formes, mais des formes concrètes. Elle ne se dispense donc pas d'un appel à l'imagination, mais sollicitée et contrôlée par des données pratiques. La méthode employée est donc celle des *variations imaginaires* autour de thèmes et d'exigences définis par le réel au sens le plus large : par les problèmes que pose la réalité et les virtualités qu'elle contient. Cette méthode passe entre deux écueils ; elle évite deux impasses. D'un côté, elle évite la constatation purement empirique ou se croyant telle, qui se borne à enregistrer et ensuite extrapole l'accompli quand elle s'efforce de concevoir le possible. De l'autre côté, elle évite la construction *a priori*, dans le cas présent l'utopie abstraite qui s'occupe de la cité idéale sans rapport avec les situations déterminées. La méthode passe donc entre le pur praticisme et la théorisation pure. Pour désigner ces opérations de la pensée rationnelle, pour les employer de façon cohérente, ne faut-il pas introduire un vocabulaire, des concepts et une méthodologie ? On pourrait nommer « transduction » le raisonnement irréductible à la déduction et à l'induction, qui construit un

objet virtuel à partir d'informations sur la réalité et d'une problématique déterminée (c'est d'ailleurs dans un sens analogue que l'éminent théoricien de l'information, B. Mandelbrot, emploie ce terme) (3). Nous pourrions aussi nommer « utopie expérimentale » l'exploration du possible humain, avec l'aide de l'image et de l'imaginaire, accompagnée d'une incessante critique et d'une incessante référence à la problématique donnée dans le « réel ». L'utopie expérimentale déborde l'usage habituel de l'hypothèse dans les sciences sociales.

Le lecteur de *Die neue Stadt* parcourt avec grand plaisir le résumé des projets de cités nouvelles ou idéales du xvi<sup>e</sup> siècle à nos jours (pp. 51 et 59 : figures et planches 94 à 117). Il apprend que Dürer dessina des plans de villes à la fois harmonieuses, rationnelles et fonctionnelles selon les idées et les besoins de l'époque. Il découvre ou redécouvre l'originalité d'œuvres un peu oubliées, celle de Ledoux, celle des grands socialistes utopiques, Owen, Fourier. Le professeur Egli, auteur de ce chapitre, montre le caractère historiquement déterminé de projets qui se voulurent ou se crurent intemporels et définitifs. Il montre également l'importance croissante de la sociologie, pour réunir et dominer les données des problèmes posés, données locales et données générales.

Plusieurs variantes du projet furent établies et confrontées de différents points de vue : utilisation des surfaces, relations réciproques entre les noyaux et centres intérieurs de la cité, rapports de la ville avec les environs et le reste du pays. L'élimination de divers projets qui dispersaient dans le Fürthal l'agglomération envisagée, ou qui prévoyaient une double cité, précéda la mise au point et la confrontation des variantes. Une première série de choix aboutit à cerner les contours d'un modèle. Une deuxième série soumet les variantes du modèle à des critères déjà expérimentaux. Dans cette succession de démarches, la considération « prospective » d'un développement ultérieur de la ville, de la vallée et de la région (Zürich) joue un grand rôle. La variante choisie répond — ou du moins est censée répondre — à une totalité d'impératifs actuels ou éventuels. D'une part elle entre dans une stratégie, celle de la croissance régionale et nationale. De l'autre, elle

---

3. Cf. *Lecture de l'expérience*. Paris, Presses Universitaires de France 1955, p. 43, notamment des « transducteurs psychologiques ».



représente — ou du moins elle est censée représenter — l'optimum désirable.

Sous le titre « Planung des Wohnens », le groupe de travail donne une grille des besoins que devra satisfaire l'agglomération. Dans cette table à double entrée, les lignes établissent et hiérarchisent dans la pensée des auteurs les niveaux ou degrés sociologiques intéressés : individu, famille, voisinage, quartier. Les colonnes fixent et hiérarchisent les besoins, de la nourriture à la culture et aux loisirs. A partir de cette première grille, les professeurs Egli et Winkler ont établi une grille d'équipement chiffrée très étudiée : surfaces à occuper, services indispensables aux différents étages ou degrés (cf. pp. 33 à 41) (4).

N'omettons pas de signaler que l'exécution du projet s'envisage dynamiquement. A chacune de ses phases, sur le terrain, la partie accomplie comprendra à la fois des habitations et des équipements. Evitera-t-on ainsi les scandales de ces « grands ensembles » dans lesquels les habitants affluent sans qu'il n'y ait ni écoles, ni boutiques, ni services collectifs sinon improvisés dans de sordides baraquements ? On peut l'espérer. De toute façon, l'équipe de Zürich donne ici un modèle de travail sérieux, honnête et intelligent. Dans les métamorphoses aux stades rationnellement programmés de la ville nouvelle, un ancien village en partie conservé et inséré, prend une fonction importante. C'est lui qui sert de noyau et de centre pour les services et les équipements au cours de la construction.

Un thème central retient l'attention. Ce projet déborde l'empirisme, le praticisme, la technicité pure. Il s'occupe des hommes. En fait, il propose à des êtres humains un programme de vie quotidienne. Il ne se contente pas d'apporter aux futurs habitants un cadre et un décor, cadre plus ou moins rigide ou adapté, décor plus ou moins réussi. Il veut leur offrir de multiples moyens rationnellement ordonnés d'accéder à l'épanouissement de l'individu et des groupes par-

---

4. Il y aurait lieu de comparer ces grilles d'équipement avec celles qu'a publiées en France la revue *Urbanisme* (nos 62-63, 1959). L'équipe suisse va très loin dans l'analyse des services (commerces, service médical, dentistes, etc.) et dans celle des surfaces exigées pour les rues et la circulation, les parkings, etc.

tiels dans la communauté. Il propose une harmonie. De cette proposition, de ce programme de vie, il prend la responsabilité morale. En ce sens, l'équipe de Zürich répercute les idées de Le Corbusier et de la *Charte d'Athènes*. La Cité assume des fonctions, déjà ambitieusement définies par la *Déclaration de La Sarras* : « Les trois fonctions fondamentales à l'accomplissement desquelles l'urbanisme doit veiller sont : 1) habiter, 2) travailler, 3) se récréer. Ses objets sont : a) l'occupation du sol, b) l'organisation de la circulation, c) la législation. » Les fonctions considérées doivent se dissocier au maximum ; par exemple, l'urbaniste moderne attribuera des voies de circulation différentes aux autos et aux piétons. Ensuite, un projet synthétique réorganise en un tout les fonctions d'abord distinguées. Il est clair que l'école de Le Corbusier a conçu et conçoit la Cité comme la forme sensible et tangible d'un contenu essentiel : la pleine satisfaction des besoins humains. Elle veut créer les conditions d'une communauté véritable.

La pensée programmatique ainsi définie enveloppe une idéologie, elle-même étayée d'arguments sociologiques. On ne s'étonne donc pas de découvrir, inhérent au projet considéré, un schéma sociologique. Plus exactement, le schéma sociologique sous-tend à la fois le projet technique, le programme pratique de vie et l'idéologie implicite. Ce schéma est simple et clair. La Cité, conçue comme communauté, englobe une hiérarchie de niveaux ou degrés. Ces niveaux ou degrés se laissent intégrer sans difficulté, puisque ce sont déjà les éléments constitutifs de la totalité sociale : l'individu (non pas l'individu isolé ou isolable, mais l'élément premier de la totalité : *Einzelmench*) ; la famille ; le voisinage immédiat (*Nachbarschaft*, 200 personnes environ sur 0,9 ha) ; le groupe de voisinage (*Nachbarschaftsgruppe*, 600 personnes environ sur 2,7 ha) ; le petit quartier (1 800 sur 9 ha) ; le quartier (7 200 sur 40 ha) ; la ville (en un ou plusieurs districts).

C'est une pensée systématique qui procède à l'établissement de cette hiérarchie. Avant de l'utiliser techniquement pour élaborer des grilles, elle formule des principes, celui de la hiérarchie intégrée, celui de la constitution de noyaux (*Kerne*) à chaque degré, celui enfin de la visibilité ou plutôt de la supervision de l'ensemble à partir du sommet, l'ensemble

intégré devenant sensible, lisible, tangible, dans la construction sur le terrain (*Prinzip der Stufung, Prinzip der Ueberschaubarkeit, Prinzip der Kernbildung*, cf. p. 32). D'après leur énoncé, ces principes ne sont pas seulement l'expression conceptuelle du schéma. Ils le dominent. Ils sont opérationnels et structuraux, ou plutôt « structurants ». Ils doivent déterminer dans la communauté plus et mieux qu'une organisation ou une institutionalisation : un équilibre, à la fois stable et vivant, une sorte d'autorégulation.

Les fonctions d'intégration s'appliquent donc de façon parfaitement cohérente à tous les niveaux : vie physique, vie spirituelle, vie collective, des besoins alimentaires aux besoins d'activité politique, en passant par la science, la religion et l'art. L'intégration structurale, projetée sur le terrain, impliquant un programme d'action comme un programme de vie, crée pour chaque degré et chaque fonction un noyau efficace, sorte de centre organisateur. L'échelle ascendante et descendante des noyaux, des zones de contact et de communication, confère dans la pensée des auteurs une structure vivante à la ville. Les noyaux partiels sont constitués par de petits centres commerciaux ou culturels intercalés entre les groupes élémentaires et le centre principal de la communauté.

Dans la pratique, ce schéma s'assouplit. Il laisse une place à l'individu, soit isolé, soit cherchant la solitude, les êtres humains que les circonstances ont jetés dans la solitude ou qui préfèrent l'isolement n'étant pas considérés comme « déviants ».

Il n'en reste pas moins que la conception d'une hiérarchie aussi strictement intégrée de niveaux et de noyaux suscite quelques inquiétudes.

Méthodologiquement, ne faut-il pas distinguer plusieurs démarches : la démarche proprement technique de l'architecte qui considère l'appartement, puis l'immeuble, puis le groupe d'immeubles pour les combiner — la démarche analytique qui essaie d'aller du simple au complexe — la démarche de la pensée dialectique qui s'efforce de saisir à travers des concepts le global et le total dans leurs rapports avec « les éléments » et le devenir ?

La confusion entre ces démarches risque à la fois de laisser des lacunes dans la connaissance et de les masquer. Selon

le schéma proposé, où se trouve l'insertion dans la société globale ? Où se trouve l'ouverture sur la totalité ? Ce schéma représente une totalité. Il se suffit. La référence fréquente au paysage, au pays, à la Suisse comme peuple, culture et nation, ne peut remplacer la saisie globale de la « société industrielle » ou d'une variante nationale de cette société industrielle.

Le lecteur de *Die neue Stadt* reste sur sa faim. Il ne saura pas clairement qui va venir travailler dans la Cité nouvelle, ni comment ni pourquoi, dans quelles branches d'industries, avec quel niveau de vie, quels salaires ou traitements, quels budgets, quelles possibilités, quelles ouvertures ou quels blocages. Comment ces données économiques agiront-elles sur l'intégration tant souhaitée ? On répondra que d'autres études, spécifiquement économiques, viendront compléter en temps utile le projet. Peut-être. Mais en mettant ainsi en parenthèses dans l'exposé du programme la partie économique, on passe sans le savoir d'un schéma sociologique déjà discutable, à un certain « sociologisme » encore plus unilatéral et discutable. Dans cette hiérarchie si fortement intégrée et structurée de niveaux, d'autres niveaux s'estompent : l'économique et le psychique, le spontané, l'informel. Plus précisément, comment l'ensemble social n'agirait-il pas sur les désirs, ou sur les opinions — ou sur les attitudes et aptitudes et comportements, comme on voudra — des membres d'une communauté locale ? Comment les différences des catégories professionnelles, des couches et des classes sociales, ne s'y manifesteraient-elles pas ? Ne peut-on envisager que les travailleurs industriels, ouvriers ou techniciens, aient des besoins ou désirs spécifiques, quelque peu différenciés de ceux des autres catégories d'habitants ? En bref, l'homme social ne se définit pas seulement par l'habitat. Le schéma postule, sans l'expliquer, cette présupposition.

L'intégration hiérarchisée présuppose aussi une théorie simplifiée des besoins et des fonctions. On compose la communauté avec des familles comme on compose les fonctions de la cité avec des besoins élémentaires attribués aux différents niveaux. Est-il bien sûr que cette construction « fédéraliste » et hiérarchique soit l'expression sensible, dans la vie quotidienne, de la liberté et du style de vie démocratique ? (cf. p. 32).

L'idéologie de l'intégration hiérarchisée transparait dans la construction matérielle. Ceux qui ont conçu le projet savent qu'il faut éviter la monotonie si l'on veut éviter l'ennui. Ils ont appris qu'une façon sommaire d'aborder ce problème en alternant lignes horizontales (blocs) et lignes verticales (tours) n'a pas réussi. Ils emploient donc tous les types connus de maisons et d'immeubles, petits et grands, bas et hauts, droits et incurvés (*Punkthäuser, Kulissenhäuser, Turmhäuser*, etc.). Ils juxtaposent sur le terrain une variété qui risque de rester mécanique ou simplement « plastique », et de ne pas rompre la monotonie. Le désir de surprise et de variété, particulièrement profond dans la vie moderne, ne réclame-t-il pas des initiatives plus audacieuses ? Et ne faudrait-il pas, pour déterminer ses éventuelles satisfactions, sortir de ce que les intéressés déclarent « désirable » et que les méthodes sociologiques d'investigation empirique et subjective tendent à survaloriser ? Consultés, les gens souhaitent retrouver ce dont ils ont l'habitude. En même temps, et plus profondément, ils souhaitent la surprise, la diversité, la nouveauté.

Il y eut une certaine naïveté dans les anciens projets de Le Corbusier. Il groupait les cités autour de « centres civiques ». Nous savons trop bien aujourd'hui qu'un tel centre deviendrait aisément le « noyau » fonctionnel et opérationnel d'une bureaucratie qui veillerait de près sur l'intégration de la communauté. N'y a-t-il pas une naïveté un peu analogue dans l'idée de « couronner » la Ville nouvelle par une Académie qui offrirait des locaux aux membres de la communauté ayant des vocations artistiques (cf. pp. 65-66) ? Bien entendu, le projet n'est pas absurde et révèle une extrême bonne volonté, tout à fait digne d'estime. Un tel « couronnement » pourrait-il jouer le rôle de l'Acropole, du Temple de Jérusalem, du *Mozarthaus* de Salzbourg ? Serait-il l'âme de la Cité, ou l'animateur des âmes ?

Dans les villes historiques, les monuments ont des fonctions si complexes que le concept de « fonction » ne parvient pas à les épuiser. Ils rappellent et ils appellent. Ils rendent présents un passé et un avenir. Ils sont la mémoire de la Cité et son ciment. Ils unissent et réunissent : cathédrale, palais, théâtres, édifices divers. Des symboles les couvrent, généra-

lement mal compris, s'estompant de génération en génération, mais si riches que la perception dite « esthétique » n'atteint le plus souvent que l'ombre des symbolismes. Le touriste qui admire les belles proportions d'une cathédrale ne la comprend pas comme microcosme, résumé du monde, de l'histoire et du drame humain selon la doctrine catholique. Pour une telle « fonction », nous reprendrions volontiers le terme « trans-fonctionnel » ou « supra-fonctionnel ». Ces monuments ne sont pas inutiles. S'ils ne servent plus à rien, ils tombent dans le désuet et le discrédité. Cependant, ils débordent les fonctions (rassembler, organiser) et aussi les institutions qu'ils représentent sur le terrain (autorités, pouvoirs, etc.). Pour introduire ici la théorie de l'information, les monuments dans une ville historique émergent au-dessus de la redondance, des répétitions, des systèmes de signes et signaux qui règlent les routines. Ils émergent au-dessus des systèmes sémiologiques qui constituent la trame du texte social quotidien : discours, vêtements, gestes, spectacles de la rue. Ils disent plus. Ils ont plus de sens. Ils expriment de l'inépuisable.

Autant l'idée de « couronner » la Cité par un monument semble juste et profonde, autant celle de confier à un édifice culturel trop bien défini cette tâche « supra-fonctionnelle » paraît contestable. Ne faut-il pas, pour résoudre le problème, réinventer ou imaginer plusieurs monuments ou plusieurs types de monuments ? Ne faut-il pas aller jusqu'à différencier la Cité autrement qu'en quartiers homogènes ? Ne faudrait-il pas créer la cité polycentrique ? Puisque l'on fait allusion, dans *Die neue Stadt* à la cité antique et à sa « couronne monumentale », souvenons-nous qu'elle organisait le temps et l'espace sociaux autour de plusieurs centres d'activité : l'*agora*, le stade, le temple ou l'acropole, le théâtre. Un temps cyclique et rythmé se réglait ainsi sur les intérêts collectifs les plus larges.

Cette solution n'a plus de sens. Le temps cyclique et rythmique, dans la société industrielle, n'a pas disparu : il se subordonne aux temps linéaires ou discontinus exigés par les techniques. Les rythmes et les cycles n'ont plus le caractère régulier et régulateur qu'ils eurent avant la société industrielle. Ni la cité antique malgré sa beauté, ni la cité médiévale malgré sa prodigieuse vitalité, ne peuvent nous fournir

des modèles. Ce qui n'autorise pas à négliger les suggestions qu'elles apportent : polycentrisme, structuration dynamique, complémentarité des éléments et non point ségrégation, etc.

Le projet que nous critiquons ici avec une minutie qui souligne son intérêt semble laisser de côté l'importance sociale du jeu. D'une manière qu'à nouveau nous dirons naïve, il laisse entendre que les espaces verts, la forêt, les promenades, la nature à la fois ménagée et aménagée, suffiront à satisfaire les désirs de variété et de jeu.

D'anciens projets de Le Corbusier allaient plus loin. Ils répartissaient dans tous les espaces et secteurs de la ville projetée des terrains de basket-ball, de tennis ou de football, des piscines, des pistes. Du seul point de vue de l'activité sportive, un stade extérieur à la ville ne peut suffire. De même il ne suffit pas de prévoir des places pour les fêtes de quartier (encore que cette préoccupation honore les auteurs de *Die neue Stadt*).

Le jeu, à notre avis est multiforme et multiple. Loisir et jeu ne se recouvrent pas exactement. Ne serait-ce pas le jeu qui parachève et couronne la sociabilité ? Il déploie ses diversités et ses inventions entre les activités intégrées à la vie quotidienne, au sein de la famille, et les grandes évasions, départs, vacances, camping, montagne et mer. Les intermédiaires sont innombrables : jeux de défi ou de hasard, jeux dans les cafés (cartes, billard, juke-boxes) ou dans les clubs, jeux sérieux (échecs) ou frivoles (paris, etc.), sans oublier le « lèche-vitrine », trop dédaigné par beaucoup d'urbanistes, le pur et simple bavardage et quelques autres formes. Le jeu ne correspond à aucun besoin élémentaire, encore qu'il les présuppose tous. Il correspond à des désirs affinés et différenciés, selon les individus et les groupes, désirs que tuent vite la monotonie et l'absence de possibilités.

Selon le schéma construit sur la famille comme cellule sociale, les membres de la communauté ne s'amuse pas beaucoup et pas souvent ; ils ne jouent guère. Un culturalisme terriblement sérieux plane sur cet ensemble, solidaire du fonctionnalisme, du structuralisme, du paternalisme, et peut-être aussi d'une certaine idéologie technocratique. Ce culturalisme s'accompagne aussi d'un inquiétant moralisme, qui ne se mani-

festes pas seulement en Suisse et à Zürich. Dans leur dédain du temps perdu et leur vœu d'une vie sociale supérieurement organisée, les techniciens oublient que le café sert moins à s'enivrer qu'à se rencontrer amicalement et à jouer. Il y a très peu de cafés dans les villes nouvelles et les grands ensembles. C'est ainsi que des schémas « opératoires » théoriquement contestables parce qu'unilatéraux, produisent dans la pratique un conformisme, et que l'intégration hiérarchisée ne va pas sans un double danger : ordre moral, ennui.

Ceci nous mène ou nous ramène à une question fondamentale, celle des enfants et des adolescents. Est-il possible d'écarter au nom d'un schéma sociologique dont on affirme qu'il reflète à la fois la réalité et l'idéal de liberté démocratique, certaines expériences ? En Israël surtout, à un moindre degré dans les pays de l'Est, on cherche à offrir aux enfants une vie sociale spécifique, sans pour autant les séparer de la famille et de la société globale. Ce qui se justifie à la fois par les activités propres aux enfants et aux adolescents (en particulier les jeux), et par leur place dans la société globale comme groupes distincts, avec leurs problèmes. On sait que les enfants et les adolescents, quand ils ont une vie relativement autonome, relient les autres groupes partiels au lieu de les séparer.

Ces expériences n'ont peut-être pas encore abouti à des résultats entièrement satisfaisants. Encore faut-il en tenir compte. Elles ne brisent pas la famille comme on l'a souvent prétendu ; certainement elles modifient le schéma admis, celui qui fétichise la famille et le quartier et qui les transforme en entités sociales, éléments de base et fondements de l'ensemble intégré — baptisé « communauté ».

Ce schéma sociologique risque aussi d'embrouiller une question importante, celle de l'*optimum*. Une remarquable étude récemment poursuivie sur les villes du Nord de la France suggère des normes très différentes de celles qu'ont acceptées les rédacteurs de *Die neue Stadt*. D'après ces recherches l'*optimum* permettant un bon fonctionnement de grands services collectifs (hôpitaux supérieurement équipés, université, théâtre) se situerait aux environs de 300 000 habitants, avec une population active et productive, c'est-à-dire ouvrière, de 60 % environ. Seule une telle structure assurerait les res-



sources indispensables pour que le complexe urbain ne recoure pas sans cesse aux subventions. « *L'optimum d'agglomération était uniquement recherché en fonction de la seule population. Or nous avons montré que la structure sociale jouait un rôle plus important que la population...* » (5).

C'est dire que la problématique des villes nouvelles reste encore largement ouverte...

(1961)

---

5. *Niveaux optima des villes. Essai de définition.* Lille, Ceres, Faculté de Droit, 1959.

« Que pensez-vous du bistrot ? » Si l'on posait à cent personnes prises au hasard cette question, on aurait à coup sûr un énorme pourcentage de réponses péjoratives. Le bistrot ? Pour la plupart des gens, y compris ceux qui le fréquentent, c'est un endroit enfumé et plutôt mal famé, où l'on vient pour s'évader dans la boisson. Le mot a mauvaise mine et la chose réputation mauvaise.

Or, l'expérience des nouveaux ensembles urbains nous oblige à reconsidérer la question. Dans la plupart des ensembles, grands ou petits, des techniciens de bonne volonté ont fait disparaître, comme inutiles et superflus, le café et aussi la rue. Ces techniciens obéissaient, sans bien le savoir, à des impératifs d'ordre moral ou philosophique que les faits devaient démentir. Le remède aux maux que l'on voulait combattre — ivrognerie, temps perdu — s'est révélé pire que le mal. Dans ces nouveaux ensembles urbains, la vie sociale s'est singulièrement amoindrie et détériorée. Les habitants se replient sur leur vie privée, non sans se plaindre de malaises provoqués au sein de cette existence familiale par le bruit, par la quasi-disparition des rapports traditionnels de voisinage, par le peuplement — tantôt trop homogène, tantôt trop hétérogène — des immeubles. Bref, malgré le relatif confort des logements, ces hommes et ces femmes ne sont pas heureux. Ils s'ennuient sans se l'avouer, ou en l'avouant.

Cette expérience qui se déroule à l'échelle mondiale est précieuse et cela d'autant plus que douloureuse et négative ; elle

---

\* Informations bimestrielles du Syndicat des Architectes de la Seine, février 1962, Paris.

révèle dans le « bistrot » un noyau de vie sociale, nœud d'activités multiples, rencontres amicales, jeux divers, informations et communications. Les gens y viennent pour parler plus que pour y boire de l'alcool. De même la rue n'est pas un simple lieu de passage, mais un lieu d'informations et d'échanges humains, de rencontres et de brassages entre les groupes, de spectacles et de stimulations.

Le S.A.S. — Syndicat des Architectes de la Seine — compte tenu de cette expérience et des travaux des sociologues, présente un projet à la fois modeste et audacieux, celui d'un noyau stimulateur de vie sociale destiné aux ensembles d'environ deux cents logements. Le « bistrot-club », chacun peut le constater, se compose d'éléments distincts et détachables, pouvant s'ajouter et se retrancher, donnant donc de multiples combinaisons. L'édifice est doté d'une grande souplesse, dans sa structure comme dans ses destinations possibles. Les usagers ou leurs représentants choisissent telle ou telle combinaison selon leurs besoins.

A côté de l'élément stable et central, le « bistrot » (où l'on ne vendra pas d'alcools mais des périodiques et des boissons inoffensives), les locaux inscrits dans l'ensemble serviront à des usages multiples. Enlevez les parois mobiles : vous aurez une salle de danse, de réunion, de spectacle. Remettez les cloisons : vous logerez des clubs de photo, de marionnettes, de bricolage. Dans le matériel de ces groupements, des volumes de rangement sont prévus. L'emploi des matériaux et des techniques les plus modernes a permis aux initiateurs de réaliser une cellule ouverte : sur la lumière, sur la rue, sur la vie extérieure qu'elle doit susciter et rassembler. L'agencement intérieur prévoit des coins plus intimes qu'abriteront dans le « bistrot » feuillages et fleurs. Mais les activités des clubs sont offertes au dehors et ouvertes sur le dehors. L'espace ainsi aménagé ne se clôt pas : il reste transparent et par conséquent accessible et rayonnant.

La tentative du S.A.S. a un intérêt pratique et théorique considérable. Pratiquement, elle fournit à des groupements humains tombés dans une sorte de misère morale et sociale, l'occasion d'en sortir. Elle leur apporte un instrument dont ils pourraient se servir avec une grande liberté d'initiatives.

Une expérience sociologique très moderne, d'une espèce nouvelle, s'institue. De ce « bistrot-club » que feraient les inté-

ressés ? Quel parti en tireraient-ils ? Théoriquement, il s'agit d'un premier effort pour dépasser le fonctionnalisme analytique qui séparait et projetait sur le terrain, en les morcelant, toutes les fonctions de la vie urbaine. Quelques-unes parmi les plus importantes des fonctions échappaient à ce « fonctionnalisme », à savoir l'animation concrète de la vie, les conditions d'un certain bonheur, la lutte contre la monotonie et contre l'ennui.

C'est donc une nouvelle phase de la pensée des constructeurs et des urbanistes modernes qui s'annonce.

(1961)



Je parlerai en philosophe et en sociologue qui ne participe en rien aux décisions. C'est par un certain côté regrettable parce que cela écarte le sociologue et le philosophe des données de la pratique, mais en même temps cela ajoute à sa pensée quelques degrés de liberté puisque cela ne limite en rien l'usage de l'imagination ni même celui du rêve qui, après tout, sont aussi des dimensions et même des dimensions prospectives de la pensée, ce qui conduit à une réhabilitation de l'utopie.

Le point de vue du sociologue sur la ville me semble différent de celui du géographe ; celui-ci est morphologique ; il décrit le terrain, la relation des groupes humains sur le terrain. Point de vue nécessaire, inévitable. Les rapports des groupes humains avec l'environnement physique méritent une description minutieuse. Cette description donne des renseignements déterminants en ce qui concerne l'origine, la genèse des groupes humains. Mais ce n'est pas le point de vue du sociologue. Celui-ci diffère aussi du point de vue de l'économiste. Nous prenons comme exemple la classification des structures lancée par C. Clark, reprise par Fourastié et quelques autres en France, qui distinguent des secteurs primaires, secondaires, tertiaires. C'est le point de départ d'une analyse également nécessaire, indispensable à un certain niveau de l'étude. Cette théorie nous permet même une certaine typologie des villes puisqu'on peut distinguer des villes agraires, commerciales, industrielles et aussi des villes de loisir. Mais une ville ne peut pas se caractériser par la superposition, la conjonction ou la réduction de ces quatre secteurs. L'analyse

---

\* Inédit. Exposé au « Centre de prospective » le 29. 10. 1962.

de l'économiste est valable à un certain niveau. Elle n'est pas exhaustive.

Le point de vue du sociologue est différent de celui de l'urbaniste, si on prend aujourd'hui, globalement, la pensée des urbanistes, qui généralement s'inspirent de Le Corbusier. Elle part d'une analyse fonctionnelle des éléments, des facteurs ou des fonctions de la cité qui est bien connue : habiter, résider, produire, travailler, échanger, se cultiver, se distraire. Cette analyse aboutit pour le sociologue à un fonctionnalisme valable aussi à un certain niveau, mais contestable si on le transforme en une vision globale et complète de la cité. On risque, avec cette analyse fonctionnelle, de perdre de vue complètement la fonction essentielle de la cité, par exemple celle qui est représentée par la rue. Certains ont laissé se perdre la rue, avec ses fonctions.

Dans ce cadre analytique les architectes et les urbanistes ont trouvé des solutions techniques à un certain nombre de problèmes. Par exemple, ils ont établi des grilles de service, des tracés de trafic, de circulation, de répartition des surfaces. Tout cela est parfaitement valable, mais ne donne pas, pour le sociologue, une analyse exhaustive du phénomène urbain. L'erreur, la déficience générale de ces méthodes et de ces sciences est d'être exagérément analytique.

Il faut une analyse. L'analyse est indispensable. Elle a acquis chez nous — dans notre civilisation — depuis un certain nombre d'années, ou de siècles, une sorte de privilège dû à son importance, dû à une longue expérience de la méthode. Peut-être la méthode analytique est-elle la seule méthode opérationnelle. Il est difficile d'agir sur un tout, sauf à partir d'un élément ou d'une partie. C'est pourquoi la méthode analytique est généralement opérationnelle, car les moments sont rares où l'on peut agir sur le tout. Ce sont ceux qu'on appelle des mutations, des transformations, des révolutions. Généralement on n'agit sur l'ensemble qu'à partir d'un élément, distingué et analysé. Ce privilège de la méthode analytique a mené à négliger la totalité.

Le point de vue que le sociologue reçoit du philosophe est précisément celui du tout : la totalité. Il est amené à

poser un certain nombre de propositions axiomatiques, postulats, hypothèses de travail, qui sont les suivantes :

1) la ville est un tout ;

2) ce tout ne se réduit pas à une somme d'éléments visibles sur le terrain, tangibles, soit fonctionnels, soit morphologiques, soit démographiques, etc.

Proposition initiale : la ville projette sur le terrain une société tout entière, une totalité sociale ou une société considérée comme totalité, y compris sa culture, ses institutions, son éthique, ses valeurs, en bref ses superstructures, y compris sa base économique et les rapports sociaux qui constituent sa structure proprement dite.

Cette proposition renferme un certain nombre de notions connues, la notion marxiste de superstructure, ou la notion courante en sociologie d'institution. Ces notions deviennent plus vivantes, surtout si l'on remarque que dans la ville, elles se matérialisent, elles s'incarnent en œuvres, ces œuvres dont il est facile de voir que ce sont les monuments, les édifices publics et privés, dans lesquels, par lesquels la société globale se présente ou se représente ; ce sont très souvent des symboles.

En partant de cette idée, on peut étudier sur le terrain, sociologiquement, l'intensité d'action de ces œuvres qui incarnent dans l'espace, sur le terrain, les institutions, la culture, l'éthique, les valeurs, les structures et les superstructures. Ces œuvres ce sont aussi des actes sociaux perpétuels.

La notion de totalité n'est pas parfaitement claire. Le tout n'est pas sensible, tangible, ne s'offre pas à l'investigation empirique immédiate. Un tout, c'est toujours un concept, donc une abstraction, et l'abstraction scientifique est quelquefois très difficile à discerner, à distinguer de l'abstraction vaine. L'abstraction scientifique doit viser quelque chose de concret.

L'hypothèse ainsi émise entraîne des propositions réciproques. La totalité, la société, peut se reconstituer, s'atteindre à partir de la cité considérée d'abord analytiquement, mais la reconstitution suppose une démarche qui va de l'élément à l'ensemble, qui comporte des risques d'erreur dans la reconstitution du tout.

Paris, Londres, Florence, Rome, en tant que cités, correspondent à cette définition, et aussi l'antique cité grecque



ou romaine et aussi la cité islamique. A partir d'ici, les problèmes vont se multiplier.

1°) Cette définition porte sur la ville complète ou prise comme telle par hypothèse. Elle porte en fin de compte sur une sorte de type idéal de la ville, sur un archétype qu'il ne faudra pas prendre pour un absolu.

2°) Si la ville projette sur le terrain une totalité sociale, on constate que l'histoire entre dans cette totalité, et le temps. Cela doublement, le temps y entre avec l'histoire en tant que passé cristallisé et en tant que changement actuel, les parties réagissant sur le tout.

La ville est un espace-temps et non pas seulement une projection d'une structure sociale, d'une société globale dans le seul espace.

3°) Par rapport à notre type originel et idéal, beaucoup de villes sinon la plupart apparaîtront incomplètes : la cité militaire, commerciale, administrative, la cité universitaire, industrielle, paysanne. Il se pourrait aussi que telle ou telle de ces villes que nous sommes tentés de dire incomplètes corresponde à une société globale : société essentiellement militaire, essentiellement commerciale, industrielle.

Il ne faut pas transformer notre type idéal de ville en un critère, d'où l'exigence d'une typologie plus développée, qui ne se contentera pas de mesurer l'écart entre telle agglomération urbaine et le type idéal de la ville complète d'où nous sommes partis.

Paradoxe inquiétant. Par exemple, dans une société sans histoire ou presque sans histoire, comme aux Etats-Unis, les villes ont quand même une histoire, et c'est beaucoup moins l'histoire de la société globale que celle de la cité elle-même. Et un trait général de cette histoire des villes américaines, c'est le pourrissement du cœur de la cité — suivi d'efforts de rénovation. Il se pourrait que la cité sans histoire corresponde à une société qui n'aurait plus d'autre histoire que celle de la technique, laquelle n'intervient que pour bouleverser l'agglomération humaine, pour supprimer d'anciennes techniques qui peuvent le cas échéant disparaître sans laisser de traces : le contraire d'une historicité.

La totalité ne doit pas faire oublier que la partie et l'élément ont aussi une existence distincte. Seule une pensée animée par la méthode dialectique permet, semble-t-il, d'attein-

dre cette interaction spécifique des parties dans le tout. Ce serait une erreur de sous-estimer le quartier, dont nous savons qu'il est un tout dans le tout, et cependant, dans les villes que nous connaissons, le quartier n'existe qu'en fonction d'une certaine histoire. Il se pourrait qu'il faille conserver le concept d'une unité de base, élémentaire, de certaines dimensions, qui ne serait plus le quartier, mais une unité, sans se séparer de la totalité.

Je passe rapidement sur cette problématique de la ville et de la sociologie urbaine.

L'apport de la sociologie en tant que science, à travers ses problèmes, à travers ses difficultés, qui tiennent à sa méthode, à son objet spécifique, l'apport de la sociologie peut être considérable.

Le point de départ de cet apport : le groupe humain ne coïncide pas exactement avec ses conditions d'existence, son environnement, son cadre. Pour le groupe humain, l'environnement, le cadre, ce qui résulte soit de la morphologie, soit de l'économie politique, ce cadre est un moyen pour le groupe humain vivant normal. L'environnement est un moyen. Le groupe humain le façonne, le déforme ou le transforme. Il le déborde. Il se relie toujours, sauf s'il est mutilé, à quelque chose de plus vaste qui est la société globale, qui est pour le moment une « culture », peut-être même une conception de la vie, de l'homme. Un groupe humain ne doit jamais être défini complètement par son cadre.

Il faut étudier ce rapport complexe, conflictuel, entre le groupe humain et son cadre : l'élasticité que le cadre prête à la vie du groupe, à son effort pour s'informer, se confirmer, se développer ou se transformer.

La sociologie peut situer ses interventions à différents niveaux de la réalité, de la pensée, de l'efficacité.

Par exemple, elle peut étudier un quartier, ou une zone de banlieue de pavillons, ou un grand ensemble, en fonction du temps et de l'espace, en fonction de l'histoire. Ou plus concrètement en posant des questions comme : « combien de temps faut-il aux membres d'un groupe pour contracter des relations de voisinage, des rapports d'affinité, pour que le groupe vive ? ».

La sociologie peut aussi distinguer des dimensions, des variables, des paramètres et les traiter mathématiquement.

Mais il me semble que la sociologie peut aller plus loin.

Je parlerai de ces fonctions qui ont été égarées et perdues en route par le fonctionnalisme ; les urbanistes ont perdu la rue et ses fonctions. Perdre de vue la rue, ce n'est pas seulement perdre de vue un objet concret, vivant, doué d'une certaine vie ; c'est perdre de vue une fonction plus grave, plus importante, c'est perdre de vue que la cité est une source d'information perpétuelle, que la rue est importante, intéressante pour les gens, en tant qu'émetteur d'informations. La cité considérée comme projection de la société globale est un émetteur perpétuel d'informations toujours renouvelées. Un des buts de la sociologie urbaine est d'appliquer à la vie urbaine, aussi concrètement que possible, la théorie de l'information. Mettre en évidence le fait que la vie urbaine est d'autant plus complète qu'elle est plus émettrice d'informations, et d'informations renouvelées...

D'autres fonctions ont été omises par le fonctionnalisme, par exemple, la fonction symbolique. C'est une banalité de dire que les monuments sont chargés de symboles, de significations, les symboles ayant quelque chose de plus stable, de plus profond que les informations, lesquelles ne sont intéressantes que perpétuellement renouvelées. L'information se perd aussitôt. Il y a déperdition de l'information, tandis que le symbole a une vie plus contenue, plus soutenue. Le rôle des édifices religieux ou politiques est particulièrement significatif à cet égard. Cette fonction symbolique a été oubliée par le fonctionnalisme.

Il y a encore une autre fonction qui a été oubliée par le fonctionnalisme, c'est la fonction ludique. On a oublié que dans la vie urbaine, il y a un jeu perpétuel, non seulement le jeu de l'information mais les jeux de toute espèce, jeux de rencontre, de hasard, jeux tout court qu'on joue dans les bistrotts (cartes, échecs) puis le grand jeu du spectacle dramatique. Il y avait dans les villes des fonctions ludiques qui étaient d'ailleurs assumées par des édifices précis comme le stade de la cité antique, noyau de la vie sociale avec le temple, l'agora. Il y avait un élément ludique qui a disparu dans le fonctionnalisme intégral alors que c'était une fonc-

tion essentielle de la cité. Il n'est que de parcourir un grand ensemble pour voir qu'on recherche souvent avec beaucoup de scrupule, mais tardivement et extérieurement, le moyen de restituer l'élément sportif, aspect important mais non unique de la fonction ludique. Restituez l'élément ludique ! le jeu, dans nos cités modernes tend à être limité à des jeux-spectacles extrêmement passifs. La fonction ludique en tant que fonction active doit être reconsidérée.

Rêve. Imagination. Utopie. La pensée prospective peut elle aussi se situer à différents niveaux.

Nous pouvons tenter de construire des plans de cité en tenant compte principalement des courants de circulation, ou des courants de communication et d'information ; la circulation n'est qu'un aspect important mais non unique de la communication, de l'information. Il est possible de construire des modèles analogiques pour des cités qui seraient érigées en tenant compte de ces courants.

On peut aussi se proposer d'élaborer des plans de ville qui restitueraient certaines réalités perdues, par exemple la rue. Imaginons une ville où les courants de circulation seraient souterrains, ou enfoncés dans la terre ; au-dessus des voitures, non séparées, des rues avec les piétons, rues bordées de boutiques qui seraient comme des souks — ce qui restituerait l'animation de la rue — et les édifices d'habitation disposés en lames, ou en barres, ou de formes plus complexes ou plus riches, au-dessus de ces souks.

En allant plus loin dans la prospective et dans l'utopie, on pourrait se proposer de construire une ville ludique, un modèle de ville dont le centre, le noyau essentiel, serait consacré aux jeux de toute espèce, la culture étant considérée elle aussi comme un grand jeu. Au centre, tout ce qui relève du sport, du jeu, depuis les jeux de hasard jusqu'aux jeux sérieux, les jeux dramatiques bien entendu — le théâtre reprenant une réalité qu'il avait dans la cité antique. Autour de ce noyau ludique on pourrait agencer les éléments résidentiels, les éléments de travail, les entreprises. Une ville de science-fiction.

On peut même aller plus loin. Tenter d'imaginer une ville où la vie quotidienne serait complètement transformée, où les hommes seraient les maîtres de leur vie quotidienne, la

transformeraient à leur gré, seraient libres par rapport à la quotidienneté, la maîtriseraient complètement.

J'ai tenté de résumer les idées d'un sociologue sur la ville. Ces idées se rattachent d'une façon scientifique à une analyse, à des instruments d'analyse que nous détenons, à des possibilités d'analyse de la société globale pour aboutir à cette libération de l'imagination et du rêve.

Tout ceci a été condensé par ailleurs dans un texte que peut-être je vous lirai plus tard, une sorte de manifeste, qui s'intitule : Propositions pour un nouvel urbanisme.

(1962)

# HUMANISME ET URBANISME

## QUELQUES PROPOSITIONS \*

1. Le vieil humanisme « classique » a terminé depuis longtemps, et mal terminé, sa carrière. Il est mort. Son cadavre momifié, embaumé, pèse lourd et ne sent pas bon. Il occupe beaucoup de lieux publics ou non, transformés en cimetières culturels sous les apparences de l'humain : musées, universités, publications diverses. Plus les cités nouvelles et quelques revues d'urbanisme. Trivialités et platitudes se couvrent de cet emballage : « échelle humaine », « mesure humaine », « service de l'humain ». Alors que nous devons prendre en charge la démesure, et créer « quelque chose » à la taille de l'univers.

2. Ce vieil humanisme a trouvé la mort dans les guerres mondiales, pendant la poussée démographique qui accompagne les grands massacres, devant les exigences de la croissance et de la compétition économiques et sous la poussée des techniques mal maîtrisées. Il n'est même plus une idéologie, à peine un thème pour discours officiels ou pour journalistes provinciaux (cette province s'étend jusqu'au centre de Paris).

3. Comme si la mort de l'humanisme classique s'identifiait à celle de l'homme, on a poussé récemment de hauts cris. « Dieu est mort, l'homme aussi. » Attention ! La méditation nietzschéenne commença il y a près d'un siècle, lors de la guerre de 1870-1871, mauvais présage pour l'Europe, sa culture et sa civilisation. Lorsque Nietzsche annonçait la mort de Dieu et celle de l'homme, il ne laissait pas un vide béant : il ne le colmatait pas avec des matériaux de fortune, avec du langage et de la linguistique. Il annonçait aussi le surhumain,

---

\* Revue « Architecture, Forme, Fonction » 1938.

qu'il pensait advenir. Il surmontait le nihilisme qu'il diagnostiquait. Nos auteurs qui monnayent les trésors théoriques et poétiques du XIX<sup>e</sup> siècle, nous replongent dans le nihilisme. Si l'homme est mort, pour qui allons-nous bâtir ? pourquoi bâtir ? Peu importe que la ville ait ou non disparu, qu'il faille la penser à nouveau, la reconstruire sur de nouveaux fondements ou bien la dépasser. Peu importe que la terreur règne, que la bombe atomique soit ou non lancée, que la planète Terre explose ou non. Qu'est-ce qui importe ? Qui pense, qui parle encore et pour qui ? Si le sens et la finalité disparaissent, si nous ne pouvons même plus les déclarer, les créer dans une *praxis*, rien n'a d'importance ni d'intérêt.

4. Le vieil humanisme s'éloigne. Il disparaît, et même la nostalgie s'atténue, et nous nous retournons de plus en plus rarement pour revoir sa forme étendue en travers de la route. C'était l'idéologie de la bourgeoisie libérale. Il se penchait sur le peuple, sur les souffrances. Il couvrait, il soutenait la rhétorique des belles âmes, des grands sentiments, des bonnes consciences. Il se composait de citations gréco-latines saupoudrées de judéo-christianisme. Un affreux cocktail, une mixture à vomir. Seuls quelques intellectuels (dits « de gauche ») ont encore du goût pour cette boisson triste ; ni révolutionnaires, ni ouvertement réactionnaires, ni dionysiaques, ni apolliniens, ils font bénir leurs compromis, qui reçoivent ce nom de baptême : « humanisme ».

5. C'est vers un nouvel humanisme que nous devons tendre et nous efforcer, c'est-à-dire vers une nouvelle *praxis* et un homme nouveau. En échappant aux mythes qui menacent cette volonté, en détruisant les idéologies qui détournent ce projet. La vie urbaine n'a pas encore commencé. Nous inventorions les débris d'une société millénaire dans laquelle la campagne a dominé la ville, dont les idées et « valeurs », les tabous et les prescriptions, étaient pour la plus grande part d'origine agraire, à dominante rurale et « naturelle ». Des cités sporadiques émergeaient à peine de l'océan campagnard. La société rurale était (elle est encore) celle de la non-abondance, de la pénurie, de la privation acceptée ou refusée, des interdits aménageant ou régularisant les privations. Remarque décisive : la crise de la cité traditionnelle accompagne la crise mondiale de la civilisation agraire, également traditionnelle. Elles vont ensemble et même elles coïncident par-

tiellement. A nous de résoudre cette double crise, notamment en créant avec la ville nouvelle la vie nouvelle dans la ville.

6. Dans la phrase précédente, le « nous » a seulement la portée d'une métaphore. Il désigne les intéressés. Ni l'architecte, ni l'urbaniste, ni le sociologue, ou l'économiste, ni le philosophe ou le politique ne peuvent tirer du néant par décret des formes et des rapports nouveaux. Seule la vie sociale (la *praxis*), dans sa capacité créatrice globale, possède un tel pouvoir. Ou ne le possède pas. Les gens nommés plus haut, pris séparément ou en équipe, peuvent déblayer le chemin ; ils peuvent aussi proposer, essayer, préparer des formes. Et aussi et surtout inventorier l'expérience acquise, tirer la leçon des échecs, aider l'enfantement du possible par une maïeutique nourrie de science.

7. Signalons ici l'urgence d'une transformation des concepts et des instruments intellectuels. En reprenant ici des formulations employées ailleurs, certaines démarches mentales encore peu familières sont indispensables :

a) *La transduction*. C'est une opération intellectuelle qui peut se poursuivre méthodiquement et qui diffère de l'induction et de la déduction classique, mais aussi de la construction de « modèles », de la simulation, des énonciations d'hypothèses. La transduction élabore et construit un objet théorique, un objet *possible*, à partir d'informations portant sur la réalité, ainsi que d'une problématique posée par cette réalité. La transduction suppose un feed-back incessant entre le cadre conceptuel utilisé et les observations empiriques. Sa théorie (méthodologie) met en forme les opérations mentales spontanées de l'urbaniste, de l'architecte, du sociologue, du politique, du philosophe. Elle introduit la rigueur dans l'invention et la connaissance dans l'utopie.

b) *L'utopie expérimentale*. Aujourd'hui, qui n'est *utopien* ? Seuls les praticiens étroitement spécialisés, qui travaillent sur commande sans soumettre au moindre examen critique les normes et contraintes stipulées, seuls ces personnages peu intéressants échappent à l'utopisme. Tous *utopiens*, y compris les prospectivistes, les planificateurs qui projettent le Paris de l'an 2000, les ingénieurs qui ont fabriqué Brasilia, et ainsi de suite ! Mais il y a plusieurs utopismes. Le pire, c'est celui qui ne dit pas son nom, qui se couvre de positi-



visme, qui s'impose à ce titre les contraintes les plus dures et la plus dérisoire absence de technicité.

L'utopie est à considérer expérimentalement, en étudiant sur le terrain ses implications et conséquences. Elles peuvent surprendre. Quels sont, quels seront les lieux socialement réussis ? Comment les détecter ? selon quels critères ? voilà ce qui a de l'intérêt.

8. Autre démarche intellectuellement indispensable : discerner sans les dissocier les trois concepts fondamentaux, à savoir la structure, la fonction, la forme. Connaître leur usage et leur portée, leurs aires de validité, leurs limites et rapports réciproques. Savoir qu'ils font un tout, mais que les éléments de ce tout ont une certaine indépendance et une autonomie relative. Ne pas privilégier l'un d'eux, ce qui donne une idéologie, c'est-à-dire un système dogmatique de significations : le structuralisme, le formalisme, le fonctionnalisme. Les utiliser tour à tour, sur un pied d'égalité, pour l'analyse du réel (qui jamais n'est exhaustive et sans résidu) ainsi que pour l'opération dite « transduction ». Bien comprendre qu'une fonction peut s'accomplir par le moyen de structures différentes, qu'il n'y a pas de lien univoque entre les termes. Que fonctions et structures se revêtent de formes qui les révèlent et les voilent — que la triplicité de ces aspects constitue le tout qui est plus que ses aspects, éléments et parties...

Ces beaucoup trop brèves indications méthodologiques exigent un complément. Parmi les outils intellectuels dont nous disposons, il y en a un qui ne mérite ni le dédain ni le privilège de l'absolu, celui de *système* (ou de *sous-système*) de significations.

Nous savons que les politiques ont leurs systèmes de significations, qui leur permettent de subordonner à leurs stratégies les actes et événements sociaux influencés par eux.

Nous savons que l'humble habitant a son système de signification (ou plutôt son « sous-système »). Le fait d'habiter ici ou là comporte la réception, l'adoption, la transmission, d'un tel système, par exemple celui de « l'habitat pavillonnaire », celui des villes nouvelles ou celui des anciens quartiers, etc.

Les architectes semblent avoir établi et fréquemment dogmatisé des ensembles de significations, mal explicités comme tels et mis sous les vocables « fonction », « forme »,

« structure ». Ils les ont élaborés non pas à partir des significations perçues et vécues par ceux qui habitent, mais à partir du fait d'habiter, perçu et conçu par eux. Il y aurait lieu de formuler ce système, érigé souvent en *urbanisme* par extrapolation, sans autre procédure ni précaution. Le système que l'on pourrait nommer légitimement « urbanisme », qui retrouverait les sens de la ville ancienne — qui rejoindrait les significations de la pratique nommée « habiter » (c'est-à-dire « l'humain ») — qui ajouterait à ces faits acquis, par transduction, une théorie des *temps-espaces* — qui montrerait une pratique découlant de cette élaboration théorique — cet urbanisme n'existe pas encore.

(Première version en 1962, réécrite et parue en 1968.)

## DE L'HABITAT PAVILLONNAIRE \*

Depuis quelques dizaines d'années, la pensée analytique et technique s'est appliquée aux questions dites « d'urbanisme ». Méthodiquement, on a défini une fonction et un objectif de l'être humain dans sa vie sociale : se loger, autrement dit détenir un certain espace pour organiser sa vie « privée », individuelle et familiale. On a créé un néologisme pour désigner cet ensemble de faits : l'habitat.

De textes nombreux, dont les plus connus sont ceux de Le Corbusier et de son école, on peut dire aujourd'hui sans crainte de se tromper qu'ils sont précis, qu'ils tendent vers un positivisme sociologique et qu'ils soulèvent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent. L'esprit qui les anime rejette ce qui, dans notre culture occidentale, se nommait et se nomme encore « profondeur », dans l'étude de l'homme, de la cité, de la société en général. Cette tendance n'est pas particulière aux sociologues, aux spécialistes de l'architecture et de l'urbanisme. Elle se constate dans beaucoup d'autres domaines, y compris les sciences sociales et la littérature. Le refus de la spéculation philosophique traditionnelle, sans en tirer parti pour atteindre par des voies nouvelles les multiples dimensions du « phénomène humain », conduit vers une superficialité acceptée, voulue, proclamée comme telle, identifiée avec la prédominance des problèmes techniques et scientifiques.

La sociologie qui se dit empiriste et positiviste s'engage aussitôt dans un tourniquet, en d'autres termes dans

---

\* L'Habitat pavillonnaire par Nicole Haumont, M.-G. Raymond, Henri Raymond, éditions du C.R.U., Paris, 1967.

un cercle vicieux. D'un côté on proclame avec de fort bonnes raisons, qu'avant de loger les gens il faut connaître leurs besoins, et que cette étude renvoie des individus et des petits groupes à des instances de plus en plus larges : la société, la culture. D'autre part, on en vient à isoler, au sein de cette globalité, un certain nombre de fonctions, de formes ou systèmes partiels, au premier rang desquels l'habitat, le logement. En tournant dans ce cercle, une certaine sociologie qui se dit très scientifique formule avec complaisance des trivialités sur les besoins, sur la vie de famille dans le logement, sur la vie de quartier, etc...

Est-ce par hasard, comme on dit, si pendant cette même période les historiens se sont penchés sur les formes disparues de la Cité pour y ressaisir des éléments oubliés ? si les philosophes les plus « profonds » ont essayé d'atteindre « l'habiter » ? Nous devons à G. Bachelard dans sa « poétique de l'espace », quelques pages inoubliables sur la Maison. Quant à Martin Heidegger, l'habiter joue un rôle essentiel dans sa doctrine. La terre est l'habiter de l'homme, cet « être » exceptionnel parmi les « êtres » (les « étants »), comme son langage est la Demeure de l'Être. Ce philosophe qui ne se veut plus métaphysicien et qui conteste l'étiquette « existentialiste » que les lecteurs peu avertis lui collent au front, a posé l'interrogation radicale : « Qu'est-ce qu'habiter ? » Il y a selon lui un lien entre le bâtir, l'habiter, le penser (et le parler). L'habiter, dans son essence, est poétique. C'est un trait fondamental de la condition humaine, et non une forme accidentelle ou une fonction déterminée. Commentant l'admirable poème de Hölderlin, « Poétiquement habite l'homme », Heidegger déclare que la parole du Poète ne concerne en rien les conditions actuelles de l'habitation. Elle n'affirme pas qu'habiter veuille dire se loger. Nous nous trouvons, dit Heidegger, devant une double exigence et un double mouvement : penser l'existence profonde de l'être humain en partant de l'habiter et de l'habitation — penser l'être de la Poésie comme un « bâtir », comme un « faire habiter » par excellence.

Le Poète construit la demeure de l'être humain, c'est-à-dire de l'Être en l'homme. « Si nous cherchons dans cette direction l'être de la Poésie, nous parviendrons à l'être de

l'habitation » (1). Il se pourrait, dit Heidegger, que nos habitations sans poésie, que notre impuissance à prendre la mesure de l'homme et de son cœur, proviennent d'un étrange excès : d'une fureur de mesure et de calcul.

La maison étrange, onirique, unique, dont nous entretenons G. Bachelard, cette maison qui rassemble dans son unité de rêve les dispersions du Moi, c'est une maison traditionnelle, une demeure patriarcale, bondée de symboles, riches de coins mystérieux, de greniers. De cette Maison, le philosophe a pu écrire : « Elle est une des plus grandes puissances d'intégration pour la pensée, les souvenirs, les rêves de l'homme... Elle maintient l'homme à travers les orages du ciel et de la terre... Elle est corps et âme ». Cette maison disparaît. On ne sait plus, on ne peut plus en construire. Ce n'est que trop facile de constater cette disparition et le positivisme l'emporte à bon compte. Quant à Heidegger, il nous montre le monde ravagé par la technique, qui conduit à travers ses ravages vers un autre rêve, vers un autre monde encore inaperçu. Il nous avertit : un logement construit selon des prescriptions économiques ou technologiques s'éloigne de l'habiter autant que le langage des machines de la poésie. Il ne nous dit pas comment construire « hic et nunc » des immeubles et des villes.

Notre situation n'est-elle pas dramatique, aussi bien dans la praxis que dans la pensée théorique ? D'un côté, trivialité, description de ce que le regard constate et qui entérine le constat et qui enferme la pensée dans la constatation dénommée « science » ; cette science porte sur le fait accompli et n'en apporte qu'une connaissance et une critique volontairement superficielles. Cette attitude qui amasse et entasse des faits, se veut « opératoire ». Elle l'est : ses concepts et modèles s'élaborent de façon à permettre l'application rapide, au moindre coût (de temps, d'espace, d'argent et de pensée). Il est facile de construire des immeubles ou des « ensembles » selon les prescriptions de cette pensée opératoire. Il est moins sûr que les habitants soient « satisfaits », encore moins sûr qu'ils y mènent une vie digne d'être vécue. Le pire, ne serait-ce pas qu'ils se satisfassent de peu, qu'ils s'adaptent ? De

---

1. Essais et Conférences, p. 170 et sq. « Bâtir, habiter, penser », p. 224 et sq. « L'homme habite en poète ».

l'autre côté, par contre, il y a profondeur, pressentiment d'un être « total » de l'homme, mais cette profondeur ne trouve pas d'application. Elle n'a rien d'opérationnel. Comment sortir de cette impasse ?

La contradiction est d'autant plus difficile à résoudre qu'elle ne peut s'isoler. Elle se relie à une « problématique » plus générale, par des cheminements faciles à reconstituer. Quel est le rapport entre les nouvelles sciences de la société et l'antique tradition philosophique ? Quels sont les rapports exacts entre les faits, les conceptions, les théories, dans ces sciences ? etc...

Les travaux ici présentés par l'Institut de Sociologie Urbaine n'ont certes pas la prétention de résoudre ces problèmes. Ils ont cependant une ambition. Ils procèdent d'une conscience des problèmes et de leurs termes contradictoires, non d'une option délibérée pour tel ou tel de ces termes. Ils cherchent donc une voie dans laquelle la solution s'esquisserait, monterait à l'horizon dès l'ouverture de cette voie. Ce qui permettrait de rapprocher la recherche et la découverte trop souvent divergentes, la recherche vagabondant sur des chemins sans issue, la découverte s'éloignant sans fin ou se proclamant de façon arbitraire.

Premier point (ou si l'on veut : première démarche, première affirmation, première hypothèse). L'habiter est un fait anthropologique. L'habitation, la demeure, le fait de se fixer au sol (ou de se détacher), le fait de s'enraciner (ou de se déraciner), le fait de vivre ici ou là (et par conséquent de partir, d'aller ailleurs), ces faits et cet ensemble de faits sont inhérents à l'être humain. Ils constituent un ensemble à la fois cohérent et pénétré de contradictions, de conflits virtuels ou actuels. L'homo (l'homme en tant qu'espèce) peut se dire faber, sapiens, loquens, ludens, ridens, etc... On le détermine par un certain nombre d'attributs, dont les dénominations et connotations (c'est-à-dire les significations et les résonances) sont assez larges pour couvrir les manifestations multiples de la « qualité » considérée. La liste de ces attributs de l'homme en tant qu'espèce n'est peut-être pas épuisée. L'habiter fait partie de ces attributs, ou si l'on veut ainsi parler, de ces dimensions.

Cette formule appelle aussitôt des corrections. Si nous considérons l'habiter comme un trait anthropologique, cela ne veut pas dire que l'habiter relève exclusivement d'une science particulière, l'anthropologie, qui étudierait comme des constances et des invariances les attributs de l'espèce humaine (de l'homme en tant qu'homme). Cette conception, assez répandue aujourd'hui, ne peut s'accepter. Depuis qu'ils existent socialement, c'est-à-dire en tant qu'espèce, avec leurs traits spécifiques, les êtres humains ont eu une habitation. Les modalités ont profondément changé : il y a une histoire de l'habiter et de l'habitation. Une certaine analogie entre la hutte et le pavillon ne doit pas se poursuivre jusqu'à effacer les différences. L'habitation a changé avec la société, avec le mode de production, même si certains traits (la clôture d'un espace, par exemple) conservent une constance relative. L'habiter a changé en fonction de ces totalités que constituent la culture, la civilisation, la société à l'échelle globale : les rapports et modes de production, les structures et superstructures.

Les transformations sont telles que l'on peut aujourd'hui imaginer, sinon expérimenter, le style de vie d'un être humain ou plutôt surhumain qui ne serait qu'errance, pérégrination mondiale et supra-terrestre, déracinement voulu après chaque fixation. Ou bien encore qui ne trouverait sa demeure que dans la poésie. Par ces clauses nous continuerons à exclure aussi bien le sociologisme que l'ontologie qui profère des vérités éternelles sur les racines et l'enracinement. Si nous déclarons liminairement que l'habiter est une dimension de l'homme (en tant qu'être humain), ce n'est pas pour la privilégier. Toute tentative de définir l'humain par une de ses dimensions ou par un de ses attributs tombe sous les coups de la pensée critique. De même que toute réduction des dynamiques qui font l'histoire, à des combinaisons statiques. Par conséquent, que personne ne s'arroge le droit de définir le destin de la société en fixant à ses membres des normes de l'habitation et des modalités de l'habiter. L'invention et la découverte doivent rester possibles. La demeure est un lieu ouvert. Dans l'habiter préférable aux autres, l'être humain doit pouvoir s'affirmer et se dire tour à tour *faber*, *sapiens*, *ludens*, *ridens*, *amans*, *creator*, etc... S'il y a des traits qui viennent à tous les êtres humains de leur appartenance à l'espèce et

à la condition (par exemple, le fait de naître faible et nu, de traverser la croissance et l'apprentissage, de mûrir, de vieillir, de mourir) la place et l'importance de ces traits dans l'habiter, leur hiérarchie, ont changé avec les sociétés, ainsi que leurs actions réciproques. Autrement dit, le fait d'avoir un âge et un sexe fait partie des caractères généraux des individus constituant le genre humain ; mais les rapports entre âge et sexe ont changé dans les sociétés, de même que l'inscription de ces faits dans l'habiter. Avec ces changements se transformèrent les relations telles que la proximité et la distance (sociales, au sein des groupes), l'intimité et l'éloignement, le voisinage et la séparation, relations qui entrent dans la pratique sociale, c'est-à-dire dans l'habiter et qui sont indiquées ou signifiées par les objets d'usage.

L'habiter est d'abord constitué par des objets, par des produits de l'activité pratique : les biens meubles ou immeubles. Ils forment un ensemble caractéristique, ou des ensembles au sein des sociétés. Ils existent objectivement ou si l'on veut « objectalement », avant de signifier ; mais ils n'existent pas sans signifier. Le mot « avant » indique une sorte de priorité logique plutôt qu'une antériorité dans le temps. Nous devons poser l'habiter comme une fonction inhérente à toute société, à tout organisme social ; mais à cette fonction pratique s'adjoint aussitôt une fonction signifiante. Les biens meubles et immeubles constituant l'habiter enveloppent et signifient des relations sociales.

Second point. La façon d'habiter, le mode ou les modalités de l'habiter s'expriment dans le langage.

Cette proposition est un truisme. De quoi parlerait-on, qu'exprimerait le langage si ce n'est la façon de vivre, y compris l'habiter, dans une société donnée ? Il y a d'abord une fonction pratique, disons-nous, puis adjonction de significations et de sens. L'analyse distingue ce qui se donne comme inséparable ; et même, dans la pratique, les significations et sens apparaissent peut-être dans les objets d'usage courant avant les fonctions pratiques. Une fois appris l'usage des objets, on n'a plus besoin d'y penser, et la conscience s'attache aux significations, qui disent un statut social, des



conditions et relations des groupes et des individualités dans les groupes (2).

Par malheur, les façons de vivre s'expriment dans le langage parlé qui ne laisse pas de traces. Les témoignages écrits sont donc incomplets, expurgés d'une partie de ce qui nous intéresse. Le langage n'est pas voué à l'expression de l'habiter. On y trouve aussi la nourriture, l'habillement, les jeux, ainsi que les souvenirs des événements et les indications portant sur les multiples activités économiques et politiques. Le langage comprend donc des « systèmes » qui s'enchevêtrent, qui ne peuvent se clore. La vie quotidienne exige une perpétuelle traduction en langage courant de ces systèmes de signes que sont les objets qui servent à l'habiter, aux vêtements, à la nourriture. Celui qui ne sait pas traduire est un ignorant ou un aberrant, ou un étranger. D'autre part, on ne saurait qu'approuver Maxime Rodinson lorsqu'il écrit, au terme d'une étude très poussée et vraiment sociologique d'une société aussi vaste et importante que la nôtre et pourtant différente : « Il n'y a pas coexistence d'un homme-se-nourrissant, d'un homme-se-vêtant, d'un homme-produisant, d'un homme-pensant ». Il s'agit évidemment du « même homme » dont les activités retentissent les unes sur les autres (3). S'il est vrai que les notions de globalité et de totalité, d'homme « total » et d'interaction dans cette totalité, ne vont pas sans problèmes, ce n'est pas une raison suffisante pour les abandonner. Les systèmes partiels d'objets, d'actes, de signes (choses et mots) sont des œuvres de l'homme social. Ce sont les individus membres d'une société, insérés dans sa praxis, pris dans une globalité, qui mangent, boivent, jouent, habitent. Les individus et les groupes constituent un lien actif et incessant entre l'ensemble social d'une part et d'autre part les systèmes partiels, la langue leur servant à la fois de moyen, d'intermédiaire, de milieu.

---

2. Cf. Sur le champ sémantique, H. Lefebvre, « Introduction à la psychosociologie de la vie quotidienne » dans « Encyclopédie de la psychologie », éd. Nathan, p. 102 et sq ; aussi « Critique de la vie quotidienne », I, pp. 278-325 ; l'Arche, éditeur.

Cf. également les textes de Roland Barthes, notamment « Essais critiques », p. 155 et sq.

3. Cf. « Islam et capitalisme », p. 202.

Le langage ? la langue ? Ils peuvent se considérer comme systèmes de systèmes, mais aucun des systèmes partiels ne peut se fermer. Il faut donc les extraire du langage (de la langue) par une suite d'opérations difficiles, qui ne peuvent se mener à bien sans une méthode. Cette méthode dégage une abstraction scientifique, concrète à sa manière : le code relatif à tel message sensible ou verbal, celui qui a pour référence le jeu, l'habiter, le vêtir, l'aimer, d'une société donnée.

La difficulté vient de ce que l'opération ne serait précise que si l'ensemble partiel considéré formait un système clos (un « corpus »). Or aucun des systèmes partiels, disons-nous, ne peut se fermer, ni leur ensemble, à savoir le langage. De plus, les rapports de production, la division (technique et sociale) du travail, dominant de loin et de haut la langue sans passer entièrement dans les mots. Seuls certains résultats de ces rapports passent dans le vocabulaire ou dans la morphologie. Le biologique, par exemple, y passe mieux que le social proprement dit, si paradoxal que cela puisse paraître. Dans le langage, fait social par excellence, qui « reflète » la vie sociale, les rapports sociaux essentiels restent « inconscients » ou « supraconscients », comme la totalité elle-même de la société, de la culture et de la civilisation. Ils attendent la connaissance qui peut seule les formuler en élaborant des concepts. Enfin, si « l'homme » ou « l'homme total » fait problème, c'est peut-être parce qu'il fait sens (ou quête de sens).

Les grandes luttes sociales, idéologiques, politiques, avec leurs stratégies, ne se déroulent pas au niveau des systèmes partiels admis dans la pratique quotidienne, passés dans le langage. Plus encore que le linguiste, le sociologue doit examiner l'importance des systèmes partiels, leurs hiérarchies changeantes.

Troisième point (ou troisième démarche). L'habiter s'exprime « objectivement » dans un ensemble d'œuvres, de produits, de choses qui constituent un système partiel : la maison, la ville ou l'agglomération. Chaque objet fait partie de l'ensemble, il en porte la marque ; il témoigne du style (ou de l'absence de style) de l'ensemble. Il a signification et sens dans l'ensemble sensible qui nous offre un texte social. En même temps, l'habiter s'exprime dans un ensemble de mots, de locutions.

Pour l'habiter comme pour le vêtir ou le « se nourrir » ou le jouer, il y a donc double système : sensible et verbal, objectal et sémantique. Quel est le rapport entre les deux systèmes ? En principe, ils doivent se correspondre. En fait, il est difficile que la correspondance soit exacte, univoque, terme à terme. Pas plus à l'échelle d'un système partiel qu'à celle de la société entière et de la langue, le langage n'est un « sac-à-mots » ou un « sac-à-choses ». Entre les deux systèmes, il y a toujours des lacunes, des décalages, voire des hiatus qui empêchent de les considérer comme les deux aspects d'un système unique. Ils n'évoluent pas selon la même loi, ni selon une loi interne à chacun d'eux. Les événements qui modifient ou bouleversent la société agissent différemment sur les objets et sur la langue, sur les divers systèmes partiels. Certaines causes matérielles, certaines raisons formelles (idéologiques) peuvent changer tel système partiel, tel groupe d'objets ou de mots, plus ou moins vite, en agissant davantage sur les objets ou sur les mots.

Il serait trop facile d'atteindre le système sémantique de l'habiter (les mots et liaisons de mots) en parlant du système sémiologique (les objets relatifs à l'habiter et leurs significations). ; Aucun de ces messages n'apporte le code qui permet de déchiffrer l'autre, automatiquement. Il n'y a pas entre eux relations réciproques de code à message, ou de langage à métalangage. Ce sont deux textes sociaux distincts, qu'il faut étudier comme tels par analyse sans pour autant les séparer, en utilisant les correspondances déjà repérables et repérées.

Autre complexité : l'habiter ne peut se considérer globalement, même s'il faut l'étudier comme un tout (comme un système partiel). Il comprend des niveaux, comme le langage. En étudiant ces sociétés aussi vastes que la nôtre et assez différentes pour éclairer la nôtre, qui sont liées sous le vocable « Islam », Jacques Berque a montré dans la ville musulmane un urbanisme de signes. Les fonctions de la ville selon l'éthique islamique, à savoir l'échange et le témoignage, se réalisent dans un ensemble architectural de significations, en même temps que dans des fonctions économiques et politiques et dans une hiérarchie de voisinages autour

des monuments dont le principal est la mosquée (4). Dans un tel ensemble « objectal » et subjectif à la fois, l'habiter individuel et familial n'est qu'un élément : la maison. Il s'insère, il s'articule avec des niveaux plus amples. Il est essentiel et cependant subordonné. Pour le saisir, il faut ici encore extraire et abstraire un système partiel, élément et niveau de systèmes plus vastes, eux-mêmes partiels, ouverts, jamais achevés, jamais clos.

C'est dire combien il faut affiner les notions de « système », de signification, d'ensemble, de totalité...

La technique la plus répandue chez les sociologues, le questionnaire, ne convient pas pour une telle recherche. Certes, elle s'entoure de précautions et vise une précision scientifique. Le plus souvent, on le sait, les questions posées sont des questions fermées, auxquelles l'interviewé répond par oui ou par non. Le questionnaire est « administré » à un échantillon prélevé selon des règles strictes. Le dépouillement, après codage, se fait sur machines. On obtient des nombres : pourcentages, corrélations. Qu'a-t-on saisi ? Les questions posées n'étaient-elles pas formulées à l'intérieur d'un système de significations (celui du sociologue, celui d'un autre personnage invisible) de sorte que l'interviewé s'y conforme pour répondre et par le seul fait d'y répondre ? La technique des questionnaires est précise mais étroite et d'ailleurs n'échappe pas à la suspicion. Elle permet de nommer « science » une interprétation et dans le meilleur des cas une conceptualisation partielle. Il arrive qu'on s'autorise de questionnaires et de dépouillements rigoureux en apparence pour joindre de pseudo-concepts à de pseudo-faits.

Des démarches antérieurement rappelées résulte une conséquence : seul l'entretien non-directif peut atteindre l'habiter. Il faut donner la parole aux intéressés, en orientant l'entretien sur l'activité spécifique que l'enquêteur étudie (ici l'habiter) mais en laissant libre l'expression. Seules contraintes : l'intervieweur, présence-absence, et le magnétophone, autre présence-absence.

Une grande difficulté méthodologique surgit ici. Les questionnaires, précis, ne vont pas loin. Les entretiens non-direc-

---

4. La Ville, Entretiens sur les sociétés musulmanes, publications E.P.H.E., p. 58 et sq.

tifs vont plus profond dans les « êtres humains ». Qui ne l'accordera ? Mais plus d'un sociologue contestera la possibilité de tirer une connaissance des entretiens non-directifs. Le « profond » est insaisissable ; la conduite méthodologique de la réflexion exige donc qu'on l'écarte. Comment sortir de cette impasse qui représente sur le plan méthodologique la difficulté théorique générale, celle du passage entre la métaphysique et la trivialité positiviste ?

Ici, nous proposons une orientation. L'entretien, nécessaire, ne suffit pas. On ne saurait le compléter seulement par des fiches, même détaillées, découpant en rubriques l'environnement social de l'interview. La description minutieuse est importante : celle des maisons, des biens meubles et immeubles, des vêtements, des visages et des comportements. Seule la confrontation entre les données sensibles, telles que les perçoit le sociologue et telles qu'il cherche à les saisir comme ensemble, d'une part, et d'autre part les lieux, les temps et les choses perçues par les intéressés, permet une connaissance. Expliquons-nous bien sur ce point. Les objets liés à l'habiter (comme au vêtir ou au « se nourrir ») ne constituent pas une langue mais un sous-ensemble cohérent, un groupe : un système (partiel, sémiologique). Les mots liés à l'habiter constituent un groupe sémantique. Il y a double message, celui des mots, celui des objets. La confrontation, qui ne suppose pas le décryptage spontané ou automatique d'un texte par l'autre, qui repose sur l'expérience scientifique mais non sur la subjectivité du savant, permet de sortir de l'entretien verbal en le comprenant objectivement. La recherche n'y reste pas enfermée, et n'en sort pas au nom d'une herméneutique (interprétation) qui n'arriverait pas à se constituer en savoir et prolongerait la philosophie. Paradoxe méthodologique : le recours au double système, à la double détermination de l'activité spécifique étudiée — ici l'habiter — permet de briser le cercle. La dualité « mots-choses » n'embrouille les démarches que d'une pensée unilatérale. Le système des objets permet de cerner et d'analyser le système des significations verbales et inversement.

Chacune des pages d'une telle étude devrait être abondamment illustrée, le discours scientifique du sociologue renvoyant à ces deux textes qu'il réunit en une réflexion cohérente : les interviews — les données sensibles (disposition

des lieux, coins privilégiés, endroits affectés au privé et au social, photos de clôtures et de façades, etc). Cette illustration serait indispensable, comme les données reproduites ont été indispensables à l'intelligence des déclarations des intéressés. Toutefois, une telle contre-partie « objectale » des énoncés verbaux laisserait encore échapper les temps, les durées, les rythmes de vie, dont la répartition des espaces est l'expression sensible. Actuellement, nous n'avons aucun moyen d'illustrer en les rendant sensibles les temps abstraits découpés par l'analyse.

\*

\*\*

L'équipe de l'Institut de Sociologie Urbaine a donc l'ambition d'apporter quelque chose à l'épistémologie. En ce qui concerne les concepts théoriques, elle essaie également de situer la convergence de recherches jusqu'ici séparées : la linguistique (avec la sémantique et la sémiologie), les analyses inspirées du marxisme (critique de l'aliénation, critique des idéologies, critique de la vie quotidienne). Selon la procédure que nous venons de résumer, l'étude de l'habiter pavillonnaire donna lieu à trois cents interviews non-directifs, de longueur et d'intérêt fort inégaux. Les enquêteurs devaient accompagner leurs entretiens de notes constituant un protocole minutieux de la rencontre : descriptions, si possible photos. Une énorme masse d'informations sur le Pavillon a été ainsi rassemblée sous la direction de Mme Nicole Haumont. Après quoi, M. Henri Raymond dirigea le dépouillement de ce matériel ; malheureusement, ses fonctions actuelles — secrétariat scientifique du Centre européen de recherches sociales, fondé à Vienne par l'Unesco — l'ont empêché de complètement rédiger la partie méthodologique qui devait accompagner les travaux de Mme Haumont et de Mme M.G. Raymond. Ce n'est que partie remise. La méthodologie complète paraîtra ultérieurement. Contentons-nous ici d'indiquer que des linguistes participèrent à cette élaboration. L'équipe a mis en fiches les interviews, en tenant compte principalement des oppositions pertinentes apparues dans le « discours pavillonnaire », sans omettre les expressions affectives ou symboliques. Au contraire, les oppositions sémantiques, donc intellectualisées, ont été reliées aux symboles ; ainsi l'oppo-

sition « nature-société », liée dans cette étude aux oppositions « campagne-ville », « santé-maladie », « liberté-asservissement », n'a pas été dissociée des symboles qui la portent : le coin de verdure, le coin ensoleillé, la pelouse, l'arbre, etc...

Ces considérations méthodologiques très abrégées ont interrompu l'enchaînement logique de nos propos. Nous avons insuffisamment présenté le « champ » de l'étude, à savoir le Pavillon.

La Ville a décidément éclaté ; ses formes classiques (la ville antique ou médiévale) s'éloignent dans le temps. Cela ne veut pas dire que l'agglomération urbaine, avec des formes, des fonctions, des structures anciennes ou nouvelles, ait disparu. Le « tissu urbain » (formulation un peu vague mais commode) a pris de nouvelles formes ; il assume de nouvelles fonctions ; il acquiert de nouvelles structures. Parmi les formes que prennent les excroissances périphériques qui s'ajoutent aux centres des villes, lorsque ces centres n'ont pas disparu ou n'ont pas trop pourri, chacun connaît les secteurs résidentiels, les « quartiers » pavillonnaires, les ensembles et cités récents. Il y a peu de contrastes plus saisissants que celui, si facilement observable, entre pavillons et nouveaux ensembles.

Les littérateurs et les sociologues se sont acharnés sur les Ensembles, qui ont fait et font encore l'objet de multiples travaux. Constatons combien peu le Pavillon a été étudié. On s'est généralement contenté, selon des normes esthétiques ou éthiques, de noter la laideur, le désordre des banlieues pavillonnaires, de railler les traits petits-bourgeois de ses habitants, de souligner les illusions un peu ridicules que dissimule si mal le décor. « L'habitat pavillonnaire » semblait indigne d'une analyse scientifique. Les conclusions de la recherche de G. Palmade sur « les attitudes des Français en matière de logement » (5) paraissaient aussi définitives que sévères. Le Pavillon indique un individualisme essentiel ; ses habitants veulent avant tout préserver le « moi », la personnalité privée. « L'opposition entre le monde extérieur et le monde intérieur donne son sens au logement ». L'image du pavillon correspond à un idéal qui comporte un désir de pro-

---

5. 1961, 90 pages ronéo. Cf. pp. 71-72 ;

Cf. également : « Logement et vie familiale », Centre d'étude des groupes sociaux, 1966, annexe bibliographique, pp. 105-107.

tection et d'isolement, un besoin d'identification et d'affirmation de soi, un besoin de contact avec la nature, en bref une exigence d'isolement. Une sorte d'attitude magique valorise et idéalise le Pavillon ; la résistance au changement et le triomphe de l'isolement individualiste y prennent l'ampleur d'un mythe. Donc, condamnation. Cependant, les enquêtes sociologiques montraient que la majorité des Français, de tous âges et conditions et catégories socio-professionnelles et revenus, aspiraient à vivre en pavillon (80 %). Cette majorité est plus forte chez les ouvriers, dans les catégories à revenus relativement bas, que chez les cadres et catégories à revenus élevés.

Comment expliquer ce phénomène ? S'agit-il vraiment et uniquement d'un mythe ? d'une idéologie ? d'une recrudescence de l'individualisme ? d'une reviviscence du mythe ? Si mythe il y a, s'agit-il d'une ancienne réalité devenue mythique, comme la maison patriarcale et plutôt rurale évoquée par G. Bachelard ? S'il s'agit d'une idéologie, comment et pourquoi s'est-elle répandue à ce point ? D'où vient-elle ?

Les sociologues ne se posaient guère ces questions. Ils expliquaient en général l'attrait du pavillon par les seuls inconvénients, réels ou fictifs, des « ensembles » et logements « collectifs » dans la ville moderne débordée par l'arrivage massif de populations nouvelles, éclatée en banlieues et périphéries.

Le premier mérite de l'équipe I.S.U. (et particulièrement de M. Henri Raymond) ce fut de ne pas tomber dans le mépris des « pavillonnaires », de considérer leur habiter comme digne d'une étude sociologique exigeant un affinement des méthodes et techniques d'approche. Ce qui semblait insignifiant ou dérisoire a révélé un sens. Ne serait-ce pas une voie de la découverte ?

Le contraste, disions-nous, entre « l'habitat pavillonnaire » et les grands ensembles est saisissant. Précisons quelques aspects de cette confrontation. Dans le pavillon, d'une façon sans doute mesquine, l'homme moderne « habite en poète ». Entendons par là que son habiter est un peu son œuvre. L'espace dont il dispose pour l'organiser selon ses tendances et selon ses rythmes garde une certaine plasticité. Il se prête aux aménagements. Ce n'est pas le cas de l'espace fourni aux locataires ou aux co-propriétaires dans unensem-



ble ; cet espace est rigide, dépourvu de souplesse. Les aménagements y sont difficiles, souvent impossibles, presque toujours interdits. L'espace pavillonnaire permet une certaine appropriation par le groupe familial et par les individus de leurs conditions d'existence. Ils peuvent modifier, ajouter ou retrancher, superposer à ce qui leur est fourni ce qui vient d'eux : symboles, organisation. Leur environnement prend ainsi du sens pour eux ; il y a système de signification, et même double système : sémantique et sémiologique, dans les mots et dans les objets.

Le concept d'appropriation est un des plus importants que nous aient légués des siècles de réflexion philosophique. L'action des groupes humains sur l'environnement matériel et naturel a deux modalités, deux attributs : la domination et l'appropriation. Elles devraient aller ensemble, mais souvent se séparent. La domination sur la nature matérielle, résultat d'opérations techniques, ravage cette nature en permettant aux sociétés de lui substituer ses produits. L'appropriation ne ravage pas, mais transforme la nature — le corps et la vie biologiques, le temps et l'espace donnés — en biens humains. L'appropriation est le but, le sens, la finalité de la vie sociale. Sans l'appropriation, la domination technique sur la nature tend vers l'absurdité en s'accroissant. Sans l'appropriation, il peut y avoir croissance économique et technique, mais le développement social proprement dit reste nul.

Or la ville d'autrefois (antique ou médiévale) apporta une appropriation spontanée, limitée mais concrète, de l'espace et du temps. « A l'échelle humaine », comme on l'a si souvent répété, l'espace et le temps deviennent des œuvres comparables à celles de l'art. Lorsque les villes s'accroissant débordèrent leur « échelle » initiale, cette appropriation spontanée disparut. On tenta de la remplacer, à différentes époques, par la rationalité réfléchie. N'est-il pas remarquable que dès l'antiquité hellénique, l'urbanisme rationnel ait accompagné à la fois la croissance de la ville et le déclin d'une civilisation urbaine spontanée ? Jamais l'urbanisme réfléchi (rationnel ou plutôt rationalisé) n'a pu percer le secret de l'appropriation qualitative du temps-espace, et la reproduire selon les exigences quantitatives d'une croissance urbaine dite « démesurée ». Depuis plus de deux mille ans, l'urbanisme dit rationnel procède par percées brutales, lignes droites ou qua-

drillages, géométrisation, combinaisons d'éléments homogènes, quantification abstraite. Pour vérifier cette affirmation, il n'est pas besoin de regarder longtemps les nouveaux ensembles et leurs éléments. L'appropriation disparaît, pendant que la puissance de la technique s'accroît « démesurément » y compris sa puissance ravageuse. Bien plus : le concept d'appropriation s'estompe et se dégrade. Qui le comprend ? Par ce mot, on entend des trivialités. Comme si un espace vide quelconque correspondait à l'agora, au forum, à la place du marché, à la place ludique !

Or le pavillon nous offre — dérisoirement mais peu importe — un exemple de cette « poïétique » de l'espace et du temps qui s'allie à la pratique sociale ou s'en dissocie selon les époques, les sociétés et les groupes sociaux. L'appropriation de la réalité sensible, en d'autres termes, est toujours un fait social, mais ne se confond pas avec les formes, les fonctions, les structures de la société. C'est un aspect de la pratique sociale (praxis) mais un aspect second et supérieur qui se traduit dans le langage par des sens. Les modalités de l'appropriation, leurs rapports avec l'ensemble social et les groupes sociaux qui le constituent sont hautement dialectiques, c'est-à-dire conflictuels, complexes, changeants. Un autre exemple : la rue. Qui ne reconnaît le pouvoir attirant d'une rue fréquentée, son intérêt pour le regard, pour la sensibilité et la pensée ? Il n'est d'ailleurs pas facile d'analyser cet attrait. La rue, c'est un espace approprié, donc « socialisé » dans le cadre d'une ville, au profit de groupes multiples et ouverts, sans exclusivité ni exigence d'appartenance.

Il ne serait donc pas suffisant de souligner la plasticité relative de l'espace pavillonnaire (intérieur du pavillon), de noter les aménagements. L'étude devra mettre l'accent sur l'appropriation, la décrire, en montrer les motivations, en discerner les aspects complémentaires et le sens. Ce qui ne peut se faire que par les techniques et méthodes mentionnées plus haut : interviews, double approche, confrontation du sémiologique (objets sensibles) et du sémantique (verbal).

L'importance prise dans les sciences par le concept de niveau n'est plus à démontrer. Cependant, n'arrive-t-il pas que ce terme s'emploie d'une façon vague, c'est-à-dire faus-

sement précise ? A dire vrai, on l'emploie à tort et à travers. De même que les termes de « structure », de « fonction », de « forme ». Pourtant, la linguistique et les disciplines connexes, sémantique et sémiologie, emploient ces termes, et notamment celui de niveau, avec une incontestable rigueur.

L'exposé de Mme Nicole Haumont articule de façon claire et distincte des niveaux ; à l'intérieur de chaque niveau, des niveaux secondaires, eux-mêmes articulés, apparaissent. L'ensemble constitue une sorte de grille. La théorie et l'épistémologie, qui viendront plus tard, approfondiront ces concepts et montreront leurs connexions.

Nous pouvons distinguer :

— *L'appropriation de l'espace dans le pavillon, c'est-à-dire la socialisation de l'espace individuel et simultanément l'individualisation de l'espace social.* Cette activité spécifique s'accomplit de façon remarquable : affective, symbolique. Ages et sexes détachent de l'espace disponible la part qui leur « appartient », qui exerce dès lors attrait sur les uns et répulsion sur les autres, qui joue un rôle et où chacun joue son rôle. L'analyse de ce niveau se divise en trois niveaux : marquage, clôture, aménagement (à concevoir de façon dynamique, avec des déplacements, des espaces de réserve et de remplacement). Autrement dit : les symboles, les oppositions, l'ordre. A ce niveau, interviennent des tendances, des pulsions élémentaires, quasi-biologiques bien que soumises à un système culturel. Elles se lient à ces quasi-constants, modifiées par la société, la culture et la civilisation, qui relèvent de l'anthropologie sociale : la jeunesse et la vieillesse, l'élément masculin et l'élément féminin des groupes et de la vie. Le côté le plus individualisé et le plus singulier de l'existence pavillonnaire rejoint par là des niveaux plus vastes et plus généraux ; et c'est ainsi que l'architecture et l'urbanisme ont à tirer des leçons de l'étude des pavillons. La question : « Qu'est-ce qu'habiter ? » reste ouverte.

— *Le monde pavillonnaire comme utopie.* Qu'attendent de lui ceux qui l'habitent ? Rien de moins que le bonheur. Beaucoup le vivent ainsi, oubliant les inconvénients, les « scotomisant ». Ce bonheur, fiction et réalité aussi bien mêlées que l'eau et le vin dans un verre, doit s'obtenir par la nature,

par la vie saine et régulière, par la normalité, liées au pavillon dans cette utopie.

L'analyse de Mme Haumont évite d'employer des termes tels qu'attitude *magique*. Il s'agit de significations, de connotations, ajoutées à une praxis, à une existence sociale, ainsi qu'à l'appropriation affective et symbolique de l'espace.

C'est ainsi que dans le « monde pavillonnaire » plus qu'ailleurs, tout objet est élément d'un système. L'objet n'est pas seulement chargé de symboles ; il est signe. Il est moins adapté fonctionnellement à un usage que pris dans le système des signes. Il s'agit ici aussi bien du coin d'herbe, de la pelouse, du pot de fleurs, que des ornements de la façade ou des bibelots et des meubles.

Ici l'analyse s'oriente vers le curieux problème de la présence-absence, qui hante les recherches sur les systèmes de significations. Un système ou sous-système, qu'il se compose d'objets ou de mots, se suffit et ne se suffit pas. Il se suffit, c'est un tout. Chaque élément renvoie à tous les autres. Il a l'air plein comme un œuf. Examinez-le un peu plus longtemps et d'un peu plus près : voici qu'il se vide. Les questions que se posent techniquement les linguistes et tragiquement les philosophes surgissent ; nous nous disons : « qui ? pour qui ? pour quoi ? comment ? » Le système ne se suffit pas. Ce tout, partiel, reste ouvert. Il renvoie à « autre chose » : la finalité, d'une part, de l'autre le « sujet », et au-delà de ces deux termes, la totalité et le sens. Chaque habitant d'un pavillon, chaque « sujet » (individu et famille) croit trouver dans les objets un microcosme à lui, bien « personnalisé », et son bonheur à lui. Or ces microcosmes, ces « systèmes » se ressemblent étrangement. Les mêmes fournisseurs vendent ces biens, ces objets, ces modèles de pavillon dans le style normand ou basque ou « moderne ». Chaque sujet pourrait s'installer ailleurs et s'y trouverait aussi bien. Il y vivrait le même bonheur, mi-fictif, mi-réel. La finalité — le bonheur — est partout présentée de la même façon, c'est-à-dire indiquée, signifiée, mais indiquée dans son absence : réduite à la signification. Ce qui est signifié — le bonheur, la personne — est éludé ou élidé, et n'apparaît que comme nature ou naturalité (le jet d'eau, les fleurs, la pelouse, le

ciel et le soleil, etc... (6). Aussi bien le travail que la créativité, la production matérielle et ses rapports que l'activité qui donne des œuvres, sont mis en suspens et à l'écart. Le sens, c'est l'absurdité. Dans la naturalité, se retrouvent pour se restituer singulièrement dans une sorte de rêve éveillé, le bonheur « vécu » et la conscience qui le vit, l'illusion et le réel. Ce rêve éveillé, c'est le discours du pavillonnaire, son discours quotidien, pauvre pour les autres, riche pour lui.

Microcosme illusoire, le temps y disparaît comme dans tout système. Ou plutôt il y perd sa pointe et son tranchant, sa menace. Il devient sécurité. Dans le pavillon, l'habitant ne se sent pas vieillir. Le temps passe avec douceur, naturellement. Le temps de chaque membre du groupe familial s'identifie avec le corps du pavillon, espaces marqués et affectés, les uns bénéfiques, les autres défavorables. Les rapports entre les membres se changent en rapports entre objets et se « naturalisent ». Tel objet privilégié (le poste de télévision) gouverne le petit monde des objets et les relations dans le groupe.

Dans le pavillon, plus et mieux qu'ailleurs, l'habitant consomme des significations. A sa manière, le « monde pavillonnaire » est abstrait, lui si concret au niveau affectif et symbolique. A sa manière, il est très moderne, lui, un peu désuet d'apparence. Au niveau de l'utopie, le consommateur pavillonnaire est intensément absorbé non par des choses, mais par des signes. L'étude sociologique ne peut aller sans une analyse approfondie de cette méconnaissance, véritable désaveu, d'une réalité à la fois signifiée et omise (présente-absente). Ici tout est réel et tout est utopique, sans différence accentuée ; tout est proche et tout est lointain ; tout est vécu et tout est imaginaire (vécu sur le mode de l'image et du signe). Ces tendances se remarquent à l'état aigu dans le « monde pavillonnaire », en opposition au « monde » des nouveaux ensembles, où tout est combinatoire, série, rangement et arrangement, où l'image et l'imaginaire se détachent sur fond de rigidité.

---

6. Sur la présence-absence, cf. le livre de M. Foucault : « Les mots et les choses ». Nous nous inspirons également des travaux de Roland Barthes, de Jean Baudrillard, de Henri Raymond, etc.

Ce niveau utopique pourrait se dire « mythique » parce qu'il comporte une perpétuelle référence à la naturalité, c'est-à-dire à un mythe de la nature, à une naturalisation de l'humain. Comme le dit R. Barthes, on naturalise le culturel.

Le niveau utopique s'analyse donc en niveaux secondaires. Des flèches de direction indiquent des « réalités » invisibles, mi-réelles et mi-fictives : le statut du bonheur, la sécurité et l'enracinement, la personnalité et la naturalité. Ce sont les contenus latents, dans « l'inconscient » ou « l'imaginaire » social, du grand rêve poursuivi par les gens des pavillons, dont témoignent les entretiens. Rêve d'autant moins interrompu qu'il est à sa manière rationalisé et que les objections sont prévues...

— *L'idéologie*. Qu'il y ait une idéologie pavillonnaire, cela ne fait aucun doute. Qu'elle coïncide avec les autres niveaux, qu'elle détermine l'ensemble de l'existence en pavillon, qu'elle suscite le symbolisme et l'utopisme, les travaux ici soumis au lecteur interdisent de l'admettre. L'idéologie des habitants de pavillons et de ceux qui préfèrent le pavillon aux autres modes d'habiter est une idéologie, c'est-à-dire un ensemble de représentations. Rien de moins, rien de plus. Un ensemble de représentations justifie, explique, parachève un mode d'existence social ; il ne peut le créer pratiquement et ne coïncide pas avec lui.

La fréquence de cette idéologie en France pose de nouveaux problèmes. En Angleterre, aux Etats-Unis, dans les banlieues à pavillons, une autre idéologie règne-t-elle ? S'agit-il de phénomènes culturels ? de modèles (patterns) ? ou d'une « personnalité de base » d'une société et d'un pays où tel modèle l'emporte, tend à se fixer et à façonner les gens, blâmable ou non ?

L'idéologie pavillonnaire comporte une conscience de propriété et de propriétaire qui peut entrer en conflit avec d'autres formes de la conscience (et notamment avec la « conscience de classe » dans le cas fort répandu où le propriétaire est un prolétaire). Généralement, ce conflit est maintenu à l'état latent. Pourtant, il agit. La contradiction « bourgeoisie-prolétariat » se change en opposition « riches-pauvres » ou « petits-gros » (propriétaires).

L'idéologie suppose une confusion, voire une identification, de la conscience individuelle et familiale avec la pro-

priété. Elle ne va donc pas sans une aliénation et à la limite une « réification ». L'aliénation et son cas extrême, la réification, tiennent ici moins aux choses qu'à une signification qui reçoit de l'idéologie une adjonction, une « surdétermination » comme disent les psychanalystes. La signification ajoutée, ici, vient de la figure du Propriétaire, qui achève celle du consommateur, celle du rêveur pavillonnaire. Cette idéologie de la propriété n'exclut pas l'appropriation concrète du temps et de l'espace, au niveau affectif et symbolique. Elle en indique et en fixe les bornes, en permettant de comprendre comment les intéressés ne perçoivent pas leurs bornes, les limites étroites de leur horizon. La fixation des pavillonnaires dans l'isolement social ne leur apparaît pas ainsi, n'est pas voulue comme telle. Elle porterait plutôt un beau nom : la liberté, telle qu'elle est prévue dans le Code civil où elle s'identifie presque complètement avec la propriété.

Il est possible que l'idéologie ait précédé les autres aspects et niveaux du « monde pavillonnaire ». Il est probable qu'elle les a suscités sans pour autant coïncider avec eux. Elle représente, dans ce microcosme, une globalité ou une totalité : la société actuelle. C'est ici et c'est ainsi que l'étude de Mme N. Haumont débouche sur l'histoire idéologique et politique.

L'analyse psycho-sociologique et déjà sociologique a découvert le dénominateur commun des Pavillonnaires, ce qui les relie en fait ou virtuellement. Elle a révélé leur microcosme. Il reste que les « pavillonnaires » ne constituent pas un groupe social, un ensemble homogène. Il reste enfin que les secteurs (ou « quartiers ») pavillonnaires ont une existence sociale différente selon les agglomérations urbaines, selon leur distance du centre, leur équipement, leurs fonctions quand ils en ont une autre que l'habitation. On ne peut les étudier sociologiquement hors de la ville et sans ses problèmes. La psycho-sociologie mène jusqu'à la sociologie, sans qu'il y ait coupure théorique ou méthodologique. Reprochera-t-on à l'équipe de l'I.S.U. de n'avoir pas commencé par la sociologie ? Aller du plus homogène au moins homogène, de l'unité aux différences, des différences moins marquées aux plus notables n'est pas une démarche blâmable épistémologiquement. L'essentiel, c'est de commencer.

Les recherches de Mme Marie-Geneviève Raymond comblent partiellement cette lacune et en même temps vont plus loin que les propositions précédentes dans l'étude historico-sociologique du phénomène pavillonnaire. L'histoire du pavillon et de son idéologie présentée par Mme Raymond est une contribution hautement originale à l'histoire politique, sociale, économique et idéologique de la France. On y lira comment le Pavillon et son image et ses « valeurs » furent littéralement lancés avant qu'apparaissent les procédés de lancement publicitaire actuellement en usage. Pour des raisons de grande et haute politique, elle-même liée à des valeurs éthiques, la marque « Pavillon » a fait l'objet d'une étude de marché qui ne portait pas encore ce nom et d'une propagande intense qui a réussi. Une stratégie politique a produit une idéologie, qui fut « réceptionnée » plus ou moins complètement, pour des raisons et motivations différentes, selon les groupes et les classes. Son retentissement a été tel qu'elle a introduit une contradiction dans la société française : un conflit entre l'individuel et le social (dit « collectif »). Ce conflit apparaît dans d'autres secteurs et domaines que l'habitat. Il y prend une forme particulièrement aiguë.

La société française reçoit ainsi, à l'échelle globale, un éclairage nouveau. L'histoire politique et celle des idées, la psycho-sociologie et la sociologie de l'habiter, convergent vers l'acquisition de connaissances nouvelles.

Résumons. Ces travaux comportent une sorte de réhabilitation de « l'habitat » pavillonnaire. Cette réhabilitation ne va pas sans une critique fondamentale. La connaissance ainsi acquise, qui ne se sépare pas d'une pensée critique, nous guide vers d'autres problèmes, nous oriente vers les propositions pratiques.

Que veulent les êtres humains, par essence êtres sociaux, dans l'habiter ? Ils veulent un espace souple, appropriable, aussi bien à l'échelle de la vie privée qu'à celle de la vie publique, de l'agglomération et du paysage. Une telle appropriation fait partie du concept d'espace social, comme de celui de temps social. L'espace social ne coïncide pas avec l'espace géométrique et sa qualité spécifique lui vient d'une appropriation. Lorsque cette appropriation disparaît, l'espace social et l'espace géométrique coïncident, de même que le temps social et celui des horloges.



Ce désir d'appropriation ne signifie pas que les êtres humains, individus et groupes, aspirent à se soustraire aux exigences de la pratique sociale et à se fixer dans l'isolement de ce qui leur est « propre ». Une telle aspiration, lorsqu'elle se fait jour, vient d'une idéologie.

Vers quoi donc s'orientent les vœux des intéressés ? Vers une nouvelle conception de l'habiter qui répondrait aux exigences de la technique et des vastes agglomérations modernes, sans pour autant sacrifier la qualification, les différences et l'appropriation spatio-temporelles. Nous pourrions formuler comme suit cette aspiration profonde : « Le pavillon dans l'ensemble collectif, l'espace appropriable avec les avantages pratiques de la vie sociale organisée... ». Nous pouvons même apporter des précisions à partir des entretiens recueillis et de leur interprétation sémantique et sémiologique. Les gens souhaitent obscurément ou clairement une conception de l'habiter qui n'estompe pas les oppositions (dehors et dedans, intimité et environnement, etc...) pour les résoudre dans les combinaisons d'éléments, et qui d'autre part restitue en la réinventant la dimension symbolique. En terme de linguistique, l'habiter tend à conserver la triple dimension : symbolique, paradigmatique (oppositions), syntagmatique (arrangements, combinaisons) que révèle l'analyse du langage. Le projet d'une synthèse entre l'individuel et le collectif émergeait déjà dans l'œuvre de Le Corbusier. Il peut recevoir des méthodes nouvelles d'analyse, des indications supplémentaires, plus concrètes. La recherche en ce sens commence à peine.

A ce niveau, c'est aux intéressés, aux architectes et urbanistes, aux pouvoirs publics, de prendre la parole.

(1966)

« Il n'existe pas un homme sur la terre qui ne soit susceptible d'être secouru par un Architecte ; c'est à lui qu'il appartient de relever les misères. L'homme de génie fera avec le caillou, l'argile, cent demeures qui prêteront aux plaisirs de la variété. Voyez tout ce que vous lui devez ; il amuse vos organes, distrait vos idées, les fixe sur tout ce qui contribue à les embellir. Il préserve l'humanité souffrante des maux qui l'assiègent. Rival du dieu qui créa la masse ronde, il aura plus fait que lui : il l'aura dégrossie ; il aura comblé les montagnes qui effraient la timidité ; il aura creusé les ravins pour faire couler librement les eaux limpides ; il aura embelli les déserts. Elevant l'homme au-dessus de lui-même, il aura répandu les connaissances utiles, il aura puisé dans les trésors de la philosophie, enfouis sous le poids du siècle barbare, la véritable richesse qui fera briller le nôtre, en donnant au genre humain un nouvel éclat. En associant la chaumière au palais, l'ignorance au savoir, que de ressources tu nous prépares ! »

Claude Nicolas LEDOUX.

Dans les villes nées d'une claire et rationnelle intention constructrice, l'homme moderne se voit mis en demeure de créer du vivant. Il se trouve confronté avec le problème de la vie et de la création.

Le problème des nouveaux ensembles urbains ne peut se comparer qu'au problème posé au biologiste ou au biochimiste dans son laboratoire. Celui-ci veut créer de la vie biologique ;

---

\* Revue : Architecture d'aujourd'hui, n° 132, juin-juillet 1967.

rêve ou but théorique, c'est le sens de sa recherche. Il veut créer soit à partir de matériaux inertes, soit à partir de matières ayant subi une certaine élaboration naturelle. S'il ne peut faire surgir *ex nihilo* la substance vivante dans une éprouvette, il espère se rapprocher de ce terme de la science et l'atteindre un jour.

Comment ne pas songer également au cybernéticien qui conduit ses machines vers les opérations de la réflexion et même vers des opérations trop complexes pour les êtres pensants ? Il espère lui aussi créer de la « pensée pensante ». Certains croient avoir atteint d'ores et déjà ce but.

En somme, l'être humain crée selon deux modalités distinctes : l'une spontanée, naturelle, aveugle, inconsciente — l'autre de façon intentionnelle, réfléchie, rationnelle. Le problème fondamental, aujourd'hui, dans tous les domaines, c'est de permettre au second mode de création de rattraper le premier et de le dépasser.

Les groupements sociaux, peuples et nations, ont créé spontanément des villes historiques, qui vivent (plus ou moins profondément mais incontestablement). Le problème du nouvel urbanisme, philosophiquement posé, c'est de créer intentionnellement et rationnellement (non sans avoir à dépasser certaines formes limitées de la raison) de la vie sociale égale ou supérieure à la vie née de l'histoire. On peut supposer que le problème ne se résoudra que par approximations successives, tâtonnements, erreurs corrigées, ce qui n'exclut en rien les bonds dus à des initiatives géniales : inventions ou découvertes. La maîtrise de la vie doit, ici comme ailleurs, se traduire par l'invention de la vie.

\*  
\*\*

Scientifiquement (c'est-à-dire ici *sociologiquement*) une expérience négative peut avoir autant et plus d'importance qu'une expérience positive. Un échec peut avoir autant et plus d'intérêt qu'une réussite limitée, s'il montre les lacunes de l'hypothèse mise en œuvre et s'il conduit vers des expériences positives plus larges et véritablement décisives.

Dans le cas des ensembles urbains, il s'agit d'une expérience à l'échelle mondiale, l'une des premières poursuivies à cette échelle (avec les recherches de la physique nucléaire,

de la balistique spatiale, de la biochimie, de l'électronique et de la cybernétique).

Or, l'échec (plus ou moins profond, plus ou moins avoué) est patent à l'échelle mondiale. A nous maintenant de dégager la signification de cette énorme expérience négative. Et cela par une pensée critique, philosophiquement et sociologiquement, conduite avec méthode et plus large que les simples considérations technologiques. En effet, une telle réflexion méthodique doit pouvoir mettre en question, entre autres, la technique et un certain primat de la technicité.

\*  
\*\*

Les ensembles urbains, et notamment les plus grands, montrent à l'œuvre une *intelligence analytique* (ou si l'on veut une raison purement analytique) poussée jusqu'à ses plus extrêmes conséquences.

Cette intelligence distingue et sépare tout ce qui peut se distinguer et se séparer dans le réel (humain, social, historiquement secrété par les groupes sociaux). Elle correspond d'une part à l'activité pratique et théorique qui parvient à l'extrême division du travail — c'est-à-dire au travail parcellaire et spécialisé — dans la production industrielle comme dans la recherche scientifique et la création artistique. Elle correspond d'autre part à la méthode analytique qui découvre le simple dans le complexe et tente de reconstituer le complexe à partir du simple. Le terme « correspond », employé ci-dessus, n'est pas tout à fait exact. C'est la même méthode analytique, toujours perfectionnée depuis Descartes, qui sert encore dans tous les domaines, bien que contestée sur le plan théorique par plusieurs courants importants de la pensée moderne.

Cette méthode et cette intelligence analytiques se sont montrées et se montrent encore d'une extraordinaire efficacité. C'est sans doute pourquoi elles sont devenues et restent les façons de penser des techniciens les plus efficaces et les plus soucieux d'efficacité rapide. Il semble que la pensée et la société aient dû en passer par là, et même que cette période ne soit pas terminée, avec ses côtés positifs et ses côtés négatifs. On ne peut pas attribuer l'efficacité et les exagérations de l'intelligence analytique à un régime politique, à une idéologie particulière, à une société déterminée, pas plus que les

avantages et les inconvénients de l'extrême spécialisation des travaux. Tout se passe comme s'il y avait là une étape nécessaire de la connaissance comme une exigence générale de l'action.

Ce qui n'empêche pas, au contraire, que nous devons poser l'urgence d'un dépassement de cette forme d'intelligence et d'efficacité. Avant de saisir le réel et le vivant, pour les saisir et les définir, notre intelligence commence par les dissocier ; elle en sépare les éléments, elle les tue. Après quoi vient l'exigence de l'unité et de la « synthèse » comme on dit, qui accompagne celle de la création. Avant de pouvoir créer du réel, nous passons par la dissection, l'anatomie, en un mot par l'analyse. Ensuite seulement, l'analyse menée aussi loin que possible, nous prenons en charge une exigence plus haute.

On ne peut donc reprocher aux techniciens qui ont utilisé cette méthode analytique ni cet emploi, ni même les abus. Il est possible que les « abus » et les « excès » eux-mêmes aient un sens profond. La question se pose cependant de savoir si le temps n'est pas venu de contester la prédominance de la pensée analytique.

\*  
\*\*

Dans les grands ensembles urbains, et sans que rien vienne freiner une sorte de puissance négative — celle de l'analyse unie à celle de la technicité — on assiste à la ségrégation poussée jusqu'à ses ultimes conséquences.

L'intelligence analytique a séparé sur le terrain (tantôt en projetant sur ce terrain la structure sociale complexe d'une ville historique, dans une sorte d'analyse spectrale — tantôt en projetant la hiérarchie technique de telles ou telles entreprises) les conditions sociales : ouvriers, personnel de maîtrise, cadres et super-cadres, professions libérales, etc.

Elle a séparé les âges et même les sexes. On sait combien la vie sociale des nouveaux ensembles souffre d'une double absence, celle de la jeunesse et celle des gens âgés. Tout se passe comme si une unité humaine vivante impliquait et supposait la totalité des âges de la vie dans leurs rapports réciproques, de l'enfance à la vieillesse. On sait aussi que l'inemploi des femmes et la rotation du travail des hommes (les trois-huit) aboutissent dans certains cas à une sorte de

ségrégation sexuelle. Ce que nous avançons ici n'est pas nouveau et a été étudié par divers sociologues. La seule nouveauté introduite ici, c'est le rattachement de ces faits à l'intelligence analytique conçue comme puissance caractéristique, à la fois prodigieusement efficace et terriblement négative.

Ce n'est pas tout, de loin. La même puissance a séparé ce qui se donnait dans l'organisme vivant de la ville ancienne (spontanée ou historique) comme étroitement uni : les fonctions.

A tous les niveaux de réalité — logement, immeuble, unité de voisinage, quartier, ville entière — les fonctions autrement accomplies dans la spontanéité de l'organisme ont été discriminées et projetées isolément sur le terrain : fonctions d'échange, de circulation, de travail, de culture, de loisirs, etc. Architectes et urbanistes ont ainsi effectué dans le temps et l'espace une analyse anatomique et histologique de la ville ancienne (spontanée ou historique).

\*  
\*\*

Les nouveaux ensembles ont été appréciés de façons très diverses, tantôt avec une exaltation un peu forcée, tantôt avec la plus dure sévérité.

Sans citer ici les sources, rappelons que pour leurs apologistes, les grands ensembles urbains représentent déjà les « cités-radieuses ». Ils préfigurent l'avenir dans la société de consommation et de loisirs où les travaux s'accompliront automatiquement, où les machines remplaceront complètement les hommes, où la technicité se soumettra d'elle-même à l'humain.

Pour d'autres, les nouveaux ensembles traduisent au contraire le fait que la société techno-bureaucratique commence à modeler son décor. Elle traduit dans l'espace un principe fondamental d'aliénation et de contrainte. Les nouveaux ensembles préfigurent une organisation concentrationnaire de la vie quotidienne. Telle cité nouvelle (disons pour mémoire Brasilia) se révèle instrument et microcosme de la « Weltanschauung » (conception du monde) bureaucratique, avec ses techniques d'intégration (qui d'ailleurs échouent, suscitent des révoltes parmi la jeunesse, laissent intacte la séparation des

êtres humains, réduisent les participations actives aux purs et simples spectacles de la télévision et du cinéma, etc.).

Plus prudemment ici, nous nous contenterons de définir l'intérêt scientifique et pratique de la séparation des êtres et des fonctions opérée dans les ensembles urbains. Ceux-ci peuvent se comparer à des planches anatomiques et à des coupes histologiques, planches et coupes où le temps créateur et destructeur a disparu, mais où cependant quelque chose persiste de la vie créée par le temps. Pour la connaissance des réalités sociales (urbaines) ils ont un intérêt analogue à celui de ces planches et des coupes pour la biologie et la médecine scientifiques. Devant nous, figé, mutilé, mort, mais fixé et analysé et dès lors accessible à la connaissance, nous avons ce qui fut la vie magnifique et insaisissable — parce que trop complexe — des cités. A nous de déchiffrer ces planches, de déchiffrer ces clichés, de lire ces coupes, plutôt que de nous lamenter sur la perte de ce que notre propre pensée a ainsi disséqué et dissocié.

N'est-il pas possible, en étudiant comparativement ces ensembles (en les comparant entre eux et aussi avec les villes anciennes) de décrire les fonctions, de les classer, de les hiérarchiser, tout en cherchant à atteindre par ce biais ce qui a disparu momentanément, la spontanéité vitale ? On peut le penser. Nous déterminerons ainsi *l'unifonctionnel* (par exemple le local qui ne sert qu'à un usage) — *le multifonctionnel* (par exemple, le café, la boutique, le marché, en tant que lieux de rencontre et noyaux de vie collective, aussi bien que comme points de vente et lieux d'échange de services) — et enfin *le transfonctionnel* (par exemple le monument qui assume des fonctions et leur ajoute un caractère symbolique, esthétique, culturel, voire cosmique, irréductible à la fonctionnalité).

En d'autres termes, l'analyse des fonctions effectuée en acte dans les nouveaux ensembles, leur description et leur classement, devrait permettre de reconstituer patiemment les liaisons et connexions, c'est-à-dire de reconstituer peu à peu le vivant. Non sans difficultés et tâtonnements, erreurs rectifiées, approximations successives. Les cités nouvelles peuvent passer pour des laboratoires sociologiques, non seulement en ce qui concerne les faits mais en ce qui concerne la création ou la re-création de la vie.

Le même patient travail de synthèse permettrait, dans cette hypothèse, de trouver les différences exactes entre des termes que la pensée analytique, pour corriger ses propres excès, tend parfois à confondre, par exemple, *forme, structure, fonction*. On sait que le fonctionnalisme courant les mêle, dans une élaboration souvent hâtive, et d'ailleurs en les subordonnant à un seul terme pris unilatéralement et pour ainsi dire grossi, celui de *fonction*.

La construction d'édifices multifonctionnels ou même trans-fonctionnels viendrait donc à l'ordre du jour de l'urbanisme renouvelé. Thèse qui s'est concrétisée dans le projet modeste mais réaliste du bistrot-club, construit et présenté par les soins du Syndicat des architectes de la Seine, le S.A.S. Si modeste qu'elle soit, cette réalisation pourrait cependant marquer une date dans l'urbanisme moderne. En effet, elle substitue à une ancienne méthode de pensée et d'action une nouvelle méthode. Elle remplace la pensée analytique par une pensée qui en utilise les acquisitions et résultats, mais qui se définit de façon plus synthétique, plus complexe et plus souple. Pour préciser les idées, disons que cette substitution trouve une analogie dans l'organisation moderne du travail et de la production lorsque la division parcellaire poussée jusqu'à ses dernières limites (le « travail en miettes ») qui brise le processus productif, est remplacée par la production en *flux continu*. Ce dernier processus de production, tel qu'on peut l'observer dans les industries les plus récentes (à Lacq par exemple, où il s'associe avec la cité nouvelle, Mourenx) est presque entièrement, sinon entièrement, automatisé. C'est pourquoi la pensée scientifique doit le concevoir et le dominer dans sa totalité, comme un processus unique allant de la nature brute au produit. Une grande unité autonome se constitue sur le terrain ; paradoxalement la production industrielle y retrouve, en les élevant à un niveau supérieur, quelques-uns des caractères perdus en chemin du processus productif originel, l'unité, la totalité, la cohérence interne, qui furent les traits de l'agriculture et de l'artisanat. Par un dispositif autonome, constituant une unité créatrice, elle fait surgir de la nature un produit hautement élaboré. Avec ces dispositifs récents, la pensée technique à l'œuvre dans l'industrie prend une direction et un sens nouveaux : plus synthétiques, plus complexes, posant d'ailleurs de nouveaux pro-



blèmes. A notre avis, il y a là une indication très importante, le signe d'une date et d'un tournant dans la pensée efficace. En somme, nous demandons ici aux architectes et aux urbanistes de prendre eux aussi le virage et de tenir compte de cette date. Le décalage, à Lacq-Mourenx, entre la conception de la cité nouvelle et la conception de l'unité productrice est tout simplement stupéfiant. Question de crédits ? Certes, mais pas seulement de crédits...

Cette analogie peut aussi servir de guide à la réflexion. Aux esprits avides d'efficacité, elle paraîtra plus concrète que les considérations antérieures sur les voies de la création. En fait, il s'agit d'une seule idée formulée de deux façons un peu différentes.

\*  
\*\*

L'action négative et destructrice des nouveaux ensembles doit s'étudier avec le plus grand soin, sociologiquement. Qu'est-ce qui a disparu ? Quelle part s'est perdue de la sociabilité et de la spontanéité sociales ?

L'observation sociologique révèle vite la profondeur de cette efficacité négative. Les antiques relations qui remontaient aux sources de la sociabilité humaine, les rapports de consanguinité, de contiguïté et de voisinage, qui firent pendant tant de siècles le soutien et le charme ambigu et limités mais puissants de l'existence sociale, ces rapports s'effondrent. Et rien ne les remplace. De tels aspects de l'expérience considérée s'atteignent aisément avec des techniques d'enquêtes empiriques, utiles mais simples et simplificatrices, qui ne vont pas plus loin que la superficie des phénomènes. Assez précises, scientifiques sans contestation possible, ces techniques ne vont pas jusqu'au drame. Pour atteindre le drame, il faut des concepts théoriques.

Dans les nouveaux ensembles, l'absence d'une vie sociale spontanée et organique pousse dans le sens d'une complète « privatisation » de l'existence. Les gens se replient sur la vie familiale, c'est-à-dire sur la vie « privée ». Or, un tel repli s'est observé très généralement, pendant ces dernières années, dans les pays industriels hautement développés, là où ne se posaient pas ouvertement et publiquement des problèmes politiques. Le mode d'existence des êtres humains dans les

grands ensembles a donc poussé jusqu'au bout une tendance générale. Par malheur, à cause du grand nombre d'enfants, et de la structure démographique particulière aux nouveaux ensembles, à cause de la sonorité des parois et planchers, à cause des bruits, à cause de l'usage inconsidéré des « mass-media » (télévision, notamment), administrés et pris comme des stupéfiants, l'intimité disparaît de la vie familiale. Ce qu'on y cherche se dérobe. La vie « privée » sombre dans la promiscuité ; elle disparaît sous le flot des bruits et des informations extérieurs. Dramatiquement, elle devient alors « vie privée » au sens le plus fort du terme, c'est-à-dire privation et frustration tolérées grâce à une sorte d'engourdissement de l'être social humain.

Les enquêtes empiriques reflètent mal cette situation dramatique. En effet, dans ces techniques d'enquête, on interroge les gens et l'on « exploite » leurs réponses. Or les gens sont peu conscients de la situation où ils se trouvent car ils luttent confusément contre elle et par conséquent la nient. Dénégation et méconnaissance de la situation font partie des mécanismes de défense de la conscience.

Les divergences entre les enquêtes sont plus significatives que les enquêtes elles-mêmes. Ainsi, à Lacq-Mourenx, lors d'une enquête menée sous le patronage officiel des entreprises implantées, 12 % seulement des interviewés déclarent qu'ils veulent quitter la ville nouvelle. Lors d'une enquête menée de façon indépendante, 58 % des intéressés font cette réponse, considérant que les défauts de la ville nouvelle ont plus d'importance pour eux que les avantages (confort relatif du logement, etc.).

Passons à un autre aspect du problème. Les nouveaux ensembles ont détruit *la rue*. C'est bien connu. De ce fait, ils en révèlent l'importance. Si dans les villes modernes la rue n'est plus ce qu'elle fut dans les cités médiévales ou antiques, c'est-à-dire le fondement de la sociabilité, elle n'est pas pour autant devenue un simple lieu de passage et de circulation, un simple intermédiaire entre les endroits de travail et de résidence. Elle garde une réalité propre, une vie spécifique et originale. Si, d'autre part, les problèmes modernes de la circulation automobile tendent à privilégier la rue en tant que voie de passage, ils ne doivent pas dissimuler sa valeur sociale, la réalité contenant ici « la valeur ».

La rue arrache les gens à l'isolement et à l'insociabilité. Théâtre spontané, terrain de jeux sans règles précises et d'autant plus intéressants, lieu de rencontres et de sollicitations multiples — matérielles, culturelles, spirituelles — la rue se révèle indispensable.

L'urbanisme nouveau doit reconstituer la rue dans l'intégralité de ses fonctions, et aussi dans son caractère transfonctionnel, c'est-à-dire esthétique (exposition d'objets très divers, usuels ou non) et *symbolique*. Ce que certains sociologues nomment le *champ sémantique*, composé aussi bien de symboles que de signes divers et de signaux, doit se recréer de façon consciente, meilleure que la spontanéité. Or, dans les nouveaux ensembles, le champ sémantique considéré comme ensemble de significations se réduit à des signaux déclencheurs de conditionnements et de comportements. Même les constructions ont pris l'allure du signal et sont pour ainsi dire des sommes de signaux.

Cette restitution du champ sémantique ne peut se séparer d'une reconsidération du *monument*. Le monument, édifice ou objet isolable, ne peut se réduire au signal de telle ou telle activité. Ce que fait le fonctionnalisme intégral. Le monument véritable a un caractère significatif et symbolique inépuisable. Il ne se donne pas d'un coup, à l'instar du stimulant de tel ou tel acte conditionné. Il a une multiplicité de *sens*.

De même, les nouveaux ensembles ont négligé, détérioré ou détruit *l'élément ludique* inhérent à la vie sociale spontanée. Les constructeurs n'ont pas vu les fonctions du jeu, encore moins sa réalité et sa validité transfonctionnelles. Quand ils en tiennent compte, et qu'ils font entrer dans le plan-masse des terrains de jeux, ils localisent dans l'espace et le temps l'élément ludique. De ce fait, ils ont révélé que le jeu surgit partout, spontanément, normalement : dans la rue (le « lèche-vitrine »), dans les échanges économiques (confrontation des objets, supputations, choix dont la difficulté donne lieu à un jeu), conversations, etc. Cet élément ludique suppose la surprise, l'imprévu, l'information. C'est lui qui donne le sens de la rue parce qu'il le fait.

Il se cristallise en jeux formels, dotés de règles (les échecs, les jeux de cartes, etc.) qui se déroulent dans des lieux consacrés, et notamment dans les bistrotts. Plus profondément que ces formalisations, le jeu possède une sorte d'omni-

présence vitale, liée aux manifestations originaires de la spontanéité et de la sociabilité. Il n'est rien de moins qu'une dimension de la vie : la dimension poétique.

Une fois reconnue cette dimension, une fois acceptée l'idée d'une restitution sur un plan supérieur de la vie spontanée, alors peut se déchaîner l'imagination créatrice. Le fonctionnalisme, malgré ses mérites, et l'intelligence analytique hypertrophiée stoppaient l'imaginaire. Nous savons qu'il fallut en passer par là. Aujourd'hui, en dépassant cette période et pour la dépasser, on peut réclamer la réhabilitation de *l'utopisme*. Cette réhabilitation s'accomplit tout seule. Il suffit de considérer l'intérêt avec lequel on lit aujourd'hui l'œuvre de Ledoux, précurseur immédiat de Fourier. Les deux, l'architecte et le sociologue, construisirent leur utopie sur le thème de la réalisation des désirs, au-delà des fonctions et des besoins.

L'imagination utopique introduit un ferment révolutionnaire dans les conceptions qui relèvent du réalisme, du fonctionnalisme, du formalisme (1).

C'est ainsi que l'on peut parfaitement concevoir une ville nouvelle dont les noyaux organisationnels seraient les terrains et salles de jeux, les théâtres, cinémas et cafés, entourés de promenades et parcs autour desquels se grouperaient les quartiers résidentiels et les lieux de travail. Utopie ? Bien entendu.

De même, on peut concevoir une rue animée par des magasins et boutiques, groupés à la manière des souks, sous lesquels passeraient les voitures, au-dessus desquels s'édifieraient selon des formes appropriées, les immeubles.

\*  
\*\*

Conséquences des considérations précédentes : lorsque plusieurs solutions se proposent à un problème d'urbanisme, il vaut mieux choisir le *remodelage* (avec des moyens modernes) d'anciennes villes, en utilisant les axes de circulation, les édifices fonctionnels, les monuments. Cette solution semble — pour le moment — préférable à la construction d'ensembles

---

1. Cf. H. Lefebvre, *Utopie expérimentale*. Revue française de sociologie, 1961, n° 3.

isolés. On sait d'ailleurs à quelles difficultés elle se heurte, notamment en ce qui concerne le prix du sol.

Les ensembles existants peuvent s'améliorer. On peut toutefois se demander si des mesures plus radicales ne s'imposent pas pour restituer les conditions de la sociabilité. Ne faut-il pas envisager des transformations profondes de la vie quotidienne, dont la grande misère s'étale sous nos yeux, un ordre moral se greffant trop aisément sur l'ordre logique, technique et fonctionnel généralement pris comme base ?

A coup sûr les problèmes se résoudreont seulement quand on leur consacrerait autant d'efforts, d'argent, de connaissances et de génie créateur qu'aux recherches nucléaires ou à l'exploration des espaces cosmiques. Et nous rentrons ici dans l'utopie, rêve exigeant sa réalisation.

L'étude des grands ensembles montre trop bien comment se prennent jusqu'ici les options : dans le sens du moindre coût de la vie humaine.

La sociologie vient seulement de commencer l'étude des *besoins sociaux*. Ce sont des besoins ressentis comme tels par de grands groupes humains et que le développement économique et culturel oblige la société globale à prendre en charge. Exemples : la sécurité sociale, les besoins de la vieillesse et de l'adolescence, etc.

On connaît encore mal ces besoins sociaux. On sait seulement qu'ils ne se réduisent ni aux besoins biologiques et physiologiques (encore qu'ils les comprennent), ni aux besoins économiques proprement dits, ni à une somme de besoins individuels. Ils en supposent la satisfaction mais les englobent en leur ajoutant quelque chose de spécifique. Les besoins sociaux sont ceux des individus et des groupes, conçus en tenant compte du niveau de culture et de civilisation atteint par la société globale, avec ses caractères spécifiques et ses originalités (dans chaque pays).

Entre les besoins sociaux et les autres formes du besoin, il y a perpétuelle interaction et passage. Par exemple, il est d'ores et déjà inconcevable de construire des logements sans salle d'eau et sans chauffage central. L'existence d'entrepreneurs qui produisent des biens de consommation durables et incorporés à la construction rend difficiles, sinon impossibles, de telles déficiences. Ce que nous disons de la salle d'eau ou de la salle de bains peut aussi se prévoir — en ce qui concerne

le logement — de l'insonorisation. Le problème se pose de devancer, de prévoir, d'aménager (de planifier) cette interaction, au lieu de la laisser se faire n'importe comment et de laisser la réalité retarder sur le besoin.

Parmi ces besoins sociaux, nous avons détecté au passage : le besoin de sécurité, le besoin d'imprévu, d'information et de surprise, le besoin ludique, le besoin d'intimité « privée » dans la multiplication des contacts et rapports sociaux. Entre ces besoins, l'étude peut déceler des contradictions et des conflits, ce qui posera sans cesse de nouveaux problèmes. En dehors de l'imaginaire utopique, dont le domaine doit se réserver, le réalisme peut et doit partir de cette étude et de ces problèmes.

(1966)

## DE LA CIVILISATION URBAINE \*

Je dois donc vous parler des besoins profonds des populations urbaines. Les considérations que je vais vous soumettre chercheront peut-être, plus ou moins maladroitement, à atteindre l'ampleur de celles qu'on est accoutumé d'appeler philosophiques, mais il ne s'agit pas plus d'une philosophie de la ville que d'une philosophie des besoins. Ces considérations sont fondées sur des enquêtes précises, l'une menée par mes collaborateurs de l'Institut de sociologie urbaine, qui a porté sur les modes de l'habitation, notamment sur l'habitation « pavillonnaire », l'autre à l'échelle européenne, sous l'égide du Centre de Vienne des sciences sociales de l'Unesco, portant sur « industrialisation et urbanisation ».

*Considérations sur un langage.*

Ce que je vais vous soumettre, ce n'est cependant pas le résultat d'un travail spécialisé. Je ne viens pas en sociologue urbain, avec une brassée de constatations : « Voici des faits et des faits, et puis voici mon cœur qui ne bat que pour vous... Mon cœur de sociologue ! » Je vais vous soumettre un ensemble d'hypothèses, d'interprétations, de conclusions à débattre — surtout les conclusions, bien entendu. Il n'y a pas de science sans hypothèse et sans interprétation discutable.

Je poursuivrai cet avertissement par quelques considérations sur le langage. J'emploie le langage des sociologues,

---

\* 1966, Exposé à Lurs en Provence. Journées d'études sur les parcs régionaux.

c'est-à-dire de la sociologie, qui n'est pas le vôtre à tous, ce qui entraîne des malentendus que nous nous efforcerons de dissiper.

D'autre part, dans ce langage, il y a des termes qui m'appartiennent. Je demande à ceux d'entre vous qui sont économistes de ne pas faire de confusion. Il m'arrivera peut-être d'oublier l'épithète qui doit compléter le mot « investissement » : affectif. Il s'agit d'investissement affectif. Il s'agit du processus par lequel un individu ou un groupe valorise un objet, y investit son énergie affective, ses capacités d'action, tente d'en faire quelque chose à son image, à son empreinte, tente d'en faire son œuvre.

Je parlerai aussi de « l'appropriation ». Il ne s'agit pas du tout de propriété ; il s'agit même de quelque chose de tout à fait différent ; il s'agit du processus par lequel un individu ou un groupe s'approprie, transforme en son bien quelque chose d'extérieur, de telle sorte que l'on peut parler d'un temps ou d'un espace urbain appropriés au groupe qui a façonné la ville ; l'espace urbain de Venise, de Florence, est un espace approprié aux gens qui ont créé Venise ou Florence.

De grands malentendus peuvent surgir d'un mot. Je prends le mot « contrainte » ; il peut être employé, en sociologie ou ailleurs, de façon assez triviale. Si vous décrivez les contraintes de la vie urbaine, vous ne risquez rien ; vous pouvez les étudier, depuis les passages cloutés jusqu'aux contraintes fiscales et juridiques. Cela ne nous engage pas à grand-chose et cela ne donne pas une science développée, encore que ce soit peu contestable.

Il est déjà moins trivial de distinguer, en sociologie urbaine, trois espèces de temps :

- 1) Le temps libre (le temps des loisirs) ;
- 2) Le temps obligé (le temps du travail) ;

3) Le temps contraint (le temps des déplacements, par exemple, ou le temps des formalités bureaucratiques nombreuses qui s'abattent sur les pauvres habitants des villes).

Le centre européen de Vienne a poursuivi, concurremment avec l'I.N.S.E.E., une grande enquête sur les budgets-temps. Les chercheurs ont mis en évidence le fait que le temps contraint s'accroît rapidement, de telle sorte que la diminu-



tion du temps de travail, dans la société contemporaine, est contrebalancée par cette croissance du temps contraint. Le temps de loisir, le temps libre n'augmente pas même si la journée de travail diminue. Dans les trois secteurs du temps, le temps contraint ne cesse d'augmenter.

Je regrette que M. Dumazedier ne soit pas ici, lui dont l'idée d'une toute proche civilisation des loisirs (1), de son entrée glorieuse dans notre société, paraît battue en brèche par cette constatation scientifique de l'accroissement du temps contraint dans les pays industrialisés. C'est un des problèmes fondamentaux de la société urbaine.

### *Philosophie de la contrainte et fuite vers l'irrationnel.*

Il peut donc y avoir un usage trivial du concept de contrainte ; il peut y avoir déjà un usage plus scientifique. D'autre part, on peut arriver à une véritable philosophie de la contrainte, supplantant la philosophie de la liberté à laquelle certains, j'en suis sûr, restent attachés. La valorisation de la contrainte est aujourd'hui un lieu commun de beaucoup d'idéologies, l'éloge de la contrainte allant des études sur la prohibition de l'inceste dans les sociétés primitives jusqu'aux études sur la planification ! La contrainte est valorisée et on a affaire à une véritable philosophie.

Ici j'écarterais beaucoup de difficultés si je me bornais à des constatations : je serais beaucoup moins vulnérable aux attaques qui peuvent venir de différents côtés, et que je provoque d'ailleurs, à l'occasion, si je parlais d'enquêtes sans rien ajouter aux faits.

Dans un certain nombre de villes françaises et européennes, pour l'enquête sur « urbanisation et industrialisation », nous avons étudié cette espèce de fuite vers l'irrationnel qui accompagne la civilisation urbaine ou technicienne.

Les horoscopes, les cartomanciennes, enfin l'irrationnel, se développent de façon extraordinaire. C'est une véritable fuite devant le rationalisme techniciste.

Nous avons étudié aussi les associations et là, en faisant appel à des enquêtes anciennes, notamment de M. Dumazedier sur Annecy, mais aussi avec des enquêtes sur les asso-

---

1. Dumazedier : *Vers une civilisation des loisirs*, Le Seuil.

ciations à Mulhouse, Orléans, Mourenx-Ville nouvelle, etc. nous avons reconstitué un effort maladroit des gens, à travers telle association, pour restituer les fonctions omises par un certain fonctionnalisme : la fonction informative, la fonction symbolique, la fonction ludique, par exemple, toutes fonctions oubliées dans les cités nouvelles. Les gens cherchent, comme ils le peuvent, des produits de remplacement.

Je voudrais aller un peu plus loin et vous présenter deux schémas conceptuels sociologiques, complémentaires l'un de l'autre et qui, je crois, contiennent une certaine analyse de notre société. Si vous trouvez ces tableaux trop noirs, si vous estimez qu'ils donnent une appréciation trop sévère de notre société, de notre civilisation, de notre culture, nous pourrions en discuter. Je n'ai pas l'intention de les atténuer, de dédramatiser la situation.

#### *Un schéma vertical.*

Les schémas sont relatifs à notre objet aux besoins profonds, exigeants. Nous y distinguons trois niveaux.

1) En bas, ou plutôt au soubassement, un mélange conflictuel de contraintes et d'appropriations. Les contraintes, c'est ce qui est imposé ; c'est l'organisationnel et l'institutionnel ; c'est la rationalité, la manière dont celle-ci s'exerce, disons tout ce qui concerne la construction, les autorisations, le permis de construire, les normes, les habitudes des architectes, etc. Mêlées à cet ensemble de contraintes, le temps, l'espace de l'habitant comportent une certaine appropriation ; il peut modeler jusqu'à un certain point son temps et son espace, et cela constitue sa manière d'habiter.

2) Au-dessus, il y a l'imaginaire social, véhiculé par le langage, une espèce de déploiement de fiction. Le pavillonnaire interrogé oublie les inconvénients de la banlieue pavillonnaire qui éclatent à vos yeux ; il ne les voit pas ; il les oublie, il les scotomise, il vit le pavillon sur le mode du bonheur ; c'est une utopie ; c'est un imaginaire social.

3) Au niveau encore plus « élevé », par convention ce sont des idéologies élaborées ou plutôt fabriquées depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, par la presse, par toutes sortes de propagandes, parmi lesquelles une idéologie de la propriété. Le pavillonnaire se sent propriétaire ; cela ne se confond pas avec les autres manières d'être, mais cela les couronne, cela se superpose à elles.

Vous voyez bien ces niveaux superposés et plus ou moins articulés : niveau « inférieur » : appropriations et contraintes ; niveau « supérieur » : déploiement de l'imaginaire social et du symbolisme ; au niveau encore « supérieur » : l'idéologie.

Un de mes amis fait des études remarquables qui ne sont pas encore complètement connues ni même publiées sur le vêtement et la mode ; c'est Roland Barthes .

Je pense que les études sur le vêtement révèlent aussi ces niveaux : au niveau inférieur, si l'on peut dire, les contraintes socio-économiques, une certaine appropriation du vêtement (par exemple dans le prêt-à-porter) ; puis, au-dessus, ce grand imaginaire social qui se déploie dans les journaux féminins où le vêtement est vécu sur le mode de l'imaginaire, c'est-à-dire dans la mode, autour des noms des couturiers et des vedettes, et du langage qui véhicule les images et les symboles de la mode. Les femmes vivent sur le plan de l'imagination quelque chose qui, par ailleurs, est pratique : le vêtement.

Puis s'entrevoient des idéologies, par exemple une certaine représentation du masculin et du féminin, du viril et du non viril, représentations qui viennent couronner cet ensemble.

Nous retrouverions, je crois, ces niveaux, dans d'autres études, peut-être à propos de la ville et des loisirs eux-mêmes. C'est là que nous approchons de notre sujet, car je ne veux pas perdre de vue notre propos.

Peut-être le loisir aussi se vit-il sur plusieurs plans : un plan pratique dans lequel les contraintes et l'appropriation du temps se mêlent et s'opposent ; un plan imaginaire ; une idéologie.

Vous trouverez ce schéma contestable. Il l'est car il ne retient pas tous les faits : c'est une interprétation. Je crois que la ville se vit sur ces trois plans : d'abord les contraintes strictes, avec une certaine appropriation plus ou moins réussie du temps et de l'espace. Il y a des endroits, dans les villes, qui sont réussis, et d'autres qui ne le sont pas. Il y a des villes vivantes et des villes mortes ; il y a des places, des rues vivantes et des rues mortes. Pour des raisons multiples. Les rues vivantes sont des rues où on a réussi une appropriation du temps et de l'espace aux habitants et aux passants, à ceux qui viennent du dehors. Au-dessus il y a

l'imaginaire qui se déploie dans les villes, qui a des points d'impact et d'attache : les monuments. Les monuments sont perçus sur un plan d'imagination évoquant ceci ou cela : le monde entier, le passé historique, des figures et récits plus déterminés. C'est un « ailleurs », un autre temps, un lieu autre : une u-topie. Il n'y a pas que les monuments : il y a la rue, perçue comme un théâtre spontané où se passent des choses amusantes ou dramatiques, des rencontres ou des accidents. Il y a les innombrables symboles des signes. La ville est un langage, une écriture, plus exactement. Elle écrit quelque chose ; elle écrit devant nous un ensemble vécu, mémorisé, et imaginé.

Et puis il y a l'idéologie ; des idéologies qui restent plus ou moins conscientes ou plus ou moins inconscientes. Par exemple, qu'est-ce qui fait que tout grand Etat manifeste sa puissance dans de grands espaces vides ? Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, les grandes places, les grandes avenues, les grands espaces vides manifestent la puissance de l'Etat. C'est une idéologie de la puissance politique avec un symbolisme propre. On lit la ville, cette écriture, quand on arrive à se placer à tous les niveaux les uns après les autres et à voir leur juxtaposition et leurs interférences.

Voilà une analyse par niveau des réalités sociales de nos jours. Si l'on veut aménager des espaces neufs et les ouvrir à la sensibilité et à la conscience des gens, il faudra préparer ces niveaux, concevoir des activités pratiques, offrir des espaces appropriés et aussi parler à l'imagination ; il faudra savoir également sur quelle idéologie cet ensemble se fonde, mais nous reviendrons là-dessus.

#### *Un schéma horizontal.*

Le deuxième schéma est un schéma dans le temps. Il semble qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, au début du XX<sup>e</sup>, l'investissement se fasse dans le travail. On aime son métier et on cherche à l'aimer ; on trouve que le travail fait la dignité, l'honneur ; il y a une éthique du travail. Elle a son point d'attache, son support social dans le prolétariat, mais elle ne règne pas uniquement dans le prolétariat. Cette morale, cette éthique du travail vont beaucoup plus loin que les travailleurs. Tous

ceux qui ont un métier cherchent à s'attacher à leur métier. Or, le métier tend à disparaître, dans l'acception encore artisanale du terme. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le travail se décompose, se morcelle et les instances de décision plus ou moins bureaucratiques se multiplient. Le travail perd son intérêt ; il n'est plus possible de faire un grand investissement affectif dans le travail. Il n'y a plus de contact avec une matière ouvrée.

Nous sommes frappés du fait que le désintérêt à l'égard du travail s'accompagne d'une extraordinaire valorisation de l'habitation. Les banlieues se sont couvertes, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de pavillons ; encore aujourd'hui, les enquêtes montrent que 82 % des Français désirent habiter un pavillon plutôt qu'un immeuble collectif. Cette valorisation de l'habitation individuelle accompagne le désintéressement à l'égard du travail en tant que discipline et façon de vivre collective.

Mais vient aussi la frustration. Le pavillon, même si on oublie ses inconvénients, ce n'est jamais qu'une vie étroite, renfermée. L'imaginaire se déploie au-dessus de cette vie désocialisée ou resocialisée d'une façon insatisfaisante par la radio et la télévision. Malgré cette compensation dans l'imaginaire, la déception est profonde ; vient alors le nouvel investissement massif dans les loisirs. La succession est frappante : travail — habitat — loisirs.

Le travail n'est plus guère conçu qu'en fonction des vacances ; un désir de rupture totale de la vie quotidienne accompagne cette frustration, ce désinvestissement qui se fait par rapport au travail d'abord, ensuite par rapport à l'habitation.

*Il n'y a plus que deux possibilités.*

Mais il se pourrait que le sentiment de frustration à l'égard des vacances soit en route ; les signes annonciateurs s'en multiplient. Dans ces mouvements de masse dont les agents sont, tantôt la classe ouvrière, tantôt la jeunesse, tantôt les femmes (et c'est là où l'analyse du sociologue se particularise et devient plus concrète), y a-t-il encore des possibilités d'investissement ? Peut-être l'invention collective en trouvera-t-elle d'autres ; nous ne voyons pour l'instant que la nature et le sexe.

L'investissement dans la sexualité et l'érotisme est en marche. Le sociologue de la jeunesse qui doit parler tout à l'heure nous donnera peut-être des détails à ce sujet. Pour certains, c'est simplement le strip-tease ou les images de revues comme « Play Boy ». Il y a aussi — ce qui a tellement frappé les observateurs — la tendance au viol collectif ritualisé ; c'est un rite d'une religion de l'Eros. Dans le viol collectif, il y a des caractères rituels. C'est un des indices de l'investissement dans le sexe accompagnant une frustration à l'égard du travail, du métier, des loisirs, des parents, de tout ce que vous voudrez, pour la jeunesse.

Voilà la gravité du problème devant lequel nous nous trouvons.

### *Le besoin d'une œuvre.*

Le sens de ceci, à mon avis, c'est que l'œuvre a disparu. A tort ou à raison, les gens veulent faire quelque chose ; ils voudraient sentir cette chose dans leurs mains et la voir surgir de leur activité. Peut-être cette exigence d'une œuvre est-elle destinée à disparaître en même temps qu'un certain humanisme, mais pour le moment cela semble encore extrêmement puissant et cet investissement dont je parle est bien la recherche de quelque chose à s'approprier par un effort.

Vous voyez le problème que cela pose pour des espaces que l'on veut ouvrir à une activité sociale. Dans quelle mesure ces espaces peuvent-ils être pris en charge par ceux qui s'y intéressent, devenir leur œuvre ?

Je ne crois pas à la « pure nature » ; c'est une idéologie et cela m'amène à mon dernier point.

Je voudrais signaler le fait que l'opposition « ville-campagne » est en train de disparaître en tant qu'opposition dominante dans le langage, dans les idées, les représentations sociales. Elle n'a pas disparu, bien sûr ; elle demeure à titre de survivance d'une époque révolue : l'une de nos grandes difficultés, c'est de faire le point, de savoir ce qui est survivance et ce qui ne l'est pas. Cette opposition ville-campagne s'estompe au profit d'une opposition montante qui est celle de la grande ville et de sa périphérie. Pour préciser la terminologie, l'opposition qui monte dans la conscience et le langage, c'est l'opposition : tissu urbain serré et tissu urbain

à larges mailles. Ou encore : centre et non-centre, milieu et environnement. Pourquoi ? Parce que la ville commence à s'étendre sur l'ensemble du territoire. N'est-ce pas pour cela que nous sommes ici, pour ouvrir un autre champ d'expérience que la mégapolis ou la métropolis à des gens frustrés ?

Mais alors, la notion de nature se transforme ; elle évolue ; il n'y a plus de contact avec la nature ; les idéologies attachées à ce contact s'estompent aussi. La nature devient symbolique pour le citoyen de la ville. Le Parisien qui a une maison de campagne ne va pas à la campagne. Il véhicule avec lui la ville ; il l'emporte ; il détruit la campagne en venant dans sa maison de campagne ; il la fait disparaître à peu près comme le touriste fait disparaître ce qu'il cherche d'authenticité dans la ville ancienne. Venise avec deux cent mille touristes n'est plus Venise. L'objet disparaît avec l'activité qui s'en occupe. De même la campagne disparaît avec le citadin et l'authenticité pour autant qu'on puisse employer ce mot scabreux se transforme en pittoresque.

Le pittoresque et la nature, ce sont deux choses passablement différentes, deux concepts profondément différents. D'autant que vient le moment où le touriste, le citadin en déplacement, devient son propre spectacle, comme sur le bord des routes où les gens regardent les voitures défiler.

*Prendre les plus grandes précautions.*

La nature, qu'est-ce ? Pour beaucoup, la nature, c'est simplement l'anti-cité. Un exemple : la question du bruit, si souvent évoquée. Or, la nature est bruyante, un village fait beaucoup de bruit : les chants des coqs, les aboiements des chiens, le marteau du maréchal-ferrant, les charrettes ou les tracteurs. Le citadin veut le silence de la mort : l'anti-cité, l'anti-bruit ; ce n'est plus la nature ; c'est tout à fait autre chose. La notion de nature devient alors une idéologie, un symbolisme encore véhiculé par le langage où nous trouvons un certain nombre d'oppositions, mais elles s'atténuent ; elles sont destinées à disparaître. Alors, attention : vous risquez d'offrir de la nature à des gens qui ne savent plus ce que c'est et qui y verront tout à fait autre chose que ce que vous croyez. Il faut prendre les plus grandes précautions.

J'en arrive à mes conclusions.

La création de parcs prend beaucoup de risques si on ne s'adresse pas à l'imaginaire social et surtout à une catégorie qui vit pour une part dans l'imaginaire, donc pas selon le réalisme, et qui s'appelle la jeunesse. Si on ne restitue pas simultanément — c'est un véritable paradoxe — la nature et l'œuvre, si le fait de sauver des ravages de l'industrie certains secteurs établit seulement un ensemble de contraintes et non pas une dimension de la liberté ou une restitution de la liberté, on aboutira à quelque chose qui ne sera certainement pas ce que l'on veut.

Il faudrait au moins tenter de mettre une partie de ces espaces en autogestion plus que selon une participation ou animation, concepts sur lesquels je formulerai quelques réserves. Il faudrait qu'une partie au moins de ces espaces soit confiée aux groupes de jeunesse en autogestion, de manière qu'ils y fassent quelque chose, ce qu'ils ont envie d'y faire, ce qu'ils peuvent et veulent faire, qu'ils en fassent leur espace, qu'ils en fassent leur œuvre comme autrefois les citoyens d'une grande cité façonnaient peu à peu les espaces, en faisaient leur bien : leur appropriation.

(1967)



Nous commençons par rappeler qu'il y a une *idéologie* du quartier, en déclin, mais qui n'a pas perdu son audience et son influence. Comme toute idéologie, celle-ci ne se donne ni pour une idéologie ni même pour une théorie. Ses partisans, de bonne ou de mauvaise foi, disent et croient constater des évidences ; ils se placent sur le terrain solide du bon sens qui leur sert à comprendre et à apprécier les aspects de la vie urbaine. Ils ne dégagent ni les présuppositions ni les implications de ce prétendu constat empirique. Ils ne soupçonnent même pas le sophisme qui consiste dans le passage du descriptif au normatif. Premier temps : on croit voir, de ses yeux voir, que le quartier n'est pas un détail accidentel, un aspect secondaire et contingent de la réalité urbaine, mais son essence. On ne sait pas que l'on a laissé parler son cœur et sa mémoire. Ensuite on s'imagine avoir vérifié une hypothèse scientifique ; dès lors on se propose d'organiser la vie urbaine sur le modèle du quartier, en toute bonne conscience. On a justifié le fait au nom de la valeur, alors que l'on croit avoir légitimement passé du fait à l'appréciation.

Pour les tenants de cette idéologie, le quartier serait à la fois le cadre naturel de la vie sociale dans la ville et l'unité sociale à l'échelle humaine. Ce serait une sorte de « module » social ou sociologique, à vérifier et à entériner dans une unité exaltante du jugement scientifique et du jugement éthique, de la connaissance et de l'humanisme.

Voici un texte un peu long que nous soumettons au lecteur parce qu'il offre une somme de présuppositions métho-

---

\* Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne, volume 7, 1967.

dologiques et de méconnaissances théoriques : « Dans un quartier de ville ou un village, on distingue plusieurs assemblages de rues et de places vivant d'une vie propre, plusieurs échelons domestiques possédant leur caractère particulier, voire leurs coutumes, leurs manifestations. C'est très exactement la continuité du cheminement des ménagères faisant leur ravitaillement pluri-quotidien, qui fait la liaison entre les diverses maisons, les divers foyers. Ce n'est plus un groupe élémentaire de personnes mais de foyers qui semble évoluer entre cinquante femmes, s'alimentant à un petit commerce multiple. L'échelon domestique est dû à la topographie tant sociale que naturelle, c'est une constante d'ordre géo-économique, le premier élément proprement urbain, c'est-à-dire où l'échange intervient et dont la fédération va constituer l'échelon supérieur, bien connu autrefois sous les noms de quartier, faubourg, villette ou bourg. Le monument public est l'organe qui caractérise cet échelon supérieur. Il crée le quartier, non seulement il lui donne son dispositif, sa vie, mais aussi sa physionomie, déclare Camille Jullian, qui distingue l'édifice public comme organe de mouvement exerçant son action sur les rues environnantes, comme organe de développement aidant à former le quartier autour de lui, comme organe de structure ou de distribution. Il y a une véritable vie spirituelle de quartier, dépassant les réalités familiales, aussi avons-nous baptisé cet échelon *l'échelon paroissial* » (1).

Dans sa naïveté, dans son primitivisme anthropologique et sociologique, ce texte mérite un certain nombre de réflexions utiles. Il procède d'une analyse, prétendue ou effective, de la réalité urbaine, et commet sans trace de scrupule l'erreur méthodologique mille fois signalée par les logiciens et les philosophes, bien avant les théories de la forme (Gestalt), des ensembles et des structures. L'auteur réduit le tout à des éléments abstraits, résultats d'une analyse possible parmi beaucoup d'autres et mal légitimée ; il croit donc recomposer ou reconstruire la totalité à partir de ces éléments. La « topographie sociale » qu'il propose aboutit à la distinction de ces échelons : *patriarcal* (groupes élémentaires de

---

1. G. Bardet : Principes d'analyse urbaine (cf. le recueil publié sous la direction de R. Auzelle : 323 citations sur l'urbanisme, fragment 410).

voisinage) — *domestique* (relations d'échange entre plusieurs groupes élémentaires) — *paroissial* (le quartier, autour d'un monument). Cet idéologue, qui se croit sociologue, se figure avoir reconstitué la ville avec des maisons, des rues, des quartiers. Avec des groupes « communautaires », les groupes de parenté, de localité et d'activité, il reconstruit des unités de plus en plus vastes : ville, région, nation. Cette sociologie de la ville retarde d'un siècle et plus sur la sociologie générale qui a mis en évidence le concept de globalité et de totalité, d'une part, et, d'autre part, les difficultés de l'analyse et de la recherche des éléments discrets et concrets. Elle mélange inconsidérément les formes, les fonctions, les structures (l'analyse formelle, fonctionnelle, structurale). Elle confond tous les termes : structure et hiérarchie, communauté et organisation. L'idéologie de quartier est une idéologie communautaire. La communauté, écrit le même auteur, c'est la catégorie de la fusion. Fusion de quoi ? Des activités et des consciences. L'analyse statique de M. Bardet tente de se compléter au moyen d'une dynamique. La structure réaliserait la fusion des consciences par l'organisation des activités ; sa constitution et ses interventions fonctionnelles réaliseraient des totalités organiques hiérarchisées : de l'individu à l'empire !

Cette analyse et la synthèse qu'elle engendre n'ont rien ni de pratique ni de scientifique. Le point de départ qui coïncide avec le point d'arrivée, c'est l'apologie de la *paroisse* et de la vie paroissiale. Or la paroisse est un fait historique bien localisé. Elle a eu dans nos villes d'Europe occidentale une importance incontestable, dans des conditions qui disparaissent ou qui ont disparu. La paroisse n'avait pas seulement une existence religieuse mais une existence civile et politique. Ce que nous appelons « l'état civil » n'existait pas ; baptêmes, mariages et décès s'inscrivaient dans les registres paroissiaux ; les groupements et associations de séculiers s'organisaient autour de l'appareil ecclésiastique, les confréries étant liées aux corporations et aux métiers, donc à l'activité économique. En voulant trop prouver, M. Bardet prouve seulement qu'il reste attaché à des formes de vie et de pensée plus qu'attachées. Il pense comme si l'Etat n'avait aucune réalité, ni les multiples institutions étatiques. Quoi que l'on en pense, on ne peut les mettre ainsi entre parenthèses. La séparation du religieux et du civil, de l'Eglise et des institutions, est un fait

pratique et un concept théorique. Si les paroisses constituaient des quartiers lorsque la ville, devenant trop grande, perdit son unité et son caractère de communauté locale, le noyau — l'église paroissiale — a perdu à son tour ses fonctions et sa capacité structurante. Conséquence : la connexion « quartier-paroisse », constitutive autrefois d'une réalité, n'a plus de fondement. Il se pourrait donc qu'il n'y ait plus de quartiers, mais des survivances ou des débris de quartiers !

Naïve et rusée à la fois, la présentation idéologique que nous attaquons ici ne mériterait ni tant d'honneur ni tant d'indignité si son influence ne persistait. Que d'architectes, que d'urbanistes la prennent encore pour agent comptant, en confondant son dogmatisme avec une vérité scientifique bien établie ! Nous n'allons pas ici nous donner la peine d'établir une anthologie des textes sociologiques, littéraires, urbanistiques et journalistiques à la gloire du quartier. Une citation suffira : « Si les citoyens participaient à la vie du quartier, si les institutions leur donnaient un pouvoir réel, dans la société et au niveau de la connaissance, un pouvoir à l'école, à l'usine, dans les problèmes du logement, un pouvoir dans la vie sociale, si en résumé les hommes étaient au moins des petits citoyens, ils pourraient de temps en temps être de grands électeurs » (2). Ici, l'idéologie communautaire se change en idéalisme politique, et un type idéal de vie sociale, en une utopie démocratique. L'étude sociologique met en lumière un fait : les institutions n'ont plus rien de commun avec le quartier ; plus que jamais elles le débordent, elles le dominent. On leur demande qu'en contradiction avec leurs fonctions et leurs structures, elles se donnent artificiellement cette forme sociale : la vie de quartier. Le caractère normatif d'une telle attitude, valorisant un « échelon », un « niveau assez vague et incertain de la réalité sociale, le transformant en essence, n'a plus besoin d'être souligné.

Un « échelon », celui du piéton, détermine l'échelle humaine et la société entière, dans un siècle où (à tort ou à raison) la voiture automobile, l'avion, bientôt des techni-

---

2. « Esprit », février 1966. « Après les élections présidentielles ». p. 294. Le recueil des 323 « citations » dispense de publier un sottisier de la sociologie urbaine.

ques de déplacement encore plus perfectionnées, définissent l'espace social et posent de nouveaux problèmes.

Il nous serait facile d'aller plus loin dans la critique de ces représentations idéologiques qui se donnent pour positives et scientifiques. La démarche ultime est encore plus contestable que nous ne l'avons dit jusqu'ici. Dans un premier temps, on traite des collections de choses : logements, immeubles et maisons, rues et quartiers, territoires et zones d'activité ; ensuite, par une opération magique, sous les vocables « communauté » ou « collectivité » on réintroduit dans ces collections de choses la conscience, la vie. L'opération est aussi fréquente que grossière. En fait, cette façon de penser passe à côté du social, du sociologique, de leur *spécificité*.

Il suffit de présenter comme telle une idéologie pour que son prestige théorique s'effondre. Ce qui ne fait pas disparaître son influence. Une idéologie procède par extrapolation. Elle part d'un « quelque chose » dont elle grossit l'importance, changeant le relatif en absolu, l'accidentel en essentiel, le secondaire en primordial, le fait en norme et valeur. Dénoncer l'idéologie de quartier ne suffit pas. Pour que la démonstration ait une rigueur, il faut prendre la réalité, la comprendre et en tirer d'autres modèles théoriques et d'autres normes pratiques. Autrement dit, si nous écartons l'idéologie de quartier, ce n'est pas pour rayer d'un trait de plume son existence sociologique, c'est au contraire pour l'étudier méthodiquement. Ces démarches ont d'autant plus d'importance que nous connaissons trop bien l'efficacité des idéologies. Si l'on déclare que le quartier est l'essence de la vie urbaine, si l'on décide de faire des quartiers, le quartier aura une cohérence et une existence. Qu'est-il donc ? Comment l'atteindre, le définir, en déterminant ses limites et son degré de réalité avec la seule démarche scientifique, celle qui part de la ville comme totalité et non comme somme d'éléments ou collection d'aspects (et par conséquent de la société comme tout supérieur aux formes, aux structures, aux fonctions) qu'il englobe. Quelles que soient les difficultés méthodologiques et théoriques d'accès à la totalité et de saisie du global, cette démarche est seule acceptable ; seule elle évite l'inadmissible réduction de l'ensemble aux éléments.

Dès que l'on examine le lien du quartier avec ce que le regretté Georges Gurvitch appelait « la société globale » (et que d'autres nomment « la société » tout court) on constate son manque de réalité. L'église du quartier ? Elle a une existence symbolique plus que fonctionnelle ou structurante ; ce qu'elle symbolise a son siège et son sens ailleurs ; c'est la religion, c'est l'Eglise catholique et romaine. Le quartier ne possède pas ou presque pas d'appareils organisés ; la mairie, la municipalité ont une importance pratique bien plus grande, et les monuments (mairies, institutions diverses) une bien autre efficacité. Ce n'est pas dans le quartier que les rôles sociaux, les conduites, les comportements se forment et s'instituent, même s'ils utilisent ce niveau d'accessibilité pour s'imposer. Le quartier n'intervient guère dans la proclamation des valeurs dominantes. Tout au plus pouvons-nous le rattacher à la sociabilité spontanée et retrouver en lui, dans certaines circonstances, les conditions d'une effervescence. Ce qui limite le quartier au niveau des relations immédiates et directes, interpersonnelles, relevant de la psycho-sociologie autant que de la sociologie, se déroulant à l'ombre des institutions mais selon des modalités non institutionnelles.

Cette première approche synchronique ne suffit pas davantage. Prenons la question dans le temps, diachroniquement. Le quartier, dans une ville qui s'accroît, peut devenir un noyau de vie sociale. L'unité de la ville, en s'étendant, en se dispersant, peut s'incarner si l'on ose ainsi s'exprimer, dans un fragment privilégié. D'abord faubourg ou appendice extérieur, ce fragment est absorbé mais garde une vie propre qui s'intensifie du fait de l'absorption. Le caractère de communauté locale (territoriale) se transfère alors de la ville à un de ses fragments ou éléments. La réunion de divers équipements (commerces, institutions, lieux de rencontre et de loisirs, etc.) peut constituer un noyau solide. Surtout si la disposition des lieux, des voies d'accès et des parcours (routes, rues, places) s'y prête, d'une part en dirigeant la circulation vers les équipements, d'autre part en isolant l'espace ainsi déterminé par rapport au voisinage.

Un tel quartier, ainsi consolidé, ainsi organisé par les forces sociales qui ont modelé la ville et orienté son développement, peut résister longtemps après que l'échelon du quartier se détériore au cours de la croissance urbaine qui le

déborde et devant les problèmes beaucoup plus vastes que pose la pratique sociale.

Le quartier considéré est une forme d'organisation de l'espace et du temps de la ville. Forme commode, importante mais non essentielle, conjoncturale plutôt que structurale. La relation du centre urbain avec la périphérie est ici un facteur (une variable) important. Ce n'est pas le seul. L'espace social ne coïncide pas avec l'espace géométrique ; ce dernier, homogène, quantitatif, n'est que le commun dénominateur des espaces sociaux différenciés, qualifiés. Le quartier, tel que nous venons de le rencontrer, serait la *moindre différence* entre les espaces sociaux multiples et diversifiés, ordonnés par les institutions et les centres actifs. Il serait le point de contact le plus aisé entre l'espace géométrique et l'espace social, le point de passage de l'un à l'autre ; ce serait la porte d'entrée et de sortie entre les espaces qualifiés et l'espace quantifié, le lieu où se fait pour et par les usagers la traduction des espaces sociaux (économiques, politiques, culturels, etc.) en espace commun, c'est-à-dire géométrique.

En somme, parmi les thèses qui refusent d'accorder au quartier une réalité essentielle, nous trouvons un éventail d'affirmations qui se nuancent selon le *degré de réalité* attribué à ce niveau. La sociologie admet des *niveaux* de réalité comme de pensée ; il n'y a pas un « tout ou rien » d'existence, de réalité, de cohérence sociologique mais une gamme étendue :

a) Le quartier est une pure et simple survivance. Elle dure par inertie. Le poids de l'histoire assure une certaine survie à certains quartiers. Il y a un micro-déterminisme résultant d'anciennes conjonctures et d'anciennes décisions engageant la vie urbaine. C'est à peu de choses près l'*îlot*, héritage d'époques disparues.

b) Le quartier est une unité sociologique relative, subordonnée, ne définissant pas la réalité sociale, mais nécessaire. Sans quartiers, comme sans rues, il peut y avoir agglomération, tissu urbain, mégalo-pole. Il n'y a plus de ville. L'espace et le temps sociaux cessent d'être organiques et organisés. Ils coïncident avec l'espace géométrique ; ils n'en sont plus que des remplissages. Par conséquent, l'étude doit distinguer les quartiers défailants, éclatés ou décomposés, de ceux qui résistent sur le terrain. Le problème serait alors de définir

un *optimum* d'équipement, permettant de consolider des unités « structurantes-structurées ».

c) Le quartier a une demi-existence à la fois pour l'habitant et pour le sociologue. Des relations interpersonnelles s'y constituent, plus ou moins durables et profondes. C'est le plus grand des petits groupes sociaux et le plus petit des grands groupes. La proximité dans l'espace-temps y remplace les distances sociales, spatiales, temporelles. A ce titre, il indique un seuil dans l'expression et l'existence sociologiques : le passage de ce qui est accessible à l'individu fixé au sol (l'habitant) à ce qui lui est inaccessible en tant que tel. C'est le microcosme du piéton, qui parcourt un certain espace dans un certain temps, sans avoir besoin d'emprunter un véhicule. De ce fait quotidien, l'aire ou rayon d'action du citadin qui se déplace à pied, a résulté de l'histoire et résulte encore une répartition des activités, notamment des lieux de commerce, d'échange, de rencontre et de communication. Cette répartition est influencée d'un côté par la société dans son ensemble, et de l'autre par les exigences de la vie immédiate et quotidienne. Aux quartiers correspond donc un équipement plus ou moins complet. Pas seulement un monument (église) mais une école, un bureau de poste, un groupe de commerçants, etc. Le quartier ainsi déterminé ne contient rien qui se suffise. Les équipements se relient à des groupes fonctionnels plus vastes, actifs à l'échelle de la ville, de la région, du pays (commerçants, etc.). La structure du quartier dépend étroitement de structures autrement amples : municipalités, pouvoir politique, institutions. Ce n'est qu'un maillon infime du tissu urbain et des réseaux qui constituent les espaces sociaux de la ville. Ce maillon peut sauter sans que le tissu en subisse d'irréparables dommages. Des instances peuvent entrer en scène et suppléer ses fonctions. Et cependant, c'est à ce niveau que l'espace et le temps des habitants prennent place et sens dans l'espace urbain.

Retrouvons-nous l'idéologie du quartier ? Pas exactement. Le passage de l'empirique au normatif ne s'accomplira pas sans précaution. Il se fondera sur des analyses concrètes, sur une théorie de l'ensemble, sur un concept de l'espace et du temps sociaux. Il est clair maintenant que nous tenons une « problématique » qui donne lieu à des recherches précises. Pour



répondre aux problèmes ainsi posés, il faut d'abord une *typologie des quartiers*. L'inventaire et la comparaison des équipements doit permettre de classer les quartiers en types : ceux qui se maintiennent, ceux qui se consolident, ceux qui disparaissent. Ce classement exige l'étude des supports et rapports internes et externes, entre les quartiers et l'environnement. Il se peut que la relation « centre-périphérie » soit décisive. Il se peut aussi que les voies d'accès et de circulation déterminent la tendance. De toute façon, l'étude sociologique proposera des critères d'existence et de cohésion de ce noyau urbain partiel. Nous ne connaissons pas à l'avance ces critères. Il se peut qu'ils soient cachés. S'agit-il de critères quantitatifs portant sur les équipements, ou de critères qualitatifs et différenciés portant sur le temps et l'espace ? Ou d'autre chose encore ? Seule l'étude concrète peut répondre.

La typologie ne suffit évidemment pas. Elle reste classificatrice et statique. Elle se prolonge par une étude de la tendance générale. Cette tendance va-t-elle vers le renforcement ou au contraire (ce que nous croyons) vers la disparition du quartier ? Y a-t-il plusieurs tendances, selon que la ville croît ou stagne, selon le type de croissance de la ville, par l'industrie, par les services, par la voie politique, par exemple ? Pour la plupart des villes, la recherche de la tendance s'inscrit dans l'étude de la région, du territoire environnant et dans l'aménagement de ce territoire.

**MYTHES ET REALITES \***

Je me félicite d'abord de parler devant vous ce soir avec un architecte et un urbaniste. Il y a là une sorte de symbole ou de préfiguration de l'équipe que nous réclamons depuis longtemps. Bien entendu, ce soir, cette équipe n'est qu'accidentelle. Il serait très souhaitable que cette préfiguration devienne permanente et que dans toutes sortes de problèmes d'urbanisme, la coopération entre l'architecte, l'urbaniste, le sociologue, plus, bien entendu, d'autres spécialistes de sciences humaines parcellaires, comme l'économiste, comme le géographe, il serait infiniment désirable que cette coopération devienne constante et permanente, qu'elle s'organise. Sans nourrir trop d'illusions sur les possibilités d'études inter-disciplinaires, qui sont toujours très difficiles, vu la différence des optiques, des perspectives, des langages et des intérêts, sans donc nourrir trop d'illusions, cette coopération est indispensable aujourd'hui pour penser la ville future sur les ruines de la ville passée, car c'est cela notre problème. La forme de la ville se métamorphose, ses fonctions se transforment et des fonctions nouvelles s'ajoutent à des fonctions passées, alors que certaines d'entre elles disparaissent. Enfin, les structures apparaissent profondément modifiées. Pour penser cet ensemble nouveau de formes, de fonctions et de structures, la coopération de différentes disciplines, de différents secteurs des sciences sociales est absolument indispensable, c'est pourquoi je considère comme symbolique, pour le moins, et annonçant la suite si possible, cette équipe provisoire, qui ce soir se réunit sous l'égide du Centre d'études socialistes.

---

\* Débat avec J. Ballardur et M. Ecochard, *Les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes*, n° 72-73, septembre 1967, Paris.

Et maintenant, je vais parler devant vous, à la fois en marxiste et en théoricien du socialisme pour lancer un certain nombre d'idées. Il y a quelques dizaines d'années, une idée profondément motrice a ébranlé le monde, ce fut la réforme agraire. La réforme agraire, en elle-même, n'était qu'une réforme, elle ne touchait pas aux objectifs de la révolution socialiste prolétarienne, cette révolution dont la classe ouvrière seule peut être motrice, elle ne touchait pas aux objectifs de la révolution prolétarienne, et même, il était parfaitement concevable que la réforme agraire s'accomplisse sans toucher aux cadres de la société capitaliste. C'est d'ailleurs ce qui arrive aujourd'hui, où dans de nombreux pays, des plans de réformes agraires ont été adoptés et où cette réforme s'inscrit, plus ou moins bien d'ailleurs, dans les cadres de la société existante. Et pourtant en 1917, lorsque Lénine a adopté en Russie la réforme agraire, lorsqu'il l'a empruntée à ses concurrents dans la politique en Russie, aux socialistes révolutionnaires et lorsqu'il l'a fait entrer dans les fameux textes d'avril, dans les premiers décrets pris par la Révolution d'Octobre, Lénine a dit : « La réforme agraire est un chaînon indispensable aujourd'hui de la révolution prolétarienne, elle ébranle, elle touche profondément les structures existantes, elle est donc un appui, un soutien indispensable et elle entraîne derrière le prolétariat les masses paysannes ». Il se trouve que ces vérités de la stratégie léniniste ont été même plus loin qu'il ne pensait et ont entraîné, ont déporté, si j'ose dire, le centre de la révolution mondiale vers les pays agraires, vers les pays à prédominance agricole, vers les pays où les problèmes de l'agriculture et par conséquent de l'industrialisation passent au premier plan. Aujourd'hui, la réforme agraire a épuisé, presque complètement, sauf peut-être dans quelques pays, mais ce serait trop long d'en parler, ces virtualités révolutionnaires.

Qu'est-ce qui va la remplacer ? La réforme urbaine. A mon avis les questions urbaines ne sont qu'un chaînon et un aspect de la révolution socialiste dans les pays hautement industriels, mais ce chaînon est indispensable ; cet appui, ce soutien des problèmes de la ville aux problèmes de la révolution socialiste, il nous faut les concevoir. Les questions de la ville, de l'aménagement de la ville, en bref de la société urbaine mettent en cause et en question une partie des

structures fondamentales de la société existante, c'est pourquoi je vous parle ce soir de réforme urbaine en sachant bien qu'il ne s'agit pas des thèses et des thèmes fondamentaux de la révolution prolétarienne, de la révolution socialiste à l'échelle mondiale, mais d'un aspect indispensable de cette révolution qu'il s'agit de repenser fondamentalement aujourd'hui. La première vague de la révolution mondiale s'est épuisée, il y a déjà plusieurs dizaines d'années et nous vivons dans ses dernières traces. Elle a été marquée notamment par la réforme agraire, cette réforme révolutionnaire. La deuxième vague de la révolution mondiale qui commence à peine à s'esquisser devant nous sera, à mon avis, marquée par la réforme urbaine, un de ses aspects fondamentaux, non pas son aspect exclusif ou essentiel ou unique, mais un de ses aspects, une de ses forces motrices.

La question de la municipalisation, de la socialisation ou de l'étatisation du terrain à bâtir n'est qu'un petit aspect de cet énorme problème de la société urbaine ; c'est un aspect d'ailleurs important, c'est une mesure indispensable qui déjà, jusqu'à un certain point, met en question les rapports existants de production et de propriété, c'est déjà une mesure socialiste combattue de tous côtés, mais en elle-même, elle n'est pas suffisante ; une municipalisation des terrains ou même une socialisation des terrains à bâtir ne résout pas la question de la ville. Ce n'est qu'un premier élément de la solution du problème urbain ; le problème de la ville future reste entier lorsque cette question préalable des terrains à bâtir a déjà été résolue. Donc cette question, en elle-même, nous montre que le problème urbain est un problème révolutionnaire, qui met en question les structures de la société existante.

À mon avis, l'architecture et l'urbanisme doivent être distingués avec soin, ce sont deux niveaux de la réalité sociale, le niveau de l'architecture est du niveau micro-sociologique dirais-je dans le jargon des sociologues, tandis que l'urbanisme est un problème macro-sociologique. Le niveau de l'architecture c'est le niveau de la façon d'habiter, de l'immeuble si vous voulez ; le niveau de l'urbanisme tient à la société dans son ensemble, est en rapport avec la société dans son ensemble et sa solution complète ne peut être atteinte qu'avec une transformation de la société dans son ensemble ; c'est-à-dire que si les recherches des architectes peu-

vent être exercées au niveau de l'immeuble, de l'habitation, les recherches des urbanistes ne peuvent avoir un sens qu'en se préoccupant de la société dans son ensemble et il faut distinguer avec soin ces deux niveaux, alors qu'on a une tendance à les confondre, alors que les architectes deviennent souvent urbanistes sans précautions préalables, et sans penser le problème dans toute son ampleur, ces confusions ayant alors des résultats souvent catastrophiques. Mais, me dira-t-on, il y a des spécialistes pour s'occuper de tout cela, il y a des techniciens, des technocrates, ils ont pris en main la gestion des affaires, ils apportent aux problèmes de l'urbanisme comme de l'aménagement du territoire, comme de la planification ou semi-planification, des solutions techniques.

Et bien ici, je veux attaquer en plein, non pas les technocrates, mais le mythe de la technocratie. La technocratie est un mythe. Les technocrates ne sont pas au pouvoir ; quand les technocrates arrivent à avoir un pouvoir de décision, ils ne sont plus des ingénieurs, ils sont des administrateurs, et même de mauvais administrateurs. En tant qu'ingénieurs ils peuvent deviner, pressentir ou même élaborer des solutions techniques, mais en tant qu'administrateurs ils ne sont pas là du tout pour appliquer des solutions techniques ; et même sur la question qui nous occupe, dans les questions d'urbanisme, dans les questions d'architecture, les technocrates sont là pour dissimuler le fait que c'est un minimum de technicité qui est appliqué partout. Le public croit qu'on élabore des solutions techniques et qu'il y a des raisons profondes pour les accepter, pour les imposer, mais en réalité c'est le minimum de technicité en urbanisme, en architecture. Il suffit du moindre examen des solutions proposées pour le constater : avec un tout petit peu plus de technicité, mais les maisons seraient insonorisées, avec un tout petit peu plus de technicité, on construirait des ensembles qui auraient une autre allure que les ensembles actuels, avec un tout petit peu plus de technicité, les moyens de circulation, les schémas de circulation que l'on élabore seraient infiniment améliorés. On considère presque comme utopique de construire à deux ou trois niveaux (une construction comme le front de Seine où il y a des niveaux superposés était considérée comme une utopie, il y a peu d'années). Ce dont j'accuse les technocrates, ce n'est pas d'être des technocrates, c'est d'être l'in-

verse de technocrates, c'est d'imposer sous le mythe et la propagande de la technicité, de la technocratie, le contraire, le minimum de technique. C'est pourquoi je pense lancer une sorte de mot d'ordre ayant une certaine capacité de mise en cause et de mise en question de toutes sortes de réalités existantes, en disant « toute la technique au service de la vie quotidienne » au service de l'organisation de la vie quotidienne alors que c'est en réalité, le strict minimum, le plafond inférieur qui nous est offert, alors qu'en réalité nous avons affaire à un système de contraintes et de normes, élaborées, non pas pour des raisons techniques, mais pour des raisons financières, par des spécialistes qui obéissent à des impératifs uniquement financiers et c'est ce calcul des minima de coût de production qui est imposé, que le public accepte, sous couleur de technocratie, sous couverture du mythe de la technocratie. La technocratie est un mythe et quand elle ne sera plus un mythe c'est qu'on aura une autre politique et qu'on mettra toute la technique au service de la réalité, au service de la vie sociale, au service de la vie quotidienne. Voilà quelque chose d'essentiel que je voudrais dire devant vous ce soir, dans le cadre d'un Centres d'études socialistes qui se doit d'abord de dénoncer les principaux mythes de notre époque, y compris ceux qui s'introduisent dans ce qu'on appelle la gauche.

L'urbanisme, c'est une idéologie. Sous couvert du mythe de la technocratie, il y a un véritable blocage de la pensée, de la recherche urbanistique. Cela ne veut pas dire que des hommes de bonne volonté et de pensée lucide ne cherchent pas à percer, à briser ce blocage, mais il y a un blocage par des contraintes, par des normes élaborées, non pas par des techniciens, mais par un corps constitué, celui des inspecteurs des Finances. Quant à la pensée urbanistique, elle est prise dans une sorte de dilemme ; prisonnière, dépourvue de capacités créatrices et inventives, dépourvue d'imagination, elle est prise dans un dilemme entre les problèmes de circulation et les problèmes plastiques. Les uns se consacrent exclusivement à résoudre les problèmes de circulation, ce sont des cybernéticiens ; les autres se disent qu'il faut de la beauté pour vivre et ils font comme si les gens qui habitent étaient à leur place : considérant d'en haut, de mille mètres d'altitude, le plan masse des ensembles. De telle sorte qu'ils s'occupent

d'équilibrer des volumes, des lignes horizontales et des lignes verticales comme si habiter c'était jouir d'un contraste esthétique de lignes. Ils ignorent à peu près tous, je ne dis pas tous puisqu'il y a des hommes lucides, ils ignorent à peu près ce que c'est qu'habiter.

Une fois écarté le système de contraintes que je dénonce, la pensée se libère et peut notamment emprunter à la sociologie un certain nombre d'éléments pour reconstruire l'urbanisme et pour reconstruire la ville. Bien entendu, cette démarche de pensée tombe aussitôt sous l'accusation d'utopie. En effet, dès qu'on sort du système de normes et de contraintes élaboré et, j'insiste à nouveau, non pas pour des raisons techniques, mais pour des raisons économiques et financières, dès qu'on sort de ce système on n'apparaît plus comme un réaliste, mais comme un utopiste, c'est-à-dire qu'il faut franchir le pas et se dire délibérément utopiste. Le sociologue de la ville, d'une part, creuse, approfondit scientifiquement le concept de la ville et d'autre part, libère l'imagination et se lance délibérément dans l'utopie pour construire l'image de la ville possible, des villes possibles. Le travail conceptuel et scientifique va avec la libération de l'imaginaire, c'est une des thèses que je vous soumets.

Alors, qu'apporte la sociologie, avec ce double aspect, conceptuel et scientifique d'un côté, de l'autre élaboration du possible et de l'imaginaire ? Qu'est-ce que nous pouvons apporter aux urbanistes, aux architectes ?

D'abord une distinction importante entre habitat et habiter. L'habitat relève d'une description morphologique, c'est un cadre. Habiter, c'est une activité, une situation. Nous apportons une notion décisive, celle d'appropriation ; habiter pour l'individu, pour le groupe, c'est s'approprier quelque chose. Non pas en avoir la propriété, mais en faire son œuvre, en faire sa chose, y mettre son empreinte, le modeler, le façonner. C'est vrai pour les individus et pour les petits groupes comme les familles, c'est vrai pour les grands groupes sociaux comme ceux qui habitent une ville ou une région. Habiter, c'est s'approprier un espace, c'est aussi être en proie à des contraintes, c'est-à-dire être le lieu d'un conflit, souvent aigu entre les puissances contraignantes et les forces d'appropriation ; ce conflit existe toujours, quels que soient les éléments et l'importance des éléments en présence. Quand la contrainte

ne permet aucune appropriation, le conflit disparaît ou presque. Quand l'appropriation l'emporte sur la contrainte le conflit disparaît ou tend à disparaître dans un autre sens, mais ce sont des cas limites et impossibles à atteindre, le conflit est perpétuel à tous les niveaux entre l'appropriation et la contrainte et il se résout généralement pour les intéressés sur un autre plan, celui de l'imagination et de l'imaginaire. Toute ville, toute agglomération a eu et aura une réalité ou une dimension imaginaire dans laquelle se résout sur un plan de rêve le conflit perpétuel entre la contrainte et l'appropriation et il faut alors laisser place à ce niveau du rêve, de l'imaginaire, du symbolisme, place qui traditionnellement était occupée par les monuments.

Je ne veux pas développer plus longuement l'apport de la sociologie qui insistera toujours sur le fait que la ville est un tout, une totalité, quelque chose de plus que tous les découpages qu'on peut y faire, que tous les éléments qu'on peut y discerner, c'est une présence, ce fut et ce sera une présence plus haute que tout ce que l'on peut y discerner comme parties, comme éléments. Je pourrais vous montrer comment le sociologue utilise les concepts clés de la sociologie, à savoir les concepts de forme, de structure, de fonction, ce serait trop long pour un exposé introductif, mais ce que je veux indiquer ici, c'est le rejet par une méthode vraiment scientifique de toute idéologie qui privilégie un de ces termes. Forme, fonction, structure, voilà trois concepts clés, aussi importants l'un que l'autre et dont aucun ne doit avoir aussi important l'un que l'autre et dont aucun ne doit avoir le droit d'absorber les autres, c'est-à-dire qu'une sociologie scientifiquement conduite sur le plan conceptuel doit rejeter le formalisme qui absorbe la fonction et la structure dans la forme, rejeter le fonctionnalisme qui absorbe la forme et la structure dans la fonction et elle doit rejeter enfin le structuralisme qui absorbe la fonction et la forme dans la structure ; elle doit se servir de cette batterie de concepts en donnant à chacun une importance et une capacité égale à celle des deux autres, sans privilégier l'un au détriment des autres.

Qu'y aurait-il au terme d'une sociologie de la ville que je ne puis qu'esquisser méthodologiquement devant vous d'une façon beaucoup trop rapide ? Il y aurait et il y a, à mon avis,



l'idée que dans la ville d'hier, que dans celle de demain, il y a, non pas l'espace urbain, mais des espaces urbains, plusieurs espaces différenciés, qualifiés, distincts de l'espace géométrique comme de l'espace géographique. A mon avis, la ville a toujours eu et aura une fonction ludique et un espace ludique, et même j'entrevois la possibilité de proposer sur le plan de l'utopie dont je parlais tout à l'heure, une ville ludique. Pour la ville de l'avenir dans laquelle les loisirs auront un rôle important, je proposerai un schéma de ville utopique dont le centre serait affecté aux jeux et à l'espace ludique, en y comprenant toutes les variétés du jeu, depuis les jeux sans but, jusqu'aux jeux culturels, depuis le théâtre jusqu'aux sports.

Un espace n'est que l'inscription dans le monde d'un temps. Les espaces sont des réalisations, des inscriptions dans la simultanéité du monde extérieur d'une série de temps : les rythmes de la vie, les rythmes de la population urbaine. En ce sens, à mon avis, en tant que sociologue, je puis vous proposer cette idée que la ville ne sera véritablement repensée, reconstruite sur ses ruines actuelles que lorsque l'on aura bien compris que la ville est un emploi du temps et que c'est ce temps, ce temps des hommes, sans humanisme philanthropique, sans phrases humanitaires, sans humanisme au sens ancien, mais en tenant compte des hommes, que c'est le temps de ces hommes qui sont les habitants qu'il s'agit d'organiser d'une façon enfin humaine.

## DISCUSSION

Les propos de notre ami Balladur, accentués d'ailleurs par les déclarations de M. Ecochard confirment ce que j'ai dit, à savoir que de proche en proche les questions urbaines, les problèmes urbains mettent en question et en cause la société toute entière, c'est pourquoi j'ai parlé de réforme révolutionnaire et je veux insister sur cette affirmation qui est je crois destinée à se développer dans les années qui viendront.

Ceci dit, j'ai oublié tout à l'heure un point important et je voudrais y revenir. Je trouve tout à fait extraordinaire et tout à fait scandaleux que les organisations politiques de la gauche, qu'il s'agisse du Parti communisme, de la Fédération ou du Parti socialiste, ne mettent pas le problème urbain au premier rang de leurs préoccupations et particulièrement dans une période de campagne électorale. J'ajouterai que je trouve même cela inquiétant et que je me demande si on veut épargner au gouvernement et aux responsables actuels la moindre peine, car il s'agit là de problèmes aigus, de problèmes cruciaux. Encore un petit point de détail : je n'ai pas voulu séparer architecture et urbanisme, j'ai voulu dire que c'était deux niveaux différents et ces niveaux sont nécessairement en rapport, ils sont articulés, cela ne veut pas dire qu'ils sont séparés, mais, à mon avis, il ne faut pas les confondre et d'ailleurs s'ils sont unifiés au point que l'architecte est aussi compétent en urbanisme, je ne vois plus du tout quelle est la place du sociologue.

La question de l'équipe pluridisciplinaire me semble délicate parce qu'il y a une vieille tendance de toutes les sciences dites sociales ou de la réalité humaine à l'impérialisme. Quand

on se trouve entre sociologues, géographes, économistes, c'est toujours une lutte de préséance. On commence par d'interminables débats pour fixer la terminologie et après, au cours de ces débats, telle science régente les autres ; et quand ce n'est pas le débat pour la préséance, c'est souvent un dialogue de sourds ; alors je crains beaucoup que les équipes interdisciplinaires ne tombent aujourd'hui, et même peut-être demain, dans ce travers. Je refuse de poser le problème de préséance ou de rôle dirigeant. Tant que ce problème se posera il ne pourra pas y avoir d'équipe interdisciplinaire. L'équipe interdisciplinaire ne peut se former et être efficace que dans la parfaite égalité de ses constituants, sans qu'il y en ait un qui se donne comme plus responsable ou qui ait la capacité de décision contre les autres. Je refuse donc le débat sur ce point, je pense que ce débat est le signe d'une immaturité de la question. C'est demain donc ou après-demain, dans un autre climat, dans une autre atmosphère de coopération sur un pied d'égalité entre les spécialistes qu'il pourra y avoir des équipes interdisciplinaires, je le souhaite du moins.

Reste à examiner le rôle de l'Université. Vous savez très bien que l'Université est une dame mûre qui se met lentement en mouvement et elle s'attarde souvent sur des questions, généralement formelles, très détachées de la pratique sociale ; c'est seulement depuis peu que les problèmes d'urbanisme sont traités dans l'Université, notamment dans les départements de géographie humaine, de sociologie et peut-être même de psychologie. Alors peu à peu se met en place un appareil universitaire qui pourrait avoir un rôle consultatif dans tous ces problèmes.

#### *Le rôle de l'Etat.*

Je voudrais répondre aussi à une question qui me semble encore plus importante, c'est la question du rôle de l'Etat. Effectivement, constituer un corps d'urbanistes d'Etat ne me semble pas dépourvu de dangers, bien que cela puisse constituer une période et une certaine étape dans la solution des problèmes urbains. Solution qui sera longue à trouver et encore plus à réaliser. L'important me semble être l'intervention des intéressés, je ne dis pas participation (il y a aussi un mythe de la participation) tant qu'il n'y aura pas dans

les questions d'urbanisme intervention directe, au besoin violente des intéressés, et tant qu'il n'y aura pas possibilité d'autogestion à l'échelle des communautés locales urbaines, tant qu'il n'y aura pas des tendances à l'autogestion, tant que les intéressés ne prendront pas la parole pour dire, non pas seulement ce dont ils ont besoin, mais ce qu'ils souhaitent, ce qu'ils veulent, ce qu'ils désirent, tant qu'ils ne donneront pas un compte rendu perpétuel de leur expérience de l'habiter à ceux qui s'estiment des experts, il nous manquera une donnée essentielle pour la résolution du problème urbain. L'Etat, malheureusement, tend toujours à se passer de l'intervention des intéressés.

Quelqu'un a parlé des problèmes de décentralisation. Un des caractères les plus paradoxaux et les plus scandaleux de la politique actuelle, c'est de faire une décentralisation purement fictive qui est simplement opérée par les organismes de l'Etat centralisé, sans que les intéressés aient vraiment voix au chapitre, ce qui est tout à fait extraordinaire. Sous prétexte et sous couleur de décentralisation, on centralise un peu plus, puisque l'Etat centralisé se charge de la décentralisation qui de ce fait est purement fictive.

#### *La participation des usagers.*

J'insiste beaucoup sur l'idée qu'il peut y avoir une participation illusoire : réunir deux cents personnes dans une salle et leur dire, leur présenter sur un tableau : voilà les plans d'urbanisme qui ont été déjà élaborés — ce n'est même pas une consultation, c'est de la publicité, c'est une pseudo-participation. Or cela a été fait, je pourrais dire où et comment. La participation doit être une intervention active et perpétuelle des intéressés, c'est-à-dire que, en réalité, il s'agit de comités à la base, de comités d'usagers, ayant une existence permanente, je ne dis pas institutionnelle, — cela pourrait d'ailleurs faire partie du nouveau droit que nous réclamons, d'un droit relatif aux questions d'urbanisme. Il faut que la capacité d'intervention des intéressés soit permanente sans quoi la participation devient un mythe..

(1967)

## D'ANTONY \*

Résumer la problématique.

Le point de départ de la réflexion, de l'exposé, c'est le processus d'industrialisation, processus majeur de la transformation de la société contemporaine. Ce processus est inducteur d'autres faits ; les faits d'urbanisation sont des faits induits.

L'industrialisation est le point de départ de toutes sortes de phénomènes : croissance, planification, etc. On n'a peut-être pas suffisamment dégagé ce phénomène fondamental : l'industrialisation, dans ses implications avec les problèmes de la vie contemporaine.

Cette société que nous vivons, on l'appelle souvent : société industrielle. Ce terme ne me paraît pas exact. Le processus d'industrialisation étant le processus inducteur, il serait plus juste de nommer cette société par l'effet induit qui est l'urbanisation, donc : société urbaine en formation.

La ville préexiste à l'industrialisation. Elle est la création la plus belle, la plus remarquable. La vie urbaine est antérieure au processus d'industrialisation.

L'histoire montre que la ville orientale correspond au mode de production asiatique ; la ville grecque et la ville romaine au mode de production esclavagiste ; la ville médiévale au mode de production féodal. Toutes les formations urbaines, particulièrement les plus réussies, dont nous tenons notre image de la ville, sont antérieures à l'industrialisation. La ville est déjà une réalité quand commence l'industrialisation. La ville a déjà une réalité économique, sociale, culturelle : centre de capitaux, de connaissances, de techniques, elle a aussi une vie sociale ; productrice d'œuvres, de monuments, elle est une œuvre elle-même. Déjà dans la situa-

---

\* Plan détaillé. (Conf. du 13 11 67)

tion précapitaliste, la complexité de l'histoire est difficile à saisir parce qu'en même temps la ville concentre la richesse produite par la campagne qui l'entoure. Le capitalisme commercial concentré dans les villes a déjà mobilisé la richesse. Il a déjà créé des circuits de transfert des richesses. C'est sur cette base de la primauté urbaine que se constitue l'action centralisatrice, processus très inégal suivant les régions, suivant les pays, qui ne s'est pas déroulé de la même façon en France, dans les Flandres, en Angleterre, en Allemagne, en Italie.

C'est dans la ville que les classes s'affrontent, que se déroulent les luttes de classes. La classe dominante se sentait toujours menacée par le peuple, par l'assemblée des communautés urbaines ; par conséquent, elle joue son existence sociale devant ce spectateur attentif et inquiétant à qui il faut donner des garanties, des gages, pour qui il faut organiser des spectacles : ce sont les monuments et les fêtes.

Cette organisation formelle — la ville — protégée par les corporations qui tendent à la fixer, à la définir... Et l'histoire de la ville est en grande partie l'histoire *dans* la ville : histoire des luttes des fractions, luttes de classes. L'industrialisation suppose la rupture de ce système urbain. Les historiens ont beaucoup insisté sur le fait que l'industrie a supposé la rupture du système corporatif, mais ce système était lié au système urbain. En fait, il a fallu briser ce système urbain pour obtenir l'industrialisation. Là où ce système urbain était solide et clos, il y a eu un retard appréciable de la croissance capitaliste, notamment en Allemagne et en Italie.

Dans ces conditions, l'industrialisation naissante s'installe souvent hors des villes, près des sources d'énergie (rivière, houille), près des moyens de transport, près des matières premières (mines, etc.), près de la main-d'œuvre souvent d'origine paysanne, puisque les corporations se maintiennent dans des cadres fixes. A la campagne, il y avait déjà des artisans (forgerons, tisserands, menuisiers) d'où la persistance de ces petits centres industriels : vallées du textile en Normandie, la vallée de la Moselle, où il n'y a que deux villes, Metz et Nancy, alors que toute la vallée tend vers l'industrialisation. En même temps, l'industrialisation produit l'accumulation des richesses et des populations dans les villes : Le Creusot, Saint-Etienne ou Tourcoing et, à une échelle

énorme, la Ruhr. Donc l'industrialisation s'établit souvent hors des villes anciennes, crée des villes nouvelles, mais la ville ancienne continue en tant que marché. Ce sont des sources de capitaux, des sources de main-d'œuvre ; elles sont les résidences des dirigeants de l'industrie. Ce processus n'est pas encore très connu ni étudié. L'industrie, souvent se passe de la ville ancienne. Aux Etats-Unis, où il y a des agglomérations mais pas de villes au sens Européen du mot, l'industrie s'établit hors des villes mais tend à se rapprocher des villes, en même temps les attaque, tend à briser les noyaux anciens.

On voit en même temps s'étendre le phénomène urbain dans les banlieues, les périphéries industrielles des villes, sans compter les phénomènes singuliers comme les bidonvilles.

Ce double processus d'urbanisation et d'industrialisation est un processus qu'on ne peut étudier qu'avec une méthode dialectique : unité des deux aspects et conflit entre eux.

L'industrialisation ne produit pas que des faubourgs prolétariens, mais des bureaux, des centres d'information, des centres politiques qu'on nomme aujourd'hui : centres de décision.

Double processus : implosion, explosion.

Tissu urbain : métaphore qui n'est pas claire ; les mailles sont très inégales ; elles laissent échapper des régions entières.

Dépaysanisation des villages accompagnée d'une ruralisation des villages. A l'urbanisation qui s'étend s'oppose une ruralité plus forte. Extension prodigieuse des régions qui sont sous la dépendance des villes, des industries, du commerce de gros, de l'organisation urbaine tout entière. Le tissu urbain n'empêche pas la persistance des noyaux anciens. Ce sont des centres de vie urbaine transformés, rénovés, comme la vie du Quartier latin qui s'est maintenue en se transformant.

On voit apparaître une nouvelle centralité : centralisation de l'information, de la formation et de l'information culturelles ; centre de décision. Réunissez ces trois centralités, vous avez des centres de pouvoir qui risquent d'intervenir avec une puissance formidable dans la vie sociale toute entière, puissance dépassant de beaucoup celle qu'on attribue aux dictatures politiques.

La nouvelle centralité est grosse de menaces ; c'est elle qui pose les problèmes les plus pressants.

Crise de la ville : elle est double, théorique et pratique. En pratique, le centre urbain se maintient, souvent détérioré, souvent débordé. En théorie, le concept de la ville tel que nous l'entendons est nourri d'images de la ville traditionnelle. Nous essayons de comprendre la vie urbaine, la société urbaine actuelles et possibles. Que recèle ce rapport mal analysé, difficile à saisir, entre le tissu urbain sur des territoires entiers et une centralité urbaine qui cherche à se consolider ?

C'est dans cette situation contradictoire qu'est apparue la pensée urbanistique.

#### Critique de la rationalité nouvelle.

Plusieurs tendances dans l'urbanisme : celle qui se recommande de l'ancien humanisme, qui se veut à la mesure de l'homme, qui veut que l'on construise à l'échelle humaine, échelle déjà dépassée. Idéalisme spécifique ; retrouver le village, la communauté de village, la communauté du quartier ; créer des unités de voisinage comportant quelques milliers de personnes au maximum.

D'autres veulent que le citoyen soit un citoyen à la manière antique. Cet urbanisme philosophique et philanthropique ne peut aboutir au mieux qu'à un esthétisme.

Une deuxième tendance se veut fondée scientifiquement. Elle est en effet fondée sur des techniques : techniques de circulation, techniques des échanges. La circulation devient le problème capital, c'est la ville-auto où le facteur humain est traité avec quelque dédain. C'est un urbanisme de voiries et d'égouts. La troisième tendance de la pensée urbanistique, bien plus souple, plus compréhensive, veut arriver à la vision globale, fondée tantôt sur une conception philosophique de la société, tantôt sur une conception pluri-disciplinaire. C'est un urbanisme qui depuis quelques années se veut unitaire. C'est l'urbanisme qu'on peut voir dans le schéma directeur de la région parisienne ; cet urbanisme correspond à une conception globale de la société, déterminée par une stratégie politique de l'Etat, du pouvoir. Ce qu'il prépare, c'est un Paris où tout sera déterminé par rapport, en fonction, au service des centres de décision. La ville, élément fondamental de la production, devient instrument politique et dispositif pour contrôler la consommation.

Contradiction entre intégration et ségrégation. En visant à l'intégration, on obtient la ségrégation pour résultat...  
Stratégie de classe.



« PESSAC, LE QUARTIER LE CORBUSIER »

(Dunod, Edit., Paris, 1969)

Voici l'étude d'un « cas » mince et léger d'apparence, en fait lourd de sens. Le plus célèbre architecte-urbaniste des temps modernes, à la fois théoricien et praticien, construisit il y a une quarantaine d'années, à Pessac près de Bordeaux, un quartier neuf — le quartier dit de Pugis. Que voulut Le Corbusier ? Faire moderne, tenir compte des réalités économiques et sociales, fabriquer de l'habitat habitable et peu coûteux, fournir aux gens un réceptacle dans lequel ils puissent installer leur vie quotidienne. En bref, l'architecte-urbaniste voulut du fonctionnel déterminé par les raisons techniques, et conçut un espace prévu, géométrique, composé de cubes et d'arêtes, de vides et de pleins, de volumes homogènes.

Or, qu'advint-il de ce projet ? Que fit en réalité Le Corbusier ? Peut-être parce qu'il avait du génie, peut-être parce que jamais les hommes les plus doués ne font exactement ce qu'ils auraient voulu (par bonheur ou par malheur), il produisit un espace relativement plastique, modifiable. Et qu'ont fait les habitants ? Au lieu de s'introduire dans ce réceptacle, de s'y adapter passivement, ils ont habité activement, dans une certaine mesure. Ils ont montré en quoi consiste l'habiter : en une activité. Ils ont œuvré, modifié, ajouté à ce qui leur était offert. Qu'ont-ils ajouté ? Leurs exigences. Ils ont produit des différences, dont Philippe Boudon montre les significations. Ils ont introduit des qualités. Ils ont construit un espace social différencié.

Par l'analyse très fine de ces différences, de ces qualités « topiques » introduites ou plutôt *produites* dans un espace indifférencié, Philippe Boudon a fait avancer l'étude du phénomène urbain. Il a peut-être été plus loin qu'il ne croyait

lui-même. Il a mis en lumière des *niveaux* dans la réalité et dans la pensée. On peut voir dans son ouvrage l'illustration sinon la démonstration de l'existence de trois niveaux :

a) *Le niveau de la théorie* mêlée à une *idéologie*, ou, si l'on veut, généralement mal démêlée de l'idéologie. C'est à ce niveau qu'opèrent l'architecte et l'urbaniste. Ils reprennent le problème qui leur est empiriquement posé à travers une idéologie urbanistique. Et cela en accord ou en désaccord avec les institutions, avec les organisations politiques, mais sur leur plan. Ce qui ne va pas sans risques. Philippe Boudon rappelle, à propos de l'entreprise tentée par Le Corbusier et de la « commande sociale », les risques et périls de l'idéologie.

b) *Le niveau de la mise en œuvre et de l'application*, où s'introduisent, à côté des soucis idéologiques, ou se superposant à eux, des raisons d'un autre ordre. A ce niveau, la pensée et la volonté de l'architecte tiennent compte, confusément ou clairement, d'exigences pratiques, de réalités sensibles. La pratique architecturale se montre à la fois plus incertaine, plus souple et plus vivante que la théorie. La pratique idéologique et la « pratique théorique » se laissent déborder par la réalité concrète.

c) *Le niveau de la pratique urbaine*, c'est-à-dire des effets d'une façon de vivre, d'un style (ou d'une absence de style). Plus ou moins fortement marquée par un groupe, l'œuvre sociale, collective et individuelle, se découvre comme œuvre. A ce niveau se manifestent une topologie, un sens, une rationalité concrète plus haute et plus complexe que la rationalité abstraite.

L'étude de Philippe Boudon se situe à la convergence de l'architecture et de l'urbanisme, de la recherche et de l'analyse (à peine commencée) de la *praxis* urbaine. Elle apporte des éléments pour une formulation claire de la problématique urbaine et pour une critique de tout urbanisme en tant que réponse à cette problématique.

(6 NOVEMBRE 1968)

Un point central auquel nous arrivons dans nos analyses, c'est le rapport entre l'espace et le temps. Pour moi c'est d'une importance extrême. Il s'agit d'arriver à trouver le rapport entre l'espace et le temps conformément à l'idée générale, au principe d'analyse si vous voulez, que tout espace social est un emploi du temps. L'espace, c'est la manifestation d'un emploi du temps dans une certaine société.

C'est-à-dire que la critique de l'urbanisme, la critique des notions et des représentations de l'espace acceptées par les urbanistes révèlent beaucoup d'aspects que ces urbanistes ne connaissent pas. Par exemple nous avons depuis longtemps commencé ce que C. Alexander a fait en Amérique avec des moyens extraordinaires, moyens beaucoup plus puissants que les nôtres, et montré comment l'espace impliqué ou accepté par les urbanistes et qui leur apparaissait un espace tout à fait positif, innocent si je puis dire, était en réalité un espace de classes, un espace de ségrégation. La représentation graphique de l'arbre qui passait pour être une représentation tout à fait scientifique, qui était adoptée même comme schéma de circulation ou dispositif des unités de voisinage, est en réalité un espace de ségrégation. Il faut une analyse critique très attentive pour s'apercevoir que l'on constitue des isolats. J'essaie de vous donner un aperçu de toutes les recherches que nous faisons sur l'espace, d'une part une analyse critique de l'espace conçu par les urbanistes et les architectes, et, d'autre part, une théorie de l'espace et de la manière dont les groupes sociaux et classes sociales créent des espaces ou participent à la création d'espaces ou au contraire subissent des constitutions ou des créations d'espaces.

Au lieu de considérer les rues et les places isolément dans le plan de la ville, on essaie de reconstituer la manière dont l'espace de la ville (disons Paris, parce que pour moi c'est un bon exemple), dont les différentes couches de l'espace ont été produites par les différentes époques, par les différentes classes. En cherchant quels ont été les groupes influents à certaines périodes (ceci intéresse ceux qui travaillent dans le domaine des collectivités locales), on arrive par une méthode historique en somme, comparative et historique, à saisir la manière dont ils ont conçu l'espace et comment ils ont imprimé leur marque sur l'espace créé, dans une certaine période. Mais il y a d'autres méthodes.

La méthode mathématique, la théorie des ensembles, me paraît tout à fait utilisable, à condition de ne pas tout vouloir en tirer. On peut se demander s'il faut aborder le problème de la réalité urbaine avec le syntol, l'algol ou le fortran. Je suis incapable de répondre. Je ne crois pas qu'aucune méthode soit exhaustive. Qu'aucune méthode ne soit totale me paraît aussi un principe méthodologique. Je ne sais pas quel langage de machine permet de décortiquer la réalité urbaine, mais il faut essayer.

Je constate qu'il y a un processus réel, celui de l'urbanisation, à partir de l'industrialisation et que le problème c'est de connaître ce processus et de le maîtriser. C'est le point de vue qui me semble le plus authentiquement marxiste. Seulement Marx a appliqué cela au processus de l'industrialisation. Il a conçu l'industrialisation comme un processus qu'il s'agissait de connaître, d'orienter en le maîtrisant. A mon avis, le problème a changé. Sans supprimer le problème posé par Marx, nous avons un problème nouveau, qui est de connaître et de maîtriser le processus de l'urbanisation. Alors il ne s'agit pas d'un idéal qui serait au-delà du réel, mais simplement des possibilités qui sont dans le réel, dans le mouvement du réel, dans le processus du réel qu'il s'agit de connaître. Alors le nouveau par rapport à ce qu'écrivait Marx il y a un siècle, c'est que le processus d'urbanisation remplace jusqu'à un certain point dans nos préoccupations et remplacera de plus en plus le processus d'industrialisation pris séparément, mais avec une problématique nouvelle. Avec la problématique urbaine qui est une problématique nouvelle,

l'objectif reste le même : la connaissance et la maîtrise par la pensée d'un certain processus.

La ségrégation mérite une étude par elle-même et pour elle-même, puisqu'il y a une ségrégation selon les revenus, selon les patterns sociaux. Enfin il y a plusieurs espèces de ségrégations : économiques, sociales, culturelles. Je crois que la théorie de la ségrégation n'est pas encore tout à fait au point, mais tout de même, plus la réalité urbaine se déploie dans les cadres de la société actuelle, du moins en France (et je dois dire que les visites que j'ai faites ici, dans la banlieue m'ont plutôt confirmé mon idée) plus la ségrégation s'affirme).

Les architectes, les urbanistes pensent organiser la circulation selon un schéma, et ils pensent que ce schéma s'impose, pour des raisons scientifiques, et en réalité, ce qu'ils construisent c'est un espace de ségrégation, dans lequel la ségrégation est inévitable, est nécessaire. Elle est l'opération du schéma. Mais ce n'est pas la seule ségrégation. Il y en a plusieurs autres, et même la ségrégation culturelle.

Avec la formation de la société urbaine, avec le développement de la réalité urbaine, et l'importance croissante de la problématique urbaine, la même société, la même pratique sociale se veut intégratrice, cherche à intégrer, se propose explicitement l'intégration, et elle est ségrégatrice. Et c'est une contradiction dans cette société, c'est une contradiction nouvelle dans cette société, c'est une de ces contradictions que Marx n'a pas analysées parce que de son temps elles n'existaient pas, ne s'étaient pas encore manifestées, c'est une contradiction nouvelle de la pratique sociale dans la société que nous analysons, dont nous essayons de rendre compte. Cette analyse relève comme vous savez d'une méthode dialectique. Il faut l'actualiser, il faut prendre avec la méthode dialectique la réalité concrète et pratique de notre époque ; alors apparaissent des contradictions nouvelles qui sont aussi des contradictions de classes.

La création d'un langage sociologique, c'est une tentative à faire mais ce sont des problèmes qui ne peuvent se poser que sur le terrain, ce sont des problèmes inter-disciplinaires, c'est-à-dire particulièrement délicats et difficiles à résoudre, parce que le langage opératoire dont vous parlez devrait être le langage commun des économistes, des géo-

graphes, enfin de tous ceux qui travaillent sur un plan, ou pour un projet. Il ne s'agit pas seulement d'arriver à traduire les résultats critiques d'une analyse historique ; en réalité le problème est plus large, c'est celui du langage commun aux différentes spécialités qui s'occupent d'un projet ; cela n'est pas précisément résolu. Vous devez avoir ces difficultés et notamment avec les architectes. On a commencé à faire une petite liste de sens absolument différents pour les architectes et pour les autres. Le terme de *bureau* par exemple. Pour un sociologue, ça évoque le terme *bureaucratique* tandis que pour un architecte ça évoque un 2,80 m de norme entre le plafond et le plancher, c'est tout. Il y a deux ans nous avons fait une réunion de l'Institut de Sociologie Urbaine à Athènes, et on a travaillé pendant des jours, uniquement pour la définition du mot « ville ».

Je n'ai pas de critique à faire sur le « San Blas » (1). J'ai trouvé bien ce travail, je l'ai reçu en espagnol, je l'ai un peu regardé, je n'ai pas tout compris, mais rien ne remplace une observation sur le terrain. J'aimerais qu'on ait fait quelque chose de semblable dans les grands ensembles de la région parisienne. La méthode qui a été employée est une méthode très concrète, je la trouve bonne. C'est évidemment un groupe qui a créé cet espace, vous savez lequel. Pourquoi, comment travaille ce groupe, quelle est son idéologie s'il en a une ? Comment projette-t-il son idéologie et sa conception des rapports sociaux dans un espace déterminé ?...

Je suis partisan d'une espèce de pluralisme méthodologique, il faut obtenir la convergence. Ce n'est pas toujours facile. La question de convergence, c'est la question importante, aussi bien dans le travail interdisciplinaire que dans le travail même, à l'intérieur d'une discipline comme la sociologie. Pour autant que la sociologie ait le droit au titre de discipline indépendante. Sous cet angle, ma position est très nette, pas de science fragmentaire et parcellaire qui ne soit accompagnée de sa critique et de son auto-critique perpétuelle. La sociologie exige la critique de la sociologie. Pas de sociologie sans critique permanente de la sociologie. Une science fragmentaire se complait, enfin les savants

---

1. Etude d'un grand quartier périphérique de Madrid

finissent par se complaire dans le caractère parcellaire de leurs connaissances si on ne leur rappelle pas à chaque moment qu'il ne s'agit que de fragments de connaissances. Ça ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de sociologie, mais la sociologie exige la critique de la sociologie. C'est un point de vue, c'est une perspective, c'est un fragment de connaissances, et c'est comme ça que se pose la question de la convergence. On ne peut faire converger des recherches et des perspectives qu'en accompagnant chaque recherche et chaque perspective de sa critique.

(1968)

Les questions dites sociologiques peuvent s'aborder par deux voies : le microsociologique et le macrosociologique. Aujourd'hui (14-15 décembre 1968), c'est l'approche microsociologique qui prédomine. Dans un séminaire ultérieur, ce sera l'approche macrosociologique.

D'autre part, tout objet d'analyse est susceptible de trois examens : l'analyse formelle, l'analyse fonctionnelle, l'analyse structurale. Aucune de ces démarches analytiques n'a de priorité sur les autres et ne peut recevoir un privilège. Ces trois analyses, au même titre, fournissent des éléments pour la saisie, par approximations successives, de la totalité des phénomènes urbains.

Soit donc l'espace considéré au niveau de *l'habiter* (nous ne disons pas « l'habitat » pour indiquer que cet espace ne se sépare pas de l'espace urbain et de l'espace social, ainsi que des modes d'appropriation particuliers et spécifiques à ces niveaux plus vastes mais pas nécessairement plus complexes et plus riches de qualités et propriétés).

1. *Analyse formelle*. La position des lieux peut s'indiquer, réserves faites de la confrontation avec l'espace urbain, que les lieux de « l'habiter » reproduisent ou ne reproduisent pas, auquel ils ajoutent ou n'ajoutent pas, qu'ils enrichissent ou appauvrissent selon les cas. Les lieux de l'habiter se distinguent en *publics* (le seuil, l'entrée, le couloir, etc.). — *semi-publics* (le salon hier, la salle de séjour aujourd'hui) — et *privés* (chambres, salles de bains ou salles d'eau, etc.). On peut aussi classer les lieux selon qu'ils sont destinés au passage, au séjour et à la réunion, aux services (activement : lieux qui servent — passivement : lieux servis).



2. *Analyse fonctionnelle.* On peut énumérer et classer les fonctions inhérentes à l'habiter, qui correspondent (ou non) à des fonctions urbaines ou sociales régies par la division sociale du travail, au niveau de l'agglomération ou de la société. On distingue donc les endroits de travail et de relaxation, les lieux des repas et de la réception, les lieux de réserve et ceux d'évacuation, les lieux de réunion et ceux de communication (endroits qui coïncident ou non, selon les cas ; par exemple le téléphone peut se trouver dans une chambre ou dans le « living », lieu de réception, ce qui n'autorise pas à le rayer de la liste des lieux fonctionnels).

3. *Analyse structurale.* Ce sont essentiellement des *parcours*, reliant de toutes les façons possibles les lieux ainsi distingués et articulés. Cette analyse tient compte des coïncidences possibles (par exemple le téléphone dans une « pièce » destinée à un autre usage et par conséquent polyfonctionnelle). Elle établit la liste des *séquences*, en reliant la topique de l'habiter aux topologies plus générales de l'espace urbain et de l'espace social, et par conséquent aux phénomènes urbains et à l'organisation de la ville (ou de l'agglomération). Cette étude des parcours a l'avantage et l'intérêt de déceler le rapport du temps et de l'espace, l'inscription et les traces du premier dans le second. On peut établir simultanément l'organigramme et le diagramme des déplacements quotidiens dans l'espace habité, caractérisant tel ou tel emploi du temps, telle ou telle modalité du quotidien, inséparables de l'emploi du temps dans la réalité urbaine.

Peut-on retrouver au niveau de *l'habiter* les propriétés topiques de l'espace urbain et social, ses catégories (à savoir : isotopie, hétérotopie, utopie) ? *L'habiter* est-il un simple point d'application de la topologie urbaine, ou bien n'en est-il pas la source, fondement de sa rationalité ? A ces demandes il sera répondu ultérieurement.

(1968)

# A PROPOS DE LA RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE EN SOCIOLOGIE URBAINE ET EN URBANISME \*

## I. *Le phénomène urbain.*

a) Que l'on puisse nommer « société urbaine » la société contemporaine, en caractérisant ainsi à la fois sa réalité et sa tendance, — que l'on soit en droit de préférer cette dénomination à d'autres qui ont été ou sont proposées (société industrielle, société technicienne, société de consommation, ou de loisirs, etc.) on le considère ici comme acquis. En effet, la croissance économique et l'industrialisation étendent leurs effets à l'ensemble des territoires nationaux et régionaux ; elles font disparaître le groupement traditionnel propre à la vie paysanne : le village, en l'absorbant et le résorbant dans des unités plus vastes, intégrées à la production industrielle. La concentration du peuplement accompagne celle des moyens de production. Les agglomérations petites et moyennes se trouvent prises dans le tissu urbain qui prolifère, mises à part, dans les grands pays industrialisés, les zones stagnantes ou déperissantes. Pour les producteurs agricoles se profile à l'horizon l'agroville. Une hypothèse et une possibilité s'imposent comme point de départ de la réflexion : l'urbanisation à cent pour cent. Ce qui définit la société urbaine. Cette hypothèse ne saurait faire oublier premièrement l'existence de modalités différentes de l'urbanisation selon les caractères globaux de la société considérée (néo-capitaliste ou socialiste, en cours de croissance ou déjà hautement industrielle) et secondement la différence qui peut aller loin entre la croissance économique et le développement social.

b) L'extension du tissu urbain et la concentration urbaine ont fait éclater la ville, celle qui date des époques pré-industrielles et pré-capitalistes. Pour lui substituer quoi ? Cette

---

\* Revue « Utopie », 1969.

question pose déjà dans toute son ampleur la problématique urbaine.

## II. Complexité du phénomène urbain.

a) Aujourd'hui, il étonne par son énormité et sa complexité qui débordent les moyens de la connaissance et de l'action pratique. Il relève d'abord de méthodes descriptives (écologiques, phénoménologiques, empiriques). Ces méthodes mettent en évidence certains traits du phénomène urbain, notamment l'énormité et la complexité. Permettent-elles de le connaître ? A partir d'un certain point, la description, même minutieuse, même affinée, ne suffit plus. Les bornes de la morphologie sont atteintes. Aller plus loin dans la même direction, c'est substituer une idéologie à la description, sans avertir ; c'est faire passer une idéologie sous couvert de description. Il faut passer de la phénoménologie à l'analyse. Le phénomène urbain se présente comme réalité globale (ou si l'on veut ainsi parler : *totale*) mettant en question l'ensemble de la vie sociale, théoriquement et pratiquement. Cette globalité ne peut se saisir immédiatement. Il convient de procéder par analyse en avançant vers le global. Démarche difficile. A chaque pas, il faut prendre des risques, en évitant obstacles et faux-pas. D'autant plus qu'à chaque tâtonnement, à chaque avance surgit une interprétation idéologique qui se change aussitôt en *pratique partielle*. Un bon exemple de ces idéologies totalisantes correspondant à des pratiques partielles se trouve dans les théories de l'espace économique et de l'aménagement du territoire qui font purement et simplement disparaître l'espace proprement urbain et sa spécificité, en absorbant le développement social dans la croissance industrielle.

b) Chaque science spécialisée découpe dans le phénomène global un certain « champ », un « domaine », le sien. Elle l'éclaire à sa manière. Il n'y a pas lieu de choisir entre la thèse du découpage et celle de l'éclairage, du moins pour l'instant. De plus, chaque science parcellaire se fragmente en disciplines spécialisées au second degré. Dans la sociologie entrent la sociologie politique, la sociologie économique, la rurale et l'urbaine, la sociologie religieuse, etc. Les sciences parcellaires et spécialisées opèrent donc *analytiquement* ; elles

résultent d'une analyse et procèdent à des analyses. En ce qui concerne le phénomène urbain considéré globalement, la géographie, la démographie, l'histoire, la psychologie, sans oublier la sociologie, apportent donc les résultats d'une procédure analytique. La géographie étudie le site de l'agglomération et sa situation dans un territoire régional, national, continental ; associés au géographe, le climatologue, le géologue, le spécialiste de la flore et de la faune, apportent aussi des informations indispensables. Le démographe étudie la population, son origine, la « sex ratio », le taux de fertilité, les courbes d'accroissement. Qu'étudie l'économiste, soit spécialiste de la réalité urbaine, soit intéressé aux phénomènes généraux de croissance ? Il ne manque pas d'objets : production et consommation dans le cadre urbain, répartition des revenus, couches et classes, types de croissance, structure de la population (active ou passive, « secondaire » ou « tertiaire »), etc. L'historien se préoccupe de la genèse de telle agglomération, des événements et des institutions qui l'ont marquée. Et ainsi de suite. Sans les démarches progressives et régressives (dans le temps et l'espace) de l'analyse, il est impossible de concevoir *la science du phénomène urbain*.

c) Chaque découverte dans ces sciences parcellaires permet une analyse nouvelle du phénomène total. Il n'est pas impossible qu'à partir de la théorie des interactions hiérarchisées (homéostases), on ne définisse certaines réalités urbaines en remplaçant ainsi le vieil organisme et son finalisme naïf par des concepts rationnels. La linguistique a fait récemment un bond en avant. Ce qui a permis de dégager une notion, celle de *système de signes* (et de significations). Rien n'interdit de considérer le phénomène urbain avec cette méthode et dans cet éclairage. Que la ville et le phénomène urbain soient riches (ou pauvres) de signes, de significations et de sens, ce n'est certes pas inintéressant. Que la ville et le phénomène urbain constituent *un système* (définissable par des signes, saisissable à partir de tel modèle linguistique, celui de Jakobson, celui de Hjelmslev, celui de Chomsky), c'est probablement une thèse abusive et dogmatique. D'une part, le concept de système de signes ne recouvre pas le phénomène urbain ; s'il y a langage de la ville (ou langage dans la ville), s'il y a « écriture » urbaine, donc possibilité d'études sémiologiques, la ville et le phéno-

mène urbain ne se réduisent ni à un langage, ni à une écriture, ni à une sémiologie. *La pratique urbaine* déborde ces concepts partiels. D'autre part, il n'y a pas dans la ville et dans le phénomène urbain actuels *un* (unique) système de signes et de significations, mais *plusieurs*, à plusieurs *niveaux* : celui des modalités de la vie quotidienne (signes et significations de *l'habiter* et de l'habitat, de la *pratique urbaine*) — celui de la société urbaine dans son ensemble (sémiologie du pouvoir, de la puissance, de la culture considérée globalement ou dans sa dissolution) — celui de la vie urbaine particularisée (sémiologie des traits propres à telle ville, de son paysage, de sa spécificité). Quelles que soient les limites de la sémiologie appliquée à la réalité urbaine, il n'en est pas moins remarquable que les pas en avant d'une science révèlent des aspects nouveaux de cette réalité.

### III. *Mythes et nécessité de la coopération des sciences fragmentaires. Projet d'une Faculté d'Urbanisme.*

a) Cette complexité du phénomène urbain rend explicite la nécessité d'une coopération « interdisciplinaire ». Le phénomène urbain, pris dans son ampleur, ne relève d'aucune science spécialisée mais de toutes. Même si l'on pose en principe méthodologique qu'aucune science ne renonce à elle-même, et qu'au contraire chaque spécialité doit pousser jusqu'au bout l'utilisation de ses ressources pour atteindre le phénomène global, aucune de ces sciences ne peut prétendre l'épuiser. Ni le régir. Ceci admis ou établi, les difficultés commencent. Parmi les intéressés, qui peut ignorer les déceptions et déboires qu'apportent les réunions dites « interdisciplinaires » ? Tantôt dialogues de sourds, tantôt pseudo-rencontres sans lieux communs, leur premier problème est celui de la terminologie. Autrement dit, celui du langage. Rarement les participants s'entendent sur les mots, plus rarement encore sur les concepts. Quant aux thèses et théories, on découvre en général leurs incompatibilités. Confrontations et affrontements passent pour des réussites. Les discussions se situent dans la plupart des cas en deçà des controverses. A supposer que l'on parvienne à définir des « objets », il n'arrive presque jamais que l'on suive la règle bien connue : substituer la définition au défini,

sans défaillance logique. La difficulté méthodologique et théorique grandit lorsque l'on constate, au cours de tels entretiens, que chacun cherche la synthèse et se veut « l'homme de synthèse ». Les spécialistes ne conçoivent cette synthèse que sur leur terrain, à partir de leurs données, de leur terminologie, de leurs concepts et thèses. On assiste donc régulièrement à la réapparition de l'impérialisme scientifique, celui de l'économie, de l'histoire, de la sociologie, de la démographie, etc. Chacun se représente les autres « disciplines » comme ses auxiliaires, ses vassales, ses servantes. On oscille entre le particularisme et l'esprit de clocher scientifique, d'un côté, et de l'autre la confusion, le « babélisme ». Au cours de rencontres dites interdisciplinaires, il devient vite impossible de maintenir les spécificités sans séparation ou l'unité sans mixtures. On s'arrête à de médiocres compromis, par lassitude, parce qu'il faut s'arrêter, et que les journées de colloque ou séminaire, ainsi que les crédits, sont limités. La convergence, comme on dit, recule à perte de vue...

b) D'une part donc, le phénomène urbain (autant ou plus que « l'industrie », le travail social ou la « société » entière) manifeste son *universalité*. Ce qui suffirait à justifier la création d'une *université* pour son étude analytique. Notons aussitôt qu'il n'est pas question de réclamer pour cette étude une priorité absolue sur les autres recherches et disciplines déjà institutionalisées : lettres et arts, sciences diverses. Il suffit donc de concevoir une Faculté regroupant autour de l'analyse du phénomène urbain toutes les disciplines existantes, des mathématiques (statistiques, mais aussi théorie de l'information et cybernétique) à l'histoire, à la linguistique, en passant par la psychologie et la sociologie. Soit dit en passant, cette conception réclame une modification des idées admises sur l'enseignement pour obtenir qu'une Faculté s'institue non pas à partir d'un savoir définitivement acquis (ou prétendu tel) mais autour d'une *problématique*. D'autre part, le statut d'une telle institution ne se définit pas clairement. Le projet peut séduire, mais cette séduction ne saurait dissimuler quelques obstacles. On risque de reproduire, dans une institution, ce qui advient dans des entretiens occasionnels. Comment obtenir que les spécialistes surmontent leur terminologie, leurs lexiques, leur syntaxe propre, leur tournure d'esprit, leur jargon et leurs déformations professionnelles,

leur arrogance de propriétaire d'un domaine ? Comment faire pour qu'ils ne veuillent pas obtenir pour leur spécialité, c'est-à-dire pour eux, les postes de commande ? On sait trop bien que celui qui ne manœuvre pas avec habileté tactique passe inaperçu, se voit réduit au silence et asservi ! Le projet d'une Faculté d'urbanisme (ou « d'urbanologie », affreux néologisme) n'enjoint pas de céder aux mythes de l'interdisciplinaire. Une telle recherche n'accomplit pas de miracles. Il ne suffit pas de le représenter pour qu'il y ait aussitôt analyse exhaustive du phénomène urbain. Et d'ailleurs, peut-il y avoir analyse exhaustive de ce phénomène ? Ou d'un phénomène, d'une réalité quelconques ?

#### IV. *La problématique urbaine.*

a) Il convient donc de poursuivre la méditation. Ne peut-on affirmer que chaque science particulière, plus elle pousse son analyse, plus elle met en évidence *un résidu*. Ce résidu lui échappe. Il se révèle essentiel ; il relève d'autres méthodes. Ainsi l'économiste se trouve devant « quelques choses » qui le fuient ; pour lui, c'est le résiduel. Or ces choses relèvent de la psychologie, de l'histoire, etc. Plus généralement, les nombres et les dénombrements mettent en lumière les drames, qui ne leur appartiennent pas. Ni la psychologie, ni la sociologie, ni l'histoire, qui fixent les regards sur ces drames, ne les épuisent et ne les réduisent à un savoir défini et définitif, à des concepts connus et classés. Ceci serait déjà vrai du travail social, de l'activité productrice dans l'industrie, de la rationalité et de l'irrationalité politiques. Ce serait encore plus vrai du phénomène urbain, nombre et drame. La science de ce phénomène ne saurait donc résulter que de la coopération et de la convergence de toutes les sciences.

Oui, mais si chaque « discipline » rend manifeste un résiduel, elle se proclame bientôt irréductible par rapport aux autres. La différence va coïncider avec l'irréductibilité. Ce qui met en question la convergence. De plus, ou bien l'on affirmera l'irréductibilité du phénomène urbain par rapport à l'ensemble des sciences fragmentaires, et celle de « l'homme » et celle de la « société ». Ce qui ne va pas sans risques. Ou bien l'on identifiera l'homme (en général), la société (en général), ou le phénomène urbain avec l'ensemble résiduel. Ce

qui ne va pas sans d'autres risques : irrationalité, négation de l'individualité, etc.

b) On peut aussi supposer que la complexité du phénomène urbain n'est pas celle d'un *objet*. Cette notion d'objet (d'une science) résiste-t-elle à l'examen attentif ? On peut se le demander. Plus précise en apparence, plus rigoureuse que celles du « domaine » ou de « champ », elle entraîne de redoutables complications. *L'objet* se donne ou est donné comme *réel*, devant et pour l'étude. Pas de science sans objet, pas d'objet sans une science, dira-t-on. Mais peut-on affirmer que l'économie politique explore ou possède un objet isolable, ou la sociologie, ou l'histoire ? Peut-on dire que l'économie urbaine a son objet, et la sociologie urbaine, et l'histoire de la ville ? Est-il possible de concevoir que la connaissance du phénomène urbain consiste en une somme ou collection d'objets, celui de l'économie, de la sociologie, de l'histoire spécialisée, sans oublier la démographie, la psychologie et les sciences de la nature telles que la géologie, etc. ? La notion d'objet scientifique, commode et facile, ne va pas sans une volonté simplificatrice qui cache peut-être une autre volonté. Un objet s'isole, même si on le conçoit comme un système de relations et si l'on restitue par la suite ses relations avec d'autres systèmes. Ne serait-ce pas la volonté de système qui se dissimule sous le concept, « objectif » en apparence, d'objet scientifique ? Le système cherché constitue son objet en se constituant. Après quoi l'objet constitué légitime le système. Attitude d'autant plus inquiétante que le système considéré peut se vouloir *pratique*.

La réalité urbaine, aujourd'hui, apparaît plutôt comme un chaos et un désordre — qui recèlent sans doute un ordre à découvrir — que comme un *objet*. Quelle est la portée, quel est le rôle de ce qu'on appelle *l'urbanisme* ? Il y a des urbanistes, issus ou non du corps des architectes. S'ils connaissent déjà l'ordre urbain, ils n'ont pas besoin d'une science. Leur urbanisme contient déjà cette connaissance ; il saisit l'objet et l'enferme dans son système d'actions. S'ils ne connaissent pas l'ordre urbain, caché ou en formation, ils ont besoin d'une science nouvelle, basée sur la coopération de toutes les sciences. Mais alors qu'est l'urbanisme ? Une idéologie ? Une pratique partielle qui se veut globale ? Un système qui comporte l'arbitraire, en même temps que des éléments techniques, et qui



compte sur l'autorité pour s'imposer ? Il y a lieu de le demander.

c) Plutôt que celle d'un objet donné devant la réflexion, la réalité du phénomène urbain ne serait-elle pas celle d'un *objet virtuel* ? La société urbaine, avec son ordre et son désordre spécifiques, se forme non pas seulement devant les observateurs mais avec les participants et sans les non-participants. Cette réalité enveloppe des problèmes et peut-être un ensemble cohérent de problèmes : la problématique urbaine. Où va ce phénomène ? Vers quoi le processus d'urbanisation entraîne-t-il la vie sociale ? Quelle nouvelle pratique sociale ou quelles pratiques nouvelles implique-t-il ? Comment maîtriser et orienter le processus ? Telles sont les questions qui se posent à l'urbaniste, qu'il se pose à lui-même dès qu'il médite au lieu de laisser sa réflexion se déplacer çà et là, et qu'il pose aux spécialistes. Lesquels ne peuvent répondre ou ne répondent que par abus de langage.

d) La pratique sociale, pour devenir globale, pour surmonter sa situation incohérente, exige déjà, « hic et nunc », la *synthèse*. Or la recherche interdisciplinaire, procédant analytiquement, doit s'interdire les imprudences et les outrances sur la voie de la synthèse. On (qui ? Les théoriciens et les praticiens, les conceptualisateurs et les utilisateurs) réclame à cor et à cri l'homme de la synthèse. Qu'aucune occasion ne soit laissée de côté pour répéter que cette synthèse ne peut être l'œuvre ni du sociologue, ni de l'économiste, ni d'aucun spécialiste. Il est vrai que, prétendant échapper en tant que praticiens à l'impérialisme d'une spécialité, l'architecte et l'urbaniste prétendent à ce titre et à ce rôle, « l'homme de la synthèse ». Pourquoi ? Parce qu'ils dessinent, parce qu'ils programment. Prétention abusive. En fait, ils retombent dans la situation mentionnée précédemment. L'impérialisme du dessin et du dessinateur ne le cède en rien à celui de l'économiste ou du démographe, pour ne pas parler des sociologues. Quant à la prétention de tirer une synthèse de telle ou telle technique ou pratique partielle (la circulation des autos, par exemple, ou celle des marchandises, ou celle des informations), il suffit de formuler cette ambition technocratique pour qu'elle s'effondre en théorie comme en pratique.

e) Va-t-on passer par les ordinateurs *toutes* les données du problème ? Pourquoi pas ! Cependant, la machine n'utilise

que des données provenant de questions auxquelles on répond par « oui » ou par « non ». Elle-même ne répond qu'aux questions qu'on lui pose par « oui » ou par « non ». Qui osera prétendre que *toutes* les données sont réunies et connues ? Qui légitimera cet emploi de la *totalité* ? Qui prouvera que le « langage de la ville », pour autant qu'il y en ait un, coïncide avec l'algol, le syntol ou le fortran, langages des machines, et que cette traduction n'est pas trahison ? De plus, la machine ne risque-t-elle pas de devenir un instrument dans les mains de tels groupes de pression, de tels politiques ? N'est-elle pas déjà une arme pour les gens au pouvoir : bureaucrates, technocrates, serviteurs des politiques ?

On pourrait confier la synthèse à une recherche *prospectiviste*. Cependant, la prospective extrapole à partir de faits, de tendances, d'un ordre déjà connu. Or le phénomène urbain se caractérise aujourd'hui par une *situation critique* dans laquelle ne se discernent ni des tendances très définies, ni un ordre. Sur quoi fonder la prospective, c'est-à-dire un ensemble d'investigations concernant l'avenir, après avoir dégagé les éléments de prévision ? Qu'apporterait une telle recherche à l'hypothèse formulée précédemment, celle de l'urbanisation éventuelle à cent pour cent, hypothèse qui désigne le point critique de la situation de crise où nous entrons ? Que dira la *prospectiviste* de plus précis et de plus concret que la *perspective* qui montrerait, à l'horizon, la rencontre des lignes dégagées par les sciences parcellaires ?

f) De ces connaissances fragmentaires (spécialisées), nous savons qu'elles tendent au global et y prétendent abusivement, en premier lieu, et qu'en second lieu, elles donnent des pratiques partielles, qui se veulent également globales (par exemple l'urbanisme de circulation). Or, ces connaissances fragmentaires résultent de la *division du travail*. La division du travail, dans le domaine théorique (scientifique et idéologique) a le même rôle et les mêmes fonctions et les mêmes niveaux que dans la société. Une différence s'impose entre la *division technique* du travail, rationnellement légitimée par les instruments et l'outillage, par l'organisation de l'activité productrice — et la *division sociale*, qui fait surgir de cette organisation des fonctions inégales, des privilèges, des hiérarchies. Non sans connexions avec la structure de classe des

rapports de production, des institutions, des rapports de propriété, du marché et du « monde de la marchandise ».

La division technique du travail, dans la connaissance, se transforme en division sociale, c'est-à-dire en *institutions* (scientifiques, culturelles) avec leurs cadres et appareils, leurs normes et valeurs, les hiérarchies correspondantes. Ces institutions maintiennent les cloisonnements d'une part, et d'autre part, les confusions. Ainsi les connaissances relèvent d'instituts bien distincts, et aussi d'une entité obscure, la Culture. Nées de/dans la division du travail, ces institutions y rentrent en la servant ; elles l'adoptent ou l'adaptent, selon le cas. Littéralement, elles travaillent pour et dans la division sociale du travail intellectuel, qu'elles dissimulent sous les exigences « objectives » de la division technique, transformant en hiérarchies de prestige et de revenus, en fonctions de gestion et de direction, les rapports « techniques » des secteurs et domaines, des procédures et méthodes, des concepts et théories. Cette vaste opération se fonde sur les séparations qu'elle accentue en les consacrant. Comment dans de telles conditions atteindre et même viser la totalité ? Il advient cependant que, poussant à la limite l'illusion et l'apparence, l'institution veuille prendre en charge la totalité, alors qu'elle entérine les séparations et ne les réunit que dans la confusion babélique. La philosophie classique et l'humanisme traditionnel avaient cette ambition en se maintenant en deçà de la division du travail (technique et sociale), de la fragmentation en savoirs parcellaires, des problèmes inhérents à cette situation théorique. Quant à l'Université, elle proposa pendant plusieurs siècles d'assumer l'universalité, en liaison avec la philosophie classique et l'humanisme traditionnel. Elle ne peut plus conserver cette « fonction », dans la mesure exacte où elle institutionalise la division sociale du travail, en la préparant, en l'aménageant, en s'y insérant. N'est-ce pas la « fonction » que l'on réserve aujourd'hui à l'Université, celle d'adapter à la division sociale du travail la division technique des travaux intellectuels ? La connaissance devient (comme la ville et la réalité urbaine) un moyen de production. Quant à la philosophie née au temps de la séparation du travail matériel et du travail intellectuel, et plus tard consolidée *contre* cette séparation, peut-elle encore se vouloir et se concevoir totale ?

Situation difficile. La pensée abstraite semblait avoir traversé les pires épreuves et en être sortie à son avantage ; elle paraissait ressusciter dans les sciences après le Vendredi-Saint spéculatif et la mort du Logos incarné dans la philosophie. Il n'en est que plus surprenant de la voir au moment de sa Pentecôte lorsque l'intelligentsia spécialisée reçoit le don des langues, lorsque la linguistique joue le rôle de la science des sciences, rôle abandonné par la philosophie qui croyait elle-même avoir supplanté la religion.

V. *Rôle du philosophe. De la philosophie à la méta-philosophie.*

a) Il n'est pas inutile de souligner que le *positivisme* s'oppose à la philosophie classique, à ses prolongements spéculatifs. Le positiviste adhère fortement aux faits qui relèvent de sa science, de sa méthodologie. Il s'en tient aux constats et s'avance prudemment dans les concepts ; il se méfie des théories. Il y a un positivisme physique, un positivisme biologique, économique, ou sociologique, autrement un physicalisme, un biologisme, un historicisme, un économisme, un sociologisme, etc. La pensée positiviste ne se demande pas si les constats auxquels elle procède résultent d'un découpage ou d'un éclairage, s'il y a ou non devant elle un « objet ». Or la tendance positiviste n'a jamais interdit le saut de l'empirisme à la mysticité et du langage précis au jargon (plus ou moins ésotérique). De plus, cette tendance d'après laquelle la philosophie n'a plus ou n'a jamais eu de sens n'est pas incompatible avec un solide impérialisme. Le spécialiste affirme la validité exclusive de sa science ; il écarte les autres « disciplines » et les réduit à la sienne. C'est ainsi que l'empirisme ou le positivisme logico-mathématique veut imposer à toutes les sciences des modèles mathématiques, récusant les concepts spécifiques de ces sciences. L'économisme exclut tout niveau de réalité autre que celui qui relève de l'économie politique, modèles de croissance, calculs, prévisions. On assiste depuis quelque temps à un engouement pour les modèles linguistiques, comme s'il n'y avait qu'un modèle définitivement acquis par les progrès de cette science, comme si ce modèle pouvait être transporté hors de son lieu originel pour conférer à d'autres « disciplines », la psychologie ou la sociologie ou même la logique et le calcul, un statut épistémologique rigoureux.

Comme si la science des mots était la science suprême, parce que tout se dit et s'écrit avec des mots.

b) En fait et en droit, en son moment et en son lieu, cette méditation se situe sur un terrain préparé par la philosophie. Elle est déjà philosophie. Mais ce n'est plus au sens de la philosophie classique. Lorsque le positivisme veut étendre sa propriété (son domaine propre) et son activité opératoire, lorsqu'il menace ou envahit d'autres territoires, il passe de la science à la philosophie. C'est bien connu. Il utilise, le sachant ou non, le concept de *totalité*. Dès que l'on réclame la synthèse et la totalité, on prolonge la philosophie classique, sans le savoir ou le sachant, en dehors de la systématisation spéculative, en détachant ces concepts (totalité, synthèse) des contextes et des architectures philosophiques dans lesquels ils prirent forme. Il en va de même pour les concepts de système, d'ordre et de désordre, de réalité et de possibilité (virtualité), d'objet et de sujet, de déterminisme et de liberté. Sans omettre la structure et la fonction, la forme et le contenu. Transformées par les connaissances scientifiques, ces notions peuvent-elles se séparer de toute leur élaboration philosophique ? C'est inconcevable.

c) La philosophie a toujours visé le total. Lorsque le philosophe a voulu atteindre ou réaliser par ses seules forces la totalité, il l'a manquée. Il a échoué, en se perdant parmi les abstractions spéculatives. Et cependant, c'est lui qui apporte cette visée et cette vision, le concept de *totalité*. C'est à lui que d'autres l'empruntent, lorsqu'ils extrapolent à partir d'un savoir plus ou moins acquis, qu'ils croient définitif et dont ils veulent tirer une règle pour tout savoir. Le philosophe et la philosophie ne peuvent rien seuls ; mais que peut-on sans eux ? Ne serait-ce pas en partant de la philosophie entière, mais en tenant compte de toutes les connaissances scientifiques, qu'il convient d'interroger le phénomène urbain ? Que l'on peut inspecter son processus, son trajet, son horizon et notamment en ce qui concerne « l'être de l'homme », sa réalisation ou son échec dans la société urbaine qui s'annonce ? Il n'est pas impossible que la philosophie elle-même et son histoire n'apparaissent autrement, sur ce trajet, comme projet (de qui ? de « l'être humain »). D'autre part, il est clair que cette méditation ne se situe ni en deçà de la philosophie, ni dans la philosophie, mais au-delà de la phi-

losophie comme activité elle-même spécialisée, constituée et instituée. Ce qui définit la métaphilosophie.

d) L'objectif n'est pas de reconstruire l'ancien humanisme, bien compromis depuis que Marx et Nietzsche l'ont soumis à la plus dure critique (monnayée depuis peu par des épigones). La question est de savoir si la société urbaine autorise l'élaboration d'un nouvel humanisme, la société industrielle, capitaliste ou non, ayant démenti et abattu l'ancien. Il n'est pas exclu que l'interrogation, posée à partir de la philosophie par la méditation métaphilosophique, n'aboutisse aussi au constat d'un nouvel échec. La problématique urbaine ne peut refuser à l'avance cette éventualité, sans retomber dans les catégories de la foi, du défi, de l'extrapolation.

e) Qu'apporte l'esprit de la philosophie ? D'abord une critique radicale des sciences fragmentaires en tant que telles. Il réfute tout dogmatisme, aussi bien les entreprises des sciences parcellaires et la prétention de chacune à *tout* saisir — que le retrait de chacune sur un « objet », un « secteur », un « domaine », un « système » considéré comme propriété privée. La critique radicale définit ainsi un *relativisme méthodologique* et théorique, un *pluralisme épistémologique*. Aucune méthode n'assure une « scientificité » absolue, théorique ou pratique. Notamment en sociologie (urbaine ou pas), ni les mathématiques, ni la linguistique ne garantissent une démarche parfaitement rigoureuse. Il y a des « modèles » ; aucun d'entre eux n'est achevé, ni pleinement satisfaisant ; aucun ne peut se généraliser, se transporter, s'exporter ou s'importer sans les plus grandes précautions, hors du « secteur » où il a été construit. La méthodologie des modèles reprend et peut-être affine celle des concepts sans l'interdire. Il y a des concepts spécifiques, propres à chaque science partielle ; aucun ne détermine complètement un « objet » en le cernant, en traçant ses contours, en l'approchant ou le saisissant ; les concepts procèdent par tâtonnements, par excès et défaut ; ils ne couvrent par un « domaine » entier et cependant le débordent. Il y a donc de multiples modèles et concepts, qui ne composent pas un ensemble cohérent et achevé. La science ou plutôt les sciences avancent un peu comme on construit des routes ou comme on conquiert du terrain sur la mer. Comment y aurait-il un corpus scientifique (corpus scientiarum) définitivement acquis ? Et même des noyaux immua-

bles ? C'est confondre la recherche expérimentale et théorique, empirique et conceptuelle, utilisant des *hypothèses* (vérifiables, révisibles, comportant toujours une part d'idéologie) avec la mise en forme et l'axiomatisation. Or ce qui semble fixé par la démonstration se transforme, apparaît et apparaîtra autrement, y compris les axiomes et même les formes que la réflexion dégage dans leur pureté.

L'esprit de la philosophie permet aujourd'hui de détruire le *finalisme*. Venu de la philosophie, et plus spécialement de la métaphysique, le finalisme traditionnel s'effondre sous les coups de la critique métaphilosophique qui dégage de ses contradictions l'apport essentiel de la philosophie. Pour le devenir historique et devant l'action, il n'y a pas de but défini, préfabriqué, donc atteint d'avance, par un dieu ou en son nom, par une idée ou un esprit absolu. Pas d'*objectif* posé comme un *objet* (réel, d'ores et déjà). Inversement, pas d'impossibilité pour un but, pour un objectif, déclarés comme sens de l'action et du devenir. Pas de synthèse accomplie d'avance. Pas de totalité originelle et finale, par rapport à laquelle toute situation et tout acte et tout moment relatifs seraient aliénés-aliénants. Inversement, rien qui démente l'exigence, la volonté et la conception du total, rien qui ferme l'horizon. La mesure et l'échelle « humaines » seront déclarées et réalisées dans la pratique sociale possible. De qui et de quoi peut naître la totalité ? D'une stratégie et d'un projet qui prolongent sur un plan nouveau l'antique philosophie. Ainsi le philosophe (ou plutôt le métaphilosophie) ne prétend plus apporter la finalité, la synthèse, la totalité. Il récuse la philosophie de l'histoire et de la société au même titre que la métaphysique et l'ontologie classiques. Il intervient pour rappeler l'exigence de totalité, l'impossibilité d'accepter la fragmentation et la séparation. Il critique radicalement le finalisme en général, mais aussi les finalismes particuliers, l'économisme, le sociologisme, l'historicisme. La philosophie changée en métaphilosophie ne montre plus une réalité accomplie ou égarée, « l'homme ». Elle désigne une *orientation*. Si elle fournit quelques instruments conceptuels pour frayer la route vers cet horizon, elle n'est plus le terrain sur lequel se fait la marche du temps. Elle montre l'ampleur de la problématique et ses contradictions immanentes, au premier rang desquelles la relation conflictuelle entre la *rationalité* qui

s'affirme, se développe, se transforme — et la *finalité* qui s'effondre. Or la rationalité semblait impliquer le finalisme et l'impliquait effectivement dans les conceptions spéculatives de l'univers. Si la rationalité doit s'élever de la spéculation à la pratique rationnelle globale, de la rationalité politique à la rationalité sociale, de la rationalité industrielle à la rationalité urbaine, c'est en résolvant cette contradiction immanente. Le but ? La fin ? Ils se conçoivent ; ils se déclarent et se proclament et ne peuvent l'emporter que s'ils permettent la stratégie la plus compréhensive.

f) Les discussions actuelles sur l'homme, l'humain et l'humanisme reprennent en termes contestables les arguments de Marx et de Nietzsche contre la philosophie classique et ses implications. Le critère mis en avant au cours de ces controverses, celui de la cohérence rationnelle, qui se substituerait à celui de l'harmonie et de « l'échelle humaine », correspond sans aucun doute à une nécessité. Sa suffisance n'est pas pour cela démontrée. La route qui s'ouvre, c'est celle de la reconstruction d'un humanisme dans, par et pour la société urbaine. A cet « être humain » en formation, donc fait et valeur, la théorie fraye le chemin. Cet « être » a des besoins, déjà constatables ou contestables. Une analytique du besoin et du désir est nécessaire. Ce qui ne veut pas dire qu'une philosophie du besoin, se réclamant du marxisme, de la sociologie, de la psychologie, de la rationalité industrielle puisse s'élaborer. Au contraire. S'il y a des besoins fonctionnalisables, il y a aussi le désir, ou les désirs, en deçà et au-delà des besoins inscrits dans les choses et dans le langage. Les besoins d'ailleurs ne sont classés qu'en fonction d'impératifs économiques et de normes sociales. Classement et dénomination des besoins ont donc un caractère contingent. En particulier, la conception de l'habitat et de l'habiter fonctionnalisée (institutionnalisée), des besoins individuels et sociaux relatifs, que le désir déborde de toutes parts. En deçà des besoins se situe anthropologiquement le « Trieb », global et confus, impulsion, élan, énergie vitale, pulsion comme on voudra. Pourquoi ne pas énoncer ces différences en termes de « ça », de « moi », de « surmoi » social ? En effet. Pourquoi pas ? Toutefois on court le risque de retomber dans la philosophie du besoin et de l'ontologie du désir.



D'une façon plus proche de l'expérience et du discours quotidiens, nous constatons que l'être humain est d'abord enfant, puis adolescent, puis adulte vieillissant. Il est tout cela avant d'être « homme ». Ce prématuré, cet immature, tend vers la maturité et c'est là sa fin. Il finit ainsi. La maturité l'arrête et c'est l'arrêt de mort. Une telle conception rejette (enfin) délibérément le finalisme philosophique, celui de l'ascension humaine sans contradictions déchirantes, celui de l'harmonie préétablie qui survit de nos jours dans quelques visions confortables : le marxisme officiel, la doctrine teilhardienne, la théologie humaniste. On sait déjà que la lente maturation de l'être humain, qui le fait dépendre de la famille, de l'habitat et de l'habité, du voisinage et de la société urbaine, a pour implications l'éducabilité et pour conséquence une inquiétante plasticité. Il y a dans cet « être » qui croît et se développe inégalement des besoins urgents et des besoins différés. Sa misère fait sa grandeur ; ses dysharmonies et ses dysfonctions le poussent en avant vers sa fin. Il ne quitte jamais l'ambiguïté. Le caractère dramatique et conflictuel des besoins et des désirs a une portée *anthropologique*. Cette science encore incertaine ne peut se constituer que dialectiquement. L'être humain a besoin d'accumuler et d'oublier ; il a besoin simultanément ou successivement de sécurité et d'aventure, de socialité et de solitude, de satisfactions et d'insatisfactions, de déséquilibre et d'équilibre, de découverte et de création, de travail et de jeu. La maison, la demeure, le logement et l'appartement, le voisinage, le quartier, la ville, l'agglomération ont répondu, ou répondent encore ou ne répondent plus à tel ou tel de ces besoins fondamentaux. Les thèses du « milieu » familial, du « milieu » de travail, du « cadre » fonctionnel » ou du « cadre spatial », offerts à ces besoins, sont tout simplement des monstruosité dogmatiques, qui fabriquent des monstres à partir des larves humaines qu'on leur livre.

La réalité actuelle (sociale et urbaine) dévoile quelques besoins fondamentaux, non pas directement, mais à *travers* ce qui les contrôle répressivement, les filtre, les accable ou les dévie. Ils se dévoilent rétrospectivement, régressivement. Le passé se connaît à partir du présent plutôt que le présent à partir du passé. Ce qui donne place légitime à l'histoire et à l'historicité sans historicisme. Une anthropologie dialectique

tique s'élabore ainsi à partir de la problématique urbaine. Cette connaissance apporte à son tour des données à la problématique. Elle ne peut prétendre ni à poser ni à résoudre par elle-même l'ensemble des problèmes. Elle rentre dans les disciplines prises en considération, sans autre privilège que celui de naître dans le même temps que la problématique envisagée.

Cette anthropologie rassemble ainsi quelques éléments ou aspects liés à l'ancienne philosophie. Qu'apprend-elle ? Qu'il y a une sorte de « matière humaine », non pas sans lois (biologiques, physiologiques) mais *sans forme préexistante* au niveau de la réalité dite sociale ou humaine. Elle a pour apavage une extraordinaire plasticité, une éducatibilité et une adaptabilité remarquables. Des formes apparaissent, conçues et voulues, projetées et fondées, capables de modeler cette matière selon ses possibilités très diverses. Ces formes agissent à différents niveaux. Dans l'actualité et dans l'horizon du possible, la société urbaine ne propose-t-elle pas une forme ?

Ce n'est certes pas *l'espace* (social, urbain, économique, épistémologique, le diable sait quoi ou les dieux des philosophes). Cependant, on voit poindre de tous côtés cette thèse : l'espace comme règle, norme, forme supérieure, autour de laquelle pourrait se réaliser un « consensus » des savants sinon un « corpus » des sciences. Or l'espace n'est qu'un *medium*, c'est-à-dire un milieu et un moyen, un instrument et un intermédiaire. Plus ou moins approprié, c'est-à-dire favorable ou pathogène. Il n'a jamais d'existence « en soi », mais renvoie à quelque chose d'autre. A quoi ? Au temps, existentiel et simultanément essentiel, débordant ces déterminations philosophiques, à la fois subjectif et objectif, fait et valeur. Parce que bien suprême de ceux qui vivent, mal ou bien. Parce que fin en même temps que moyen. Mais ce n'est plus le temps des philosophes. Ni celui des savants — physiiciens, biologistes, historiens, sociologues... Le rapport entre le temps et l'espace, avec priorité à l'espace, se révèle rapport social relatif à une société où prédomine une certaine forme de rationalité ; la science et la scientificité l'entérinent. Ainsi l'idéologie et la science se mêlent. Or ce rapport fait partie d'un monde inversé. Lui aussi a besoin « d'être remis sur ses pieds ».

Revenons aux rapports des sciences fragmentaires. Comment les concevoir ? Plusieurs hypothèses se présentent :

1) *Convergence*. Mais où ? En quel point ? A proximité ? C'est l'espoir et le mythe des rencontres interdisciplinaires. On croit définir la convergence sur un terrain proche, comme un carrefour de routes. Or ce carrefour ne se définit pas et ne s'atteint jamais. S'il y a convergence, c'est à l'horizon, en perspective. Encore faut-il déterminer la « mise en perspective ». Ici et maintenant, par exemple, nous nous orientons non vers « l'homme » traditionnel, mais vers « l'être humain » reconsidéré et reconstruit, celui de la société urbaine qui se forme.

2) *Intégration* (des fragments définis par les disciplines parcellaires). Mais à quoi ? A l'une d'elles promise à la domination ? Inadmissible. A une *praxis* ? Peut-être, mais dans cette acception le concept de *praxis* tombe sous les coups de la critique radicale. C'est un recours, une échéance retardée. Un échec vraisemblable.

3) *Pragmatisme*. C'est-à-dire utilisation de renseignements, d'informations donnés ici et là, par celui-ci ou celui-là (sociologue ou autre). C'est ce qui se passe fréquemment. La scientificité se change en son contraire.

4) *Opérationnalisme*. Variante du pragmatisme, il se couvre d'une idéologie, celle de la technocratie, avec ses mythes déjà dénoncés.

5) *Hiérarchisation*. Oui, mais au nom de quelles mises en valeur ? Qui décrètera que le sociologue vaut plus que le géographe ou le démographe ? Les normes seront celles des institutions et de leurs rivalités ; dernières traces de concurrence. Les savants remettront aux politiques les clés de la cité scientifique. Ceux-ci déclareront le normal et l'anomique.

6) *Expérimentalisme*. Interaction de champs partiels, de secteurs. Conception « inter-sectorielle » des échanges idéologiques et scientifiques. Peut-être mais elle abandonne, avec la totalité, le but, le sens et la finalité. On oscillera entre l'utopie abstraite et le réalisme immédiat, entre l'utilitarisme et l'irrationalité.

Aucune de ces options ne peut passer pour satisfaisante, rationnellement parlant. Un seul acquis : impossible de réunir les spécialistes autour d'une table sur laquelle on pose un

« objet » ou une collection d'objets — impossible de faire la somme de connaissances spéciales, énoncées en vocabulaires divers, à partir de « points de vue » particularisés et limités.

#### VI. *Pour une stratégie urbaine.*

a) La situation théorique, aujourd'hui, peut se comparer dans une certaine mesure à celle que connut Marx. La critique radicale ouvrait déjà la voie à la pensée comme à l'action. Marx partit, comme chacun le sait, de la philosophie allemande, de l'économie politique anglaise, de la réflexion française sur l'action révolutionnaire et ses objectifs (le socialisme). La critique de l'hégélianisme, de la science économique, de la réflexion sur l'histoire et son sens, lui permit de concevoir la société capitaliste à la fois comme totalité et comme moment d'une transformation totale. De la négativité critique sortait une positivité nouvelle. La négativité de la critique radicale coïncidait pour lui théoriquement et pratiquement, avec celle du prolétariat révolutionnaire. Les différences entre cette situation et celle de la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle apparaissent aussitôt. Il n'est pas question ici de les exposer. Notons seulement qu'à la critique de la philosophie et de l'idéologie politique (la religion relevant de la philosophie, en ce sens que la philosophie implique déjà la critique de la religion, sa raison d'être, et que la critique de la philosophie atteint ainsi doublement la religion) il convient d'ajouter la critique radicale des autres sciences spécialisées. Seule cette critique permet de dégager l'apport de chacune d'elles à la totalité ; l'accès à la totalité passe par cette voie et non par la somme ou la juxtaposition des résultats « positifs » de ces sciences. Prise isolément, chacune d'elles se perd dans la fragmentation ou dans la confusion, dans le dogmatisme ou dans le nihilisme.

La critique des sciences spécialisées ne peut aller sans une critique impitoyable des politiques spécialisées, des appareils politiques et de leurs idéologies. Chaque groupe politique et surtout chaque appareil se justifie au moyen d'une idéologie qu'il entretient : nationalisme et patriotisme, économicisme ou rationalisme d'Etat, philosophisme, humanisme libéral (classique). Ce qui, entre autres inconvénients, a pour résultat de masquer quelques problèmes essentiels : ceux de la société urbaine et de la mutation dans ce sens.

La critique de la vie quotidienne prend, dans cette perspective, un rôle qui pourra surprendre. Elle ne peut passer pour un aspect mineur de la sociologie. Ce n'est pas un « objet » qu'elle étudie de façon critique, ni un « sujet » ; elle n'a pas un domaine délimité. C'est pourquoi cette démarche critique comporte aussi la critique des objets et sujets, des secteurs et domaines. La sociologie générale ou urbaine a-t-elle un objet ? On peut en douter. En montrant comment les gens vivent, la critique de la vie quotidienne dresse l'acte d'accusation contre les stratégies qui mènent à ce résultat. La réflexion et la méditation critiques transgressent les limites entre les sciences spécialisées de la réalité humaine. Elles éclairent les emplois pratiques de ces sciences. Elles indiquent l'émergence et l'urgence d'une pratique sociale nouvelle qui ne sera plus celle de la « société industrielle », mais celle de la société urbaine. A ce titre et dans ce sens, la critique de la vie quotidienne (critique perpétuelle, incessante, parfois auto-critique spontanée, parfois critique formulée conceptuellement) reprend l'essentiel de l'étude dite sociologie des pays industriels. Confrontant le réel et le possible (lui aussi « réalité ») elle en tire des conclusions, sans pour cela exiger un « objet » ou un « sujet », un « système » ou un « domaine » fixes. La pratique sociale à constituer, celle de la société urbaine, n'a que peu de rapports avec ce qu'on nomme aujourd'hui *urbanisme*. L'urbanisme, en tant qu'idéologie, dissimule des stratégies. La critique de l'urbanisme a ce double aspect : critique des idéologies urbanistiques, critique des pratiques urbanistiques (en tant que pratiques partielles et stratégies de classe). Cette critique met en lumière *ce qui se passe* réellement dans la pratique urbaine : les efforts maladroits ou éclairés pour poser et pour résoudre quelques problèmes de la société urbaine.

b) La réflexion sur le phénomène urbain, prolongeant sur un plan nouveau la philosophie, se servant, à travers la critique radicale, de toutes les sciences, peut définir une *stratégie urbaine*. Dans cette mise en perspective se définissent rationnellement l'horizon et le point qui rassemble des lignes apparemment séparées. •

Cette stratégie se présente doublement : stratégie de la connaissance et stratégie politique. Sa cohérence réunit la théorie et la pratique. Ce n'est d'ailleurs pas dans un système

considéré comme existant (« réel »), ni dans la théorie de ce système. S'il y a un système de la ville et de la réalité urbaine, ce fut seulement à telle ou telle époque historique : peut-être en Orient avec le mode de production asiatique, peut-être au Moyen Age européen et dans le siècle de la Renaissance. Ce système, on le sait, a éclaté. La réflexion a devant elle un processus avec des degrés variables de cohésion plutôt qu'un système. Objectifs et vérifications, saisie des contenus et mises en forme se répartissent dans le temps et non point dans un espace schématique représenté comme type de l'actuel.

c) La science du phénomène urbain veut répondre à des exigences pragmatiques, c'est-à-dire immédiates. Des planificateurs, des programmeurs ou des utilisateurs réclament des recettes. Pour quoi faire ? Pour rendre les gens heureux, pour leur apporter le bonheur. Pour leur ordonner d'être heureux au commandement. Curieuse conception du bonheur, cette idée révolutionnaire. La science de la ville et du phénomène urbain ne peut répondre à ces injonctions. Elle ne peut se constituer que lentement, en se servant d'hypothèses, d'expériences autant que de concepts et de théories. Elle ne peut se passer de l'imagination, c'est-à-dire de l'utopie. Elle doit tenir compte, chemin faisant, de multiples situations. Ici, la démographie domine la réalité et par conséquent la connaissance ; ce qui n'entraîne pas la domination du démographe mais l'autorise à prendre la parole pour un certain laps de temps sans qu'il ait pour autant le droit et le pouvoir de fixer l'avenir. Là, c'est l'économique, ce qui comporte l'intervention du planificateur, mais l'expose aussitôt à la critique radicale, gênante pour lui, certes, mais féconde. Et seule féconde. Là encore, la sociologie et le sociologue ont leur mot à dire. Il n'est d'ailleurs pas exclu que les recherches sur la ville et le phénomène urbain ne permettent la construction de « modèles » au niveau macro-sociologique. Ce qui ne permettrait pas davantage à la sociologie de s'ériger dogmatiquement en science supérieure, mère ou maîtresse des autres connaissances du même phénomène. Nulle part le moyen ne doit se substituer à la fin, ni le partiel au global, ni la tactique à la stratégie. La tactique de telle ou telle spécialité sera attaquée avec violence, dès qu'elle se voudra stratégie au niveau global.

Parmi les objectifs de la stratégie du savoir, la création de *Facultés d'urbanisme* (en France) a été mise au premier rang. Sur les avantages et les inconvénients d'une telle institution, il faudra revenir. Ailleurs.

d) La stratégie de la connaissance ne peut s'isoler. Elle vise la pratique, c'est-à-dire en premier lieu une confrontation incessante avec l'expérience, et secondement la constitution d'une politique globale, cohérente, celle de la société urbaine (la pratique de *l'appropriation* à l'être humain du temps et de l'espace de cette société, modalité supérieure de la *liberté*).

Cependant, jusqu'à nouvel ordre, et sans doute pour longtemps, la pratique sociale appartient aux politiques. Plus exactement, les politiques et appareils politiques spécialisés barrent la route à la constitution d'une rationalité supérieure, celle de la société urbaine, qui correspondrait à la pratique dans cette société. Ils se meuvent à l'intérieur de cercles institutionnels qu'il s'agit précisément de déborder ou de briser. Ce qui vient rendre la situation plus difficile. La stratégie de la connaissance se trouve devant une double astreinte. Elle ne peut pas ne pas tenir compte des stratégies politiques. Elle a besoin de les connaître. Comment écarterait-elle de la connaissance ces « objets » et ces « sujets », ces systèmes et ce domaine ? La sociologie politique, celle de l'administration et de la bureaucratie, ont ici beaucoup à dire, à condition de ne pas se prendre pour « positives » et seulement « positives ». Ce qui sert les intérêts des gens en question, individus, groupes de pression, appareils. Ce qui les justifie au nom de la positivité et du positivisme. Parmi les actions stratégiques entrent donc des *propositions* aux politiques, hommes d'Etat, tendances, partis. Ce qui ne signifie en rien que la connaissance critique démissionne et s'en remette aux politiques spécialisés. Au contraire. Comment leur présenter des projets et programmes sans jamais renoncer à l'analyse critique des idéologies et des réalisations ? Ce n'est certes pas facile. Pourtant l'abandon par la connaissance de son droit de critique sur les décisions lui serait fatal. L'expérience l'a montré. Après la démission, un processus difficilement réversible se met en route.

e) La stratégie comporte un article essentiel : l'emploi optimal et maximal des techniques (de *tous* les moyens techniques) dans la solution des questions urbaines, au service

de la vie quotidienne dans la société urbaine. Ce qui ouvre la possibilité de transformer cette vie quotidienne, telle que nous la connaissons. Article essentiel. En effet, d'un ensemble d'expériences contemporaines, il résulte que les prévisions économiques et les pouvoirs étatiques envisagent rarement cette utilisation optimale et maximale des ressources de la technique et des moyens apportés par les sciences. Ils ne les emploient que lorsqu'ils y sont poussés et contraints par l'opinion, par l'urgence, par la critique (lorsqu'elle peut s'exercer). Pourquoi ? Pour des motifs budgétaires et financiers, c'est-à-dire « économiques ». Dans ce domaine, on réalise aisément des économies. Les motifs cachent des raisons plus profondes. Les pouvoirs ont leur stratégie, les appareils ont leurs intérêts, qui trop souvent relèguent au second plan ces questions.

Le recours à la philosophie n'implique en rien la nostalgie du passé. Au contraire. Ici prend sens et portée la distinction entre pensée philosophique et métaphilosophique. C'est pour apercevoir dans toute son ampleur la « problématique » actuelle — c'est-à-dire l'actualité comme problématique — et pour ouvrir l'horizon, que l'on peut faire appel à la méditation philosophique. En spécifiant que l'on passe ainsi de la philosophie classique à la métaphilosophie.

f) La totalité ? Dialectiquement parlant, elle est là, ici et maintenant. Et elle n'y est pas. Dans tout acte, et peut-être selon certains dans la « nature », il y a tous les moments : travail et jeu, connaissance et repos, effort et jouissance, joie et douleur. Mais ces moments exigent d'une part une « objectivation » dans la réalité et dans la société ; ils attendent également une mise en forme qui les élucide et les propose. Proche en ce sens, la totalité est donc aussi lointaine : immédiateté vécue et horizon. La société urbaine transcende l'opposition creusée par l'idéologie et l'époque industrielle entre la nature et la culture.

(1968)



1. Cette tentative résume un trajet théorique, un parcours à travers les objets, leurs rapports et le « monde » (ou les « mondes ») qu'ils constituent. Ce qui inclut un parcours à travers le super-objet que l'on appelle la Ville (ou la réalité urbaine). Le thème ainsi traité se condense en trois mots : « objets et quotidienneté ». L'exposé vise donc l'élucidation du *quotidien* à partir d'une analyse du statut des objets.

2. Bien que ce thème se situe dans une extrême proximité pour chacun et pour tous, le point de départ du cheminement est loin : l'*objet* et le *sujet*, catégories élaborées par les philosophes. Comment formuler la problématique de l'objet sans faire appel à ces éléments catégoriques ? Le *sujet* philosophique permet de définir un trajet, celui de sa dissolution (Marx, Nietzsche, Freud) ainsi que l'exigence de sa reconstruction sur de nouvelles bases (ancienne base : l'individualisme, idéologie et pratique de la société bourgeoise) — tandis que le concept philosophique de l'*objet* fixe une modalité de la présence à soi de ce sujet, en même temps que la présence sur le mode « objectal » de quelque chose d'autre : aussi bien la *pratique sociale* que l'*imaginaire* véhiculé, aussi bien la *production* (que l'objet comme tel tend à faire oublier) que les illusions *idéologiques* colportées par lui.

3. A partir de cette détermination encore spéculative et abstraite, le concept de l'objet se diversifie et devient plus concret. Il rassemble les notions de l'*œuvre*, du *produit*, de la *chose*. L'*œuvre* est unique, le *produit* répétitif ; quant à « la chose », elle s'achète et se vend ; elle porte, socialement et mentalement, sa valeur dédoublée (échange, usage). C'est

la *marchandise*. Cependant, au cours de ce mouvement, le concept de l'objet s'obscurcit. Comment définir l'objectif et l'objectal ?

4. A la dissolution du *sujet* philosophique correspond celle de l'*objet* philosophique. Dans l'*objet*, qu'est-ce qui n'a pas été apporté par un *sujet* ? Que reste-t-il de l'*objet* lorsque le *sujet* se dissout, se perd dans l'empirique ou s'égaré dans le transcendantal ?

Cependant, la subjectivité se montre irréductible. Même s'il n'en reste qu'un résidu, la *conscience en général* (que le philosophe, cet autre résidu, prétend incarner et réaliser), cette « conscience en général » persiste comme obsession et problème. De même, l'objet montre son irréductibilité ; s'il se dissout comme « objectif », il persiste comme « objectal », objet abstrait, mais réalisable, effectué en telle ou telle modalité pratique. Le concept de *matière* reflète, comme on dit, cette irréductibilité. La matière, en elle-même, n'est qu'une abstraction, celle de l'objet en général. Cependant, elle entre dans une série d'oppositions et d'unités plus concrètes : matérialité-spiritualité, contenu-forme.

Ce mouvement dialectique rend concrète l'abstraction « matière » et lui permet de retrouver le concept développé de l'objet dans la pratique concrète. Aussi bien le produit que l'œuvre, la chose que l'objet en général, détiennent une matérialité.

5. Dans le cadre abstrait (spéculatif) de la philosophie, l'objet et le sujet deviennent acteurs d'un drame : séparés ou confondus, chacun poursuit la mort de l'autre. L'*objet*, sorte de trace « pure », doté d'une violence latente, se change en meurtrier du langage et des actes subjectifs. Le *sujet* (pensant, parlant, écrivant) se veut meurtrier de l'objet, tantôt à travers les symboles, tantôt par le silence (le non-dit, l'indicible). Il se passe au sein de la conscience (philosophique, c'est-à-dire déterminée philosophiquement) une lutte à mort entre l'objet et le sujet, que la pensée réfléchissante les unisse ou les sépare. Ce qui jalonne le parcours : il faut sortir de la philosophie.

6. Et d'abord, sortir du marxisme interprété comme philosophie de l'objet (comme matérialisme philosophique). Que l'on compare ces deux traductions d'une même phrase de Marx dans *L'idéologie allemande* :

a) « Ce que les hommes sont coïncide avec les objets qu'ils produisent et avec la manière dont ils les produisent... »

b) « Ce que les individus sont coïncide avec leur production, aussi bien avec ce qu'ils produisent qu'avec la façon dont ils le produisent... »

Le lecteur pourra se distraire en recherchant les textes, en comparant les interprétations liées à ces deux versions à peine différentes en apparence.

7. Partons de cet objet réduit à l'irréductible : dépouillé de forme, de fonction, de structure — dénué de sens — dégagé de tout apport « culturel » ; c'est la matérialité « pure ». Nous pouvons dans l'imagination lui restituer par démarches successives le sens et la culture jusqu'à le surcharger et l'élever à la facticité la plus baroque. Nous allons de ce pas imaginer l'unité miraculeuse de ce qui fut dissocié et scindé : matière et sens, nature et culture. Tel objet figure cette unité : cette branche ramassée dans les bois, évocatrice d'un acte érotique parfait — ce jardin dont l'image persiste... L'unité du sujet et de l'objet prend ici une forme plus haute, moins spéculative, moins meurtrière ou plutôt moins mortelle.

8. Nous abordons ainsi le problème du classement des objets et du fil à suivre pour obtenir un classement. N'y a-t-il qu'un seul fil ? Un seul principe de classement ? Un seul ordre ? Ce n'est pas certain. Le hasard et les rencontres hasardeuses des choses ont leurs lois. Il suffit que les objets diffèrent qualitativement et s'offrent en quantités différentes pour que l'on puisse les ordonner et que de leur ordre surgisse une loi (la loi de Zipf) extrêmement générale, s'appliquant aussi bien aux mots qu'aux villes et aux choses dans un Uniprix, résumant en une formule simple le fait qu'il y a dans les choses de l'ordre et du désordre, des différences et des analogies, du surprenant et de l'homogène, de l'information et de l'entropie matérielle.

En partant du *sens*, on peut distinguer l'*objet symbolique* (unique, particulier, isolé ou isolable, ne prenant ce sens que dans un style oral plutôt qu'écrit : ainsi la source, symbole changeant, ou le lit, nuptial, conjugal, de parade, mortuaire, de milieu, érotique, suivant le contexte) et l'*objet signifiant* (intentionnel et institutionnel, inséré dans un contexte écrit plutôt qu'oral, c'est-à-dire dans une culture plutôt que dans un style, avec une unité globale présente, systématique,

imposée, par exemple tel objet urbain : ce lampadaire, ce trottoir, ce banc...).

9. Chaque objet relève des trois concepts essentiels : forme, fonction, structure (sans privilège attribué à l'un de ces concepts). C'est-à-dire qu'il relève de trois analyses : formelle, fonctionnelle, structurale (sans privilège pour l'une de ces démarches analytiques). Ce qui donne de multiples classements.

Les classes, groupes et groupements, d'objets constituent le « monde des objets » et les diverses mises en perspective, avenues et horizons de ce « monde ».

Œuvre (unique) et produit (répétitif), chose (véhiculant la valeur d'échange, c'est-à-dire marchandise) et objet (concept générique), ce premier classement, indispensable, ne suffit pas et mène vers des classements plus rapprochés de la pratique.

Le vêtir, le nourrir, l'habiter, constituent des groupes d'objets effectivement proches de la pratique. D'autres groupements particuliers apparaissent, en tant qu'un objet déterminé se situe au centre d'un contexte social (socio-économique et idéologique) par exemple l'automobile, avec ce qui s'y rapporte dans la conscience.

On pourra distinguer l'objet *scopique* (fait pour être vu, pour le spectacle) et l'objet *scripturaire* (fabriqué pour être déchiffré, pour être lu dans un contexte, par opposition aux « sujets » parlants, regardants, agissants...) ou encore l'objet *technique* et l'objet *culturel*.

10. Avant d'aller plus loin, une distinction importante s'introduit d'elle-même : la relativité de l'objet. La ville est-elle un objet ? Certes. Mais par rapport aux maisons, aux rues, comment la nommer ? C'est un super-objet. Ce livre, par rapport aux pages, aux lignes, aux phrases et aux mots, c'est un super-objet, un super-signé. Pris séparément, dans la main d'un lecteur, c'est un objet, un signe. Dans cette bibliothèque, ce n'est plus qu'un sous-objet. Par conséquent « sous-objets » les lettres dans le mot, les mots dans la phrase, le tiroir dans ce meuble, la cornière, la planche, ces éléments. Non-objets, le blanc, l'espace neutre, le silence. Super-objets, l'appartement par rapport aux pièces, l'immeuble par rapport aux logements, la rue et la ville, etc.

La place, et par conséquent le statut de l'objet se modifient suivant le contexte : suivant les relations dans lesquelles il s'insère.

Il reste quelques difficultés dans la définition de l'objet. L'organe sexuel se change en objet et même en chose par l'acte verbal qui le sépare de l'organisme et du « sujet » : au moyen d'un terme. Alors et ainsi naît l'usage injurieux ou obscène de ce mot, de cet organe. Ce qui mêle l'obscénité et l'injure à l'expression du désir et de l'érotisme. La métamorphose du non-objet en objet devient ainsi lieu d'étranges opérations, d'allure magique et mythique.

Le super-objet est un super-signe. C'est-à-dire qu'un système de signes peut se considérer comme un objet. Tel objet ne peut se définir que comme *multiple* (polyfonctionnel). On peut même contester ce statut. Le labyrinthe est-il un objet ? ou encore le quartier ? la rue et la place ? le « lieu » ?

La Ville, super-objet spatial, super-signe, n'est accessible qu'à travers de multiples parcours, séquences temporelles articulées à des séquences spatiales, cheminements à travers les objets, pouvant se dire (par la parole) en multiples discours. Son statut comme objet ne paraît pas facile à définir.

Cette notion d'une *relativité* de l'objet ne peut se limiter aux objets pratico-sensibles. Elle n'est pas moins juste pour le corps vivant : le doigt, la main, le bras, etc... peuvent se considérer tantôt comme des objets (séparément), tantôt comme « sous-objets » (membres), tantôt comme « super-objets » (organes composés de parties). De même le père, fils de son père, père de son fils, membre d'une famille A par son père, d'une famille B par sa mère, ayant par son mariage et par la naissance du premier enfant « fondé » un nouveau groupe familial, articulant et alliant les groupes A et B, constituant une « branche » d'un arbre. Il est clair que ces jeux de substitutions et de déplacements, de niveaux, posent des questions théoriques (sémantiques) et pratiques (décryptage des rapports réels et fictifs). De cette relativité, on pourrait conclure à la faible existence, à la faible cohérence de l'objet comme tel, à son « irréalité », à sa réalité purement formelle. Conclusion hâtive. Reste qu'il faut toujours montrer, le long du trajet, la convergence des analyses et des classements. Sur cette voie, on peut proposer de véritables exercices pratiques (par exemple la triple analyse formelle,

fonctionnelle, structurale, des objets dans un grand garage, dans un grand magasin, dans un appartement ou un immeuble ou un îlot urbain, etc.).

11. Serait-il possible de définir le statut de l'objet (non : les statuts des objets) dans la quotidienneté ? L'analyse examine, identifie, situe à plusieurs niveaux et selon plusieurs dimensions les objets quotidiens. Par « objets », il faut entendre les objets familiers (meubles, vêtements, instruments simples, gadgets), mais aussi des objets prélevés dans « l'environnement » (par exemple : ceux qui occupent l'espace interne de la quotidienneté : pièces, appartement, immeuble, ainsi que l'espace externe, la rue, le voisinage, la ville).

Au niveau trivial du quotidien, il n'y a qu'une faible conscience de l'objet comme tel, une connaissance simplifiée de son fonctionnement technique, de sa structure. Paradoxalement, le fonctionnement de l'objet passe pour négligeable (ce moulin à café, le moteur de l'auto). L'utilisation s'attache à la forme, mal détachée sur le fond *neutre* de la quotidienneté, encore que le discours publicitaire s'attache à la renforcer. Seule une connaissance s'érigeant en spécialité peut définir le statut objectif de l'objet : technologie et analyse des objets en tant que techniques, sémiologie des signes non-verbaux, démographie des objets. Cependant le fonctionnement des objets qui détiennent une fonction constitue l'horizon du quotidien : obsédant et banal. Le paradoxe de la quotidienneté, sur ce plan, se formulerait ainsi : « faible degré de lisibilité de ce monde familier qui semble l'évidence, la transparence initiale et finale... ».

Ainsi nous (les gens) distinguons mal ces objets qui jalonnent nos parcours, tant dans nos lieux coutumiers qu'en dehors, tant dans la maison ou le logement ou l'appartement que dans la rue et dans la ville. Les conversations banales comme les entretiens « centrés » montrent la pauvreté de la perception des objets, pauvreté qui entre dans la définition du quotidien. Et cependant, les objets (cette table, cette porte, et aussi cette boîte à lettres dans la rue, ce trottoir, cet angle...) ont l'importance de repères, de balises le long du cheminement de chaque jour. Seule une surcharge, momentanée ou durable, porte un objet à la parole, à la perception. Mais ne passe-t-on pas déjà à un niveau supérieur ?

La *dénotation* (les concepts des objets, les mots qui les désignent) renvoie ainsi à des *connotations* (à un système second ou à des systèmes seconds, encore que la systématisation soit à démontrer, que la cohérence du système second ne soit pas son caractère le plus important ni sa clôture). C'est le niveau du *subjectif*, de la sémiologie du discours, du représentatif mêlé à l'interprétatif, au symbolique, à l'imaginaire greffé sur le « réel » premier. A ce niveau s'établit la croyance illusoire à une correspondance étroite entre les besoins bien définis et les objets, également définis. Croyance implicite à la quotidienneté et qui installe la satisfaction sur son plan. C'est aussi le niveau du métalangage, des superfétations et redondances, du discours banal comme du discours qui ne se veut pas banal. Ici s'expriment à travers des symboles les désirs non réduits aux besoins classés selon les normes et contraintes des objets. Dans la quotidienneté, l'objet flotte entre ces niveaux, renvoyé de l'un à l'autre, dans une ambiguïté statutaire (ainsi cette traversée de rue, et ce tournant, pour « moi » ont depuis toujours un air maléfique ; je m'y attends à un accident, à une catastrophe ; il m'arrive d'y souhaiter l'imprévu, d'y espérer une aventure ; je compte les pavés en m'approchant de ce coin un peu maudit-sacré). Telles sont les structures constituantes de la communication et de la non-communication (jamais je n'ai parlé à personne de ce lieu !...). Constatons aussitôt un autre modèle (double) d'interprétation et de représentation : la demande et la commande sociale attribuent à chaque objet ou groupe d'objets, sa « valeur d'échange » en même temps que la signification de son usage, sa « valeur » quant à la richesse et la médiocrité, le prestige et l'absence de prestige. Ici s'entrevoit et bientôt se découvre le niveau socio-économique, celui également des idéologies. Son exploration économique date d'un siècle (Marx). L'exploration idéologique, en tant que « structure enveloppante » des échanges et communications, commence.

Est-ce tout ? Non. L'analyse de ces *niveaux* n'épuise pas la réalité « objectale » qui englobe interprétation et représentation des objets. D'autres niveaux vont se découvrir.

12. Par rapport à l'objet, le *discours* à son propos, mots qui le valorisent ou le déprécient, qui l'érigent en ceci ou en cela (beau, bon, affreux, ridicule, agréable, amusant) est rarement direct et bien situé. Sauf dans le discours trivial,

désignatif ou simplement normatif. Le plus souvent, le discours reste ambigu, ce qui correspond au flottement plus haut mentionné de l'objet lui-même. Ce discours hésite entre l'infra-linguistique (impulsion et pulsion, désir et besoin), entre les interjections et la gestuelle muette, l'innommable, l'absurde, l'opaque, d'un côté, et de l'autre la communication silencieuse, la complicité ou la transparence, l'idéologique enfin. On peut aussi écrire : entre le rictus et le rire, entre l'asexué et l'érotique, entre le ridicule et le sublime.

Ce discours indirect à propos de l'objet est souvent métaphorique. Plus souvent que « la tête » on dit la bouille, la bouillotte, la cafetière, le citron, la citrouille, la tronche, la trombine, etc. Ce groupe lexical constitue un *paradigme syntagmatisé* (un groupe de mots dans lequel le locuteur prélève celui qui convient au contexte associatif). Pourquoi ? Sans doute pour désamorcer, pour exorciser « l'objet » menaçant, ici le visage, qui change sans trêve, qui n'est pas un « objet ». Et pour substituer à ce non-objet, par le moyen d'un mot doté d'une signification voulue, acceptée, concertée, et bien entendu dépréciative, un objet. A la limite, c'est l'anéantissement de « l'objet ».

Le discours prend également la figure métonymique, celle d'un syntagme figé dans la forme d'un paradigme. Par exemple, ce petit discours : « Oui, j'ai écouté son bavardage, je n'ai rien perdu de son baratin, qu'en ai-je retenu ? Deux mots, un geste, son doigt tendu... ». Le discours global se divise en utile et inutile, ainsi que le monde objectal. A la limite, on dit : « les choses sont ce qu'elles sont », formulation figée de la tautologie, de la redondance complète, pour exprimer la permanence des objets et la réduction de l'objet à la permanence.

13. On peut se demander si la linguistique ne s'est pas placée pendant longtemps *du côté de l'objet*, unilatéralement : en considérant le « monde des objets » comme référentiel, en se plaçant du point de vue du concept et du terme désignant (dénotant) tel objet : la chaise, la maison, le mouton, etc. Les linguistes privilégiaient ainsi le *substantif* qu'ils s'occupaient aussi de « déssubstantifier », en le réduisant à un rapport formel « signifiant-signifié ». N'écartaient-ils pas ainsi le « sujet » autant que la « substance » de l'objet ? Ne faut-il pas cesser de réduire le sujet et le reprendre du point de vue des *actes*,



l'acte de parler et celui d'écrire ne définissant pas tous les actes ? Le contexte concret de la communication n'enveloppe-t-il pas, avec la référence aux objets et au « monde des objets », des actes et des situations multipliés ? La situation est rarement dite comme telle, précisément parce qu'elle est *produite* par le discours, « agie » par l'acte de parler et dès lors agissante. Et cependant « on » ne dit qu'elle. Voici un discours noté dans la vie quotidienne : « Tu iras dans la salle de bains, tu verras à droite le porte-serviettes, à gauche une étagère. Tu prendras la serviette jaune et l'eau de Cologne, tu les apporteras. Merci. ». Ce petit texte peut se découper de multiples façons, qui tournent autour de la situation réciproque du locuteur et de l'interlocuteur, que ce discours suppose et cependant élude. Est-ce un ordre ? Un service demandé ? Une suggestion plus ou moins impérieuse ? Un vœu ?...

La linguistique dite structurale, fascinée par l'opposition et la différence (c'est-à-dire mettant l'accent sur ces termes d'ailleurs importants, et bloquant ainsi la réflexion à un certain niveau) n'a jamais envisagé que ces couples abstraits. Elle examine avec soin les conditions de l'entente entre A et B, de la compréhension. Comment A et B peuvent-ils communiquer ? Comment B peut-il comprendre le message émis par A et réciproquement ? D'où vient le code commun indispensable pour qu'il y ait décryptage de l'envoi ? Questions exactes et fondées à un certain niveau. Cependant, il manque le troisième terme. D'abord l'objet. Non pas le « monde extérieur », ou la « matière », mais d'abord le « monde des objets », produits et œuvres ; ce dont « on » (A et B) parle. Faute de ce troisième terme, l'élément commun à A et à B prendra la place de ce troisième terme : il paraîtra supérieur aux deux termes présumés, nécessaire et suffisant : de sorte que le discours « se parle » en eux, à travers eux. On a posé la question du rapport au référentiel de façon restrictive, réduisant la portée de la relation de A avec B (et réciproquement). En devenant formel « purement », ce rapport devient énigmatique. On a évacué la *substance sociale* du rapport, la *praxis* inhérente au rapport. Le référentiel ne serait-il pas plus qu'un contexte, plus qu'un contenu ? Ne contiendrait-il pas la raison du message ? Apparemment physique, apparemment « pratico-inerte », le « monde des objets » constitue le contexte de la

communication. Ensemble de produits et d'œuvres, il renvoie à « autre chose », à quelque chose d'autre que les choses : les actes, les situations. Apparemment cohésif, contraignant, il ne manque pas de conflits, par exemple entre son caractère global et les articulations qui le partagent, entre la multiplicité des classes d'objets et besoins, et le caractère unitaire du désir qui meut l'ensemble.

Du côté du « sujet » se découvre ainsi un niveau spécifique, non réductible à un code ou à un discours second situés aux niveaux précédemment décrits et analysés. (Et nous entrevoyons ici le problème que nous ne résoudrons pas, de la réduction ou de l'irréductibilité de la *praxis* à un code, troisième ou n° !). Il s'agit d'abord des actes et activités (ce qui renvoie à la division du travail) et ensuite du rapport des actes aux objets, c'est-à-dire des situations à la fois concrètes et générales, dont on abandonne trop souvent l'expression aux idéologies, ou qu'on laisse à « l'inconscient » social. Notre trajet nous mène de la surface aux « profondeurs ». La *production* de discours ou de parcours nouveaux n'impliquerait-elle pas un mouvement dialectique entre tous les termes et tous les niveaux qui se sont dégagés ?

13. *Questions* (qui viennent maintenant à leur place). Comment parler les/des objets ? Le nombre des objets et classes d'objets étant considérable mais *fini*, comment s'engendrent une multiplicité infinie de discours, une virtualité illimitée de parcours ? Comment *produire* à propos des objets, produits et œuvres, de nouvelles phrases, de nouveaux discours ? Quelle différence concrète y a-t-il entre l'ordre et le désordre, entre l'ordre prochain et l'ordre lointain, dans le monde du discours et dans le monde des objets ? Comment s'assure leur incertaine correspondance ?

#### LES NIVEAUX

A. — Objets. *De-scription*. *Isotopies* : (sous-objets, objets, super-objets).

1) *Statut objectal de l'objet*. Classes d'objets (paradigmes). Analyses spécifiques : démographie, topographie, sémiologie des objets, basées sur le dénotatif.

2) *Connotation*. Symbolisme, rhétorique. Sémiologie du discours. Domaine de la subjectivité, des codes seconds, du métalangage.

3) *Idéo-logie*. Paroles. Modèles d'interprétation.

B. — Actes. *Hétérotopies* : *l'ici et l'ailleurs*. (Statistiques comparatives). *Division du travail*.

1) *Parcours* (structures constituantes à travers les objets). Topique des objets (Syntaxes).

2) *Etats-Actes* (structures enveloppantes) *parmi les objets* dans un lieu.

3) *Activités spéciales* (modelant un objet, une matière —, les établissant comme tels au nom d'une information).

C. — Situations. *Utopies* : (*production et création*).

1) *Reproduites* (réfléchies).

2) *Naissantes* (exprimées, réprimées).

3) *Virtuelles* (le possible-impossible).

## COMMENTAIRE DE CE TABLEAU

Cette de-scription du « monde des objets » dans son rapport au « monde des sujets », c'est-à-dire considéré comme *substance sociale*, cette tentative d'une analyse approfondie de la « praxis » ne vont pas sans difficultés. Certes pas. Les concepts se déplacent, et ce déplacement ne pourra s'élucider qu'avec lenteur. L'acte et la situation se manifestent dans le « monde des objets », dans le pratico-sensible (qui se réduit à l'inertie si on le considère à part). Pourtant, ni les actes ni surtout les situations ne sont « sensibles ». Il faut qu'ils s'exposent, qu'ils se dégagent. Plus particulièrement, les situations s'établissent et se comprennent à partir de la « réalité » signifiante, c'est-à-dire des niveaux inférieurs, mais en y ajoutant et non sans revenir vers eux en tant que signifiés.

Qu'est-ce qu'un acte-état (en B2 sur le tableau) ? Regarder ou attendre. Un acte spécial ? Labourer, limer, visser, etc. « Aimer », c'est une situation, autant et plus qu'un acte localisable (attaché à un parcours, ou à un seul lieu, ou à un seul objet). Mais il est possible d'exprimer et d'exposer la « situation de crédit », rapport socio-économique au monde des objets, ou la « situation de terreur ». Ne peut-on parler de « situation » pour l'habitant ? *Habiter*, c'est une situation impliquant des rapports avec des groupes d'objets, des classes d'actes et de gens ; cette situation *produit* certains rapports au lieu de les recevoir ou de les percevoir passivement. Elle inverse

le rapport « signifiant-signifié » en ceci que l'objet considéré isolément comme signe (signifiant) se change en signifié de *l'habiter* quand on le rapporte à la situation (par exemple l'objet urbain). Cette situation implique l'occupation d'un lieu, le rapport avec ce lieu et avec d'autres lieux (l'ici et l'ailleurs). Elle ne va pas sans l'acceptation de contraintes globales, résumées dans le *plan* de la ville, dans la synchronisation des chronies et topies.

Les actes et situations ne peuvent s'exprimer sans référence au « monde des objets », aux lieux, aux différences des lieux (*topies* : iso- et hétéro-) mais aussi au *possible-impossible* : la communication parfaite, l'expression totale, la transparence des rapports, la libre métamorphose des activités et situations, le non-travail intégral, les moments purs, la connaissance achevée, la jouissance illimitée, en un mot *l'utopie* (présente et absente, influente à ce titre, sans laquelle il n'y aurait ni acte ni situation). Par ce mot « utopie », ainsi redéfini et pleinement réhabilité, il est clair que nous entendons « autre chose » qu'une idéologie ou qu'un simple horizon dé-mesuré. Nous entendons l'inhérence aux lieux, aux actes, aux situations, d'un « ailleurs ». A travers ses niveaux successifs de parole et d'écriture, de parcours et d'idéologie, le « monde des objets » et le « monde des sujets », se réunissent dans le possible-impossible auquel il est impossible de ne pas faire appel pour exposer le possible. A la limite, nous proposons de *produire* le discours total de la société, de cette société. Le modèle d'interprétation coïnciderait alors avec le modèle de représentation dans la de-scription de tous les objets, de tous les actes, de toutes les situations. Le projet de ce discours total n'est-il pas un moment de tout discours « réel », c'est-à-dire de la situation de ceux qui parlent et supposent la communication possible ? N'était-il pas inhérent à la philosophie ? Pour *tendre* vers lui, la critique des idéologies et la critique radicale de la société est indispensable, en tant que cette société avec ses idéologies *révèle et masque* les situations comme les activités, les dissimule sous les objets, bloque la voie, arrête la démarche, interdit la réalisation du possible au cours d'une recherche de l'impossible.

Inutile d'insister sur cette impossibilité : aussi bien le dénombrement exhaustif des objets que la formulation intégrale des actes et l'exposé total des situations. Aussi bien la

saisie de tous les paradigmes rapportés à toutes les séquences éventuelles — que la saisie de toutes les énonciations finies rapportées aux virtualités infinies de la parole. La notion explicite du *quotidien* implique la sortie du quotidien, la distance critique, l'idée d'une *transcendance poétique* au quotidien.

14. Parmi les situations, certaines méritent que l'on insiste. *La situation de consommateur* comporte un rapport spécifique avec les objets et les activités. L'objet, la chose échangeable, échangée, achetée, vendue, se change en « service » (J. Baudrillard). C'est une situation, ce n'est qu'une situation parmi d'autres. Celle de *producteur* (de produits répétitifs, d'œuvres uniques ou des deux) également. Sans doute y a-t-il moins d'actes que d'objets et moins de situations que d'actes. Seule la statistique comparative pourrait se prononcer. Et cependant, il y a complexité croissante du niveau des objets à celui des actes et à celui des situations.

15. La théorie de l'objet peut se servir de la linguistique dite structurale comme de la linguistique transformationnelle. Peut-être se rapprocherait-elle de celle-ci plus que de celle-là, dès lors qu'on ne réduit pas la théorie à la connaissance des objets en tant que tels (à un premier niveau : sémiologie du premier degré, technologie ou logo-technique, démographie des objets). D'autre part, la théorie de l'objet ne se réduit pas à l'étude du langage. Elle va plus loin : vers le non-dit, vers l'indicible. D'ailleurs l'étude du « monde des objets » pris comme substance sociale permettrait peut-être d'approfondir la structure du lexique, celle du champ sémantique global et des champs partiels, etc.

Parmi les objets, à leur propos, on peut distinguer :

a) *la compétence* : les objets que tel ou tel connaît, qu'il nomme ;

b) *la performance* : les objets que tel individu sait manier, qu'il possède en « valeur d'usage ».

Comme l'ont mis en lumière les linguistes de l'école transformationnelle, la compétence et la performance ne marchent pas ensemble et du même pas. *La compétence* va au-delà de la *performance*. Chacun nomme plus d'objets qu'il n'en manipule et possède. Il en va de même pour les actes et situations, mais l'énergie et la vitalité des individus se définissent par leur effort pour élargir la compétence et pour amener la

performance à la hauteur de la compétence, sans recours aliénant et abusif à des procédés extérieurs.

Distinction analogue entre la *perception* (qui actualise des connaissances implicites, à tel niveau contextuel, linguistique et non-linguistique, c'est-à-dire dans tel contexte de situation) et la *production* (non seulement d'énoncés, mais de gestes et d'actions, de parcours et de rapports).

*Le sens* (si on ne le réduit pas à la signification, si on ne le met pas entre parenthèses) naît au niveau de la situation en tant qu'elle enveloppe les objets et les actes. Le sens y mène.

Il s'agit ici d'une étude du *contexte*, soit immédiat (lié à tel objet ou groupe d'objets, à telle réception ou émission de phrases), soit *médiatisé* (lié de proche en proche à l'ensemble de la « réalité », c'est-à-dire de la praxis ou pratique sociale).

Etude difficile puisqu'elle reprendrait à tous les niveaux (historique, sociologique, etc.) le projet d'une *science de tous les discours possibles* (Chomsky), projet qui lui-même reprend le projet philosophique traditionnel. Nous nous déplaçons dans le domaine du *possible-impossible*, catégorie que nous mettons ainsi au centre de la connaissance, de la praxis, de l'analyse critique des idéologies, du rapport entre le quotidien et le non-quotidien, de la « réalité » urbaine, de la relation entre la parole et le discours écrit, etc. En résumé, les règles qui permettent le passage d'un code à un autre, naîtraient au niveau des situations, de leur conscience à la fois exprimée et réprimée, cherchant à réunir les objets et les actes, non sans recours à des catégories encore plus subtiles.

16. Les démarches successives qui ont mené de niveau en niveau ramènent au point de départ, mais éclairci. L'analyse du statut (statique) de l'objet (des objets pris atomistiquement) mène bien à l'étude de chaînes et séquences d'objets, relevant d'une double détermination (par l'usage, par l'échange). Des structures superficielles, on passe à des structures plus profondes, impliquant des formes *d'inclusion et d'exclusion*, et aussi des *symétries* (les unes internes à l'objet considéré, les autres externes et concernant des groupements, assemblages, agencement d'objets). Tout objet assignable à un lieu, un instant ou moment, possède une droite et une gauche, un haut et un bas ; que « je » reste hors cet objet pour le regar-

der, pour l'observer, que « j'y » entre ou que « j' » en sorte, « je » l'aborde par tel côté, « je » le situe dans un espace orienté où « je » me situe moi-même : mon corps, avec ses symétries et dissymétries. C'est ainsi que « je » le *parle* ; toute parole résume un parcours (effectué ou virtuel, possible et/ou impossible, quotidien ou exceptionnel, prévu ou imprévisible).

17. Comment atteindre et définir le statut de *l'objet culturel* ? Voici devant moi un masque Nô, c'est le masque de (l'acteur qui joue le rôle de) « Madame Aoi », la morte qui revient pour tuer sa rivale. J'ai vu la pièce, sur ce thème : la terreur du « néant » vivant, thème du théâtre Nô et peut-être de la tragédie. Même si je n'avais pas vu la pièce, je pourrais comprendre cette terreur et par conséquent le sens de ce masque terrifiant. Je l'éprouverais comme une possibilité incertaine, n'étant pas sans avoir entendu des histoires de revenants, de fantômes errants, de héros disparus qui hantent les lieux de la mémoire, et qu'il est possible d'exorciser en les « re-présentant ».

Ce masque « est » terrifiant, ou risible. Terrifiant, tel est son sens. Risible, c'est le non-sens. D'où provient cette terreur ? Ni de « l'objet » ni du « sujet ». La philosophie classique se posait un faux problème : où situer l'émotion et le « pathos » ? Réponse : dans le rapport de « l'objet » et du « sujet ». Cet objet culturel, à celui qui reçoit son message, fait peur, et cette terreur fait partie essentielle du « message » qui ne se réduit pas à une information. Ce masque évoque :

a) un paradigme : l'opposition « mort-vivant », présentée comme essentielle, au centre des contradictions de la vie ;

b) une syntaxe : des actes, gestes et mots enchaînés selon des rites et règles ;

c) une situation, à la fois théâtrale (jouée, mimée) et réelle (le rapport des vivants et des morts sur le thème « le mort saisit le vif », thème généralisable).

Cet objet évoque donc et implique une « vision » et un *langage tragique*, à la fois gestuel, visuel, oral, correspondant à une institution et à un système théâtralisé, fixant et valorisant des lieux, leur attribuant un sens, déterminant leur caractère. Il évoque une parole éthico-esthétique, actualisant les éléments de ce langage (avec l'appui d'une musique à laquelle est dévolue la fonction expressive, tandis que le masque condense la signification et le sens). Le théâtre Nô, re-

présenté par ce masque, implique et explique une *situation virtuelle*, possible et impossible : le vivant en proie à la mort, sans trêve. N'y a-t-il pas dans ce masque une *grammaire* (ensemble cohérent de principes et de règles d'emploi, permettant d'agencer et pour ainsi dire d'enchâsser gestes, mots, sonorités) et une *syntaxe* (champ de la créativité à travers des enchaînements réglés, à partir de ces enchaînements eux-mêmes — champ déterminé et borné par des règles qu'au surplus chacun peut transgresser).

Ainsi le masque Nô, objet de culture subtile et raffinée, support d'une vision tragique, implique tous les niveaux, de l'objet comme tel aux situations — de l'objectivité ou « objectalité » à la catégorie du « possible-impossible » à travers celles du langage, du prescrit, de l'inscrit.

18. Dans cette clarté, le long de ce trajet, pouvons-nous définir la Ville ou plutôt la réalité urbaine ? Il y a certainement une singulière « vie objectale » de la ville, renvoyant incessamment de la ville comme « objet » à la ville comme « sujet » et unité, d'une structure considérée en elle-même à la structure comme médiation, comme projection de la globalité sociale, basée sur une couche plus profonde, l'habiter. Pour ceux qui l'habitent, la ville est un super-objet, perçu comme tel par ses « usagers », appartenant cependant à des classes, fractions de classes, groupes sociaux très divers. Mais c'est aussi une *œuvre* perpétuelle, un *produit* de « sujets » intervenant pratiquement, constructeurs, dirigeants politiques, notables et groupes influents, habitants modifiant « l'habitat », qui sans arrêt transforment les fonctions et structures et formes urbaines. Ces agents sociaux ont place et insertion dans la division du travail, dans le processus d'échange et de dons (fêtes, gaspillage). La stabilité de ce super-objet est plus apparente que réelle. Dans l'urbain, en chaque lieu, il se passe toujours quelque chose, visible ou latent. Un tel super-objet pourrait se dire « méta-stable ».

Dans la ville, l'objet culturel que l'on nomme « monument » reçoit et condense et transmet des messages. Ils lui parviennent par divers canaux d'information, et surtout de la mémoire incorporée, le monument « mémorisant » le temps dans une permanence. La réception et l'émission des messages s'accomplissent selon des codes venus de groupes déterminés (les « clercs », le clergé pour une église, par exemple) et déchif-



frables par tels autres groupes (les « croyants » pour les édifices religieux).

Seul un tel objet culturel, cathédrale, arc de triomphe, palais, peut se considérer et s'interpréter comme *trace*, celle d'un geste ou d'une gestuelle de commandement, inscrites dans le temps, violentant les foules, prescrivant des ordres. Un parcours jalonné, tracé, peut se dire contraignant mais ne peut passer pour violence. Ce n'est pas lui qui produit l'espace et le temps. Il se contente de les répertorier.

L'édifice, objet culturel, est aussi support d'idéologie. Il veut rassembler, persuader, convaincre : impossible-possible. Aussi bien qu'une phrase, ou une page, ou un livre, un édifice porte et supporte des *idéologèmes*. la colonne, le campanile ou le clocher, le fronton, la façade, etc. Dans le contexte, certains sèmes ou objets-signes se chargent d'idéologie.

C'est ainsi que l'on peut répondre à la question des philosophes : « Que *peut être* l'objet ? Peut-il *être* amusant, drôle, charmant ? Peut-il être innocent ou coupable ? Dépouillé ou baroque ? » A cette question qui se veut perfide, on peut d'abord répondre : « L'objet n'est rien. Il n'est que pour et par (valant pour). Il signifie ; il se perçoit comme *étant* ceci ou cela par le sujet qui met en lui émotion, connaissance, signification ». Oui, mais le « sujet » ne perçoit ceci ou cela qu'en situant cette qualité ou propriété *dans l'objet*. Ce qu'ont abondamment montré certains philosophes (les phénoménologues). L'émotion naît seulement à propos d'une qualité saisie dans l'objet. Serait-ce une illusion psychique ? Une illusion du langage ? Si oui, tout le processus de la perception n'est qu'illusion : subjectivité, erreur, ignorance, méconnaissance, apparence du « vécu », irrationalité.

Pour répondre à la question des philosophes, il a fallu sortir des catégories philosophiques, introduire de nouveaux concepts à différents niveaux, en passant par les concepts encore obscurs de l'idéologie, du « possible-impossible ».

Parmi les objets-signes de l'urbain, nous avons indiqué le lampadaire, le banc, le trottoir. Si une bourgade se les offre, c'est pour « faire ville ». Ces objets-signes jalonnent des itinéraires, balisent des parcours. Ils ouvrent un espace. A ce niveau, l'espace s'ouvre. Par contre, au niveau de « l'habiter », la clôture l'emporte, c'est-à-dire le fini. Il n'est pour s'en convaincre que de regarder le sol ; les plus beaux sols,

ceux qui parachèvent l'espace et rendent parfait l'habiter, ont ce trait marqué : le fini. Ce sont des dalles, des pavés, des cailloux rangés selon des figures, des mosaïques, des damiers, des tapis. Le fini (qui contient et dissimule la finitude) fait la beauté et le sens de l'habiter. Donc la clôture. Alors que l'urbain se compose d'objets ouverts, de balises et jalons, de parcours.

La ville (la réalité urbaine) rassemble les fruits de la terre et leurs producteurs naturels (jardins). Elle rassemble les produits de l'industrie et aussi les œuvres, les idées. Elle rassemble enfin et concentre les situations. Elle réagit sur ce qu'elle rassemble et cette rencontre est elle-même productrice et créatrice (d'œuvres, d'objets, d'actes, de situations). La concentration ne va pas sans la confrontation. Ainsi la ville constitue ce qu'on nomme « l'environnement » en débordant le sens empirique, mécanique et passif de ce concept. Pas de réalité urbaine sans un centre. Mais la centralité urbaine peut toujours rassembler plus d'objets et d'actes et de situations, et de nouveaux objets, de nouveaux actes, de nouvelles situations. La centralité n'est donc jamais parfaite, jamais achevée. Elle implique l'ici et l'ailleurs, le point central et tous les objets, la forme et le contenu, l'autre et le même. Tout centre renvoie à un autre centre — à un centre autre — et le suscite.

19. Chemin faisant, nous avons ici réhabilité l'objet (tenté de le réhabiliter). L'injonction : « objet, cache-toi » confond l'objet avec la chose, support de la propriété (privée) et de la valeur d'échange, marchandise et argent. Le rapport philosophique du sujet et de l'objet a réapparu, à un niveau plus élevé. L'un implique l'autre. « Jouir » ? Chacun jouit en soi, mais avec, par, en « l'autre ». Vérité triviale, triturée par une philosophie devenue sommaire. L'autre ? C'est l'autre conscience, l'autre être, l'autre objet et l'autre sujet. Le « monde des objets » et le « monde des sujets » : impliquants-impliqués, compliqués-expliqués.

Il n'en reste pas moins que le « monde des objets » avec ses structures superficielles, avec l'espace et le discours, a l'étrange propriété de *dissimuler* les contradictions de la praxis. Il les dissimule en les simulant. Il les transforme en juxtapositions, en péréquations. N'omettons pas l'aliénation !

Contradiction suprême : la forme (inhérente à toute expression et projection) de la cohérence (de la logique) dissimule les contradictions du contenu et celles qui se font jour entre le contenu et la forme, contradictions pourtant indispensables pour que la forme joue son rôle par rapport au contenu. La forme du discours, la forme de l'espace, la forme des ensembles et systèmes d'objets, tendent à *réduire* (en les transformant, en les ré-écrivant autrement, en les simulant à l'envers) les contradictions profondes. Et cependant, seules ces contradictions, structures profondes de la praxis, permettent de concevoir la production (la génération) des structures superficielles : l'espace, le discours, les groupes d'objets et de gens. La parole enfin vient qui dévoile ce dont elle n'a pas perdu la trace, ce qu'elle peut délivrer.

(1968)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>PRÉSENTATION</b> , Remi Hess .....	V
<b>INTRODUCTION</b> .....	7
<b>Problèmes de sociologie rurale</b>	
La communauté paysanne et ses problèmes historico-sociologiques ( <i>Cahiers internationaux de     sociologie</i> , VI, 1949) .....	21
<b>Les classes sociales dans les campagnes</b>	
La Toscane et la « mezzadria classica » ( <i>Cahiers     internationaux de sociologie</i> , X, 1951) .....	41
<b>Perspectives de la sociologie rurale</b>	
( <i>Cahiers internationaux de sociologie</i> , XIV, 1953) ...	63
<b>Théorie de la rente foncière et sociologie rurale</b>	
(Actes du III <sup>e</sup> Congrès international de sociologie, Amsterdam, août 1956, vol. II) .....	79
<b>Introduction à la psycho-sociologie de la vie quoti- dienne</b>	
( <i>Encyclopédie de la psychologie</i> , Éditions Fernand Nathan, 1960, p. 102 à 107) .....	89
<b>Les nouveaux ensembles urbains</b>	
Un cas concret : Lacq-Mourenx et les problèmes urbains de la nouvelle classe ouvrière ( <i>Revue française de sociologie</i> , 1 (2), 1960) .....	109

<b>Utopie expérimentale : pour un nouvel urbanisme</b> ( <i>Revue française de sociologie</i> , 2 (3), 1961).....	129
<b>Le Bistrot-Club</b> (Information bimestrielle du Syndicat des architectes de la Seine, février 1962).....	141
<b>La vie sociale dans la ville</b> (Inédit. Sténogramme d'une intervention au Centre de prospective, le 29 octobre 1962).....	145
<b>Humanisme et urbanisme. Quelques propositions</b> ( <i>Architecture, Formes, Fonctions</i> , n° 14, 1968).....	153
<b>Introduction à l'étude de l'habitat pavillonnaire</b> Préface à un ouvrage collectif de Henri Raymond, Marie-Geneviève Raymond, Nicole Haumont, Monique Coornaert (Édition Centre de Recherche d'Urbanisme, CRU, mai 1966).....	159
<b>Propositions pour un nouvel urbanisme</b> ( <i>Architecture d'aujourd'hui</i> , juin-juillet 1967).....	183
<b>Besoins profonds, besoins nouveaux de la civilisation urbaine</b> (Revue 2000, exposé fait à Luss sur la question des Parcs nationaux, <i>Revue de l'aménagement du terri- toire</i> , n° 4, septembre 1967).....	197
<b>Quartier et vie de quartier</b> ( <i>Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne</i> , vol. 7, mars 1967).....	207
<b>L'urbanisme d'aujourd'hui : mythes et réalités</b> Débat entre Henri Lefebvre, Jean Balladur et Michel Ecochard ( <i>Cahiers du Centre d'études socialistes</i> , n° 72-73, septembre-octobre 1967).....	217
<b>Conférence à la cité universitaire d'Antony</b> le 13 novembre 1967 (inédit).....	229
<b>Pessac, le quartier Le Corbusier</b> par Philippe Boudon (Dunod éditeur, Paris, 1969) ....	233
<b>Intervention au séminaire de sociologie de Madrid</b> 6 novembre 1968.....	235

**Les besoins fonctionnels**

(Inédit. Intervention au séminaire du Rauc, 14 décembre 1968)..... 241

**À propos de la recherche interdisciplinaire en sociologie urbaine et en urbanisme**

(*Utopie*, n° 2, Éditions Anthropos, Paris, 1968)..... 243

**Éléments d'une théorie de l'objet**

(Revue *Opus International*, Paris, avril 1969)..... 267

**BIBLIOGRAPHIE**..... 287









